

(De notre correspondant.)

(Interim)

(*) Professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris, chirurgien de l'hôpital Laënnec.

[A la suite d'une erreur de transmission, nous avons écrit que la convention avait été ratifiée par le Parlement européen. Il s'agissait du Parlement de Bonn.]



MM. Callaghan passe pour ne pas être favorable à une révision de la loi électorale. Si celle-ci, en effet, aboutissait à limiter l'influence des nationalistes écossais, elle ferait tout d'un coup des libéraux qui, avec plus de cinq

ANDRÉ FONTAINE

(1) Plan de confédération européenne proposé par le général de Gaulle en 1960 aux pays de la C.E.E. L'opposition de la Grande-Bretagne contribua à expliquer le rejet final de cette initiative par les Pays-Bas et la Belgique.

EUROPE

Arbitre éventuel de la crise M. Ugo La Malfa exige une politique économique rigoureuse

De notre correspondant

Rome. — On l'a appelé parfois le « Mendès France italien ». Il en tire orgueil, bien que sa propre réputation d'homme d'Etat le dispense de chercher des modèles à l'étranger. « L'erreur de P.M.F. », dit M. Ugo La Malfa, d'un air amusé, est de s'être déclaré socialiste. Nous sommes, je crois, des animaux politiques d'une autre nature. »

Animal politique, il l'est sans aucun doute. Malgré son âge (soixante-trois ans) et la petite taille du parti républicain, qu'il préside (quinze députés sur six cent trente), M. La Malfa fait l'objet de bien des supputations. Ne voit-on pas souvent en lui le premier président du conseil « laïc » de l'Italie républicaine, et la démocratie chrétienne venait à abandonner le palais Chigi ?

Il le nie formellement : « Un chef de gouvernement laïc serait la victime des forces qui le soutiendraient. Cela ne me plaît pas. Je préfère que mon parti jouit d'une certaine crédibilité, exerce

une fonction de contrôle et d'influence politique. » Vice-président du conseil de décembre 1974 à février 1976, M. La Malfa avait affirmé, après le renversement du cabinet Moro, qu'il ne serait jamais plus ministre. Il est revenu sur sa décision, compte tenu de la gravité de la crise. « Il se pourrait, dit le dirigeant républicain, que je sois obligé de m'engager directement. » Son pays l'inquiète, en effet, au plus haut point. « Il va mal, très mal. Un vent de folie semble avoir soufflé. On a graduellement détruit une Italie dont le « miracle économique » n'était pas seulement une expansion matérielle, mais une explosion de créativité dans tous les domaines. » M. La Malfa n'a jamais cédé à l'optimisme. Cette fois, cependant, il semble plus tourmenté que d'habitude. Il parle de « désintégration sociale » et de « système qui vacille ».

Les deux points majeurs

« L'expérience de centre-gauche, dit-il, a complètement échoué. On a un plan précis pour répondre aux trois besoins de l'Italie : le développement du Nord, la pleine occupation et les services sociaux. Ce plan reste son plus grand souhait, au-delà de toutes les formules de gouvernement. Ce qu'il propose, c'est une politique d'économie et de rigueur, d'établir le taux réel d'inflation, contenir les dépenses publiques ;

réduire le déficit fabuleux du Trésor ; contrôler la dynamique salariale ; combattre l'esprit corporatiste ; analyser la distribution du revenu. » Limiter le droit de grève ? « Le limiter volontairement, autour de la table de discussion d'un plan économique. Sinon il faudrait recourir à des instruments législatifs. » M. La Malfa reprend sa longue énumération : « Renforcer le système produc-

tif en combattant l'absentéisme et le parasitisme ; réduire dans les entreprises les structures publiques ; par exemple, les provinces ; assainir le secteur para-public en y faisant des coupes drastiques. » Tout cela, c'est « le premier point ». Il y en a un second : « L'Italie, selon M. La Malfa, doit rester dans le système occidental, du point de vue politique, économique et militaire. Nous voulons donc des garanties absolues pour que ne s'affaiblissent pas les liens avec l'O.T.A.N. et les Etats-Unis. Certes, le P.C.I. a avancé : il n'est plus le parti stalinien d'après-guerre. Cependant l'équilibre international s'est déplacé, dans les derniers temps, en faveur de la Russie. Et nous sommes préoccupés de l'avenir incertain de notre voisin, la Yougoslavie. Le paradoxe est que plus les communistes s'approchent du pouvoir et plus le pays a besoin de sécurité internationale. »

M. La Malfa ne fait pas de procès d'intention aux dirigeants communistes italiens et à M. Enrico Berlinguer en particulier, « qui est un homme de méditation ». Il doute seulement de leur capacité à donner de solides garanties et à résister aux pressions soviétiques. « Il leur manque un Tito : peut-être l'insinueront-ils. Pour le moment, cela nous oblige à être très prudent. » Concrètement, après les élections, que fera le parti républi-

cain, dont on escompte un léger progrès ? M. La Malfa évoque deux hypothèses. La première est que la gauche obtienne la majorité ou, du moins, s'en approche. Certains ont suggéré que les voix républicaines pourraient alors servir d'appui à un gouvernement de Front populaire. « Jamais », dit M. La Malfa, nous ne donnerons notre appui. Nous ne pensons pas que la gauche puisse surmonter la crise. Une formule de ce genre aggraverait la crise et nous mettrait dans une situation encore plus dramatique. »

Seconde hypothèse, plus probable selon le leader républicain : la démocratie chrétienne conserve la première place. Elle ne veut pas du P.C. dans la majorité, alors que celui-ci insiste et que les socialistes l'appellent. « Théoriquement, dit M. La Malfa, on pourrait avoir d'autres élections, mais je ne le crois pas. Il faudrait qu'un des trois partis cède. Lequel ? Franchement je ne sais pas. » M. La Malfa, qui est réputé pour « voir venir » les choses et s'y préparer, serait-il cette fois aussi perplexe que la plupart des observateurs ? Il déclare : « Attendre et voir », en s'en tenant aux « deux conditions » qu'il énumère plus haut. « Quel gouvernement peut le respecter ? Connaissant la force du P.C., sa capacité d'organisation et son sérieux, connaissant aussi la faiblesse structurelle de la démocratie chrétienne et du parti socialiste, je ne sais pas si elles pourraient être défendues. »

ROBERT SOLÉ

LE DÉROULEMENT DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Tribune internationale Une occasion exaltante

par ROSSANA ROSSANDA (*)

On connaît l'enjeu des élections du 20 juin : l'ensemble des gauches dépassera-t-elle 50 % des suffrages. La raisonnablement, en tout cas, qu'il n'en sortira aucune majorité capable d'assurer le P.C.I. sans s'appuyer sur les voix fascistes. La question de la participation des communistes au gouvernement est donc posée.

Quelles perspectives peuvent donc s'ouvrir ? Il vaut la peine d'y réfléchir, car, malgré les analogies numériques, les différences sont grandes entre l'Italie et la France.

Première différence : la désintégration accélérée de la classe dominante italienne. Nous avons une curieuse démocratie, dominée, continuellement depuis trente ans, par un seul parti, le D.C., qui a fini par devenir le parti spécifique et totalisant de la bourgeoisie. Le 20 juin, son passage à l'opposition apparaît comme un passage à l'opposition de la bourgeoisie et de son Etat. Car toutes les tentatives du patronat éclairé (les Agnelli, les Visentini) pour se donner un parti renouvelé, consistant et digne de leur confiance, ont échoué. M. Zaccagnini n'est pas mieux parvenu à rénover concrètement la D.C. Rien d'étonnant si ces élections se dessinent comme un tournant équivalent et opposé à la fameuse victoire remportée en 1948 contre le Front populaire.

Au surplus, cette décomposition de la classe dominante vient du choc qui lui portait conjointement un puissant mouvement ouvrier et la crise internationale. La zone des bas salaires, sur laquelle s'était bâti le « miracle économique », était déjà réduite à néant avant que les Etats-Unis ne déversent sur l'Europe les effets de leur impasse économique et monétaire. Toute l'assiette de l'économie et de la production d'une Italie, plus fragile que la France et l'Allemagne, en est violemment ébranlée. Derniers plaisanteries de l'histoire, c'est du grand allié américain que pleuvent à présent les plus lourdes dénonciations de corruption : l'affaire Lockheed ensevelit dans la boue l'état-major de confiance des Etats-Unis à Rome.

La seconde différence tient à la nature de la gauche italienne. La poussée majoritaire de l'opinion s'enracine dans un mouvement ouvrier et un état de luttes sociales sans équivalent en Europe. Elle a investi l'usine, en a empêché la reconversion tranquille et mis en cause l'idéologie du rapport capitaliste de production, en demandant des augmentations régulières, en refusant la mobilité du travail, la déqualification, en instaurant de nouveaux rapports entre le sommet, la base syndicale et les partis.

Ce mouvement ne se laisse pas diviser entre chômeurs et non-chômeurs, il n'a pas fermé les grilles devant les cortèges d'étudiants. Avec ces derniers, il n'a pas entretenu d'idylle, mais n'a pas non plus abouti au divorce. Les ouvriers n'oublient plus qu'ils ont appris des étudiants le droit d'association, la critique de la division du travail, la non-neutralité de la culture.

La « ghetto » ouvrier a fait son temps, il a envahi la première page des journaux, de la radio, il pèse dans l'opinion commune. Mais aussi, les femmes et les soldats étaient entrés en lice aux côtés des étudiants. En dépit de toute une littérature qui en fait les plus ardents de l'Europe moderne, les femmes ont dénoncé les gauches, et battu le gouvernement Moro à propos de l'avortement. Il n'y a plus une couche sociale de notre pays qui ne soit « polluée », qui ne commence à se douter que la bourgeoisie n'est pas seulement brutale, mais aussi inefficace, qu'elle n'est pas éternelle et qu'on peut la remplacer.

Tout cela fait que le gouvernement des gauches, auquel tôt ou tard on aboutira, sera quelque chose d'assez différent de l'expérience chilienne ou portugaise. Différent aussi, à mon avis, de ce que serait une majorité de gauche en France. Le P.C.I. pèse trois fois plus que le P.S.I., ce n'est pas un hasard. Sa force vient de son enracinement dans les masses ; elle met la ligne de Berlinguer en contradiction avec elle-même. Le P.C.I. est trop puissant pour permettre un rapport assis à des interlocuteurs bourgeois.

C'est sincèrement que Berlinguer a voulu le compromis historique. Mais le simple fait de présenter cette possibilité à la D.C. en a accéléré la décomposition interne. Berlinguer avait préféré laisser à la bourgeoisie une gestion raisonnablement démocratique de la crise. Il ne l'a pas pu. Berlinguer ne voulait pas la dissolution des Chambres, mais aucun compromis n'a été possible sur l'avortement. Berlinguer enfin aurait préféré n'avoir pas de présences encombrantes sur sa gauche. Il ne le peut pas.

En conséquence, l'Italie est ingouvernable au moyen d'une réédition quelconque du compromis démocratico-bourgeois ; tout cela détermine la nature qu'un gouvernement des gauches sera bien obligé d'assumer, dans une situation sans précédent historique, une alternative qui soit à la fois révolutionnaire et massive, écartant les tentations minoritaires et jacobines. Le Chili et le Portugal nous donnent une leçon.

La parti d'unité prolétarienne et l'avant-garde ouvrière, réunis dans le cartel électoral de la « démocratie prolétarienne », relèvent ce défi. Ils ne se proposent pas seulement de conquérir quelques députés, comme c'a été le cas dans les élections régionales, mais de constituer un pôle de référence pour un gouvernement de la gauche capable de durer, en évitant l'accélération de la course à droite des réformistes, de la course à gauche des avant-gardes, qui laisserait les adversaires passer par la brèche. C'est désormais sur le terrain du pouvoir que le « mouvement » italien dénouera sa complexité, son ambiguïté, sa croissance entre révolution et réforme, qu'il fera surgir le nouveau bloc historique sous l'hégémonie prolétarienne, dont parlait Gramsci. Epreuve difficile, mais occasion exaltante.

(*) Membre du bureau politique du parti d'unité prolétarienne.

(Publicité)

60 % DE RÉDUCTION SUR LES VÊTEMENTS EN CUIR...

...ou en peau : blousons pour homme et femme de 400 à 600 F au lieu de 850 et 930 F. Mantons femmes en peau velours, 680 au lieu de 1.600 F. Tous griffés MAC-DOLGLAS sont soldés chez M. CHOW, 23, rue Saint-Sulpice (6^e)

uniclaim & découvert l'amérique

voilà aller-retour

MEXIQUE	1950f
U.S.A.	1590f
PEROU	2850f

circuit JAPON PAR LE TRANSIBERIEN 4250f

EGYPTE 2480f

INDE 4800f

demande de documentation

UNICLAIM VOYAGES 63 rue Monsieur le Prince 75006 PARIS 325.78.31 et 633.53.14

MATELAS SOMMIERS ENSEMBLES

TRECA

présente toutes ses nouvelles literies chez

CAPELOU

DISTRIBUTEUR

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

Seule adresse de vente

37, AVENUE DE LA REPUBLIQUE PARIS 10^e M. Métro Parmentier

Tél 357.46.35

(Publicité)

En vue d'élargir son équipe de direction, ENTREPRISE INTERNATIONALE DE L'EMBALLAGE, cherche

DIRECTEUR DES APPROVISIONNEMENTS

Cette fonction clé doit son importance au volume d'affaires traitées, à l'ampleur du capital investi et à la variété des matières premières touchant les papiers-cartons et les produits chimiques, ainsi qu'à la mise au point des contrats d'achat de biens d'investissement. Elle s'exercera en faveur de sociétés françaises et allemandes entre lesquelles une étroite liaison devra être assurée.

La société portera son intérêt sur une personnalité d'envergure réunissant les qualités de souplesse d'un négociateur à celles d'un organisateur, capable de s'adapter à des marchés en constante mutation.

Les candidats, de 30 à 40 ans, parlant français, allemand et anglais, possédant une connaissance spécifique des matières mentionnées ci-dessus et comprenant les problèmes techniques, devront bénéficier d'une expérience de la direction des ventes ou des achats à un niveau international.

La base de travail se situe en Alsace, à proximité des centres de Bâle, Fribourg-en-Brisgau et Strasbourg.

Prière d'envoyer les offres détaillées (lettre man., C.V., photo et prétentions, de salaire) à l'adresse ci-dessous, sous référence DIRAP.

Aucun dossier ne sera transmis à l'entreprise sans l'accord du candidat.

J.-B. et M. DUPONT-ROBERT, Centre d'Orientation et de Formation professionnelle - CH 1814 - LA TOUR-DE-PÉLLEZ.

PISTAL

LE 1^{er} INSECTICIDE 100% NON TOXIQUE!

CERTAINS LE DISENT. PISTAL LE PROUVE!

Fin les blattes, moustiques, araignées et autres indésirables. PISTAL les extermine radicalement. Eux et leurs larves. Un insecticide à usage vraiment domestique qu'on utilise sans crainte dans la cuisine, la salle de bains ou la chambre de bébé. L'insecticide sans D.D.T., ni D.D.V.P., aux essences naturelles pour la santé de la maison (et de ses occupants!). PISTAL est vendu en aérosol ou en bicon.

Demandez PISTAL à votre droguiste ou à votre détaillant habituel, ou écrivez à : Laboratoires ALIO SPRAY 5, rue Nicolas-Chauquet - 75017 PARIS

*Rapport de la Société de Recherches Biologiques en date du 5.01.76 après 3 mois d'essais sur divers animaux à sang chaud.

Pistal

jeunesse détente judaïsme

Circuits Découverte

ISRAEL GRECE ROUMANIE

Randonnées surprises...

PERIGORD, BRETAGNE

...en «cheval-roulette» et pour les 14-18 ans

«CHEVAL-MER» sur la CÔTE D'AZUR

Renseignements et inscriptions

PARIS 11, rue de la Harpe - 75005 de lundi au vendredi de 10h à 18h Téléphone: 325-66-15

MARSEILLE: 325, Av. de Mazargues du lundi au vendredi de 15h à 17h Téléphone: 77-76-20

canapé 3 places + 2 fauteuils en cuir à partir de

5740 F

20 modèles - 16 coloris - crédit possible

La Boutique du Brésil

PARIS - 43 av. Friedland (Métro Etoile) - Tél. 359.22.10

NICE - 5 promenade des Anglaises - Tél. 87.16.07

l'ensemble 5 places cuir: 5740 F ttc

la chauffeuse cuir: 1680 F ttc

ITALIE QUATRE JOURS LE PA

Les journaux italiens ont consacré ces quatre jours à l'analyse de la situation politique et économique du pays. Les titres principaux ont été : « L'Italie est-elle ingouvernable ? », « La gauche est-elle prête à gouverner ? », « Le compromis historique est-il encore possible ? ».

Les journaux ont également abordé la question de la participation des communistes au gouvernement, et les perspectives qui s'ouvrent à cet égard. Les analyses sont divergentes, mais toutes soulignent la complexité de la situation et la nécessité d'une approche nouvelle.

Les journaux ont également abordé la question de la désintégration de la classe dominante, et les effets de la crise internationale sur l'économie italienne. Les analyses sont convergentes : l'Italie est considérée comme plus fragile que la France et l'Allemagne, et la situation économique est jugée préoccupante.

Enfin, les journaux ont abordé la question de la corruption, et l'affaire Lockheed a été largement commentée. Les analyses soulignent l'impact négatif de cette affaire sur la confiance des Etats-Unis à Rome.

AGRICULTEUR NEUREUX

De notre correspondant

Les journaux italiens ont consacré ces quatre jours à l'analyse de la situation politique et économique du pays. Les titres principaux ont été : « L'Italie est-elle ingouvernable ? », « La gauche est-elle prête à gouverner ? », « Le compromis historique est-il encore possible ? ».

Les journaux ont également abordé la question de la participation des communistes au gouvernement, et les perspectives qui s'ouvrent à cet égard. Les analyses sont divergentes, mais toutes soulignent la complexité de la situation et la nécessité d'une approche nouvelle.

Les journaux ont également abordé la question de la désintégration de la classe dominante, et les effets de la crise internationale sur l'économie italienne. Les analyses sont convergentes : l'Italie est considérée comme plus fragile que la France et l'Allemagne, et la situation économique est jugée préoccupante.

Enfin, les journaux ont abordé la question de la corruption, et l'affaire Lockheed a été largement commentée. Les analyses soulignent l'impact négatif de cette affaire sur la confiance des Etats-Unis à Rome.

سكن من الامم

LE PAYS DEVANT LA PEUR

De notre envoyé spécial MICHEL BOYER

Le poids du déficit public

Toujours les structures

la pression fiscale (32 % du revenu national en Italie, contre 38 % en moyenne dans la C.E.E.), instauration d'une fiscalité immobilière, lutte contre l'évasion des impôts, remise en ordre du secteur public (30 % de l'emploi et 40 % de la valeur ajoutée industrielle), réforme de l'échelle

**Un fauteuil de relaxe
du plus haut standing**

LE «SURREPOS»

DOU pour documentation gratuite M1

BUN **SUREPOS, 157, bd Haussmann,**
75008 PARIS.

NOM (Majusc.)
Prénom
Profession
Adresse complète
Code postal

A des nuances près, les experts aboutissent aux mêmes conclusions : aux mêmes recommandations. Les deux doutes qui reviennent comme un leitmotiv dans toutes les conversations prises de conscience des réalités ou des possibilités de l'avenir, sont les deux sans doute. La crise a dévoilé les faiblesses et fait tomber la confiance. La confiance fédérale et a jusqu'ici réussi. La participation au pouvoir du parti communiste apparaît à beaucoup comme une caution nécessaire à la poursuite d'une politique économique réaliste fondée sur une certaine planification. Mais la péninsule ne peut se passer du rôle du marché. Nouvelle contradiction.

Prochain article :

PERSÉVÉRER DANS L'ÊTRE

par Jacques Nobécourt

BARCLAY
george V

TAILLEUR - CHEMISIER - PRÊT-À-PORTER DE LUXE
35, Avenue George V

RÉOUVERTURE

Nouveau *Nouvelle*
Cadre *Formule*

TOUT
POUR L'HOMME

JUIN : LE MOIS DE LA PHOTO A AUCHAN.

SANKYO
sonore 25 XL
1.295 F



CANON FTB
objectif 1,8/50, avec sac
1.350 F

NIKKORMAT FT2 chromé	1640,00 F
objectif 2/50 mm sans sac	
ASAHI PENTAX KM chromé	1290,00 F
objectif 1,8/55 mm avec sac	
Film super 8 couleur	24,50 F
KODACHROME 40	

Et toutes les grandes marques - Canon, Minolta, Asahi Pentax, Olympus, Nikon, Nikkormat, Fujica, Sankyo, Bolex, Bauer... - aux meilleurs prix!

FONTENAY-S/BOIS - VAL DE FONTENAY
Av. du Maréchal-Joffre - Tél. 876 47-95

PLAISIR - LES CLAYES
CD 161, à 10 km de Versailles - Tél. 055 80-35

MANTES - BUCHELAY
CD 110 - Tél. 092 42-00

ORLEANS - Saint-Jean-de-la-Ruelle
Tél. 15 (38) 88.02.58

AUCHAN. Un défi permanent: les prix les plus bas.

A la fois rigide et souple dans ses structures, l'économie italienne réclame d'urgence un plan de réforme en profondeur. Et l'enjeu des élections réside dans la détermination d'une politique capable d'inspirer ce plan.

Aucune réforme en profondeur n'a, jusqu'ici, été appliquée par les responsables politiques. Ainsi le programme de reconversion industrielle, mis au point à la fin de 1975, a, faute d'accord politique, été réduit à un ensemble d'aides en faveur de l'industrie et de l'artisanat. De même, la promotion à moyen terme du Mezzogiorno, qui portait sur 16 500 milliards de lires, est restée lettre morte.

Pas de m...

Il ne s'agit pas pour l'économiste du P.C.I. de construire un « mur de Berlin », mais de garder les frontières ouvertes. « Nous avons besoin, affirme-t-il, de capitaux étrangers et d'investissements directs. » Le commerce extérieur représente en tout cas une « nécessité absolue » pour une économie qui vit de la transformation des produits.

La poursuite de ce raisonnement
concret conduit à préconiser
l'amélioration de la compétiti-
vité des produits italiens, afin
notamment de pouvoir rembour-

pas toujours manqué d'imagination; mais, en l'absence de volonté politique, les projets sont restés au fond des tiroirs et les solutions ont sans cesse été repoussées à plus tard. L'expansion mondiale et l'aide internationale permettaient de faire tourner la machine et de reculer la minute de vérité. N'est-ce pas la carence du pouvoir politique qui a poussé de nombreux industriels à se présenter aux élections du 20 juin ?

Le patronat italien, découragé par les faiblesses des hommes politiques, est monté en ligne pour faire aboutir ses revendications. « Nous soutenons, dit-on à la Confédération italienne des industries comparables à celles qui prévalent dans le reste de la C.E.E. Nous souhaitons pouvoir financer les investissements, obtenir la mobilité du travail, promouvoir la recherche scientifique. Nous préférons qu'une ligne politique soit menée sans le parti communiste. » Le directeur général de la Confédération, M. Franco Martelli, souligne d'ailleurs que la C.E.E. n'est pas « socialiste » et que la ligne « socialiste » ce parti aura les mêmes difficultés que les autres pour assurer le redressement économique.

Les responsables du P. C. L. quant à eux, ne défendent pas, la mise en œuvre d'une politique de nationalisation. Pragmatique M. Luciano Barca, responsable de la section programmation du parti communiste, estime que dans son état actuel le secteur public est suffisant. *« Certains établissements devraient devenir privés et réciproquement. »* Il lui paraît ainsi anormal de servir dans les restaurants d'autoroutes des poulets d'Etat.

M. Barca considère aussi avec réalisme la présence de firmes multinationales. Celles qui ont quitté l'Italie (vingt sur cinquante en 1975, représentant 7 % à 8 % du chiffre d'affaires total) l'ont fait pour des raisons plus économiques que politiques.

« Nous ne faisons pas de différences », souligne-t-il, entre M. Agnelli et M. Dupont. »

de Berlin

ser la dette extérieure, dont une augmentation serait « dangereuse ». Sans doute parce qu'elle mettrait davantage en cause l'indépendance nationale. Cette dette s'élève actuellement à quelque 17 milliards de dollars. La charge des seuls intérêts a représenté plus de 1 milliard de dollars en 1975 et le service complet de la dette atteindrait cette année 4,5 milliards de dollars.

Pour améliorer la compétitivité, M. Barca juge impossible un blocage des salaires, qui aurait pour effet de « conserver l'injustice », mais croit plutôt à l'« au-

UN AGRICULTEUR HEUREUX

De notre correspondant

Rome. — A force de parler de crise, on finit par oublier qu'il y a dans ce pays des gens qui n'ont souffert pas. Ils sont parfois les premiers à se plaindre, criant misère et annonçant l'apocalypse. « Pleurer chez nous est un sport national », explique Giovanni B..., qui, par les bénéfices de ses exploitations agricoles, fait partie de ces citoyens privilégiés. Voilà un homme heureux et qui ne s'en cache pas. Ses difficultés sont peu de chose à côté des soucis — réels ou non — que rencontrent nombre de propriétaires italiens.

Giovanni B... ne dit jamais « je », mais « nous ». Depuis vingt ans, sa femme et lui dirigent ensemble trois exploitations, situées à une cinquantaine de kilomètres de Rome. On peut difficilement dire qu'ils sont « parisiens » puisqu'un départ, leurs champs couvriraient déjà une centaine d'hectares. Mais cette surface n'a cessé de s'agrandir. Aujourd'hui, sans faire partie des très gros exploitants, les B... travailleurs acharnés, occupent une place honorable avec des entreprises bénéficiaires toutes les trois.

Dans la plus importante (400 hectares), ils font de l'élevage de bétail, cultivent du tabac, du grain dur et des légumes pour l'exportation. Le chiffre d'affaires annuel atteint 250 millions de livres. Les bénéfices — 10 à 15 % de cette somme — leur permettent de vivre aisément et d'investir. Douze tracteurs sillonnent l'exploitation, les personnes fournissent dix mille journées de travail par an.

« Journée » mérite sans doute de figurer entre guillemets puisque Giovanni B... déplore la tendance à gagner plus et à travailler moins. Il explique : « L'Italien est terriblement individualiste. Pour lui-même, il travaille trois fois au lieu d'une. Pour son employeur, il fait le

trict nécessaire. Et pour l'Etat, dit-il, dix pour deux. » Cette baisse de productivité entre pour une part dans le relèvement du coût du travail. Par rapport à 1968, Giovanni B... affirme qu'il a enregistré une augmentation de 100.000. Les journaux de la zone ouvrière vers de 9 000 à 14 000 litres pour huit heures de travail. Cet exploitant catholique n'institute cependant pas sur les sa-aires et les charges sociales. Il est surtout préoccupé par la hausse du coût des machines, du carburant, du matériel. Par conséquent, il ne multiplie pas son chiffre sur six ans. Or, pendant la même période, les prix n'ont pas suivi : leur augmentation oscille entre 50 % (certaines céréales) et 250 % (viande de bœuf). Certaines entreprises ont réagi en réduisant le matériel, en choisissant des produits moins chers, en augmentant fortement la productivité. Et cela leur a apparemment réussi.

Selon Giovanni B... , l'agriculteur italien souffre d'un trop grand morcellement. Les exploitations de 2 à 3 hectares pullulent, mais il manque des entreprises agricoles moyennes et grandes. Encore faudrait-il que les conditions soient remplies. « J'abord, un retour de confiance. A la campagne, on a peur des communistes, mais aussi de l'inefficacité du gouvernement, qui a beaucoup fait souffrir les agriculteurs, ces dernières années. » Puis un arrêt de l'hémorragie de main-d'œuvre. Les jeunes partent massivement pour l'ville. Si cela continue, on se trouve devant un problème très sérieux dans une décennie. Heureusement, souligne-t-il, un léger reflux — du, sans doute, aux difficultés de l'industrie — se manifeste depuis deux à trois ans.

B... , eux, n'ont pas de craintes pour l'avenir. Leurs cinq enfants envisagent pour le plus tard de prendre la relève. Il y a encore, en Italie, des gens heureux. — R. S.

EUROPE

AVANT LES ÉLECTIONS ITALIENNES

Il faut rester dans l'Europe de l'Ouest pour construire le socialisme dans la liberté
déclare M. Enrico Berlinguer à la télévision

De notre correspondant

Rome. — L'Italie resterait-elle membre de l'OTAN si les communistes devaient participer au gouvernement ? M. Enrico Berlinguer a déjà répondu cent fois à la question, en affirmant que son parti n'envisageait pas de prendre une initiative qui modifierait l'équilibre des forces en Europe. Il l'a encore répété mardi 15 juin, à la télévision : la péninsule « doit rester dans l'alliance atlantique ».

Le secrétaire général du P.C.I. a cependant apporté une précision qui était suggérée depuis le début du mois de juin dans plusieurs de ses interventions publiques : le cadre actuel permettrait aussi de développer un « socialisme dans la liberté ». Voici le texte de sa déclaration plus explicite que celle qu'il avait faite la veille au *Corriere della Sera*. (Nos dernières éditions du 16 juin.)

« Dans cette partie du monde où nous sommes et où nous restons, c'est-à-dire dans l'Europe occidentale, nous sommes conscients qu'il n'existe pas seulement de tentatives d'interférences dans la libre volonté du peuple italien (...). Mais nous pensons aussi que, pour construire

le socialisme que nous voulons, le socialisme dans la liberté, qui est la grande carte de l'Europe occidentale pour le salut de sa propre démocratie (...), il est plus avantageux d'y rester. Cela nous garantit un socialisme comme nous le voulons, un socialisme dans la liberté, un socialisme de type pluraliste. (...) »

La veille, le journaliste du *Corriere della Sera* lui avait demandé si « le socialisme dans la liberté » était plus facilement réalisable à l'Ouest qu'à l'Est. Et M. Berlinguer avait répondu : « Oui, certainement. Le système occidental offre moins d'obligations. Cependant, toutes choses étant égales, il vaut mieux que nous construisions le socialisme comme il leur plaît. Mais à l'Ouest, d'aucuns ne voudraient même pas nous laisser commencer à le faire, même dans la liberté. Je reconnais qu'il y a de notre part un certain risque à poursuivre une voie qui ne plaît toujours pas, ni d'un côté ni de l'autre. Et j'espère que pour cela aussi, les Italiens nous encourageront le 20 juin. Notre voie, qui est différente de celle suivie jusqu'à présent, est la seule qui nous intéresse profondément. » — R. S.

L'affaire Lockheed rebondit

La commission d'enquête parlementaire, chargée de définir les responsabilités de plusieurs ministres dans l'affaire Lockheed, est réunie ce mercredi 16 juin, à Rome. L'opportunité d'une telle réunion, à quatre jours des élections, a suscité de vives polémiques entre les partis. Contrainte de s'incliner, la démocratie chrétienne accuse les communistes de manœuvres électorales, alors que des preuves restent à établir. Ce n'est pas l'avis du P.C.I. qui veut faire comparaître immédiatement les principaux accusés : MM. Mariano Rumor, ancien ministre des affaires étrangères, Luigi Gui (démocrate-chrétien) et Mario Tanassi (social-démocrate), ancien ministre de la défense.

De notre correspondant

Rome. — Un peu oubliée depuis le début de cette campagne électorale, l'affaire Lockheed revient au centre du débat politique. C'est une bombe à minuteur, indiscutable : selon qu'elle explose avant ou après le vote du 20 juin, ses effets peuvent être différents.

On reparle de Lockheed à Rome, après une semaine d'enquête aux États-Unis.

Ses trois membres — un communiste et deux démocrates-chrétiens — ont été finalement rendus à Los Angeles et à Washington pour interroger plusieurs acteurs du scandale. Celui-ci se résume d'une phrase : l'Italie, pour vendre à l'Amérique quatre avions de transport Hercules C-130, la société aéronautique américaine avait remis au moins 2 millions de dollars de commission à des personnages haut placés.

L'affaire fut découverte, en février dernier quand, aux États-Unis, une commission d'enquête parlementaire, présidée par le sénateur Church, publia les résultats de ses travaux. L'Italie n'était pas le seul pays touché. Mais, compte tenu de la crise politique et des autres scandales qui l'agitaient, cette affaire prit, à Rome, une grande importance.

Dans les documents de la commission Church, on devait d'ailleurs découvrir les noms de MM. Mario Tanassi et Luigi Gui, tandis qu'un complot mystérieux, « Antelope Cobble », désignait un président du Conseil. Il ne pouvait s'agir que de M. Giovanni Leone, actuel président de la République, de M. Aldo Moro, président du Conseil, ou de M. Mario Rumor, ministre des affaires étrangères.

L'affaire revenait donc à la commission d'enquête parlementaire chargée d'instruire les procès où sont impliqués le chef de l'État et des membres du gouvernement. Présidé par un démocrate-chrétien, cette commission compte dix députés et dix sénateurs de tous les partis.

Ses travaux se seraient normalement poursuivis si le Parlement n'avait été dissous le 1^{er} mai, et les élections fixées au 20 juin. Pourrait-elle survivre aux changements de majorité ? Faisait-elle un caractère exceptionnel ? — « Ce n'est pas une commission parlementaire comme les autres. On n'interrompt pas un procès », — les communistes finirent par l'emporter. Les enquêteurs ne pouvaient, cependant, pousser plus avant leurs travaux sans la collaboration des autorités américaines. Celles-ci permirent finalement à une délégation italienne de se rendre à Washington et à Los Angeles.

Ce voyage, qualifié de positif, aurait permis d'établir les faits suivants : « Antelope Cobble » désignait M. Mariano Rumor, président du Conseil de décembre 1968 à août 1970 ; « l'un » était bien le général Faneili, ancien chef d'état-major de l'aéronautique, actuellement en prison ; 78 000 dollars seraient allés à un membre de l'entourage de M. Luigi Gui, dont la culpabilité personnelle n'est pas établie ; quant à M. Mario Tanassi, qui

occupait jusqu'au début de cette année le poste de secrétaire général du parti social-démocrate, il n'aurait pas touché 50 000 dollars, comme on le disait, mais un bon million. Cela laisse supposer que le personnage central de l'affaire Lockheed en Italie — l'avocat napolitain Ovidio Letovito, en fuite depuis qu'il avait été accusé d'être le « gendre » des fonds plus importants que prévu.

Son ami de longue date, M. Giovanni Leone, président de la République, se trouverait en revanche totalement innocent, ce qui confirme l'inquiétante légalité avec laquelle une bonne partie de la presse italienne l'a mis en accusation.

A supposer que M. Rumor soit bien l'Antelope Cobble, il resterait à définir ses responsabilités. Le vice-président communiste de la commission d'enquête a reconnu lui-même : « Faneili, Antelope Cobble », est le principal témoin que l'on possède de celui de M. Roger Bixby Smith, agent de Lockheed, actuellement à Los Angeles. Son témoignage a fait du conseil de l'époque, au moment de la distribution des pots-de-vin, après en avoir « probablement » fixé le montant avec deux agents de la société américaine.

L'un des deux, M. Clarence Roha, a accepté de répondre, la semaine dernière, aux questions de la délégation parlementaire américaine. Son témoignage a fait dire au rapporteur communiste de retour à Rome : « Il est désolant de constater que les décisions des démocrates-chrétiens estimant pour leur part que « des vérifications » sont encore nécessaires. Le meilleur moyen de vérifier, répètent les communistes, est d'interroger les suspects, à commencer par M. Rumor. L'obligeront-ils avant les élections ? — R. S.

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

● **DEUX GARDES-FRONTIÈRES OUEST-ALLEMANDS** ont été appréhendés, le 15 juin, par les autorités est-allemandes, dans la région d'Eschwege (Hesse). Cette arrestation a provoqué la réaction immédiate du gouvernement de Bonn, qui a, par l'intermédiaire de son représentant à Berlin-Est, M. Gunter Gaus, demandé les raisons de ces arrestations et la libération rapide des gardes-frontières. — (A.F.P.)

Angola

● **Mlle GEORGIE ANNE GEYER**, journaliste du *Los Angeles Times*, a été arrêtée le 14 juin à Luanda et expulsée le lendemain pour avoir « transmis de fausses informations à son journal ». — (Reuters.)

Iran

Mme ANOVAR EL SADATE sont arrivés mardi 15 juin à

Les motions favorables à un socialisme plus radical ont été repoussées au congrès de la centrale syndicale L.O.

De notre correspondant

Stockholm. — Le dix-neuvième congrès national de la Confédération générale du travail de Suède, L.O., se tient depuis le 12 juin à Stockholm. Il faudra attendre les derniers jours de la réunion pour voir aborder les grandes questions : la protection de l'environnement du travail, la politique fiscale, et principalement le rapport de M. Rudolf Meidner sur les fonds collectifs de salaires qui permettraient aux travailleurs de devenir progressivement copropriétaires des entreprises qu'ils emploient. Il s'agit de propositions hardies, délicates sur le plan électoral, et que, pour leur part, les socialistes suédois ne souhaitent pas discuter sérieusement avant 1978. Avec ses deux millions de membres, L.O. est aujourd'hui, et de loin, la plus puissante organisation syndicale en Suède. Elle est, en outre, la plus indépendante, et il semble que son influence sur la politique gouvernementale se soit renforcée au cours des dernières années.

Qu'il s'agisse de la mise au point d'une réforme provisoire de l'impôt sur le revenu, des modalités de l'aide aux entreprises en période de crise, ou encore de la nomination des associations familiales, L.O. est toujours préalablement consultée. En fait, le gouvernement social-démocrate minoritaire n'a en Suède liberté d'action que dans la mesure où il ne s'agit pas de la dernière législature et d'abandonner au syndicat son rôle de moteur et d'instigateur des futures réformes touchant aux domaines les plus divers.

L'opposition voit là une dangereuse inversion des rôles et constate que bien des décisions ont été prises en dehors du cadre traditionnel de la coopération même la Confédération générale du travail et l'entourage de son président, M. Gunnar Nilsson, de vouloir abandonner le fameux rôle de « chef de file » de la concertation générale, de dénigrer la valeur des accords entre partenaires sociaux et de leur préférer la loi.

A la veille, on reproche à la centrale ouvrière comme aux organisations d'employés et de cadres de devenir, en se politisant à l'excès, une sorte de « État dans l'État » comme l'écrivait récemment un éditeur libéral conservateur. Pour L.O., il s'agit d'une

évolution normale puisqu'elle parle au nom de deux millions de travailleurs, soit un Suédois sur quatre. S'il est difficile d'affirmer que le mouvement s'est radicalisé, il est indéniable en revanche qu'il est plus offensif que par le passé : plus de six cent cinquante motions ont été présentées au congrès. Une trentaine exigeaient que celui-ci se prononce en faveur d'un socialisme plus radical pour la Suède. Elles ont finalement été rejetées. Les socialistes restent inchangés sur ce point. L.O. continuera d'œuvrer « pour un développement de la société basé sur la démocratie sociale, politique et économique ».

Il est évident que la centrale ouvrière ne tient pas à effrayer une partie non négligeable de ses effectifs, qui sont soit des socialistes du centre fidèles au modèle traditionnel, soit franchement des « bourgeois ». Une récente enquête montre que 28 % environ des membres de L.O. sympathisent avec les partis sociaux-démocrate et conservateur, contre 22 % en 1971. Ces chiffres illustrent la poussée antisocialiste actuellement perceptible dans les formations non marxistes. Elles ont pour corollaire des problèmes au premier ministre, M. Olof Palme, à quelque trois mois des élections.

Irlande du Nord
Trois des principaux partis politiques rejettent l'idée d'un Ulster indépendant

De notre correspondant

Belfast. — Trois des principaux partis politiques de l'Irlande du Nord viennent de rejeter le principe de l'indépendance pour la province comme solution à la crise actuelle.

L'U.N.I., le parti de l'ex-premier ministre protestant, M. Brian Faulkner, et le parti unionniste de l'Alliance se sont déclarés contre cette idée qui avait été récemment soutenue par M. Paddy Devlin, président du parti démocrate-chrétien S.D.L.P., principal parti de la minorité catholique.

Le S.D.L.P., au cours de sa conférence annuelle, s'est, lui aussi, prononcé à la majorité contre ce projet. Les dirigeants de ce parti, qui se rallient au débat puisque son programme vise à obtenir, à court terme, le partage du pouvoir entre les deux communautés au sein du gouvernement provincial, et, à long terme, la réunification de l'Ir.

L'indépendance attire régulièrement les milieux politiques d'Ulster. Elle paraît la panacée contre les maux de la province et une solution de remplacement à l'administration directe de Londres, profondément détestée par les Irlandais du Nord. Mais c'est aussi une notion assez confuse, et sa définition varie selon les uns et les autres. Peu d'Irlandais envisagent un indépendance soudaine et brutale et la cessation de toute relation avec la Grande-Bretagne ou un coup de force à la rhodésienne.

C'est ainsi que le S.D.L.P. ne saurait envisager qu'une indépendance « négociée » avec Londres, mais surtout avec les protestants unionnistes, afin d'éviter la chute de l'unionnisme reconnaissant le partage du pouvoir entre les deux communautés. Mais les organisations paramilitaires protestantes de la province, qui ont récemment cherché à cette idée (la bourgeoisie cherche plutôt à sauvegarder ses intérêts en maintenant l'union avec Londres) la jugent surtout comme un moyen de faire échouer la lutte contre l'I.R.A. provisoire, avec ou sans l'accord des catholiques.

Chaque camp ne manque pas d'arguments et d'économies pour démontrer que le nouvel État serait viable grâce à un nouveau système d'imposition... et, pendant cinq ans au moins, une aide financière de la Grande-Bretagne. « Trop heureuse », expliquent les secessionnistes, d'être débarrassée du problème irlandais.

Mais un retrait définitif de Londres signifierait la perte de 600 millions de livres de subventions annuelles (avec l'inflation et le terrorisme, le montant sera bientôt de 900 millions). C'est un argument décisif, alors que l'Irlande du Nord est particulièrement touchée par la récession qui sévit dans le Royaume-Uni. Plus de 10 % de la population active est au chômage, et l'on estime que ce chiffre augmentera encore à l'automne prochain.

Les discussions sur l'indépendance doivent tenir compte, en outre, d'un facteur essentiel : l'I.R.A. provisoire, qui est totalement opposée soit à un gouvernement de coalition entre catholiques et protestants, entériné par Londres, soit à un Ulster indépendant « contrôlé par le S.D.L.P. et le parti unionniste officiel ». Les « provocateurs » ont leur propre plan : l'Ulster sera autonome dans une « nouvelle Irlande » fédérale.

RICHARD DEUTSCH.

Plusieurs partis non marxistes d'Europe veulent créer une « Union démocratique »

De notre correspondant

Copenhague. — Une « conférence européenne inter-partis » vient de réunir, à Copenhague, des représentants de partis conservateurs, démocrates-chrétiens et libéraux (ou apparentés) de onze pays d'Europe (Allemagne fédérale, Autriche, Danemark, Finlande, France, Grande-Bretagne, Luxembourg, Norvège, Portugal, Suède et Suisse).

Des conférences analogues avaient déjà eu lieu assez discrètement ces dernières années, mais s'étaient bornées à un échange d'idées et d'informations. La conférence de Copenhague s'ouvrait pour la première fois l'éventualité d'une coopération pratique et durable. Les participants ont été placés, en effet, devant un plan vraisemblablement inspiré par les Allemands (la délégation allemande, conduite par M. Kai-Uwe von Hassel, ancien ministre C.D.U., vice-président du Bundestag, était la plus étoffée). Ce plan vise à la création d'une « union démocratique européenne » — vaste rassemblement de toutes les formations non marxistes (1). Ce rassemblement (que d'aucuns ont déjà baptisé « internationale bourgeoise »), de l'avis de ses participants, devrait servir de contrepoids à l'internationale socialiste.

« Les socialistes et les communistes », a expliqué M. Poul Schlüter, chef du parti conservateur danois, « coopèrent depuis longtemps. Notre seule possibilité pour contrebalancer les effets de la domination des marxistes est d'unir au plan international, tout en laissant nos partis rester ce qu'ils sont au plan national ».

Le principe de la fondation d'une telle union a été approuvé à Copenhague : après l'adoption d'un projet par les instances de chaque parti, une nouvelle réunion aura lieu au mois de septembre en Autriche pour voir si l'on convient finalement de la vie politique. Fort de ce succès, le parti danois a même de signer une charte constitutive.

Ces perspectives sont loin d'enthousiasmer au même degré les formations représentées. Les Français présents sont venus en observateurs, les Allemands en délégués nationaux des républicains indépendants aux questions européennes et de coopération internationale.

ALAIN DEBOVE.

Finlande
Ses attaches paysannes condamnent le Parti du centre à un certain immobilisme

De notre correspondant

Helsinki. — Le Parti du centre (ex-Union agraire), dont est membre l'actuel premier ministre du gouvernement de centre-gauche, M. Matti Vanhanen, a tenu à Helsinki, le 11 et 12 juin, son cinquante-sixième congrès. Le parti a été réélu pour la septième fois à la présidence. Si les élections ont finalement eu lieu, l'unionnisme, les tractations auxquelles leur préparation a donné lieu — et qui ont souvent mis à mal ces derniers mois la cohésion du gouvernement — ont été, en fait, l'élément de la vie politique. Fort de ses trois cent mille membres et de trent-neuf sièges au Parlement, il n'a été que trois fois absent du gouvernement sur les vingt-neuf cabinets qui se sont succédés depuis la guerre : le poste de premier ministre lui est revenu à quatre reprises. Enfin, le président de la République, M. Kekkonen, est lui-même issu des rangs de l'Union agraire.

Facilement identifié à l'histoire de la Finlande (il a été fondé en 1906, à la suite de la fusion de deux partis agraires), le Parti du centre devint une composante majeure du gouvernement de coalition qui se forma en 1918. Depuis, il ne s'est jamais délégué depuis la guerre : le poste de premier ministre lui est revenu à quatre reprises. Enfin, le président de la République, M. Kekkonen, est lui-même issu des rangs de l'Union agraire.

Le succès de l'Union, dû en partie à la position en flèche adoptée dans la politique de bon voisinage avec l'Union soviétique, ce qui fera pour longtemps de ses dirigeants les interlocuteurs privilégiés de Moscou... mais aussi pour une crise qui éclata au grand jour il y a une dizaine d'années. En politique intérieure, l'Union agraire restait le parti des paysans, le défenseur des intérêts de la société en voie de disparition sous les coups de l'industrialisation très rapide du pays.

Certains prirent conscience que, d'une certaine façon, le temps travaillait contre eux. En 1964, M. Virolainen, défenseur d'une ligne plus souple, désireux de se démarquer de l'agriculture, arracha de justesse, par 888 voix contre 866, la présidence du parti à M. Sukkela. Un an plus tard, l'Union agraire prit le nom de Parti du centre. Le changement de cap fut-il trop brutal ? Une scission se produisit, insignifiante en 1966, mais qui, quatre ans plus tard, coûta trois sièges au parti, qui ne disposa plus que de trente-trois députés.

La pente partiellement remontée, on s'interroge encore sur l'avenir. L'image de marque reste celle d'un parti paysan, mais si 40 % des électeurs sont des salariés, M. Virolainen, placé devant la voie étroite du centrisme, a rappelé le danger des attaques de la droite, qui cherche à mordre sur la frange conservatrice. En même temps, il faut éviter au parti d'être taxé de conservatisme par la gauche, qui accuse le centre de freiner toutes les réformes.

Plusieurs réformes d'importance demandées par la gauche, dans le domaine fiscal et foncier en particulier, sont bloquées par le centre depuis deux ans. Le gouvernement de M. Sorsa (social-démocrate) était « tombé » sur les lois foncières en mai 1975, lois dont le vote vient, une fois de plus, d'être repoussé à l'automne, pour ne pas gêner la fragile gouvernance de M. Miettinen.

GILLES GERMAIN.

M. Destremau : les projets français dans le sens de la mise sur pied d'une défense européenne

Paris. — M. Destremau, secrétaire général de l'Association des étudiants démocrates européens et de la Commission des affaires étrangères de l'U.D.R., secrétaire du groupe DEP (démocrates européens de progrès) au Parlement européen, ne cachait pas qu'il craignait de voir diviser l'Europe en deux blocs politiques tranchés. Pour eux, il n'était guère opportun « d'ouvrir pour l'instant trop ostensiblement le chiffon rouge ». Ils entendaient surtout travailler en collaboration avec les autres partis des États membres de la C.E.R. à la préparation des élections européennes de 1978.

Quant au docteur Victor Sa Machado, député portugais, membre du Centre démocratique et social (C.D.S.), il avait une attitude assez voisine. Pas question pour lui de participer carément à une croisade anti-marxiste, même si son parti a besoin d'une caution européenne efficace. « Regardez Mario Soares, a-t-il souligné, son petit parti n'a pas obtenu d'importance que parce qu'il était épaulé par les partis socialistes et sociaux-démocrates d'Europe. » (2)

Cette conférence avait été précédée les 10 et 11 juin par une réunion du groupe conservateur du Parlement européen, constitué en 1973 après l'entrée de la Grande-Bretagne et du Danemark dans le Marché commun. Ce groupe comprenait d'abord des députés danois et britanniques. Depuis les élections danoises de 1975, qui ont beaucoup affaibli le parti conservateur, les Danois n'y sont plus représentés. En revanche, un député du Centre danois en fait partie.

CAMILLE OLSEN.

(1) Cette union ne serait pas en contradiction avec l'organisation créée par les partis démocrates-chrétiens de sept pays de la C.E.R. et qui doit être, le 8 juillet, M. Tindemans (Belgique) comme président, à l'initiative de M. von Hassel.

(2) Les démocrates-chrétiens italiens s'étaient fait excuser en invoquant la proximité des élections. En revanche, étaient absents les Belges, les Néerlandais, et aussi les Allemands. M. Leisner, qui avait participé antérieurement à des conférences identiques.



سكنا من الاصل

DIPLOMATIE

Fin de la visite de M. Lazar à Paris

Deux accords-cadres de coopération ont été signés entre des entreprises françaises et hongroises

M. György Lazar, président du conseil des ministres hongrois, repart ce mercredi 16 juin dans l'après-midi pour Budapest à l'issue d'une visite de trois jours à Paris. Il a consacré sa dernière journée à la visite des mines de la CIL à Rocquencourt avant de recevoir la colonie hongroise à l'hôtel Crillon.

Mardi, M. Lazar a été reçu à déjeuner par M. Giscard d'Estaing, auquel il a renouvelé l'invitation de son gouvernement à se rendre en Hongrie. A sa sortie de l'Élysée, le premier ministre a dit que « les bases du développement des relations franco-hongroises sont très bonnes ».

Dans la matinée, deux accords-cadres de coopération industrielle avaient été signés, en présence des ministres du commerce extérieur de Hongrie et de France, MM. Biro et Barra. Le premier a été conclu entre la firme française Creusot-Loire et la société hongroise NIKER : il prévoit la collaboration des deux entreprises sur des marchés tiers dans plusieurs domaines (matériel de bâtiment et travaux publics, équipements pour l'industrie minière et métallurgique...).

Le second a été passé entre Rhône-Poulenc et Chemolimpex : il porte sur des achats réciproques de divers produits et prévoit des possibilités de collaboration. La firme hongroise vendra, de 1977 à 1979, pour 3 millions de dollars de produits chimiques et pharmaceutiques et achètera pour 10 millions de dollars d'autres produits, notamment des produits à base de plastique.

En fin d'après-midi, le chef du gouvernement hongrois a eu un dernier entretien élargi avec M. Jacques Chirac, à l'hôtel Matignon. Il a été convenu notamment de stimuler les échanges

AMÉRIQUES

Cuba

UNE LETTRE DE M. GEORGES MARCHAIS A M. FIDEL CASTRO

M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français, a adressé le 17 mai une lettre à M. Fidel Castro. Cette lettre, qui a été reproduite le 15 juin dans le quotidien du P.C.G. Gramma, et le 16 juin dans l'Humanité, avait pour objet d'affirmer la solidarité du parti communiste français à la suite d'un nombre croissant d'attaques, publiques ou anonymes, dont serait l'objet le régime de La Havane.

M. Marchais écrit notamment : « Les déclarations arrogantes de M. Gerald Ford, Henry Kissinger et autres hommes politiques des États-Unis ne relèvent pas seulement de la propagande électorale... »

« (...) L'impérialisme nord-américain ne dissimule pas son hostilité pour le premier pays socialiste de l'hémisphère américain, pour les pays qui progressent sur la même voie, pour ceux qui prétendent seulement défendre leurs ressources nationales contre le pillage des grands monopoles, il ne tolère pas non plus l'aspiration de la classe ouvrière des pays capitalistes développés à accéder au pouvoir... » écrit encore M. Marchais.

Plusieurs personnalités du monde du spectacle ont signé une pétition adressée au gouvernement argentin et qui réclame la libération du cinéaste Raimondo Giesler, enlevé à Buenos Aires à la fin du mois de mai par un groupe d'hommes armés. Raimondo Giesler est l'auteur de nombreux documentaires, en particulier sur le Mexique, primés aux festivals de Locarno et de Mannheim.

ONU

Le mandat de la force de l'ONU A CHYPRE a été prolongé pour une nouvelle période de six mois, jusqu'au 15 décembre 1976, par un vote du conseil de sécurité acquis par 13 voix pour, aucune opposition ni abstention. La Chine et le Bénin ne participant pas au vote.

Protestation mauritanienne à l'ONU. — La Mauritanie a protesté auprès du secrétaire général des Nations unies, M. Kurt Waldheim, après l'attaque lancée le 8 juin contre Nouakchott par des « mercenaires du soi-disant Mouvement pour la libération du Sahara » organisés, armés et payés par l'Algérie, selon Nouakchott.

M. Destremau : les projets français vont dans le sens de la mise sur pied d'une défense européenne

M. Bernard Destremau, secrétaire d'État aux affaires étrangères et président en exercice du Conseil de l'Union de l'Europe occidentale (qui réunit les six membres originaires de la Communauté européenne et la Grande-Bretagne), a présenté, mardi 15 juin, à l'Assemblée parlementaire de l'U.E.O., qui tient actuellement à Paris sa septième session, le rapport annuel du Conseil.

M. Destremau a évoqué l'activité de l'Agence pour le contrôle des armements. Quant au comité permanent des armements de l'U.E.O., dont la réactivation avait été demandée au nom de la

France, sans succès, par M. Debré puis par M. Jobert en décembre 1973, il a annoncé que le Conseil de l'U.E.O. avait décidé, lors de sa réunion du 31 mai dernier, à Bruxelles, de lui confier, « comme tâche immédiate, le soin de présenter le schéma détaillé d'une étude qui, sous la forme d'une analyse descriptive de la situation des industries d'armement dans les pays membres, contribuerait à une meilleure connaissance des implications industrielles et économiques de la standardisation des armements ».

Il s'agit là d'un compromis présenté en décembre 1974 par le ministre belge des affaires étrangères, M. Van Elslande, qui parlait, lui, de « radioscopie » des industries d'armements des pays membres de l'U.E.O.

On peut se demander toutefois si ce n'est pas là une simple fiche de consolation accordée par le gouvernement aux parlementaires de l'U.E.O. Tout ce qui a trait à la standardisation des armements, en effet, selon M. Destremau, relève du Groupe européen de programmes (les pays membres de l'Eurogroupe et la France) créé à Rome le 2 février dernier. C'est sur ce « groupe de Rome » que M. Destremau a mis l'accent dans son rapport, ainsi que sur « le groupe de travail chargé d'étudier, sans l'autorité du Conseil de l'Atlantique-Nord, les questions relatives à l'interopérabilité des matériels et des équipements ».

En tant que représentant du gouvernement français, d'autre part, M. Destremau a informé l'assemblée du dernier état de la politique française de défense à la lumière des déclarations faites récemment par le président de la République et le chef d'état-major des armées.

« S'il reste exclu, a-t-il dit, que nous nous engageons à occuper un crève sur des plans dont on sait que les circonstances se jouent souvent, il n'est pas exclu, en revanche, que nous participions, avec tous nos moyens tactiques, à la bataille de l'atant, dès que nous l'aurions librement décidé ».

Cela ne signifie nullement que nous attachions moins d'importance au rôle et à l'efficacité de nos moyens nucléaires stratégiques. (...) La force de dissuasion nucléaire française, dont la seule existence pose un problème supplémentaire à la réflexion stratégique adéquate, demeure le monolithe de notre défense. Mais nous estimons que la crédibilité des représailles massives sera renforcée par la variété des moyens d'intervention disponibles, du lieu d'intervention disponibles... »

M. Destremau s'est enfin attaché à démontrer que les projets français allaient « dans le sens de la mise sur pied d'une défense dont les Européens acquerraient peu à peu la maîtrise ».

JEAN SCHWEGEL

Selon les experts américains

LA TROISIÈME PUISSANCE NUCLÉAIRE DANS LE MONDE EST LA GRANDE-BRETAGNE

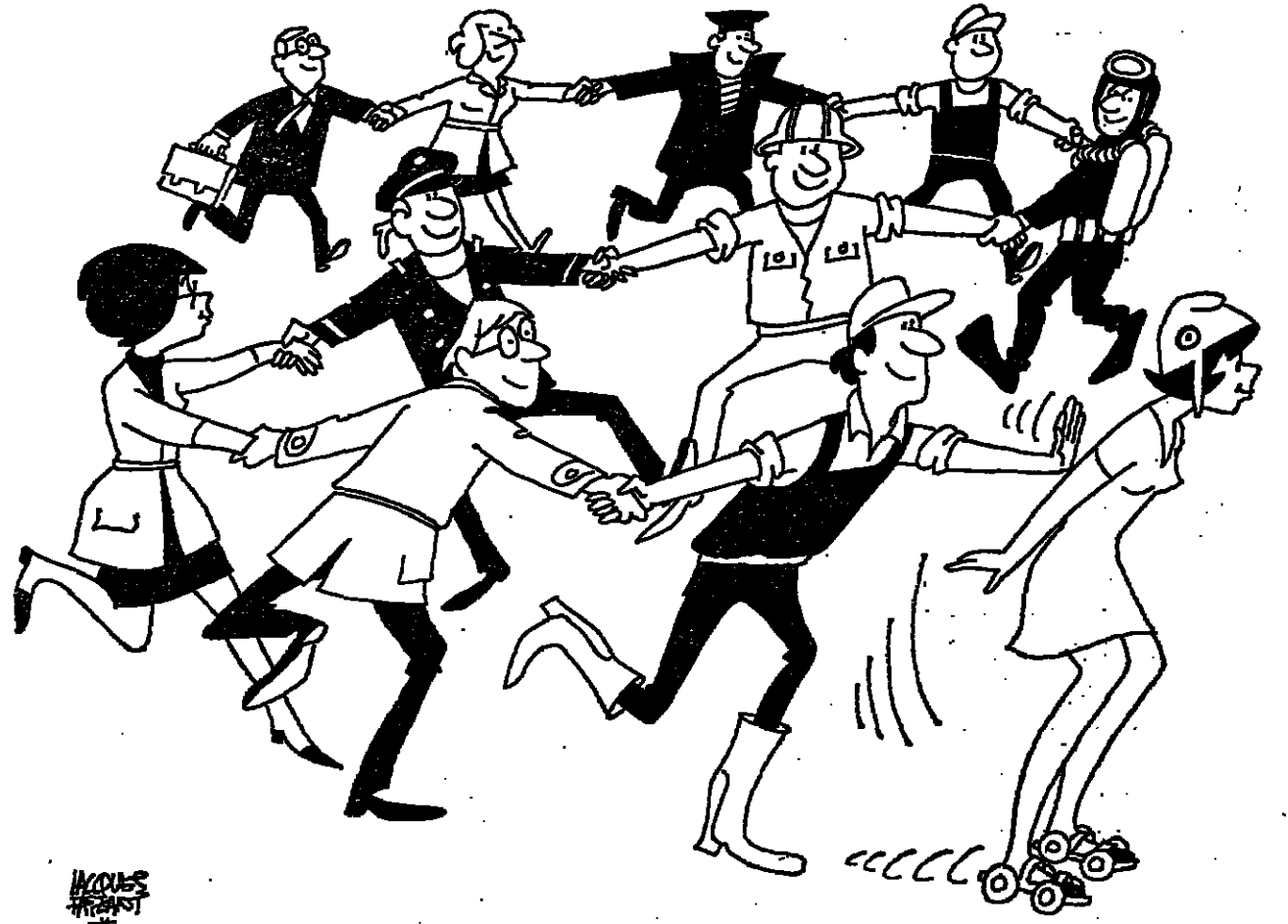
Bruxelles (UPI, A.F.P.). — La réunion du groupe des plans nucléaires de l'OTAN, qui avait débuté lundi à Bruxelles, a pris fin mardi 15 juin. Il est ressorti de ses débats et des rapports présentés par les experts américains — tant du Pentagone que du commandement suprême allié en Europe — que « la Grande-Bretagne doit être considérée, après les États-Unis et l'U.R.S.S., comme la troisième puissance nucléaire mondiale ».

Selon une source bien informée et sans qu'à aucun moment il n'ait été fait allusion à la France, le « rôle significatif » que la force nucléaire britannique joue dans l'établissement des plans de défense de l'OTAN a été « unanimement reconnu ». Les missiles embarqués à bord des sous-marins britanniques (S.L.B.M.), notamment, ont été considérés comme « technologiquement plus avancés » que les missiles français du même genre.

(Cette estimation contredit les affirmations répétées de M. Giscard d'Estaing, selon lesquelles la France, et non la Grande-Bretagne, est cette troisième puissance nucléaire. Il est vrai que les missiles britanniques sous-marins, qui sont des Polaris américains, ont une plus grande portée que ceux des sous-marins français. En revanche, le président de la République fait valoir, à juste titre, que la France est seule à posséder la « triade » des vecteurs stratégiques (bombardiers, missiles basés à terre et sous-marins), ainsi que des armes nucléaires tactiques, comme les États-Unis et l'U.R.S.S., alors que la Grande-Bretagne n'a que des sous-marins Polaris. En outre, l'emploi de la force britannique est étroitement coordonné avec celui des forces américaines, sauf en cas d'« ultime recours ».)

Finlande

ELF AQUITAINE: DES CHERCHEURS, DES GEOLOGUES, DES FOREURS, DES INGENIEURS, DES CHIMISTES...



... CEUX QUI TRAVAILLENT POUR NOUS TRAVAILLENT AUSSI POUR VOUS.

Nous employons directement 30.000 personnes. Des géologues, des géophysiciens, des foreurs, des mécaniciens, des électroniciens, des chimistes, des informaticiens... Sur ces 30.000 personnes 1 sur 20 se consacre uniquement à la recherche. Car la recherche est la première condition de tout avenir. En 1975 nos chercheurs ont déposé 65 brevets en France et 515 dans le monde entier. Une façon bien concrète d'affirmer la présence française à l'étranger.

Et le travail appelle toujours le travail. Elf Aquitaine, indirectement, est un puissant moteur d'emploi.

L'industrie métallurgique, les chantiers navals, les industries mécaniques, le bâtiment trouvent par exemple du travail dans la construction de nos plate-formes géantes d'exploration et de production en mer.

Finalement quand Elf travaille, beaucoup de monde y gagne.



LES INTERETS QUE NOUS DEFENDONS CE SONT LES VOTRES

POLITIQUE

L'AGGREGATION DE L'UNION DE LA

M. Chirac : il ne s'agit pas de
les gaullistes aux radicaux de gauche

Le ministre de l'Intérieur, M. Jacques Chirac, a déclaré à la presse, après le conseil des ministres, que le gouvernement ne se préoccupe pas de la présence ou de l'absence des gaullistes aux radicaux de gauche.

« Je ne suis pas un gaulliste », a-t-il déclaré. « Je suis un homme d'État qui veut le bien de la France. »

Il a ajouté que le gouvernement ne se préoccupe pas de la présence ou de l'absence des gaullistes aux radicaux de gauche.

« Je ne suis pas un gaulliste », a-t-il déclaré. « Je suis un homme d'État qui veut le bien de la France. »

Il a ajouté que le gouvernement ne se préoccupe pas de la présence ou de l'absence des gaullistes aux radicaux de gauche.

« Je ne suis pas un gaulliste », a-t-il déclaré. « Je suis un homme d'État qui veut le bien de la France. »

Il a ajouté que le gouvernement ne se préoccupe pas de la présence ou de l'absence des gaullistes aux radicaux de gauche.

« Je ne suis pas un gaulliste », a-t-il déclaré. « Je suis un homme d'État qui veut le bien de la France. »

Il a ajouté que le gouvernement ne se préoccupe pas de la présence ou de l'absence des gaullistes aux radicaux de gauche.

« Je ne suis pas un gaulliste », a-t-il déclaré. « Je suis un homme d'État qui veut le bien de la France. »

Il a ajouté que le gouvernement ne se préoccupe pas de la présence ou de l'absence des gaullistes aux radicaux de gauche.

« Je ne suis pas un gaulliste », a-t-il déclaré. « Je suis un homme d'État qui veut le bien de la France. »

Il a ajouté que le gouvernement ne se préoccupe pas de la présence ou de l'absence des gaullistes aux radicaux de gauche.

« Je ne suis pas un gaulliste », a-t-il déclaré. « Je suis un homme d'État qui veut le bien de la France. »

Il a ajouté que le gouvernement ne se préoccupe pas de la présence ou de l'absence des gaullistes aux radicaux de gauche.

« Je ne suis pas un gaulliste », a-t-il déclaré. « Je suis un homme d'État qui veut le bien de la France. »

Il a ajouté que le gouvernement ne se préoccupe pas de la présence ou de l'absence des gaullistes aux radicaux de gauche.

« Je ne suis pas un gaulliste », a-t-il déclaré. « Je suis un homme d'État qui veut le bien de la France. »

Il a ajouté que le gouvernement ne se préoccupe pas de la présence ou de l'absence des gaullistes aux radicaux de gauche.

« Je ne suis pas un gaulliste », a-t-il déclaré. « Je suis un homme d'État qui veut le bien de la France. »

Il a ajouté que le gouvernement ne se préoccupe pas de la présence ou de l'absence des gaullistes aux radicaux de gauche.

« Je ne suis pas un gaulliste », a-t-il déclaré. « Je suis un homme d'État qui veut le bien de la France. »

Il a ajouté que le gouvernement ne se préoccupe pas de la présence ou de l'absence des gaullistes aux radicaux de gauche.

« Je ne suis pas un gaulliste », a-t-il déclaré. « Je suis un homme d'État qui veut le bien de la France. »

Il a ajouté que le gouvernement ne se préoccupe pas de la présence ou de l'absence des gaullistes aux radicaux de gauche.

« Je ne suis pas un gaulliste », a-t-il déclaré. « Je suis un homme d'État qui veut le bien de la France. »

POLITIQUE

Au Sénat

M. Sauvagnargues : la détente ne fait pas disparaître la rivalité des puissances

Le Sénat a consacré sa séance du mardi 15 juin à la politique extérieure. Un ample débat a permis à la plupart des orateurs et, en particulier, à M. André Colin, président de la commission des affaires étrangères, d'exprimer leur attachement à l'Europe politique et leur espoir de voir cette Europe dotée, dès 1978, d'un véritable Parlement élu au suffrage universel.

Dans le discours qu'il a prononcé, M. SAUVAGNARGUES, ministre des affaires étrangères, a évoqué la politique française de défense et de détente. Il a notamment déclaré :

« La France est sortie de l'organisation militaire indécise de la guerre froide pour recouvrer son indépendance de décision. Devenue une puissance nucléaire de plein exercice, non intégrable par sa nature à des alliances ou à une dépendance. Tout retour dans l'OTAN est donc exclu. (...) La France assure depuis quatre-vingt ans sa sécurité par des alliances et les a toujours respectées. Mais elle ne peut pas de ceux qui évoquent le « retour à l'atlantisme » (terme dont il faut relever la singulière ambiguïté), à la seule exception peut-être, et encore, du parti communiste, ne demandent-ils pas — ou ne demandent pas clairement — que nous sortions de l'alliance atlantique pour nous réfugier dans une politique de neutralité qui serait aussi irréalisable sur le plan militaire que désastreuse sur le plan politique. (...) En cet âge nucléaire, il n'existe aucune alternative à la politique de détente, au dialogue entre l'Europe de l'Est et les pays occidentaux. Aux yeux de la France, la justification de l'œuvre de longue haleine qu'elle a inspirée, rassemblée, et elle est décidée à la poursuivre. Après les voyages du président de la République à Varsovie et à Moscou, et mes entretiens avec M. Gromyko, j'ai eu l'occasion de le redire récemment à Sofia et à Bucarest. (...) La France n'a jamais dissimulé pour autant que la politique de détente, qui ne fait disparaître ni l'opposition des systèmes ni les rivalités des puissances, doit reposer sur l'équilibre des forces. Toute atteinte à cet équilibre, qu'il s'agisse d'un renforcement

injustifié de moyens militaires ou d'un affaiblissement des alliances sans lesquelles cet équilibre ne saurait être maintenu, risquerait de compromettre la sécurité, donc à menacer la détente elle-même. Cette constatation comporte des conséquences évidentes, s'agissant du problème, souvent évoqué ces derniers temps, de la participation de responsables d'un certain parti aux responsabilités gouvernementales. (...) Les alliances, à vue humaine, restent donc nécessaires, et c'est précisément la recherche obstinée de la détente qui nous pousse à leur durcissement en bloc, soumis à la direction de la puissance dominante et voués à dériver vers l'affrontement. C'est par le dialogue, un dialogue fondé sur l'équilibre des forces, qu'il faut désormais contenir tout risque d'expansionnisme et assurer la sécurité des sociétés libres. (...) Parlant de l'Afrique, le ministre a déclaré : « J'ai marqué que les problèmes politiques de l'Afrique devaient être réglés par les Africains eux-mêmes. La bataille pour l'Afrique serait celle du développement, auquel les Occidentaux s'attachent mieux en mesure de contribuer que d'autres. Il ne faut donc pas « atlantiser » le problème en le posant en termes militaires, ce qui déboucherait fatalement sur ce qu'il convient d'éviter, c'est-à-dire la confrontation des superpuissances en Afrique. »

Après avoir rappelé le rôle de la France dans les événements du Liban (lire page 2), M. Sauvagnargues a parlé, à la fin de son discours, de la situation en Indochine : « Plusieurs de nos grandes entreprises ont pu ouvrir des discussions approfondies avec les administrations vietnamiennes en vue de leur fournir des installations industrielles (...). Nos compagnies pétrolières ont pu établir avec le Vietnam des relations d'association à l'effort de recherche et d'exploitation pétrolière (...). Sur le Cambodge, je ne pourrais qu'être bref. Les nouveaux responsables de ce pays se sont repliés sur eux-mêmes et poursuivent avec une singulière brutalité les plans mis au point pendant une trop longue guerre. (...) L'absence de dialogue entre les Français de ce peuple est à la mesure de l'affection que nous lui portons et que nous lui consacrons. »

Après avoir rappelé le rôle de la France dans les événements du Liban (lire page 2), M. Sauvagnargues a parlé, à la fin de son discours, de la situation en Indochine : « Plusieurs de nos grandes entreprises ont pu ouvrir des discussions approfondies avec les administrations vietnamiennes en vue de leur fournir des installations industrielles (...). Nos compagnies pétrolières ont pu établir avec le Vietnam des relations d'association à l'effort de recherche et d'exploitation pétrolière (...). Sur le Cambodge, je ne pourrais qu'être bref. Les nouveaux responsables de ce pays se sont repliés sur eux-mêmes et poursuivent avec une singulière brutalité les plans mis au point pendant une trop longue guerre. (...) L'absence de dialogue entre les Français de ce peuple est à la mesure de l'affection que nous lui portons et que nous lui consacrons. »

La discussion générale

M. ANDRÉ COLIN (Un. centr., Finistère), président de la commission des affaires étrangères, qui a ouvert le débat, a déclaré : « J'aborde le gouvernement de l'initiative qu'il a prise pour tenter de faire cesser les combats au Liban. Mais, ajoute-t-il, « comment ne pas se demander si le silence qui pèse sur le Cambodge ? Pourquoi la France ne s'est-elle pas avisée d'en saisir l'ONU ? »

M. André Colin demande aussi que l'on ne se laisse pas prendre au piège du vocabulaire : « Derrière le mot détente, affirme-t-il, l'U.R.S.S. poursuit une politique d'armement. L'absence de dialogue politique, l'inquiétude également, car, de délibérations en délibérations, on n'arrive pas à se mettre d'accord sur le nombre et la répartition des sièges au Parlement européen et l'on peut se demander si ne se manifeste pas ainsi une hostilité dissimulée. »

M. JACQUES GENTON (rép. ind. d'act. soc.-ex. groupe « paysans », sénateur du Cher, démo. chr.), a déclaré : « Le silence et de l'immobilité » et se demande si elle n'est pas « un grand malade ».

M. LOUIS GROS (ind.), représentant les Français de l'étranger, a déclaré : « Parlez plus haut, plus fort, demande-t-il au gouvernement, car la France, s'agissant de l'Afrique, demeure d'une singulière discrétion. »

M. JACQUES PELLETIER (Gauche dém., Alsace) souligne que l'Europe des Neuf est guettée par un déclin démographique et par un vieillissement de ses structures industrielles qui ne sont pas moins préoccupants que ses problèmes à court terme. « L'Europe, déclare-t-il, est à la croisée des chemins : sera-t-elle démocratique ou technocratique ? Communautaire ou intergouvernementale ? Sociale ou mercantile ? Européenne ou atlantique ? Autant de questions pressantes demeurées sans réponse ! Pourtant, à l'heure où un nouvel élargissement s'annonce, il est urgent de faire le point. »

Mme MARIE-THÉRÈSE GOUT-MANN, président du groupe communiste, affirme que la politique extérieure de la France se résume à une entreprise de démantèlement de notre indépendance nationale. « Toutes vos déclarations, proclame-t-elle en s'adressant au ministre, ne servent qu'à masquer les abandons successifs. Très significatif de notre soumission au capital international, de notre refus de concertation démocratique, de notre refus du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, apparaît chacun de ces abandons. »

Mme JANINE ALEXANDRE-DEBRAY (U.D.R., Paris) évoque

les problèmes du tiers-monde et constate que, si le dialogue Nord-Sud se poursuit, les États en voie de développement trouveront des résultats médiocres. Avec les 45 litres d'essence qu'un Occidental consomme chaque mois pour ses loisirs, on pourrait nourrir un homme du tiers-monde pendant le même temps.

M. JEAN FERRIER (P.S., Hérault) reproche au gouvernement une « politique libérale » qui ne repose que « sur la vente d'armes et de centrales nucléaires, c'est-à-dire sur des œuvres de mort ». M. FRANCIS PALMIER (Un. centr., Alpes-Maritimes) demande ce que peut encore faire la France pour le Liban, « ce pays ruiné, qui paie très cher de n'avoir pas su adapter ses institutions aux nécessités du monde moderne ».

M. MAURICE SCHUMANN (U.D.R., Nord) apporte son accord au plan de réorganisation des services du Quai d'Orsay actuellement à l'étude, mais réclame « une concertation franche et générale » avec les personnels au sujet de cette réorganisation.

M. EDMOND SAUVAGEOT (ind.), représentant les Français de l'étranger, déplore la suppression du consulat français de Tournai qui intéressait 25 % de nos compatriotes établis en Belgique.

M. EDOUARD GRANGIER (gauche dém., Vaucluse) s'inquiète des divergences militaires qui opposent la France, ses alliés et risquent, estime-t-il, de compromettre l'efficacité de notre défense, tout en « grevant lourdement l'avenir européen ».

M. PIERRE GIRAUD (P.S., Paris) annonce quelques thèmes de recherches pour la Communauté européenne : lutte contre le chômage, politique sociale active, parades aux mouvements désordonnés de devises, atténuation des distorsions régionales, action concertée à l'égard des multinationales, politique énergétique, égalité des droits.

M. CLAUDE MONT (Union centr., Loire), dernier orateur inscrit, souhaite notamment que l'élection, en 1978, d'un Parlement européen, mette fin « à la dérive technocratique ». M. Sauvagnargues, dans quelle mesure, demande-t-il aussi, pourra être réglé le problème planétaire du juste prix des matières premières ? La France devrait entraîner nos partenaires, et si possible, l'U.R.S.S., à corriger les conséquences du demi-échec de Nairobi. Dans sa réponse, M. SAUVAGNARGUES souligne que la conférence de Nairobi a fait progresser « certains aspects de la conférence Nord-Sud ».

« Au sein de la conférence

Nord-Sud, déclare-t-il, nous nous tenons à ce que l'Europe parle d'une seule voix. Le fait que l'initiative de cette conférence ait été prise par notre président de la République nous confère une certaine autorité dont nous entendons faire bon usage. Il est possible que la Communauté soit représentée à Porto-Rico ; la France a fait connaître qu'elle était favorable à cette solution. »

A propos de l'Europe politique, le ministre des affaires étrangères apporte notamment les précisions suivantes : « Ne sommes-nous pas en train de faire l'union économique sans le savoir, comme M. Jourdain faisait de la prose ? a demandé M. Pelletier. Cela peut paraître curieux mais c'est un peu vrai. Ce qui ne veut pas dire qu'il faille sans plus attendre « communautariser » l'ensemble. Mais la fait est qu'une certaine convergence des divers secteurs se réalise hors du traité, par le biais du conseil européen dont il devient donc très important qu'il se réunisse trois fois par an. Les trois premières réunions ont eu des résultats extrêmement spectaculaires ; et l'on n'est guère fondé à dire que celle de Luxembourg est un échec. (...) Je ne crois pas qu'une alarme excessive soit justifiée. » — A. G.

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide
Précis et complet
Ecole Préparatoire
D'Administration
Ecole privée fondée en 1873
soumise au contrôle pédagogique de l'Etat
4, rue des Petits-Champs
75006 PARIS — CROIX 02



CENTRE COMMUNAUTAIRE JULY
18, bd Poissonnière - PARIS (9)
JEUDI 17 JUIN 1976 - 20 h. 15
17^e Dîner-débat avec
M. Pierre MAYRE
professeur à l'E.N.A.,
à propos de son livre
« LE MONDE ROMPU »
animé par Victor MALKA.

افتتح اليوم
مصرف
يخدمك في باريس
وكأنك في بلدك

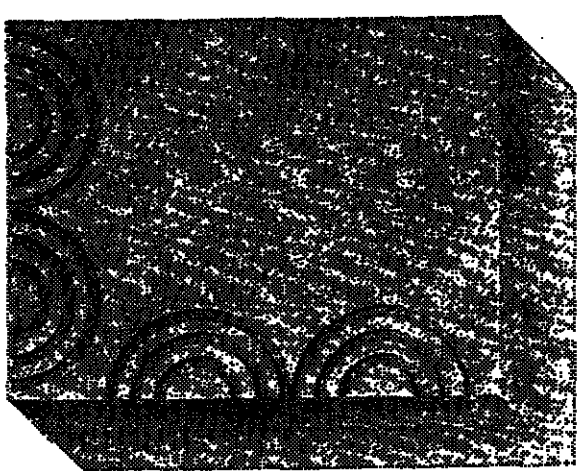
(Il y a maintenant à Paris, une banque qui offre un service bien de chez vous)

Offrir à la clientèle Moyen-Orientale une certaine forme d'hospitalité à laquelle elle a été habituée ; voilà quel est le premier souhait de la banque de la Méditerranée-France, une Société Anonyme Française en liaison constante avec le Moyen-Orient, un trait d'union entre la France et les Pays Arabes dans leur diversité.

Pour offrir cette hospitalité, la Banque de la Méditerranée-France possède un atout majeur : son équipe.

Elle est composée de cadres Moyen-Orientaux imprégnés de culture occidentale ; leur accueil sera toujours chaleureux, leurs conseils seront toujours pertinents, toujours judicieux. C'est normal, cette équipe formée dans l'environnement bancaire Moyen-Orient.

Banque de la Méditerranée-France, S.A.



est rompue à toutes les particularités du système bancaire arabe et à toutes ses subtilités.

Ses cadres sont spécialistes des opérations triangulaires, des crédits documentaires, des ouvertures de crédit en toutes monnaies, des opérations de change, d'arbitrage...

Il s'agit véritablement d'experts de la banque commerciale qui ont en commun une passion pour leur métier et une capacité éprouvée à être efficaces, à servir au mieux les intérêts de la clientèle.

Notre clientèle c'est vous. Si vous vous trouvez à Paris, venez nous voir dans nos locaux au 23 de la rue Quentin Bauchart, Paris 8^{ème}, à cinquante mètres des Champs-Élysées et de l'Avenue George-V. Il est bon de se retrouver à parler une même langue.

le malaise de la majorité

LES GAULLISTES ET L'ÉVÉNEMENT

D.R. ne veut pas « lui »

« L'amendement Bignon ? observait, imperturbable, M. Fourcade : il s'est effiloché comme un artichaut ! » N'en est-il pas de même de son projet de loi ?

Prier leur argent aux entreprises
le sentiment qu'ils seront d'éternels
mésus spoliés ?

Pour M. MARETTE (U.D.R.),
il n'est pas possible d'obliger les
propriétaires d'entreprises à verser
des SICAV à détenir 40 % d'obligations
toutes en leur refusant la
possibilité de déduire les montants
qu'ils versent. M. MARETTE annonce
que son propre groupe votera
l'amendement.

Le 4.5 % 1973 entrera-t-il dans
le champ d'application de la loi ?

M. COTI souligne, d'après
le rapport de la commission, que
l'amendement M. FOURCADE rap-
pelle que le 4.5 % 1973 a été placé
auprès du public selon un contrat
garantisant aux porteurs qu'ils
recevront des obligations à
plus-values. L'Etat, affirme-
t-il, ne peut donc revenir sur sa
parole. » Il réaffirme son hostilité
à l'inclusion des obligations à
plus-values dans le champ d'appli-
cation de nos investissements.

Après que M. DENIS (C.R.I.)
ait annoncé son intention de
reprendre l'amendement, M. DU-
FOURCAUT (P.S.) souligne l'impor-
tance d'un projet de loi qui
exclut les valeurs qui échappent à la
régulation. Vu les expropriations

immédiatement sur l'amendement Bignon, qui renvoie ce sujet à un comité d'étude.

L'Assemblée adopte finalement au scrutin public l'amendement de la commission par 182 voix contre 77, sur 439 votants.

Le groupe socialiste ayant demandé une suspension de quarante-cinq minutes, le présidentève la séance, mercredi 16 juin, à 1 h. 20.

P. Fr. et A. Ch.

La conférence des présidents, réunie mardi soir 15 juin, a fixé le calendrier des prochains travaux de l'Assemblée nationale :
— Mercredi 16 juin (après-midi et soir) : questions au gouvernement; vote sans débat d'une convention franco-polonaise; suite du projet portant

**U SCRUTIN
IGATIONS**

Poupiquet, Raynal,
Roux;

4 réformateurs (sur 51) :
M. Donnez, Lejeune,
Martin, Montagne.

2 non-inscrits (sur 15) :
MM. Christian Chauvel,
Cornut-Gentille;

1 R.L. (sur 70) : M. de
Brogie.

50 DEPUTES N'ONT PAS
PRIS PART AU VOTE :

44 U.D.R. (sur 174) :
M.M. de Bennetot, Bé-

rard, Bonhomme, Bourgeois, Callie, Chabandier, Coïntat, Crespin, Cressal, Dard, Desai, Debré, Delong, Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, Flornoy, Gisinger, Godon, Guichard, L. Joxe, Leclerc, L. Luchaire, L. Lucchesi Legendre, Le Douarec, Lemaire, de La Malène, Marcus, Messmer, Meunier, Y. Michel, Mme Missoffe, MM. Mohamed, Newirth, Papon, Pignatelli, P. Raymond, Réthoré, Ribadeau - Dumas, Paulvière, Sauvaigo, Simon-Lorière, Terrenoire, Mme Tissot, MM. Ho-

(Suite de la première page.)

présidait la séance;
non-inscrit (sur 15) :
M. Alduy.

1 DEPUTE ETAIT
EXCUSE :
M. Duroure (socialiste).

**Le fonctionnement
du Parlement**

ruellée. Ils ont réduit le pouvoir
contrôle des Assemblées sur
cette-ci à sa plus simple expres-
sion. Cet état de fait ne sert que
puissances d'argent, l'avarice
guillotine les colonies et le
l'empire de l'indépendance natio-
nale. Le droit à l'information
parlementaire comme celui des
oyens effraie le gouvernement.
Le fonctionnement antidémocra-
tique des assemblées engendre
absentéisme, complaisance
retenue par le pouvoir. En cela
porte atteinte aux institutions
tionales. Les causes profondes
cet absentéisme tiennent à
autoritarisme auquel est soumis
Parlement avec la complicité
groupes de la majorité.

Voici le détail du scrutin sur les amendements supprimant l'exonération des obligations :

Poulpique, Raynal,
Roux;
4 réformateurs (sur 51):
M. Donnez, Lejeune,
Martin, Montagne.
2 non-inscrits (sur 15):
MM. Christian Chauvel,
Cornut-Gentille;
1 R.L. (sur 70): M. de
Brogie.

50 DEPUTES N'ONT PAS
PRIS PART AU VOTE;

44 U. D. R. (sur 174):
MM. de Bennetot, Bé-
nard, Bonhomme, Bour-
geois, Caille, Chaban-
Delmas, Cointat,
Crespin, Cressard,
Dahalani, Debre, De-

56 R.L. (sur 70);
15 U.D.R. (sur 174):
MM. Marie Rénard

Legrand, Le Douarin,
Lemaire, de La Malène,
Marcus, Messmer, Meunier, Y. Michel, Mme Missoffe, MM. Mohamed, Neuwirth, Papon, Piot, Pons, de Préaumont, Réthoré, Ribadeau - Dumas, Paulvière, Sauvaigo, Simon-Lorière, Terrenoire, Mme Tisné, MM. Robert-André Vivien, Wei-

En séance de nuit, sous la présidence de M. CLAUDIUS-PETIT (Réf.) et après une longue sus-

**200 DEPUTES SE SONT
ABSTENUS VOLON-
TAIREMENT :**

**105 socialistes et radicaux
de gauche (sur 106) :**

Les 74 communistes ;

14 U.D.R. (sur 174) :
MM. Aubert, Becam,
Couste, Fanton, Guer-
meur, Xavier Hamelin,
Hardy, Kasperet, Labbé.

Le bureau politique du P.C.F. et les bureaux des groupes communistes de l'Assemblée nationale et du Sénat ont publié, mardi 15 juin, une déclaration commune.

puissances d'argent, favorite
gaspilleurs colossaux et la
singerie de l'indépendance natio-
nale. Le droit à l'information des
parlementaires comme celui des
citoyens effraie le gouvernement.
Le fonctionnement antidémocra-
tique des Assemblées engendre
l'absentéisme, complaisamment
toléré par le pouvoir. En cela
il ne diffère pas des institutions
nationales. Les causes profondes
de cet absentéisme tiennent à
l'autoritarisme auquel est soumis
le Parlement avec la complicité
des groupes de la majorité.

M. Poher : le dialogue avec le reste bloqué

l'annonce du compte de l'année, le ministre de l'Intérieur, M. Paul-Marie Lecoq, a déclaré que le gouvernement avait décidé de ne pas voter de loi de finances. Avant que les députés puissent voter la loi de finances, le ministre de l'Intérieur a annoncé que le gouvernement avait décidé de ne pas voter de loi de finances. Avant que les députés puissent voter la loi de finances, le ministre de l'Intérieur a annoncé que le gouvernement avait décidé de ne pas voter de loi de finances.

[illegible][illegible]

سكز من الامل

POLITIQUE

Journaliste parlementaire et ancien député

ANDRÉ ALBERT EST MORT

On apprend le décès, mardi matin 15 juin, à son domicile parisien de notre confrère André Albert, journaliste parlementaire, dont tous ceux qui ont fréquenté les milieux politiques au cours des trente dernières années garderont en mémoire la grande culture, la curiosité d'esprit et la parfaite affabilité.

Né à Paris le 19 février 1911, André Albert était le fils de François-Albert, sénateur radical de la Vienne puis député radical des Deux-Sèvres, qui fut ministre de l'Instruction publique et des beaux-arts dans le premier cabinet Herriot (14 juin 1924-17 avril 1925) et ministre du travail dans le premier cabinet Daladier (1^{er} février-27 octobre 1933). Licencié en droit et licencié de lettres, il entra en 1932 au cabinet de Raymond Patenôtre, sous-secrétaire d'Etat à l'économie nationale dans le troisième cabinet Herriot, tout en amorçant sa carrière de journaliste à l'«Eclair» et au «Paris Journal». Il fut élu le 3 mai 1935 député des Deux-Sèvres dans la circonscription de Melles, que son père avait représentée au Palais-Bourbon de 1928 jusqu'à sa mort, le 23 novembre 1933, et siège au «groupe du parti Camille-Pelletan». Benjamin de la Chambre des députés, il en est élu secrétaire en 1938. Il se comporta en parlementaire actif, déposant de nombreuses propositions de loi et traitant notamment l'action illégale des Croix de fer, du colonel de La Rocque (1936), les problèmes espagnols (1938), les événements de Norvège (1940). Sous le régime de Vichy, il passa en Algérie et participa en 1944, dans les rangs de la 1^{re} Armée, au débarquement de Provence. Après la libération, André Albert renoua avec la carrière parlementaire et opta définitivement pour le journalisme. Chef du service politique à l'«Eclair» de 1947 à 1950, il collabora depuis lors à l'«Aurore», dont il était l'un des chroniqueurs politiques les plus assidus, et à diverses publications françaises et étrangères. Selon les dernières volontés de notre confrère, atteint depuis de longs mois d'une douloureuse maladie qui lui avait récemment fait perdre la vue, son corps a été remis à la faculté de médecine.

RELIGION

LES « DOSSIERS DE L'ÉCRAN » SUR L'ISLAM

Une passerelle entre les hommes

La profonde ignorance des Français — pire encore, — les préjugés, les clichés, les critiques faciles qui de la vie française, à commencer par la télévision, se font le standard des « Dossiers de l'écran », consacrés mardi soir à l'islam, n'auraient pas dû surprendre. Le million et demi de musulmans qui vivent en France ont beau constituer — combien le savent ? — la deuxième communauté religieuse, numériquement (avant les protestants), ils sont presque totalement absents de la vie française, à commencer par la télévision, et ce n'est que tout récemment — en mars dernier — que le secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés a annoncé une première série de mesures, prises pour faciliter la pratique de la religion musulmane. C'est dire l'intérêt de cette soirée télévisée destinée à faire plus ample connaissance avec une composante importante de la société française.

« Appellez, parmi les hommes, au pèlerinage ! Ils viendront à pied ou sur toute monture au lieu sacré. Ils viendront par tout passage encaissé, pour attester des dons qui leur ont été faits et invoquer le nom d'Allah à des jours connus », dit le Coran (XXII, 27-28). Le film «Pèlerinage à la Mecque», inédit en France et réalisé grâce à une permission spéciale du roi d'Arabie Saoudite (car la Ville sainte est strictement interdite aux non-musulmans), a montré l'étonnant spectacle des milliers de croyants qui affluent du monde entier, quand vient le temps de Djou Al Hija (le douzième mois lunaire), vers la Kaaba avec une fameuse pierre noire, la «caïne maison de Dieu», construite par Abraham, le cœur de la Mecque et de l'islam. C'est le Hajj, le grand pèlerinage qui, avec la profession de foi, la prière, l'aumône et le jeûne, constituent les cinq piliers de l'islam et que le croyant adulte doit faire une fois dans sa vie, à condition qu'il en ait la santé et les moyens matériels.

« Qu'Allah vous entende ! » Il manquait à vrai dire, un bon nombre de malentendus, de préjugés, d'erreurs, ont pu être dissipés sur cette grande famille spirituelle qui réunit plus de six cents millions d'hommes et dont l'influence intellectuelle et civilisatrice a pénétré les trois quarts du globe, y compris le monde chrétien. Si on peut regretter le peu de temps accordé aux problèmes proprement politiques — le pan-islamisme, le bloc arabe, le pétrole, — on ne peut qu'accueillir favorablement les assurances d'amitié et de collaboration du monde musulman, résumées dans cette déclaration de M. Ali Bhutto, premier ministre pakistanais, à Lahore en 1974 : « L'islam veut être enfin fidèle à sa mission première : être une communauté internationale, une passerelle entre les hommes. » Comme a répondu Jacques Pastour : « Qu'Allah vous entende ! »

ALAIN WOODROW.

et le malaise de la majorité

LES GAULLISTES ET L'ÉVENTUEL REMANIEMENT DU GOUVERNEMENT

L'U.D.R. ne veut pas « laisser les choses se faire » sans elle

Il peut apparaître plaisant — pour qui se souvient des péripéties de l'histoire de la V^e République — que M. Roger Chénou, président du groupe des républicains indépendants rappelle au respect du principe gaulliste de la prééminence et de l'indépendance du chef de l'Etat, le président du groupe parlementaire U.D.R.

Si ce dernier, M. Claude Labbé, envisage de convoquer ses amis à la mi-juillet, c'est parce qu'il redoute qu'à la faveur du départ en vacances des parlementaires, M. Giscard d'Estaing ne procède à un remaniement du gouvernement et n'accorde pas à M. Chirac ou à l'U.D.R. une place suffisante. Agent reçu lors du « remaniement technique » du gouvernement, en janvier la portion congrue, les gaullistes ne veulent pas être négligés dans des décisions qui devraient rester en place jusqu'aux élections.

Il s'agit de valoir qu'à la demande du président de la République, MM. Jacques Chirac puis André Bord ont tour à tour abandonné le poste de secrétaire général de l'U.D.R., alors que — à l'exception de M. Poniatowski qui a également quitté le secrétariat général des républicains indépendants — d'autres membres du gouvernement, et surtout M. Lecanuet, ont conservé leurs responsabilités « partisans ».

Le poste de secrétaire général de l'U.D.R., alors que — à l'exception de M. Poniatowski qui a également quitté le secrétariat général des républicains indépendants — d'autres membres du gouvernement, et surtout M. Lecanuet, ont conservé leurs responsabilités « partisans ».

M. Claude Labbé — qui n'a reçu aucun encouragement de l'hôtel Matignon à agir comme il l'a fait — a sans doute exprimé l'appréhension de ses amis et anticipé leur éventuelle déception comme leurs espoirs. C'est ce qu'expriment plus crûment M. Fédala, député de la Marine, en disant : « Nous ne voulons pas voter aujourd'hui pour être cocus demain ».

Certains gaullistes, qui n'avaient pas hésité à y aller quelques jours à faire d'une traversée présidentielle pour les prochaines élections, notamment MM. Rolland, Bocher et Labbé, franchissent un degré nouveau dans l'impertinence. Si le président du groupe U.D.R. peut, à juste titre, considérer

que la pratique institutionnelle de la V^e République a bel et bien évolué, s'il rappelle une évidence en disant que l'U.D.R., par son nombre, tient la clé de la majorité, s'il peut éprouver une certaine satisfaction à planter des « cactus » sur le terrain du chef de l'Etat, c'est cependant la première fois depuis 1959 qu'un responsable gaulliste tente publiquement d'intervenir dans l'un des secteurs les plus « réservés » du président de la République : le choix du premier ministre et la nomination du gouvernement.

M. Labbé aurait été plus orthodoxe — mais sans doute moins menaçant — s'il s'était contenté d'annoncer que ses amis sanctionneraient plus tard par leurs votes les choix du chef de l'Etat. Il aurait aussi peut-être mieux servi M. Chirac s'il était demeuré silencieux. Les relations continuant de se dégrader entre le président de la République et les gaullistes ou, du moins, certains d'entre eux. Une crise larvée se poursuit.

Il est vrai que rien ne peut nous empêcher de constater que nous avons la possibilité de bloquer tout le système et que nous avons entre les mains une arme de dissuasion qui vient de notre groupe parlementaire, et que nous pouvons à chaque instant, si nous le voulons, presser sur le bouton. Mais, évidemment, nous ne voulons en aucun cas aller jusqu'à une crise de régime en décidant de la majorité ou des divisions au sein de notre groupe, et il nous paraît que ceci n'est pas absolument incompatible.

« Pour le groupe U.D.R., l'aspect politique est désormais beaucoup plus important que le problème de la discussion s'est politisée à l'excès, ce n'est pas de son fait. Certaines dimensions lui ont été données par le président de la République. Nous pensons que c'est tout à fait légitime, mais il faut en tenir compte. Cela indique bien qu'il ne s'agit pas d'un simple relèvement de nos fonctions de secrétaire général à compter du 14 juin 1976. Je sais qu'au sein de l'U.D.R.-Isère, nous restons, à la base, et hors des calculs politiques, suffisamment nombreux pour empêcher la dénaturation du mouvement gaulliste en un simple alibi d'une majorité « centre droit ».

« Le texte gouvernemental est venu se fixer dans un certain contexte politique, où l'U.D.R. a été très fortement impliquée. L'U.D.R. se trouve donc devant une décision à prendre qui engage une nouvelle fois sa responsabilité. Il est vrai que rien ne peut nous empêcher de constater que nous avons la possibilité de bloquer tout le système et que nous avons entre les mains une arme de dissuasion qui vient de notre groupe parlementaire, et que nous pouvons à chaque instant, si nous le voulons, presser sur le bouton. Mais, évidemment, nous ne voulons en aucun cas aller jusqu'à une crise de régime en décidant de la majorité ou des divisions au sein de notre groupe, et il nous paraît que ceci n'est pas absolument incompatible.

« Les parlementaires U.D.R. n'ont aucune raison d'aller contre les aspirations du président en repoussant, par exemple, un texte qui deviendrait conforme à ses aspirations. Ils n'ont aucune raison non plus de ne pas soutenir le premier ministre. Au contraire, simple texte fiscal mais d'une grande portée, il a permis de la fonction même, de soutenir M. Jacques Chirac, qui reste le leader de notre mouvement, et nous le soutenons plus que jamais.

« Il reste cependant, sans vouloir rentrer à la politique des partis, que le régime d'assemblée sans vouloir dicter en quelque sorte la volonté d'un groupe de près de cent quatre-vingts députés, qui pourrait dans un autre système faire au loi et l'imposer, nous nous sommes trouvés dans une situation où nous ne pouvons pas laisser les choses se faire sans nous et, bien sûr, les choses ne vont pas se faire sans nous. Mais nous ne sommes pas que des députés, nous sommes aussi des citoyens. Nous ne pouvons pas laisser les choses se faire sans nous et, bien sûr, les choses ne vont pas se faire sans nous. Mais nous ne sommes pas que des députés, nous sommes aussi des citoyens.

LE CONGRÈS DE L'ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE

M. Poher : le dialogue avec le gouvernement reste bloqué

Le cinquante-neuvième congrès de l'Association des maires de France siège à l'Hôtel de Ville de Paris depuis mardi matin 15 juin (« Le Monde » du 18 juin). Avant que les commissions se réunissent à huis clos, M. Alain Poher, président sortant, a prononcé un discours très critique à l'égard de la situation gouvernementale en matière de collectivités locales, et a annoncé son intention de solliciter le renouvellement de son mandat.

Jeu, le président du Sénat se verra opposer une candidature unique de la gauche. Ainsi en ont décidé les représentants des élus communistes, socialistes et radicaux de gauche réunis, mardi soir, à l'Assemblée nationale.

L'hypothèse de la candidature de M. Maurice Pie, ancien ministre, secrétaire de la Droite (P.S.) et maire de Montlamar, déjà président de la Fédération des élus socialistes et républicains, et secrétaire général de l'A.M.F. a

finalement été écartée au profit de celle de Mme Nelly Goumard, maire socialiste de Bonnat (Creuse).

En renonçant à opposer à M. Poher un candidat connu, jouissant d'une influence certaine parmi les élus locaux, les représentants des maires de la gauche semblent avoir souscrit à l'analyse que faisaient certains d'entre eux dans les couloirs du congrès, mardi matin, après un premier pointage : ceux-là estimaient que, tout en marquant le congrès d'un geste « unitaire », il ne fallait pas compromettre cette année les chances d'un candidat qui serait sans doute mieux placé pour l'emporter l'an prochain. Le sixième congrès de l'Association des maires de France aura lieu, en effet, peu après les élections municipales de 1977, dont les élus de gauche attendent un net renforcement de leur propre famille au sein de l'A.M.F.

Analyses ensuite les perspectives offertes par le gouvernement aux élus locaux. M. Poher a dit : « Les communes ont bénéficié d'un système fiscal renoué, plus juste, auquel elles pourront faire davantage appel. C'est ce qui est dit très explicitement dans le projet de loi VII^e Plan. Mais tenir, dans ces conditions, les conseils municipaux à augmenter des impositions dont le rendement est limité et la justice peu assurée, revient à mettre dans une situation insupportable et à leur faire endosser de lourdes responsabilités. Entretenir des illusions n'est pas un mode sérieux de gouvernement. (...) Quant à prêter l'autorité pour les communes qui ne peuvent accroître la pression fiscale, c'est méconnaître l'ampleur des besoins à satisfaire, mais c'est aussi hypothéquer la réalisation d'une politique de la qualité de la vie et de réduction des inégalités, à laquelle on se dit par ailleurs très attaché ».

M. Poher a d'autre part déclaré : « Il faut qu'il soit entendu que la seule méthode compatible avec la liberté de décision et avec la responsabilité des maires, demeure, plus que jamais, la subvention globale d'équipement. Sur ce point, je crois que la cause est gagnée, mais dans la mesure où, récemment à l'Assemblée, j'ai compris que M. Giscard d'Estaing était favorable à cette reconnaissance ».

Enfin, M. Poher a indiqué qu'il sollicitera, au cours du congrès, le renouvellement de son mandat de président de l'Association, bien que le contexte politique général ne soit pas favorable. Il est vrai, à la communion des esprits. Il a conclu en proposant aux congressistes une liste de revendications : « Les conclusions de la commission Guichard, connues en juillet, doivent être discutées avec les maires et les textes les concer-

M. SANGUINETTI CANDIDAT A TOULON AUX PROCHAINES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

M. Alexandre Sanguinetti, ancien ministre, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a annoncé le 15 juin qu'il avait décidé, en accord avec les instances de son parti, d'être candidat aux prochaines élections législatives dans la quatrième circonscription du Var (Toulon 1, La Seyne) avec pour suppléant de Marcel Gayot, qui avait perdu ce siège en mars 1973 au profit de M. Philippe Giovanni (P.C.).

En 1962 dans la vingt-cinquième circonscription de Paris (dix-huitième arrondissement), ministre des Anciens combattants en 1966-1967, il fut élu en juin 1968 dans la première circonscription de la Haute-Garonne (Toulouse-Nord). M. Sanguinetti avait été battu en mars 1973 par M. Alain Savary (P.S.).

M. Sanguinetti vient de préciser : « G. Pompidou, pour des raisons qui lui appartenaient, m'avait, il y a quelques années, suggéré de ne présenter à Paris, puis à Toulouse, ville où il avait été élu, et qu'il aimait beaucoup. Aujourd'hui, je suis libre de mes mouvements, les instances nationales, départementales et locales de l'U.D.R. m'ont donné leur accord. Méditerranéen, pur sang, je me présenterai dans la quatrième circonscription. Mon adversaire sera un communiste. Ce me convient. Dire si je gagnerai ou si je serai battu, c'est un autre problème ».

M. Maurice Pie, secrétaire général de l'A.M.F. (P.S.), a ensuite présenté le rapport moral de l'association, en énumérant notamment les diverses actions entreprises par les maires de France depuis un an en faveur de l'amélioration de la situation financière des communes.

M. Lucien Lanterrier, maire de Gennervilliers (Haute-Saône), a précisé, au nom de ses collègues communistes : « Ceux qui créent des difficultés à des maires, ce ne sont pas ceux qui, avec nous, veulent agir pour des mesures immédiates et des changements profonds. Ceux qui créent des difficultés à l'association des maires, ce sont les gouvernements qui étranglent les communes de France ».

M. Guy Guermeur, député U.D.R. du Finistère, a été désigné pour remplacer au bureau du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale de M. Yves Guén, qui, en tant que secrétaire général du mouvement, en est membre de droit.

RÉALITÉS DU TRANSFERT DE TECHNOLOGIE



Silvere SEURAT
• le fruit de 15 ans d'expérience en France et dans le monde ;
• la révélation des réalités techniques, culturelles et sociologiques de l'aventure qu'est tout transfert de technologie.

Préface de Norbert SEGARD.
Collection « Le nouvel ordre économique ».
240 pages, 50 F. (prix au 15-6-76).

Pour commander l'ouvrage de S. Seurat : Réalités du transfert de technologie ou recevoir une documentation, adressez-vous à votre libraire ou renvoyez le bon accompagné, s'il y a lieu, de votre règlement aux Editions Masson - 120, Bd Saint-Germain - 75280 Paris cedex 06. (Commande par correspondance : joindre 3 F de participation aux frais de port.)
Nom et adresse :

MASSON

162 voix contre l'application de la loi

Le débat sur la loi relative à la déontologie des députés a été clos mardi 15 juin par 162 voix contre l'application de la loi.

Le débat sur la loi relative à la déontologie des députés a été clos mardi 15 juin par 162 voix contre l'application de la loi.

Le débat sur la loi relative à la déontologie des députés a été clos mardi 15 juin par 162 voix contre l'application de la loi.

Le débat sur la loi relative à la déontologie des députés a été clos mardi 15 juin par 162 voix contre l'application de la loi.

Le débat sur la loi relative à la déontologie des députés a été clos mardi 15 juin par 162 voix contre l'application de la loi.

Le débat sur la loi relative à la déontologie des députés a été clos mardi 15 juin par 162 voix contre l'application de la loi.

Le débat sur la loi relative à la déontologie des députés a été clos mardi 15 juin par 162 voix contre l'application de la loi.

Le débat sur la loi relative à la déontologie des députés a été clos mardi 15 juin par 162 voix contre l'application de la loi.

Le débat sur la loi relative à la déontologie des députés a été clos mardi 15 juin par 162 voix contre l'application de la loi.

Le débat sur la loi relative à la déontologie des députés a été clos mardi 15 juin par 162 voix contre l'application de la loi.

Le débat sur la loi relative à la déontologie des députés a été clos mardi 15 juin par 162 voix contre l'application de la loi.

Le débat sur la loi relative à la déontologie des députés a été clos mardi 15 juin par 162 voix contre l'application de la loi.

Le débat sur la loi relative à la déontologie des députés a été clos mardi 15 juin par 162 voix contre l'application de la loi.

Le débat sur la loi relative à la déontologie des députés a été clos mardi 15 juin par 162 voix contre l'application de la loi.

Le débat sur la loi relative à la déontologie des députés a été clos mardi 15 juin par 162 voix contre l'application de la loi.

Le débat sur la loi relative à la déontologie des députés a été clos mardi 15 juin par 162 voix contre l'application de la loi.

Le débat sur la loi relative à la déontologie des députés a été clos mardi 15 juin par 162 voix contre l'application de la loi.

une école "vivante"

ESU SOUFFLOT

examens d'entrée
(niveau "Terminale")

23, 30 JUIN
et 7 JUILLET

Hâtez-vous de vous inscrire ou demandez une documentation à notre "Service Examens" (Bacheliers : entrée sur titres)

est soufflot
Un enseignement "sur mesure"
Des méthodes dynamiques,
L'école la plus appréciée
des employeurs.
Débouchés assurés.

Préparation : BTSS
(Bilingue - Trilingue)
chambres de commerce
étrangères

Ecole des Secrétaires de Direction
(enseignement privé)
15 rue Soufflot 75005 PARIS
Tél. 326.44.40

nom
prénom
adresse
niveau études

école des cadres

MARKETING Ecole supérieure de
INFORMATIQUE en trois années
DE GESTION ADM. non-bacheliers
INTERNETION DES FILLES sur concours
GESTION FINANCIERE sur dossier
92 av. Ch. de Gaulle
92200 Neuilly

70640 EdB
établissement privé d'enseignement
supérieur reconnu par l'Etat

CONCOURS
22, 23 juin

l'école des parents
des enfants de 3 à 12 ans
"notre sans violence" et "notre
sans violence" sont les deux
seules méthodes reconnues par
l'Etat pour élever, former, éduquer
un enfant - 10 ans par an - 65 F. la 1^{re} 7 F.

RENTREE 76-77
Les inscriptions pour la
PRÉPARATION AUX
B.T.S.

- Comptabilité et gestion des entreprises
- Secrétariat de direction et trilingue
- Gestion et exploitation de centres informatiques

sont reçues au secrétariat
4, rue d'Ansterdam (9^e) **EDU**
Tél. : 874-55-59 **PRIVE**
94, rue Saint-Lazare (9^e) **FAX**
Tél. : 874-56-50

ÉTÉ 1976

Il reste quelques places sur les séjours d'enfants

A MOEZINE (Haute-Savoie) ;
EN ALLEMAGNE ;
EN ANGLETERRE

Téléphones ou rendez-vous d'urgence au :

COMITÉ D'ACCUEIL FONDATION DU MINISTRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
88, bd Saint-Michel, 75006 PARIS - Tél. 326-60-97 et 325-11-61

attention !
plus que
7 jours
avant le
B.E.P.C.

Maintenant que
le dictionnaire
est autorisé
à l'épreuve de
composition française
(circulaire ministérielle
du 10 février 1975),

chaque candidat
doit se procurer le

Le Dictionnaire du Français
Contemporain Larousse -
(37,75 F)
aide, précisément,
à faire une bonne
composition française,
parce qu'il permet :
• d'écrire avec clarté
et correction
• de trouver le mot juste
• de rédiger avec aisance.

LAROUSSE

le D.F.C. augmente
les chances
de réussite
à l'examen

LAROUSSE

CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

ÉDUCATION

CONFLIT A L'UNIVERSITÉ DE PARIS-X Le président accuse de « sabotage » Mme Saunier-Seïté et certains professeurs

« J'estime que la responsabilité immédiate des décisions à prendre pour les examens de l'U.E.R. de droit ne m'incombe plus pour le moment », a déclaré au cours d'une conférence de presse, mardi 15 juin, M. Jean-Maurice Verdier, président de l'université Paris-X (Nanterre).

Cette décision fait suite au refus du secrétariat d'Etat aux universités de solliciter l'U.E.R. de droit, comme le demandait le président, deux sessions d'examen, l'une en juin, l'autre en septembre, les étudiants ayant le choix entre l'une ou l'autre. Mme Saunier-Seïté, présidente du jury du directeur de l'U.E.R., a, en effet, décidé de faire repousser intégralement les examens en septembre.

Selon M. Jean-Maurice Verdier, aucun argument juridique n'a été invoqué pour refuser les deux sessions : « Cela ressemble à un sabotage », dit-il. Cette attitude du secrétariat d'Etat lui paraît correspondre à une campagne menée « par une minorité non négligeable » de professeurs de droit, désireux de voir leur U.E.R. « supprimée » ou « transférée à Versailles » (le Monde du 4 juin). « Cette minorité, a ajouté en substance

M. Verdier, n'a jamais accepté la pluridisciplinarité, le contrôle continu et l'innovation pédagogique. Elle a souvent considéré l'université de Nanterre comme un marche-pied et rêvé de finir sa carrière à Paris ».

M. Jean-Maurice Verdier a ensuite regretté qu'on ne parle que de l'U.E.R. de droit, alors que Nanterre en comprend douze au total. En lettres et sciences économiques, les examens se passent normalement. Il a aussi rappelé la place importante qu'occupe son université dans le domaine de la recherche. Nanterre rassemble en effet quarante-trois centres, dont un centre d'éthnologie très réputé.

De son côté, l'association des assistants en droit a dénoncé l'attitude scandaleuse du directeur de l'U.E.R. de sciences juridiques et d'une minorité agissante de professeurs, qui se sont efforcés de saboter la reprise des activités pédagogiques, ainsi que le déroulement d'une session d'examen en juin. Ils rappellent que par deux fois ils ont demandé une réunion d'urgence du conseil d'U.E.R. et que par deux fois ils se sont heurtés à un refus.

POINT DE VUE Détruire Nanterre ?

par GÉRAUD DE GEOUFFRE
DE LA PRADELLE (*)

Le secrétaire d'Etat aux universités a-t-il voulu, en décidant de ne pas organiser de sessions d'examen à l'U.E.R. de droit de Nanterre, détruire cette université ?

Mais sont aussi réunies les conditions d'une fécondation des formations « professionnelles » par les disciplines « culturelles » ; leur osmose est indispensable non seulement à l'efficacité pratique du futur diplômé, mais encore à ses facultés de reconversion ultérieures, et surtout — est-ce un luxe inutile ? — à son épanouissement personnel.

Puisque l'U.E.R. de droit est actuellement sur la sellette, qu'il soit permis à l'un de ses professeurs d'en témoigner : pauvre juriste, parce que praticien incapable et théoricien sans imagination, que celui qui se laisserait enfermer dans le cadre étroit des disciplines strictement juridiques et se couper des sources vives de la pensée, se privait de toutes extensions utiles. Est-il besoin d'ajouter qu'il serait un pauvre citoyen et donc un magistrat, un fonctionnaire ou un cadre d'entreprise servile et redoutable, car impuissant à comprendre la portée politique des techniques ainsi apprises sans discernement ?

Il n'est pas difficile de le démontrer même si l'on doit se borner au rappel de quelques faits parmi tous ceux qui mériteraient d'être exposés. Mais il faut commencer par souligner que si l'on veut « juger Nanterre » il ne suffit pas de peser l'une après l'autre les U.E.R. juridiques, quarante centres de recherches dont la reconnaissance par le Centre national de la recherche scientifique garantit la qualité, et plus de soixante diplômes d'études approfondies (D.E.A.) et diplômes d'études supérieures spécialisées (D.E.S.S.) habilités par le secrétariat d'Etat ; on doit, au contraire, considérer cette université de façon globale.

Un ensemble équilibré.

Apparaît alors l'une des premières particularités de Nanterre : elle constitue un ensemble où, 200 millions aux objectifs officiels, cherchent à équilibrer les disciplines à vocation principalement « culturelle » (histoire, sciences humaines, cinéma, langues anciennes...) et les disciplines à vocation principalement « professionnelle » (droit, langues vivantes, économie...). Est ainsi offerte aux purs littéraires l'expérience des disciplines pratiques : l'historien, le sociologue ou le linguiste a la faculté de compléter sa formation par des éléments de droit ou de sciences économiques. D'ailleurs, l'université de Paris-X a d'ores et déjà tenté d'institutionnaliser le caractère pluridisciplinaire des formations en mettant sur pied de nouvelles filières : « mathématiques appliquées aux sciences sociales », « administration économique et so-

Après la pétition du Collège de philosophie M. BOUTANG A LE DROIT D'ENSEIGNER A LA SORBONNE écrit « l'Humanité »

L'Humanité du 16 juin commente la pétition de chercheurs et d'enseignants protestant contre l'élection de M. Pierre Boutang au poste de maître de conférences de philosophie à l'université de Paris-IV (le Monde du 15 juin).

Après avoir constaté que l'élection de M. Boutang, connu pour ses opinions d'extrême droite, a revêtu l'aspect d'une médiocre provocation du pouvoir, le quotidien communiste écrit, sous la plume de Michel Cardoze :

« Les communistes posent en principe absolu que personne — absolument personne, hors ceux qui emploieraient la violence contre la volonté de la majorité exprimée démocratiquement — ne doit être nommé à une fonction d'enseignement ou de recherche. (...) M. Boutang a le droit d'enseigner la philosophie à la Sorbonne. Quitte à être combattif, et même à le faire. »

L'Humanité rapproche cette affaire du refus opposé à M. Louis Althusser, philosophe communiste, de l'insérer sur la liste d'admission avec fonction de maître de conférences (le Monde du 16 juin), et écrit : « Althusser est bien victime, pour l'essentiel, d'une volonté politique de l'écartement de fonctions enseignantes dans une université. Et cela l'année même où Boutang est élu à la Sorbonne. Comment ne pas voir dans l'expression de l'opinion politique la responsabilité du pouvoir giscardien. »

DÉFENSE

L'Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle, réunie sous la présidence de M. Pierre LeFranc, a publié, à la suite des déclarations de M. Boutang, un communiqué dans lequel elle a exprimé son désaccord avec la décision de l'U.E.R. de droit de Nanterre de ne pas organiser de sessions d'examen en juin.

Le communiqué est le suivant : « Il n'y a pas d'indépendance nationale sans indépendance de la défense. Les Français ont consenti un effort collectif financier et technique pour assurer par l'armement nucléaire la totale indépendance de leur défense. Si ce potentiel nucléaire n'était pas maintenu au plus haut niveau d'efficacité et de crédibilité, le retour à l'intégration de nos forces conventionnelles dans l'O.T.A.N. qui en serait la conséquence inéluctable, pourrait condamner la France à livrer une bataille classique imposée par un autre commandement que le sien. »

Une telle orientation se présente, à l'Université, un devoir impératif pour tous ceux qui s'inspirent des principes du général de Gaulle de lutter de toute leur énergie contre une politique de défiance dangereuse pour la paix et la sécurité de la France. »

HOTESSE

COURS - EXPOSITIONS
TOURISME - COMMERCE
INDUSTRIE - ADMINISTRATION

Une profession dynamique pour les jeunes filles aimant les relations humaines et l'accueil.

PROCHAINES SESSIONS :
• COURS ACCÉLÉRÉS : 15 sept. (mat., apr.-midi, soir)
• COURS ANNUELS : 1^{er} octobre

Préparation au B.T. Accueil
Brochure M sur demande, ou mieux, rendez-vous visite

ECOLE PARISIENNE DES HOTESSES
ENSEIGNEMENT PRIVÉ
41, BOULEVARD DES CAPECIENS
75002 PARIS
Tél. : 261.58.51

Autres écoles : ANGERS - CASABLANCA - BORDEAUX - GRENOBLE - LAUSANNE

Vers l'asphyxie intellectuelle

Les possibilités de contacts et d'échanges entre personnes d'horizons sociaux et professionnels différents constituent la seconde dimension fondamentale de Nanterre : étudiants en lettres, en droit, en économie, en éducation physique, banlieusards, étrangers et Parisiens du séclisme arondissement ; fils de bourgeois et salariés de l'Institut d'éducation permanente ; enseignants de tous rangs, des différentes disciplines ; membres des différentes catégories de personnel... Que des possibilités demeurent largement ignorées dans l'université française est une évidence ; que les rapports entre l'université et la population environnante restent limités au strict minimum l'est également. Pourtant, Nanterre présente la particularité d'être, ici, à l'avant-garde des universités parisiennes pluridisciplinaires sur deux plans. D'abord, les nombreux mouvements étudiants de nature politique, syndicale, culturelle qui s'y épanouissent font écho aux cloisonnements traditionnels. Ensuite et surtout, au-delà des diversités de toutes sortes, un puissant mouvement syndical aux tendances très largement unitaires contribue, à travers les crises qui secouent l'enseignement supérieur, à forger la cohésion de Paris-X.

Il faut rappeler, par exemple, que les luttes récentes menées pour la titularisation des auxiliaires, ou dirigées contre la « réforme du deuxième cycle » ont été en peu d'endroits conduites de façon plus large ou plus responsable qu'à Paris-X.

Démembrer Paris-X en supprimant l'U.E.R. de droit, ce n'est donc pas seulement détruire l'un des ensembles universitaires les plus importants et les plus cohérents de la région parisienne ; c'est briser les reins d'un mouvement syndical et d'un

une méthode
pour les langues

Language Studies
GROUPE 5

• 2 à 4 semaines, débutant le premier lundi de chaque mois.

• Groupes de 5 personnes maximum.

• Niveau intermédiaire ou avancé, à partir de 18 ans.

• A partir de 1.390 F.

• A LONDRES, CAMBRIDGE, PARIS, LILLE.

Demandez notre documentation :
350, rue Saint-Henri 75001 Paris
260-53-70

PRÉPARATION A SC.PO

Sur PLACE
ou par CORRESPONDANCE

- Examen d'entrée en année préparatoire
- Examen d'entrée directe en 2^e année
- Seconde session fin d'année préparatoire
- Recyclage d'anglais (seconde session fin d'A.P. et diplômes).

PSP
78, rue de la Pompe,
75016 PARIS - Tél. : 804-19-73.

ÉDUCATION

H.C. TOUT COURT

UN CONSEIL RECOMMANDE A ETUDIER LA PHILOSOPHIE

RESPONDANCE

NATIONALISATION DES LETTRES

DEFENSE

HOTESSE

BUNESSE

MAÎTRES RÉUNIRONT MILLE JEUNES EN QUINZE ANS

SC. PO

ÉDUCATION

Trente et une jeunes filles dans la promotion 1976

H.E.C. TOUT COURT

Événement pour la cause des femmes du monde des affaires ? Pour la première fois trente et une jeunes filles « sortent » de la presque centenaire Ecole des hautes études commerciales (H.E.C.). Elles seront cinquante l'année prochaine, et près de soixante-dix dans la « promotion 1978 » à pouvoir se prévaloir du label « H.E.C. ». Ces pionnières se sont présentées à la presse mardi 15 juin.

H.E.C. tout court, pile au moment où ces premières élèves franchissent les portes du célèbre établissement de Jouy-en-Josas, en 1973, les dernières promotions d'H.E.C. « jeunes filles » entraînent sur le marché du travail.

Celles de la promotion 1976 (l'une d'elles fut « major » au concours d'entrée) sont-elles « différentes » de leurs aînées ? Imposent-elles à leurs futurs employeurs, comme le pense le directeur d'H.E.C., M. Christian Villiez, « l'équilibre et le dynamisme » qu'elles ont, parait-il,

insufflé à l'école en y entrant ? Ou bien ne risquent-elles pas de s'entendre demander, comme aux « anciennes », si elles savent... taper à la machine ?

Ces candidates au marketing, au contrôle de gestion, aux « carrières internationales » (le goût des voyages est très vif chez ces jeunes filles), n'auront sans doute pas de mal à trouver rapidement le travail qui leur plaît et seront à la fois considérées comme doit l'être une H.E.C. et payées comme doit l'être un H.E.C.

Mais quelques-unes se verront peut-être opposer la réponse qui fut faite à Anne, au cours d'un entretien d'embauche : « On a besoin de quelqu'un qui ait une carrure beaucoup plus large. » Sauront-elles toutes conjurer la même assurance et le sourire dont se para Catherine pour attirer ? Il suffit de feuilleter notre annuaire pour voir qu'un H.E.C. peut aller partout où il veut. — MICHEL KAJMAN.

CORRESPONDANCE

Le budget des établissements scolaires

LA NATIONALISATION N'EST PAS L'ÉTATISATION

Après la publication d'un article relatif à l'organisation des lycées et collèges (le Monde du 2 juin), M. Rémy Biane, instituteur et adjoint au maire d'Alès (Gard) nous a adressé la lettre suivante :

Je relève une grave erreur qui fait croire à vos lecteurs que la nationalisation des établissements scolaires implique pour l'Etat la prise en charge de l'ensemble des dépenses de fonctionnement.

Or ce résultat n'est atteint que dans les établissements « étatisés ».

Le régime de la nationalisation laisse à la charge des collectivités locales (communes, syndicats de communes, départements) 40 % des dépenses de fonctionnement de l'externat, à l'exclusion des salaires du personnel.

Par exemple, pour un C.E.S. 1.200 dont les dépenses de fonctionnement du budget de l'externat s'élèvent à 200 000 francs, la participation des collectivités locales s'élève à 80 000 francs.

[Il existe, en effet, trois statuts différents pour les établissements d'enseignement secondaire. Dans les établissements municipaux, l'Etat paie uniquement le personnel d'éducation et les autres dépenses sont à la charge des communes. Dans les établissements départementaux, l'Etat paie le personnel d'éducation, les agents de service et prend en charge une partie des frais de fonctionnement, qui est en moyenne de 64 % et ne dépasse jamais 70 %. Le reste est à la charge des collectivités locales et comprend généralement une partie des frais d'entretien des locaux et de paiement du personnel de service. Dans les établissements « étatisés », l'Etat prend tous les frais à sa charge.]

JEUNESSE

En juillet dans la Drôme

LES ÉCLAIREURS RÉUNIRONT TRENTE MILLE JEUNES DE HUIT À QUINZE ANS

Les Eclaireurs et Eclaireuses de France (E.E.F.) organisent du 15 au 21 juillet, dans le village de Saou (Drôme), une « rencontre nationale » à laquelle participeront, par roulement, près de trente mille jeunes de huit à quinze ans, éclaireurs ou non. Cette rencontre couronnera l'opération « Top 76 », au cours de laquelle les Eclaireurs ont lancé différentes initiatives locales : descente de rivières en bateau, camps itinérants à bicyclette, visites diverses, montage de spectacles, réalisation de films, etc.

Le rassemblement de Saou a pour objectif de faire le bilan de ces différentes expériences en permettant aux jeunes qui les ont suivies de se rencontrer. Chaque participant a reçu une cassette contenant une cassette vierge et une pellicule de photos, qu'il est invité à utiliser à son gré.

Les E.E.F., qui affirment compter trente-cinq mille adhérents, espèrent que ces initiatives permettront de mettre fin à la désaffection que connaît actuellement leur mouvement. Les effectifs de celui-ci ont diminué du quart en dix ans et de 3 % entre 1975 et 1976.

* E.E.F., 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 Paris, tél. 874-51-40.

A l'Elysée

UN CONSEIL RESTREINT A ÉTUDIÉ LA RÉFORME DE CERTAINS PROGRAMMES SCOLAIRES

Un conseil restreint consacré principalement à la réforme des programmes des deux premières années des écoles primaires (cours préparatoire) et des collèges (classes de 6^e et de 5^e) s'est réuni le mardi 15 juin dans la matinée à l'Elysée sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Y ont pris part MM. Jacques Chirac, premier ministre, Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, René Haby, ministre de l'éducation, et Mme Alice Saunier-Seïté, secrétaire d'Etat aux universités.

Au cours de ce conseil, ont été également examinées « les dispositions destinées à éviter le redoublement de la première année des écoles, encore trop fréquent ». En ce qui concerne les collèges, le conseil a retenu le principe d'un allègement d'une à deux heures de l'horaire hebdomadaire de ces élèves, sauf pour ceux à qui seront dispensés des enseignements de soutien. Le ministre de l'éducation va engager une concertation sur le contenu des différents enseignements et sur le savoir qui devra être acquis « pour tous les jeunes Français » à l'issue des collèges. Les décisions concernant les classes de sixième seront arrêtées à l'automne 1976 et mises en œuvre à la rentrée 1977.

● Les personnels du rectorat de Versailles étaient appelés à faire grève ce mercredi 16 juin par la section syndicale du Syndicat national de l'administration universitaire (SNAU, FEN) et du Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.T.C.). Les sections académiques des syndicats nationaux (affiliés à la FEN) des instituteurs (S.N.I.), de l'enseignement technique (S.N.E.T.A.), des agents (S.N.A.), des enseignants de second degré (S.N.E.S.), de l'enseignement supérieur (S.N.E.-Sup), ainsi que les sections des Yvelines, des Hauts-de-Seine et du Val-d'Oise du syndicat national des instituteurs et de la FEN s'associent à cet appel. Les syndicats dénoncent la situation faite au personnel du rectorat : « Perpétuelle réorganisation des services, déplacements incessants et autoritaires à la division du personnel (...), mise en place d'un système de délation, pressions, menaces, injures à l'égard du personnel. »

● Incidents lors d'examens de psycho-motricité. Les épreuves de l'examen de passage de première en deuxième année pour la préparation du diplôme d'Etat d'éducateur en psycho-motricité ont été perturbées, lundi 14 juin, à Marseille, à Toulouse et à Bordeaux, par des candidats qui protestaient notamment contre la sélection sévère instituée pour ce diplôme, qui a été créé en 1974. Dans les deux premiers centres d'examens, les épreuves n'ont pu avoir lieu, et le ministère de la santé fera connaître prochainement de nouvelles modalités de passage. A Bordeaux, en revanche, l'épreuve a pu se dérouler malgré les incidents.

● Les universités et leurs U.E.R. 1976. — Le Bulletin de liaison des universités françaises publie une nouvelle édition mise à jour de son annuaire des universités. On y trouve la liste complète des établissements et de leurs U.E.R., avec leurs adresses, leurs numéros de téléphone et les noms de leurs responsables. (173, boulevard Saint-Germain, 75272 Paris, Cedex 06, 131 p., 33 F.)

COSMAS



optique ouvre un nouveau cabinet à NATION

53, Avenue Philippe-Auguste - 11^e

M NATION

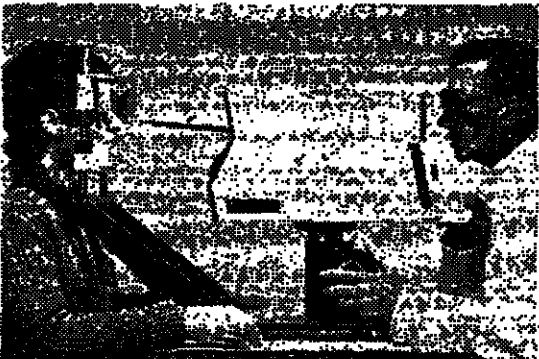
A MOITIÉ PRIX!

des montures de LUNETTES

"GRANDS COUTURIERS" ET TOUTES MARQUES

CARVEN REF.103	DIOR REF.1206	ESTEREL REF.1E 74	FATH REF.VENDEE	LANVIN REF.OK11
290F - 145 F.	400F - 200 F.	252F - 126 F.	276F - 138 F.	260F - 130 F.

COSMAS est le plus important laboratoire de montage optique français. COSMAS ne fait que des lunettes médicales : plusieurs dizaines de milliers par an, c'est pourquoi il les fait bien. Un choix de 3.000 montures (1.000 références). Tous les verres correcteurs spéciaux aux prix pratiqués dans le secteur de l'optique traditionnelle. Option : Assurance casse 15 mois (verres et monture).



LENTILLES CORNEENNES SOUPLES : 1250F - 990 F 41 Bd du Montparnasse 6^e Tél. : 222.81.10

COSMAS

c'est maintenant 5 cabinets d'optique

MONTARNASSE	REPUBLIQUE	ST-LAZARE	NATION	BANLIEUE
41, Bd du MONTARNASSE PARIS 6 ^e (M) Montparnasse	27, Bd de MAGENTA PARIS 10 ^e (M) J. Bonsergent	22, Rue de la VIVIÈRE PARIS 8 ^e (M) St-Lazare	53, Av. PHILIPPE AUGUSTE PARIS 11 ^e (M) Nation	11, Place JEAN JAURES 93200 SAINT-DENIS (M) Basilique

JUSTICE

L'AFFAIRE D'ALERIA
DEVANT LA COUR
DE SURETÉ DE L'ÉTATL'avocat général a requis contre le docteur Simeoni
une peine de cinq ans de réclusion criminelle

« C'est une peine politique », a déclaré M. Marcel Dorling-Carter, avocat général, en requérant cinq ans de réclusion criminelle contre le docteur Edmond Simeoni. A l'encontre des autres inculpés, il avait auparavant demandé des peines de un à deux ans d'emprisonnement avec sursis, à l'exception du cas de M. Marcel Lorenzoni, qui est toujours en fuite et pour lequel il a réclamé quatre ans d'emprisonnement.

« Politique » : l'avocat général a souligné ce terme tout au long du préambule à ses observations qui ont duré près de quatre heures. L'avocat général avait fait deux remarques. S'adressant aux inculpés, il a déclaré : « Certaines considérations dans cette affaire ne sont pas spécifiques à votre cas (...). Vous êtes des insulaires, je le sais aussi. » Rappelant ainsi qu'il était originaire des Antilles, et cherchant à atténuer le particularisme corse revendiqué par les accusés, il a ajouté : « Les problèmes insulaires à maints égards se ressemblent et je suis un interlocuteur attentif aux questions que vous posez. » Il a, d'autre part, précisé : « Personne ici ne peut vous reprocher vos opinions, vos idées autonomistes. Vous avez le

droit et même le devoir de les défendre. L'autonomisme n'est pas un épouvantail. (...) Ce n'est pas le procès de l'autonomisme, c'est le procès du passage à l'acte. »

« Par amour et par passion »

Reprenant certains des arguments énoncés par M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur dans ses réponses aux questions posées par la défense (le Monde du 16 juin), l'avocat général a déclaré : « Ce procès n'est réductible à aucun autre. L'affaire d'Aléria n'a rien de commun avec telle ou telle autre affaire. » Il rejetait de cette

manière l'opinion de la défense selon laquelle le docteur Simeoni et ses amis ont fait l'objet d'une discrimination en étant traduits devant cette juridiction, alors que les auteurs de plusieurs autres manifestations semblables à la leur ne l'avaient pas été.

A plusieurs reprises, M. Dorling-Carter a fait l'éloge des inculpés : « Vous êtes des braves gens, des gens honnêtes, que rien ne préparait à être dans ce box. » Défendant l'attitude des pouvoirs publics, il a précisé : « Vous êtes des gens sérieux, avec des idées sérieuses, que l'on a pris au sérieux et on le devine. » L'avocat général voulait signifier que, dans ces conditions, l'important était de la cave d'Aléria et les autorités.

Les lacunes du dossier

A propos des circonstances de la fusillade et de la mort de deux gendarmes, M. Dorling-Carter a

le gouvernement — d'accorder, pour sa part, les plus larges circonstances atténuantes. Chacun savait, depuis l'ouverture des débats, qu'une grande partie de la population corse n'aurait pas admis la sévérité.

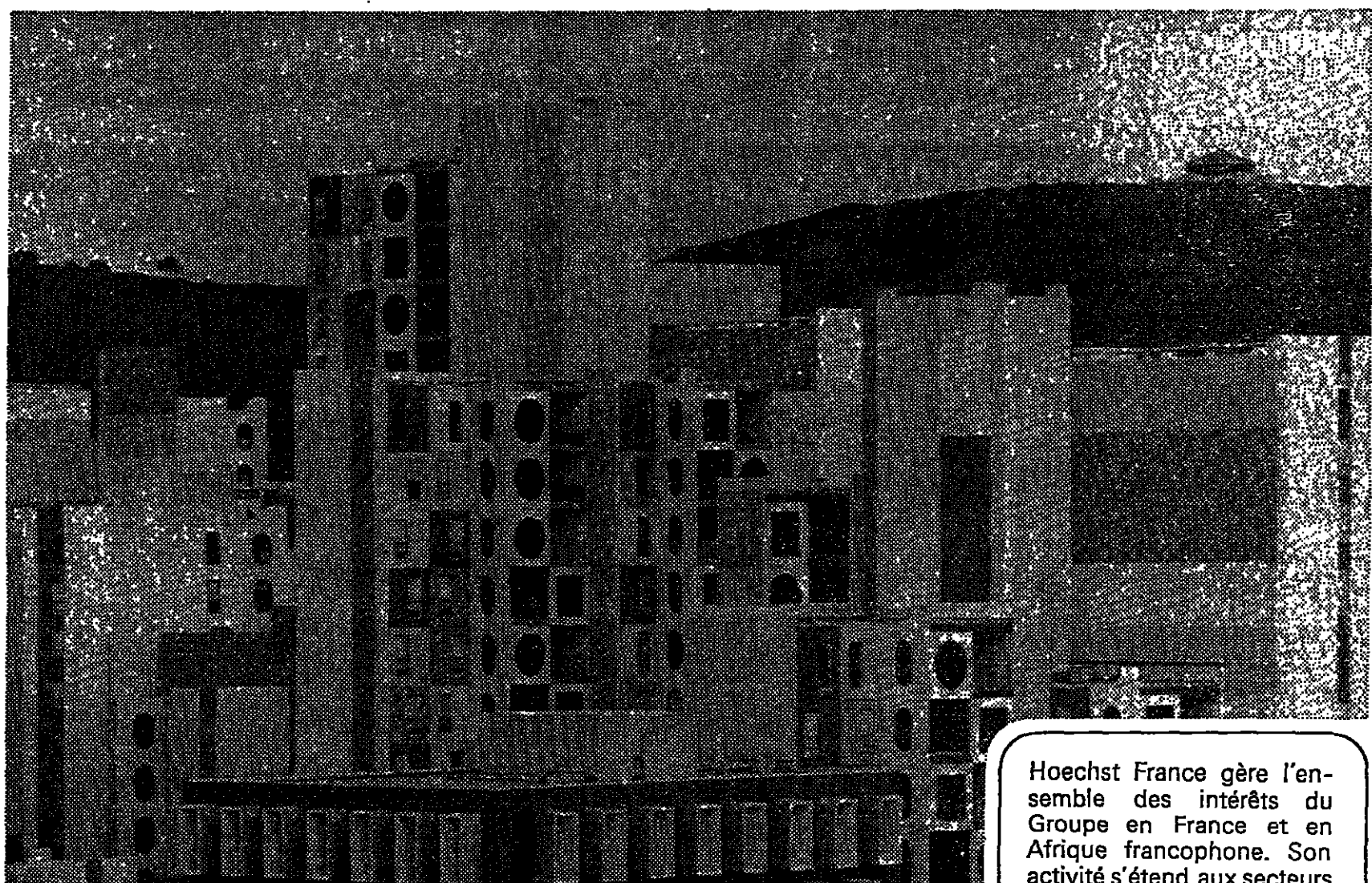
Le discours de M. Dorling-Carter était modéré, mesuré et nettement en retrait par rapport à son réquisitoire écrit comme au regard des déclarations gouvernementales après la fusillade d'Aléria et les échauffourées de Bastia en août 1975.

Souligné : « Les coups meurtriers sont le plus certainement venus de la cave. » Cette affirmation maintenait de l'inculpation de tentative d'homicide volontaire, mais elle était mesurée en fonction des lacunes du dossier (le Monde du 16 juin). Sur ce point, l'avocat général a fait une nouvelle concession en reconnaissant formellement que des coups de feu avaient pu être tirés derrière les forces de l'ordre.

Analysant les « motivations profondes » de l'action du docteur Simeoni et de ses amis, le représentant du ministère public a affirmé : « Je me refuse à croire que la dénonciation d'un scandale financier était la vraie raison de votre action, c'était plutôt la

délicie, l'occasion d'une entrée en scène. L'acte était le spectacle sur la scène politique. » M. Dorling-Carter a, d'autre part, évoqué les « responsabilités » que l'ancien leader de l'ARC pourrait prendre « à l'avenir » dans la vie politique de l'île. Reprenant certains passages du discours prononcé par le docteur Simeoni au congrès de Corte, il a indiqué que ce dernier avait manifestement tenté de s'opposer à l'Etat, même si c'était pour défendre une cause « légitime ». Mais il a conclu, en rappelant les différents chefs d'inculpation : « Même cet ensemble de crimes, sous les yeux communs par amour et par passion. »

FRANCIS CORNU.

Nouveau par la conception
et les méthodes

Abriter, isoler, c'est la première chose que l'homme exige d'une habitation. Mais aujourd'hui on demande beaucoup plus : des logements non seulement nombreux mais aussi fonctionnels, durables et en harmonie avec l'environnement.

Construire vite

Sur un chantier, la course contre la montre commence dès les fondations jetées. Pour accélérer les travaux, les chercheurs de Hoechst ont mis au point le « Melment » : un plastifiant pour béton qui permet de couler en un temps record des dalles sans défaut. Et, pour ne plus être à la merci des intempéries, des structures textiles en « Trevira » haute ténacité qui permettent de couvrir efficacement les plus vastes chantiers.

Construire solide et beau

Traditionnelle ou préfabriquée, la construction moderne fait appel

à des matériaux et à des techniques qui allient l'esthétique à la durabilité, ainsi : l'Hostalit Z®, PVC de haute résistance, dimensionnellement stable et insensible au vieillissement, pour menuiseries, huisseries et habillages de façades élégants. Autre solution remarquable, les résines « Mowilith » - dispersions vinyliques - qui rendent les crépis inaltérables et résistants aux climats les plus rudes.

Une recherche coordonnée.
Un travail d'équipe.

Ces technologies nouvelles sont le fruit de recherches constantes en liaison étroite avec les chefs de file de l'industrie du bâtiment, architectes, concepteurs, ingénieurs de chantier, qui ont mis en commun leurs moyens et leurs expériences pour apporter les solutions appropriées aux problèmes actuels de la construction.

Hoechst France gère l'ensemble des intérêts du Groupe en France et en Afrique francophone. Son activité s'étend aux secteurs suivants : produits chimiques, résines synthétiques, matières plastiques, fibres, colorants, produits auxiliaires, gaz industriels, travail des métaux, ingénierie, films et feuilles plastiques et techniques de reprographie. Elle met à la disposition de sa clientèle toutes les ressources du Groupe et contribue, en particulier dans le domaine de la construction, à l'amélioration des techniques. Grâce à des produits de hautes performances utilisés dans le gros œuvre comme dans les finitions ou le décor intérieur, Hoechst travaille à une qualité toujours plus grande de l'habitat.

Hoechst
Hoechst France

Tous renseignements, Centre 3, 92080 Paris La Defense, Tél. 772.12.12

Hoechst pense plus loin

Un comité d'initiative pour la création d'une union régionale du Mouvement fédéraliste européen vient de se créer. Il préconise dans un manifeste que « le centralisme, l'intransigeance et le répressif, est le pourvoyeur du séparatisme, séparatisme qui terrorise la Corse à d'autres dépendances ». A son avis, « la Corse ne doit pas s'enfermer dans un ghetto. Son avenir reste lié à celui de la France dans le cadre de l'Union européenne ».

M. ROGER BARBEROT
EST DÉBOUTÉ DE SON ACTION
EN DIFFAMATION
CONTRE « DOSSIER B...
COMME BARBOUZES »

Qualifié dans Dossier B... comme barbouzes d'hommes-clés, à l'enlèvement du président Maurice Tschombé, M. Maurice Hersin, président de la société Barracuda spécialisée dans la fabrication de films de camouflage, a obtenu, mardi 15 juin, devant la dix-septième chambre correctionnelle de Paris 3 000 F de dommages et intérêts, M. Alain Moreau, de plus, celui-ci est condamné à 1 500 F d'amende pour diffamation.

De son côté, M. Roger Barberot, actuellement chef du Territoire des terres australes et antarctiques, a été débouté de l'action en diffamation qu'il avait engagée contre Dossier B... comme barbouzes, le tribunal ayant déclaré nulles les citations en justice délivrées en son nom. M. Roger Barberot était mis en cause dans le livre, qui lui attribuait l'insurrection d'un réseau de renseignements dans deux Etats où il avait été ambassadeur de France : la République Centrafricaine et l'Uruguay.

LA B.N.P. DÉPOSE UNE PLAINTE
APRÈS UNE ÉCHAUFFOURÉE
DANS SA SUCCURSALE
D'AJACCIO

La Banque nationale de Paris (B.N.P.) a déposé une plainte contre X au parquet d'Ajaccio, après une échauffourée survenue dans les locaux de l'agence de cette ville. Dans un communiqué diffusé, le mardi 15 juin, la direction fait savoir que, « à la suite d'un conflit affectant les banques installées en Corse, des personnes n'appartenant pas à la B.N.P. ont pénétré dans les locaux » et que « diverses voies de fait ont dû être déplorées ». Selon la direction, « un employé qui travaillait a, en particulier, été blessé par un jet de cendrier » et « un nerf de bœuf aurait même été sorti par un des protagonistes ».

De son côté, la fédération corse du parti socialiste indique que « trois délégués syndicaux C.F.D.T. de la B.N.P., désirant s'entretenir avec le directeur de la succursale, ont été reçus à coups de nerf de bœuf par un employé, malmenés, battus, puis menacés par ce même employé qui a brandi un revolver ».

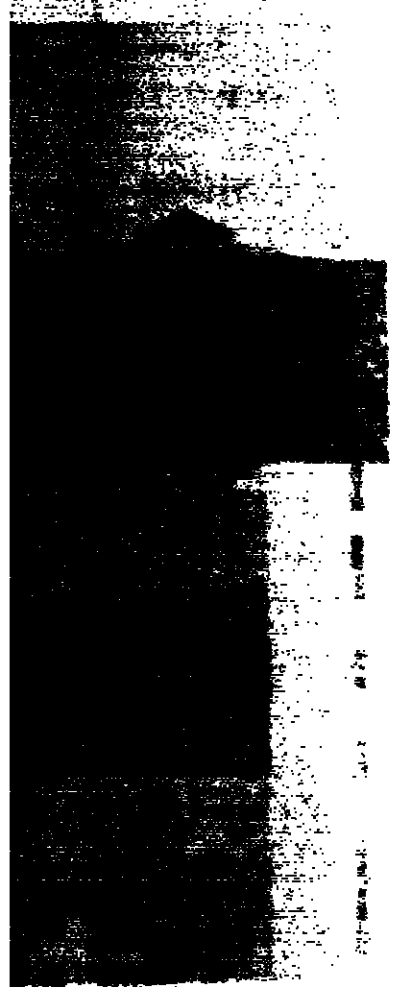
Les syndicats C.F.D.T. de la banque ont dénoncé cette « intervention musclée » contre des travailleurs en grève depuis plus de deux semaines dans cet établissement. Le mouvement autonomiste Associati di patrioti corse (A.P.C.) s'indigne également devant les procédés utilisés contre des syndicalistes « qui mènent un combat difficile pour améliorer le sort des travailleurs qui vivent en Corse, et qui, pour la plupart, formeront les forces vives de la Corse de demain ».

En ce moment au
il y a une centaine
Une centaine de
bord une centaine
femmes qui ont tout fait po
navigée en solitaire.
L'un d'entre eux s'app
On a beaucoup parlé
De sa victoire en 20 jours sur
en 1972, de son tour du mo
son accident l'année dernière
aussi beaucoup de son bate
12 mètres, "c'est grand". De
de surface, "c'est beaucoup".
lectronique : des caméras d
est-ce vraiment bien utile ?
Quand Alain Colas n
comme beaucoup d'autres,
Mais lui, avait un dossier U
depuis longtemps, avec des
des devis et des délais. Et p
une formidable envie de par
sur l'immense monocoque
l'envie de vivre peut être un
aventures que l'on puisse co
C'est pour cela que n
Club Méditerranée, l'avon
on 4 mâts (car ce bateau est
beaucoup d'autres, qui on

حکومتی الاصل

tre le docteur Sime
réclusion criminelle

Le docteur Sime...
réclusion criminelle...
Le docteur Sime...
réclusion criminelle...



Le docteur Sime...
réclusion criminelle...
Le docteur Sime...
réclusion criminelle...

echst
France

loin

Si demain Alain Colas remporte la Transat, certains diront que c'était gagné d'avance.

S'il perd, ce sont les mêmes qui ricaneront.

En ce moment au milieu de l'Atlantique, il y a une centaine de bateaux. Une centaine de bateaux avec à leur bord une centaine d'hommes et de femmes qui ont tout fait pour participer à cette traversée en solitaire.

L'un d'entre eux s'appelle Alain Colas.

On a beaucoup parlé d'Alain Colas.

De sa victoire en 20 jours sur cette même Transat en 1972, de son tour du monde en solitaire et de son accident l'année dernière. Et puis on parle aussi beaucoup de son bateau. De sa dimension : 72 mètres, "c'est grand". De sa voilure : 1000 m² de surface, "c'est beaucoup". De son équipement électronique : des caméras de télévision à bord, "est-ce vraiment bien utile".

Quand Alain Colas nous a rencontrés, comme beaucoup d'autres, il avait peu d'argent. Mais lui, avait un dossier. Un dossier préparé depuis longtemps, avec des études, des plans, des devis et des délais. Et puis surtout il avait une formidable envie de participer à cette course sur l'immense monocoque qu'il avait imaginé. Envie de vivre peut être une des dernières aventures que l'on puisse connaître aujourd'hui.

C'est pour cela que nous, le Club Méditerranée, l'avons aidé à construire son 4 mâts (car ce bateau est sa propriété), nous et beaucoup d'autres, qui ont offert leur

imagination, leur intelligence, leur temps, leur travail et surtout leur enthousiasme.

Ce bateau, c'est le résultat d'un fabuleux travail d'équipe. Car sans cette équipe, le rêve d'Alain Colas ne serait resté qu'un rêve...

Et maintenant?

Maintenant Alain Colas se bat tout seul contre l'Atlantique sur un bateau grand comme un boeing 747 qui réclame des efforts insensés.

Il va, quoiqu'il arrive, faire progresser la technologie de la voile, accroître la sécurité de milliers de plaisanciers, et peut-être faire renaître grâce aux techniques mises en œuvre, une marine marchande à énergie naturelle, non polluante.

C'est pourquoi nous sommes fiers que le grand voilier de cet homme passionnant s'appelle "Club Méditerranée".



JUSTICE

A propos d'un procès en appel en Belgique Le malaise des avocats de Bruxelles

De notre envoyé spécial

Bruxelles. — Nul ne pouvait s'y méprendre : il suffisait de voir la foule qui se pressait, mardi 15 juin, dans la cour d'appel de Bruxelles et de constater le nombre d'avocats en robe qui s'y étaient réunis pour saisir l'importance de ce qu'on allait juger. Le prévenu, M. Thierry Vanderlinden, n'avait-il pas tenu à comparaitre, lui aussi revêtu de sa robe, bien que le président lui ait fait remarquer qu'il transgressait ainsi un usage établi par l'ordre qui régit sa profession ? L'incident, même mineur, confirmait en tout cas le « malaise » qui règne au palais de justice depuis qu'un collectif des avocats de Bruxelles — groupant une centaine d'inscrits au barreau — s'est servi de l'affaire Vanderlinden pour dénoncer les atteintes portées aux droits de la défense et, par suite logiques, à ceux des justiciables.

Les faits sont établis et nul ne les conteste. Les 27 novembre et le 1^{er} décembre 1975, arrivent à la prison de Louvain deux lettres cachetées adressées à deux détenus par l'avocat bruxellois. Le directeur de l'établissement, jugeant les plis d'apparence suspecte — « à la palpation dirait-il à l'audience, on sentait bien qu'il y avait là une espèce de brochure ou quelque chose de ce genre » — décide de les renvoyer au bâtonnier de l'ordre des avocats, faute d'avoir trouvé l'adresse de M. Vanderlinden, qui venait de déménager. Le bâtonnier, M. Paul Humblet, convoque alors son confrère et lui demande d'ouvrir en sa présence les plis « suspects » : c'est le premier se trouvent quatre exemplaires d'un même numéro de l'édition belge du journal du CAP (comité d'action des prisonniers). Dans le second, trois autres exemplaires. Est-ce pur hasard ? M. Vanderlinden avait déjà comparu devant le conseil de l'ordre, un an plus tôt, pour les mêmes faits et avait reçu une admonition.

Un « récidiviste »

Le bâtonnier n'allait pas épargner un « récidiviste ». Pour avoir oublié qu'il avait été condamné, l'avocat n'aurait-il pas transmis des messages et objets quelconques aux détenus ? M. Vanderlinden est condamné le 22 avril 1975, à quatre mois de suspension par le conseil de l'ordre. « Jugement politique », estime le « collectif des avocats ». L'affaire devient vite l'objet de polémiques publiques, et M. Vanderlinden, ayant fait appel, retrouve, ce mardi 15 juin, l'occasion de justifier son attitude.

Arrivé en tenue devant le conseil de discipline, un avocat coupable d'avoir fait passer un album de Tintin et Miliou à ses clients ? demande M. Serge Mouraux, défenseur de M. Vanderlinden. Pour lui, aucun doute n'est permis : c'est bien le contenu politique — « subversif », dit-on, du journal transmis qui a valu la condamnation. Or, une circulaire ministérielle du 5 mars 1975, d'inspiration libérale, permet aux détenus de

recevoir tous les périodiques de leur choix. Y aurait-il exception pour le CAP ? On admet le directeur de la prison de Louvain, une instruction verbale du directeur générale de l'administration pénitentiaire en interdisant la lecture dans les établissements de détention. La défense peut alors arguer, non sans raison, qu'il n'y a aucun recours juridique possible contre une « instruction verbale ». M. Mouraux, qui s'en est acquiescé par lettre auprès du ministre de la justice n'a toujours pas reçu de réponse.

Mais pour l'avocat, la condamnation prononcée après l'interception illégale d'une correspondance révèle un danger plus grave : celui d'une « instruction verbale » d'opinion, à l'usage de ces lois déjà appliquées en Allemagne fédérale.

L'accusation que l'on reproche aujourd'hui à M. Vanderlinden, est « hautement morale », assure le défenseur qui, représentant le principal thème de bataille de ses amis du « collectif », estime que l'avocat doit être « un contre-poids social à l'éventuel arbitraire de l'administration ». En première instance, le conseil de l'ordre avait refusé de se laisser aller à ces « considérations d'ordre idéologique ». Mais, ému par la publicité donnée à l'affaire, le bâtonnier a récemment adressé une lettre à ses confrères pour leur faire part de sa critique. Cette « minorité de palais » qui se complait, à propos de la justice et de l'ordre des avocats, dans des attitudes publiques de contestation qui lui permettent toutes les licences que le commun du barreau s'interdit. Selon lui, il est vrai, « la fonction disciplinaire de l'ordre est la condition de son existence ». Reste à savoir si le conseil d'appel se fait la même idée de la « discipline » : il s'est donné un délai de réflexion pour en décider, sans préciser la date à laquelle il rendra son jugement.

DOMINIQUE POUCHIN.

A GRASSE

M. Zecri reste l'administrateur de la succession de Pablo Picasso

De notre correspondant

Nice. — Le tribunal de grande instance de Grasse a jugé, mardi 15 juin, la requête de Marina Picasso, petite-fille du peintre, tendant à faire révoquer M. Zecri, président de la Compagnie des administrateurs judiciaires au tribunal de Paris, à qui avaient été confiés l'inventaire et l'estimation de la fortune de Pablo Picasso.

Marina Picasso, qui avait signé à Venise, avec les cinq ayants droit, un protocole d'accord, s'était rétractée, invoquant la faiblesse de l'inventaire établi par M. Zecri et l'absence de certains fonds placés à l'étranger par Mme Jacqueline Picasso, et qui échappaient ainsi à la succession. Pour leur part, les ayants droits autres héritiers s'étaient opposés à la demande de Marina Picasso, estimant globalement que ses critiques à l'égard du travail de

l'administrateur judiciaire étaient sans fondement.

● **Condamnations pour trafic de fausses factures.** — La onzième chambre correctionnelle de Paris a rendu, mardi 15 juin, son jugement dans une affaire de vaste ampleur de fausses factures relatives à des transactions fictives sur les métaux, transactions qui avaient permis à diverses sociétés de frauder le fisc de 1960 à 1967. Dix-neuf prévenus ont été condamnés et notamment M. Victor Fedorowsky, à deux ans d'emprisonnement et 30 000 francs d'amende ; M. Simon Rubin, à quinze mois d'emprisonnement avec sursis et 15 000 francs d'amende ; M. Vassilios Anastasiou, à treize mois d'emprisonnement avec sursis et 15 000 francs d'amende.

POLICE

LES C.R.S. ET LES « LOUBARDS »

Dans le dernier numéro de l'Unité syndicale police, organe de la Fédération autonome des syndicats de police, M. Roger Couvlin, secrétaire général du Syndicat national indépendant et professionnel des C.R.S., écrit, à propos des « loubards » dont le rôle lui paraît mis en avant à l'occasion de récentes manifestations de rue :

« D'où viennent-ils, quel but poursuivent-ils ? A quel profit ont-ils des exactions ?

« Gauchistes-anarchistes, agitateurs d'extrême droite, je n'en sais rien — mais inconsciemment, je n'y crois pas. Alors la question est posée. Contrôlés par qui ? Qui les paye et avec quels fonds ? Pour aboutir à quoi ? J'ai l'impression de jouer aux devinettes.

« Ce que je peux affirmer, sans risque de me tromper, c'est que ce sont nos gars qui font généralement les frais de la fête (il n'y a pas que les déviateurs des magasins qui sont cassés). Ce que je peux promettre, c'est que cela ne durera pas autant que les impôts.

« Les policiers de ce pays n'auraient plus qu'à se mettre à marcher de millions à la porte des cimetières et nous nous montrons incapables, après avoir appréhendé ces malfaiteurs en flagrant délit, de remonter la filière et de les traduire devant les tribunaux conformément à la loi. Au moins, les malfaiteurs qui sont en prison, et ils le méritent, ne seront plus devant nous le lendemain.

« Etant toujours en première ligne, nous en avons plus qu'assez de la responsabilité diffuse ; lorsqu'un crime est commis, il y a un auteur ; il est commis, il y a un auteur ; il est commis, il y a un auteur ; il y a une association de malfaiteurs ; s'ils sont cent, on ne sait plus, et pourtant les faits restent les mêmes.

« Nous nous permettons de recommander à nos camarades, afin d'aider nos collègues chargés d'établir la procédure de flagrant délit, de ne pas lâcher ceux qu'ils arrêtent dans l'action ou, pour le moins, de remplir et signer une fiche de mise à disposition ; vous pourrez ainsi témoigner de la réalité du délit commis. La justice suivra alors son cours, pour une plus grande salubrité publique. »

● **Nomination à la préfecture de police.** — Par décret publié au Journal officiel du mercredi 16 juin, M. Gérard Deplaix, sous-préfet de première classe, est nommé chef du cabinet du préfet de police de Paris, M. Pierre Sonvilh.

FAITS DIVERS

● **Incidende dans le XIX^e arrondissement : deux morts.** — Pour des raisons encore indéterminées, le feu s'est déclaré mardi 15 juin peu avant 22 heures, dans une chambre du deuxième étage d'un immeuble d'habitation, 230, boulevard de La Villette, à Paris-19. Par la cage d'escalier, l'incendie devait s'étendre rapidement à l'ensemble du bâtiment. Prise de panique, une locataire, Mme Liliane Jovanovic, trente ans, s'est jetée dans le vide avec son fils, Slavica, âgé de dix mois. Pour deux ont été tués. Le mari de la victime, M. Boris Jovanovic, a été grièvement blessé en sautant lui aussi par la fenêtre de l'appartement situé au troisième étage.

● **Un étudiant arrêté pour trafic de drogue à Bordeaux.** — Un étudiant âgé de vingt-deux ans, M. Stéphane Casteran, a été arrêté, mardi 15 juin, à Bordeaux, au moment où il livrait de la drogue sur le campus de cette ville. M. Casteran a été placé sous mandat de dépôt. Les enquêteurs estiment qu'en trois mois le jeune homme, étudiant en deuxième année de sciences politiques à Paris, avait réussi à écouler deux mille cinq cents doses de L.S.D., 1 kilo de marijuana, et 100 grammes d'héroïne. — (Corresp.)

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Voyage au pays maya

Mille ans de civilisation maya en trois émissions d'une heure. Voyage organisé par Mme Georges Elgy sous la conduite de M. Jacques Soustelle. Arrivée mardi à 20 h. 30 sur TF 1 à Tico, au Guatemala. Visite de sites. A 21 h. 10, transfert au Mexique et départ pour Palenque. Inutile de se munir de guides ou d'appareils photographiques. Venir de cartes postales à la sortie des zones archéologiques.

C'était très beau, surtout vu de loin, vu d'en haut : sous un ciel bleu, entouré dans la verdure toute de la jungle, le blanc gris des pyramides. On se penche devant nos hublots. Très intéressant, surtout vu de près : les fresques, les hiéroglyphes, les bas-reliefs, les masques. Et bien expliqué, un peu vite, forcément : l'influence olmèque, le panthéon maya, les grandes cités, les religions, les nécropoles, l'architecture, les fausses voûtes, les stèles, la face écorchée, regard rond, langue tirée, du dieu Chac, dessinés dans le stuc des hautes coiffures des

guerriers, la science de l'astro-nomie et du calcul.

On nous a tout montré. Cependant, on n'a rien vu. Et on n'a vu personne, ni touristes ni autochtones. Si, au début, deux ou trois indiennes dont on nous a expliqué qu'elles s'habillaient encore comme leurs lointaines ancêtres. Rien sur l'organisation sociale des Mayas, sur leurs activités, leurs usages. Ou pas assez. Je veux bien qu'on en sache beaucoup moins sur eux que sur les Aztèques. On aurait quand même pu, ne serait-ce qu'en employant la conditionnelle, introduire dans le commentaire les témoignages, les récits d'explorateurs et les nombreux ouvrages récents publiés aux Etats-Unis, notamment, sur ce qu'on peut deviner ou reconstituer de la vie quotidienne dans ces vastes cités comptant des milliers d'habitants.

On connaît l'admiration qu'inspire à M. Jacques Soustelle la culture américano-indienne avant la conquête. Cette tarveur semble lui imposer, et dans ses livres et

à l'écran, certaines réticences, certains silences. Il nous a bien dit que les Mayas, s'ils avaient inventé le zéro, ne connaissaient pas le cheval, et cela ajoute à leurs mérites. Il nous a caché qu'ils n'avaient pas non plus la roue. Il nous dit que seuls, peut-être, des oiseaux étaient victimes de sacrifices à l'époque classique. Il ne nous dit pas que, à Palenque même, on a découvert dans la crypte du temple — nous l'avons vu de nos yeux lors d'un récent voyage — des ossements de femmes, de serviteurs, trucidés à l'occasion du décès d'un haut personnage pour obéir à des coutumes qu'il ne nous appartient peut-être pas de juger, mais dont on se doit de faire état.

Sans doute en apprendrons-nous plus long à la prochaine étape. L'obsession de la mort et du jeu, caractéristique de ces civilisations, va se traduire, entre les années 700 et 900 de notre ère, par des décapitations et des automutilations rituelles trop souvent décrites pour être ignorées.

CLAUDE SARRAUTE.

MERCREDI 16 JUIN

Antenne 2 diffuse, à 20 h. 30, un entretien en direct de M. Valéry Giscard d'Estaing avec Jacques Chancel.

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Dramatique : Savine, ou les prêtres révolutionnaires, de J. Chabrol. Réalisation G. Vergez avec R. Rimbaud, P. Raynal, H. Maréchal.

22 h. 5. Magazine psychologique : Les gestes de J. Moussier.

23 h. 30. Quand les gestes prennent la parole... au-delà des mots une étude des mimiques et de la signification des mouvements du corps.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30. Le président de la République répond aux questions de J. Chancel. 21 h. 35. Série : L'homme de fer. 22 h. 30. Boxe : Championnat du monde des poids lourds Foreman-Frazier. 23 h. 20. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30 (R.). Un film, un auteur : « Le Chevalier de Maupin », de M. Bolognini (1968), avec C. Spaak, R. Hossein, I. Millan, O. Piccolo. En 1700, en Europe centrale, une jeune fille, qui a pris l'habit d'homme pour échapper aux mauvais traitements de la guerre, se trouve enroulée dans une intrigue et masculine. Les ambiguïtés du travestissement dans un film aux superbes images.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Poésie : 20 h. 5. En liaison avec TF 1. Emission musicale : Conception ou avortement : 21 h. 35. Musique de chambre (Mouret, Campra, Montéclair, Destouches, Soléna, Hésouen, Selys Jousi). 22 h. 35. Les tournois du royaume de la musique : 23 h. Cinéma sans images : 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Festival de Royan. Recital d'orgue Bernard Faccroux (Masson, Hespous, Miroglio) ; 21 h. Musique de chambre (Mouret, Campra, Montclair, Destouches, Soléna, Hésouen, Selys Jousi). 22 h. 35. Les tournois du royaume de la musique : 23 h. Cinéma sans images : 23 h. 50. Poésie.

JEUDI 17 JUIN

CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h. Programme varié, avec, à 18 h. 30, A la bonne heure. 20 h. 30 (R.). Feuilletton : Sandokan, d'après E. Salgari, réal. S. Sollima ; 21 h. 20. Magazine d'actualité : L'événement, prés. J. Bessancon. « L'affaire Périsse » : l'apprentissage des relations franco-britanniques ; Saint-Pierre-et-Miquelon, cent unième département français. 22 h. 25. Allons au cinéma, d'A. Halimi. 23 h. Journal.

CHAÎNE II : A 2

De 14 h. 30 à 20 h. Programme ininterrompu, avec, à 17 h. 30, Fenêtre sur... 20 h. 30. Dramatique : Mesdemoiselles les jurés... « L'affaire Périsse » : l'apprentissage des relations franco-britanniques ; Saint-Pierre-et-Miquelon, cent unième département français. 22 h. 20. Vous avez dit bizarre, de M. Lancelot ; 23 h. 40. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Les grands noms de l'histoire du cinéma (cycle Claude Chabrol) : « Le Boucher », de Cl. Chabrol (1969), avec St. Audran, J. Yanne, R. Rudel, M. Baccaria. Dans le village du Périgord, l'instinct des despotes l'emporte sur la raison, qui lui fait maladroitemment la cour. Elle découvre qu'il est le fils d'un fermier qui sévit dans la région. Un grand Chabrol, à ne pas manquer. 23 h. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Poésie : 20 h. 5. Vient de paraître, d'Edouard Bourdieu, 22 h. 35. Renaissance des organes de France : 23 h. Cinéma sans images ; Nino Compagni, par C. Clouzot ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

19 h. 15. Présentation de la soirée : 19 h. 30. En direct de l'Opéra de Paris : « Cos Fan Tutte » (Mozart), avec les chœurs et l'orchestre du Théâtre national de l'Opéra, direction J. Rudel avec S. Berio, D. Perle, K. T. Kanam, I. Krause, M. Lauenstein, R. von Allen ; 23 h. Non écrites : Siles par le G.R.M. de l'INA ; 24 h. Récital Ben Zimet ; 1 h. La clé, par A. Almour.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 16 JUIN

— Le parti communiste français s'exprime à la tribune libre de FR 3 à 19 h. 40.

JEUDI 17 JUIN

— La presse des jeunes et le sexe est le sujet du magazine d'Anne Gailhard sur France-Inter à 10 heures.

— L'Union européenne féminine s'exprime à la tribune libre de FR 3 à 19 h. 40.

— Le groupe parlementaire du parti socialiste a réalisé l'émission réservée aux formations politiques sur Antenne 2 à 19 h. 45.

— M. James Callaghan, premier ministre britannique, est interviewé pour le magazine « L'événement », au cours duquel MM. Lionel Stoléru et Jean-Pierre Chevènement débattent du travail manuel sur TF 1 à 21 h. 20.

D'une chaîne à l'autre

LE PRIX D'AU THÉÂTRE CE SOIR

● M. André Roussin, de l'Académie française, a reçu des mains de M. Jean Cazeneuve, président de TF 1, la coupe du Grand Prix de l'émission « Au théâtre, ce soir », qui faisait ses dix ans d'existence.

LISEZ

Le Monde des Philatélistes

ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en villégiature en France ou à l'étranger puissent trouver leur journal chez les distributeurs.

Mais, pour permettre à ceux d'entre eux trop éloignés d'une agglomération d'être assurés de lire le Monde, nous acceptons des abonnements de vacances d'une durée minimum de deux semaines, aux conditions suivantes :

FRANCE :

Quinze jours 20 F
Trois semaines 25 F
Un mois 30 F
Un mois et demi 40 F
Deux mois 50 F

ÉTRANGER (voie normale) :

Quinze jours 25 F
Trois semaines 30 F
Un mois 35 F
Un mois et demi 45 F
Deux mois 55 F

EUROPE (avion) :

Quinze jours 40 F
Trois semaines 45 F
Un mois 50 F
Un mois et demi 60 F
Deux mois 70 F

Dans ces tarifs sont compris les frais de port et d'installation d'un abonnement, le montant des mandats de paiement et l'assurance. Pour faciliter l'inscription des abonnements, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous transmettre accompagnés du règlement correspondant, une semaine au moins avant leur départ, en indiquant les noms et adresses en lettres majuscules.

Le Monde dossiers et documents

LE NUMÉRO DE JUIN EST PARU
N° 32

Il comprend dans la série Economie

LE VIN EN FRANCE

et dans la série Société

LES MARGINAUX DE LA FOI

Prix de vente, le numéro : 2 F
Abonnement 1 an (10 numéros) : 18 F

Sur demande, tarif dégressif pour abonnements groupés
adressés à une même adresse.

TV couleur Brandt :

nouveau tube auto-convergent P.I.L.
entièrement réglé une fois pour toutes.
Maintenant, la couleur devient aussi sûre
que le noir et blanc.

Brandt
électronique

pour ne pas se tromper.

Le Monde

Une exposition

Ce qu'ensei

Le Monde des Philatélistes

Le Monde des Marginaux

Le Monde des Dossiers et Documents

Le Monde des Abonnements de Vacances

Le Monde des Tribunes et Débats

Le Monde des Faits Divers

Le Monde des Justice

Le Monde des Police

Le Monde des Radio-Télévision

Le Monde des Voyages

Le Monde des Sports

Le Monde des Arts

Le Monde des Sciences

Le Monde des Littératures

Le Monde des Musiques

Le Monde des Cinémas

Le Monde des Théâtres

Le Monde des Opéras

Le Monde des Ballets

Le Monde des Concerts

Le Monde des Festivals

Le Monde des Salons

Le Monde des Expositions

Le Monde des Fêtes

Le Monde des Vacances

Le Monde des Voyages

Le Monde des Sports

Le Monde des Arts

Le Monde des Sciences

Le Monde des Littératures

Le Monde des Musiques

Le Monde des Cinémas

Le Monde des Théâtres

Le Monde des Opéras

Le Monde des Ballets

Le Monde des Concerts

Le Monde des Festivals

Le Monde des Salons

Le Monde des Expositions

Le Monde des Fêtes

Le Monde des Vacances

Le Monde des Voyages

Le Monde des Sports

Le Monde des Arts

Le Monde des Sciences

Le Monde des Littératures

Le Monde des Musiques

Le Monde des Cinémas

Le Monde des Théâtres

Le Monde des Opéras

Le Monde des Ballets

Le Monde des Concerts

Le Monde des Festivals

Le Monde des Salons

Le Monde des Expositions

Le Monde des Fêtes

Le Monde des Vacances

Le Monde des Voyages

Le Monde des Sports

Le Monde des Arts

Le Monde des Sciences

Le Monde des Littératures

Le Monde des Musiques

Le Monde des Cinémas

Le Monde des Théâtres

Le Monde des Opéras

Le Monde des Ballets

Le Monde des Concerts

Le Monde des Festivals

Le Monde des Salons

Le Monde des Expositions

Le Monde des Fêtes

Le Monde des Vacances

Le Monde des Voyages

Le Monde des Sports

Le Monde des Arts

Le Monde des Sciences

Le Monde des Littératures

Le Monde des Musiques

Le Monde des Cinémas

Le Monde des Théâtres

Le Monde des Opéras

Le Monde des Ballets

Le Monde des Concerts

Le Monde des Festivals

Le Monde des Salons

Le Monde des Expositions

Le Monde des Fêtes

Le Monde des Vacances

Le Monde des Voyages

Le Monde des Sports

Le Monde des Arts

Le Monde des Sciences

Le Monde des Littératures

Le Monde des Musiques

Le Monde des Cinémas

Le Monde des Théâtres

Le Monde des Opéras

Le Monde des Ballets

Le Monde des Concerts

Le Monde des Festivals

Le Monde des Salons

Le Monde des Expositions

Le Monde des Fêtes

Le Monde des Vacances

Le Monde des Voyages

Le Monde des Sports

Le Monde des Arts

Le Monde des Sciences

Le Monde des Littératures

Le Monde des Musiques

Le Monde des Cinémas

Le Monde des Théâtres

Le Monde des Opéras

Le Monde des Ballets

Le Monde des Concerts

Le Monde des Festivals

Le Monde des Salons

Le Monde des Expositions

Le Monde des Fêtes

Le Monde des Vacances

Le Monde des Voyages

Le Monde des Sports

Le Monde des Arts

Le Monde des Sciences

Le Monde des Littératures

Le Monde des Musiques

Le Monde des Cinémas

Le Monde des Théâtres

Le Monde des Opéras

Le Monde des Ballets

Le Monde des Concerts

Le Monde des Festivals

Le Monde des Salons

Le Monde des Expositions

Le Monde des Fêtes

Le Monde des Vacances

Le Monde des Voyages

Le Monde des Sports

Le Monde des Arts

Le Monde des Sciences

Le Monde des Littératures

Le Monde des Musiques

Le Monde des Cinémas

Le Monde des Théâtres

Le Monde des Opéras

Le Monde des Ballets

Le Monde des Concerts

Le Monde des Festivals

Le Monde des Salons

Le Monde des Expositions

Le Monde des Fêtes

Le Monde des Vacances

Le Monde des Voyages

Le Monde des Sports

Le Monde des Arts

Le Monde des Sciences

Le Monde des Littératures

Le Monde des Musiques

Le Monde des Cinémas

Le Monde des Théâtres

Le Monde des Opéras

Le Monde des Ballets

Le Monde des Concerts

Le Monde des Festivals

Le Monde des Salons

Le Monde des Expositions

Le Monde des Fêtes

Le Monde des Vacances

Le Monde des Voyages

Le Monde des Sports

Le Monde des Arts

Le Monde des Sciences

Le Monde des Littératures

Le Monde des Musiques

Le Monde des Cinémas

Le Monde des Théâtres

Le Monde des Opéras

Le Monde des Ballets

Le Monde des Concerts

Le Monde des Festivals

Le Monde des Salons

Le Monde des Expositions

Le Monde des Fêtes

Le Monde des Vacances

Le Monde des Voyages

Le Monde des Sports

Le Monde des Arts

Le Monde des Sciences

Le Monde des Littératures

Le Monde des Musiques

Le Monde des Cinémas

Le Monde des Théâtres

Le Monde des Opéras

Le Monde des Ballets

Le Monde des Concerts

Le Monde des Festivals

Le Monde des Salons

Le Monde des Expositions

Le Monde des Fêtes

Le Monde des Vacances

Le Monde des Voyages

Le Monde des Sports

Le Monde des Arts

Le Monde des Sciences

Le Monde des Littératures

Le Monde des Musiques

Le Monde des Cinémas

Le Monde des Théâtres

Le Monde des Opéras

Le Monde des Ballets

Le Monde des Concerts

Le Monde des Festivals

Le Monde des Salons

Le Monde des Expositions

Le Monde des Fêtes

Le Monde des Vacances

Le Monde des Voyages

Le Monde des Sports

Le Monde des Arts

Le Monde des Sciences

Le Monde des Littératures

Le Monde des Musiques

Le Monde des Cinémas

Le Monde des Théâtres

Le Monde des Opéras

Le Monde des Ballets

Le Monde des Concerts

Le Monde des Festivals

Le Monde des Salons

Le Monde des Expositions

Le Monde des Fêtes

Le Monde des Vacances

Le Monde des Voyages

Le Monde des Sports

Le Monde des Arts

Le Monde des Sciences

Le Monde des Littératures

Le Monde des Musiques

Le Monde des Cinémas

Le Monde des Théâtres

Le Monde des Opéras

Le Monde des Ballets

Le Monde des Concerts

Le Monde des Festivals

Le Monde des Salons

Le Monde des Expositions

Le Monde des Fêtes

Le Monde des Vacances

Le Monde des Voyages

Le Monde des Sports

Le Monde des Arts

Le Monde des Sciences

Le Monde des Littératures

Le Monde des Musiques

Le Monde des Cinémas

Le Monde des Théâtres

Le Monde des Opéras

Le Monde des Ballets

Le Monde des Concerts

Le Monde des Festivals

Le Monde des Salons

Le Monde des Expositions

Le Monde des Fêtes

Le Monde des Vacances

Le Monde des Voyages

Le Monde des Sports

Le Monde des Arts

Le Monde

DES ARTS
ET DES SPECTACLES

Une exposition Chasseriau

Il y a dans Choses vues quelques pages extraordinaires entre toutes, celles où Hugo raconte une soirée passée en février 48 chez la comédienne Alice Ozy, en compagnie de l'amant de celle-ci, le peintre Serio. Terrible Alice, pauvre Serio ! « Ce que tu peux être laid, mon pauvre Serio. Mais regarde-toi, Hugo, il a l'air d'un sang, d'un sapajou. Tu es vraiment trop laid pour avoir une jolie femme comme moi. Parce que, vous savez, monsieur, ma figure est chiffonnée, mais j'ai vraiment des choses très bien. Dis, sapajou, tu veux bien que je lui montre ma gorge. Qu'est-ce que ça peut te faire, puisque tout le monde l'a vu, et qu'au bout du compte, il n'y a rien de plus ? » Et Alice de montrer « une de ces admirables gorges que les poètes chantent et que les banquiers achètent ». Puis vient le tour de la jambe : « A propos, monsieur, vous n'avez pas vu ma jambe », Hugo se délectant d'autant plus de la scène qu'il était lui-même candidat aux faveurs de la dame. « Je me tournai vers Serio. Il ne parlait plus, il se bougeait plus, sa tête s'était renversée sur sa chaise. Il était évanoui. » Le sapajou, Serio, c'est Chasseriau, auquel la galerie Dabry consacre une exposition fort bien venue, la première dont notre peintre ait été l'objet depuis celle présentée au musée des Beaux Arts d'Alger en 1936.

UN JEUNE DIEU CHARGÉ DE TRISTESSE



Théodore Chasseriau est né en 1819, mort en 1856. Génie précoce, débuts foudroyants. En 1830, il entre dans l'atelier d'Ingres. En 1831, par ses premières études, celui-ci déclare à ses élèves : « Messieurs, cet enfant sera le Napoléon de la peinture. » Au Salon de 1839, il expose la *Vénus marine* et *Suzanne et les vieillards*, deux chefs-d'œuvre. En 1840, il part pour Rome, revêt Ingres, comprend tout ce qui déjà le sépare de son maître, peint le portrait de Lacordaire et cette merveille d'Orient lascif et ténébreux, digne de la *Fille aux yeux d'or* et des plus belles turqueries de Balzac : *Esther se préparant pour recevoir Assuérus*. Digne encore de Delacroix, auquel Chasseriau ne craint pas de se mesurer lors du Salon de 1845 où il présente, « Chasseriau Exposition organisée au profit de la Société des artistes français, Galerie Alfred Dabry, 24, avenue de Friedland jusqu'au 10 juillet ».

non loin du Sultan du Maroc entouré de ses gardes, *Ali Ben Ahmed, Khalifa de Constantine*. Ce qui lui vaut une sévère réprimande de Baudelaire, lequel, tout en reconnaissant qu'il y a dans le tableau « quelque chose qui rappelle l'audace naïve des grands maîtres », déclare : « La position que M. Chasseriau veut se créer entre Ingres, dont il est élève, et Delacroix qu'il cherche à dépasser, a quelque chose d'équivoque pour tout le monde et d'embarrassant pour lui-même. »

L'audace était, en effet, « naïve », mais, sans aller jusqu'à prétendre avec Arsène Houssaye que « Chasseriau était digne de donner le bras à Delacroix dans leur voyage vers l'infini », ce qui est parier pour ne rien dire, il faut bien reconnaître que de tous les contemporains du peintre des *Femmes d'Alger*, il est le seul qui soit parvenu à écrire le pittoresque facile, à donner autant de vitalité que de profondeur poétique et sensuelle à ce rêve oriental qui est celui de toute une génération (Hugo, Nerval, Baudelaire, Mallarmé, etc.), et qui se prolonge jusqu'à Matisse. Et cet Orient, qu'il va bientôt découvrir en Afrique du Nord, Chasseriau le portait en lui depuis toujours, comme le montre, à l'église Saint-Martin, l'admirable chapelle de Sainte-Marie-l'Égyptienne, achevée en 1843, la plus importante de ses œuvres décoratives avec les peintures de la Cour des comptes, détruites en 1871, et dont on peut voir quelques épreuves au Louvre, épreuves, mais bien plus véritablement « puniques » que tous les festins et les massacres dorés sur tranche de Salomond.

1843 est aussi l'année où Chasseriau peint le portrait de ses sœurs, une des œuvres les plus étranges, les plus hypnotiques de la peinture française, le plus beau portrait du siècle, disait Degas, qui portaitrait en effet l'exposition Dabry ne nous montre ni les *Deux Sœurs*, ni *Lacordaire*, général et déjà cité, que l'on ira revoir au Louvre, ni le portrait de Tocqueville, qui est au musée de Versailles. Mais on se laisse aller à tout son plaisir devant les portraits de Desages et du baron de Méneval, à l'enthousiasme devant l'*Autoportrait*, de 1835 et le portrait qu'il peignit la même année de sa sœur Aline, deux œuvres incroyables d'autorité, de présence, de

conclusion sans réplique, stupéfiantes de la part d'un jeune homme de quatorze ans.

Et quelle beauté encore, quelle maîtrise dans les études exécutées sans doute d'après des modèles italiens (*Femme à la boucle d'oreille*, n° 8) ou dans ces dessins dont l'exposition nous présente un choix excellent. Ernest Chasseriau, la princesse Cantacuzène, qui fut son amie et devint sa femme, Mme Puvion de Chavannes. Ou encore dans l'ingrisme fascinant, un peu pervers, tout baigné de langue orientale de la princesse Belgiojoso ta « *Belle Joyeuse* » disait la terrible, et jalousie, Alice), une de ses conquêtes, car, si « sapajou » qu'il parût, Chasseriau fut très aimé des femmes et mourut sans doute de les avoir trop aimées.

L'Orient, avec Chasseriau, on y revient toujours. Lui-même le découvrit en 1846 lors d'un voyage en Algérie, voyage assez bref, mais qui fut décisif pour la suite de son œuvre. « J'ai vu des choses bien curieuses, primitives et éblouissantes, écrit-il à son frère. Dans Constantine, qui est élevée sur des montagnes énormes, on voit la race arabe et la race juive comme dans leurs premiers jours. » Frimili, l'Orient de Chasseriau ne l'est sans doute pas tellement, et Paul de Saint-Victor remarquait que « Théodore Chasseriau resta grec jusqu'à la fin de sa vie ». Mais il y a bien de l'Orient dans cet Orient musulman dont il aimait les sombres splendeurs. Il faut à grands traits dans son fouille splendide. Ses *Femmes de Constantine* ressemblent à des statues grecques vêtues d'équipements orientaux ; ses *Combats de chefs arabes*, ses *Cavaliers enlevant leurs morts à des scènes d'invasion africaine*.

Peut-être. Mais il y a bien de « fouillis » dans cette *Illade africaine*, et il ne nous semble pas que Chasseriau ait laissé le meilleur de lui-même dans toutes ces scènes de cavaliers qui atteignent rarement à la qualité des *Chefs arabes* se défilant en combat singulier, tableau conservé au Louvre (dans les salles du second étage, fermées, hélas, depuis plusieurs mois) et qu'il fait d'ailleurs moins penser à Homère qu'à Shakespeare, dont Chasseriau fut un excellent illustrateur (*Macbeth apercevant le spectre de Banquo*, n° 19). A ce fracas militaire, on peut préférer le petit qui Chasseriau sut tirer dans ses œuvres religieuses de son expérience africaine.

ainsi dans les deux *Adorations* présentées à l'exposition Dabry (n° 22 et 23), si remarquables par l'exotisme des attitudes, des types physiques, ou dans la *Descente de Croix* de saint Philippe du Roule, avec les cheveux crépus de ses saintes femmes, les barbes incultes, les contorsions de ses vieux juifs de ghetto méditerranéen pour l'éclairage, s'adresser à la sacristie.

Mais Chasseriau n'est jamais plus à son aise que dans l'atmosphère du harem, du bain, dans ce qu'il entrevit, ou imagina, de la sensibilité étouffée des femmes d'Orient. Même si le *Tepidarium*, un de ses derniers tableaux, souffre un peu de la comparaison avec les *Femmes d'Alger* et le *Bain turc*, un charme très prenant de lassitude, de luxe inutile et de volupté triste se dégage de ces odalisques parées comme les vierges, les jeunes captives de Chénier, auquel la sensibilité de Chasseriau fait si souvent songer.

Le secret douloureux qui les fait languir vient peut-être de très lointaines nostalgies (Chasseriau, dont la mère était créole, est né à Saint-Domingue). Il apparaît aussi dans l'extraordinaire *Baigneuse endormie* du musée Calvet, pour laquelle pose la divine Alice, ou dans le groupe d'*Apollon et Daphné* (n° 8), d'où est sorti tout Gustave Moreau et dont Théophile Gautier louait la grâce asiatique, le « goût grec-indien ». Mais c'est le séjour en Afrique du Nord qui lui a donné cette sorte de profondeur dorée, un peu perverse, par laquelle les héroïnes de Chasseriau annoncent les Salomés, les Dalilas de la fin du siècle, et un destin comme celui de cette *Femme d'Alger* au long regard de nostalgie et de défi résume tout l'Orient romantique. « On dirait, écrit un jour Henri Focillon de Chasseriau, qu'un centre de sa vie se tient dehors un jeune dieu chargé de tristesse » (1), un jeune dieu dont la voix « hance le rêve au rêve et la flûte au cor », et qui fut « le père spirituel des grands songeurs de notre temps ».

ANDRÉ FERMIGIER.

(1) Ces citations sont extraites du très utile *Catalogue raisonné des peintures et des estampes de Chasseriau*, publié en 1974 par M. Marc Sandoz. Arts et métiers graphiques, 320 pages, 220 illustrations en noir et en couleurs, 320 F.

AU DÉPARTEMENT DES PEINTURES DU LOUVRE

Ce qu'enseignent les visites d'ateliers

CARAVAGE, qui était la malice née, dégoutant les peintres de l'étude à l'atelier. « On lui propose un jour les statues les plus fameuses de Phidias et de Glycon pour modèles. Il répondit en désignant du geste la foule anonyme. La chronique ajoute qu'il alla, séance tenante, ramasser une bohémienne au coin de la rue, et un beau spandassin, pour les peindre en buste « dans leur vérité ». L'archéologue sursauta un peu à entendre parler de Phidias et de Glycon, comme si leurs œuvres avaient cours au dix-septième siècle à Rome. Mais justement, il s'agit de prototypes idéaux et pour Caravage, il n'en faut pas. Pas de « studio », pas de plâtres ni de modèles classiques, rien de ce qui composait à Rome comme ailleurs le petit monde de l'artiste. Caravage, bien entendu, cachait son jeu, il avait sa manière d'élaborer et de faire parler la nature. Mais enfin, il secouait toutes les habitudes et sa provocation ne se comprend bien que si l'on a présentes à l'esprit la forte organisation des ateliers et la discipline du modèle, à la fin de la Renaissance, et si l'on se forme une idée des locaux où cela se passait.

Les « maîtres » au travail

On les connaît assez bien, grâce à des textes, qu'il faut regrouper, à des recommandations techniques plus ou moins faciles à interpréter, mais surtout grâce à des images : estampes et tableaux qu'il vaut la peine d'interroger de près et qui fascinent depuis longtemps curieux et historiens. Il suffit pour en apprécier la valeur significative, de regarder les gravures les plus célèbres, celle d'Agostino Veneziano qui évoque l'atelier de Bandinelli : au petit capharnaüm de statues et d'instruments, un cours du soir où l'on dessine à la bougie (1536), et, un demi-siècle plus tard, celle de Théodore Galle une grande salle avec les apprentis broyeurs de couleurs, les échantillons sur l'étagère, les « maîtres » au travail produisant

ici un portrait, là un grand saint Georges. Chacun de ces images est une scène de genre un petit spectacle qui a l'air d'être pris sur le vif, un reportage si l'on veut, mais en même temps une leçon, une démonstration, un agencement calculé pour mettre en évidence tout ce qu'il faut, c'est-à-dire la double liaison : répertoire-modèle, maîtres-auxiliaires.

Il est tentant de rechercher en amont les précédents, en aval les conséquences ou les réformes de l'atelier ainsi conçu comme une institution professionnelle. Cette curiosité a inspiré l'excellent et riche « Dossier n° 12 » du département des peintures, où Jeanine Badiou et Pierre Georges se sont ingéniérés à développer en tous sens ce fructueux argument (1). Une sélection d'une quinzaine d'œuvres parfois notables Chardin, Garicault, Matisse, et une masse généreuse de photographies, font l'affaire.

Ce thème du « peintre au travail » est nécessairement à deux faces. D'un côté, les petites procédures du métier, la table de marbre où l'on prépare les ingrédients, la palette bariolée et les pinceaux, le geste de poser une touche sur le panneau ou sur la toile. Six ravissantes miniatures tirées de deux *Sopores illustrés* (1403 et 1404) montrent justement des gentilshommes-peintres devant leur bahut ou leur chevalet (ce « petit cheval », sur lequel on plaçait les selles de cuir à coudre ou à peindre).

Ces figurines, déjà fort bien mises en valeur par le regrettable Millard Meiss dans son ouvrage classique sur la peinture au temps du duc de Berry (1957), offrent un peu comme l'autoportrait de l'atelier en même temps que celui des praticiennes en beaux atours. « Car, dira Léonard, la peinture est à la différence de la sculpture un art qui peut se pratiquer en habit élégant ». En fait, après ce joli coup initial, on a peu de dames-auteurs à évoquer — sinon un joli Bolilly (1804) et tout à fait en fin de parcours, l'élégante Vieira da Silva. La présence féminine, il faut la chercher du côté du modèle « vivant »

mais, même si les organisateurs ont été généreux en introduisant l'*Océlique* au postérieur bien rond de Boucher en la considérant comme une séance de pose, il reste que, justement, les dames nues n'abondent pas.

Aucun doute le problème du modèle est bien l'un des axes longitudinaux, si l'on peut dire, de l'exposition. Et celle-ci documente sur la lente évolution du grand plâtre ou de la statuette à l'homme nu louché sur une estrade que l'on voit sur un tableau d'Houssie (début dix-huitième siècle) et image familière, dans l'atelier de David par Cocheret (1818). Le modèle femelle, qui se déshabille ou qui minaudait frileusement, il faut, après Fragonard l'attente des mondains Stevens, Boidin, le bon — ou mauvais — *Gérôme*... que contredit le grave Saurat des *Poésies*.

Un bric-à-brac bohème

En fait, le complaisance croissante au « pittoresque » de l'atelier d'artiste avec la « Vie de bohème » en toile de fond, est une invention du siècle dernier, un épisode limité, issu du romantisme. Cet aspect a été soigneusement illustré à l'intérieur vaguement incertain avec son bric-à-brac de rêve Schadow, vers 1815, *Fragonard* etc., on peut opposer le lieu de rencontre, tout à tour turbulent et sérieux, de rapins, de camarades Horace Vernet, vers 1820, Gavarni, 1834 : le fameux tour « Beaux-Arts » est prêt à percer, mais la conversation sérieuse, la présentation d'un groupe d'amis, formant manifeste, est inoubliablement

établie par Fantin-Latour (1864-1870) par Caffiebotte (1870), repris par Maurice Denis (1904). La portée « sociologique » de ce développement, qui conduit, en particulier, aux « études » tapissées d'œuvres d'art des esthètes fin de siècle, n'échappera à personne. C'est dire la nouveauté et l'intérêt de la démonstration. Fatalement un peu comprimée, elle est très intelligemment menée par Pierre Georges l'organisation des séquences mérite d'être regardée attentivement.

Le grand mérite de ce « dossier » dense et ambitieux est d'indiquer clairement la portée des figures modernes. L'atelier, c'est-à-dire ce milieu en clair-obscur, ces instruments et cette mise en scène des nus symboliques, paraissent l'objet privilégié et, chez certains, presque exclusif, de la peinture. Anni, Matisse, dont la belle toile verte « *Mur de 1916*, illustre toute cette conclusion : les beaux ateliers en Braque, lieux d'une sorte « *versée fluide* » (1939-1950), les exercices de Lichtenstein (1973-1974), la boîte sacro-sainte de Hofmann (1971), reprise pour l'occasion, l'antenne de l'atelier mort plutôt qu'évocation d'un séjour exaltant. Entre les deux, l'inévitable verve, fantaisie, parodique, érotique, de Picasso.

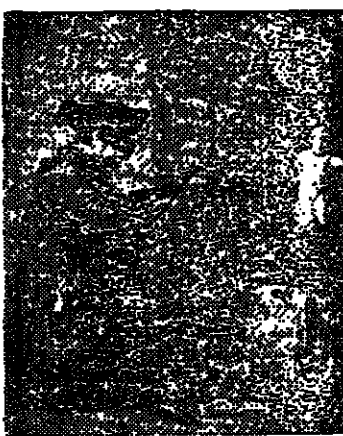
Les modernes ont exploité à leur manière un vieux thème dont il importait d'indiquer les racines. La notion centrale est celle d'*académie* : N. Pevsner a bien marqué sur la toile dans un ouvrage trop négligé qui mériterait bien la traduction (1939), que l'atelier devenait une réunion savante à l'époque où on y étudiait l'optique et l'anatomie aussi bien que l'iconologie. Jeanine Badiou n'a pas manqué l'occasion d'indiquer comment l'éclairage du studio, for-

mant projecteur, rend compte de beaucoup de traits de la peinture ancienne, qu'expliquent ici une gravure de Cochin et un ouvrage hollandais.

On s'en tient parfois au petit rituel : plâtres, rouleaux, planches d'anatomie, équerres, comme Vellayer Coster (1768) — quelle femme sérieuse ! — ou Chardin plus ouvert, on a le face-à-face du peintre et du chevalier Boucher (vers 1743) ou Sweetser (vers 1820), ou Bolilly (1804). Mais, dans tous les cas, par une sorte d'induction inévitable, que la culture vient aider, l'artiste développe une image symbolique de la peinture même. Et c'est l'autre face du thème. Quand il se représente au travail, Vermeer sait qu'il hérite d'une tradition élevée, qu'il exerce une tâche glorieuse, que son art a une origine sacrée. En effet, les images les plus anciennes et les plus frappantes de l'atelier sont celles de *Saint Luc peignant la Vierge*, dont un excellent Colin de Coter peut nous rappeler l'intéressante vocation qui est de nous donner un précieux inventaire de l'équipement artisanal. Et des *Saint-Luc* on en aura longtemps.

A quoi bon ?

Autre situation-type, qui pouvait prêter à de multiples variations simplement indiquées ici. Appelé devant Campespe sous l'œil indulgent d'Alexandre, Zeuxis devant les filles de Cratone et, bien sûr, Pygmalion. Autant d'expositions possibles. On a donné pour le premier thème un *Willeghem* (vers 1700), traité dans une grande nappes d'ombre, et pour le second un tableau nordique de 1580 environ, qui fait par sa naïveté penser à une enseigne, et qu'on rapproche bravement du grand morceau de bravoure de Vassari (vers 1570), où, au moins, les « balles » sont invitées à se débiter. Toute une réflexion sur l'art s'est projetée au cours des siècles dans ce type de figures. L'ironie qui ne peut manquer l'a associé aux « singeries » : le petit chef-d'œuvre de Chardin, le *Singe peintre* (salon de 1740), à ne pas confondre avec le *Singe anti-*



quatre, qui lui répondait, a obtenu un incroyable succès et on en connaît au moins deux répliques. Son charme familier égale sa légère impertinence, et peut-être tout simplement celle du Caravage écartant les modèles tout faits.

Tout à l'opposé, l'autoportrait mélancolique, désabusé, sombre à tous égards, de Garicault (1818) : les symboles s'accumulent, la palette est accrochée au mur, comme pour formuler l'« à quoi bon ? » de l'artiste asturien. Il y en aura bien d'autres, jusqu'à Giacometti, pour faire de cette interrogation la matière même de leur art, qui, en un sens, la réponse. Mais le sentiment de l'impuissance ou du tragique n'est pas ce qui domine la randonnée à travers les complexités de l'autoreprésentation du métier. Une bonne photographie et une bonne analyse rappellent la position centrale de l'étrange Atelier que Courbet destinait à l'Exposition universelle de 1856. On n'a jamais été plus loin de la scène de genre : pour répudier solennellement les conventions épuisées, confiance est faite à la généralité de la peinture ; le modèle s'est dévoué, mais ce qu'on voit au chevet, c'est un paysage de Franche-Comté. Tout repart. Le visiteur de cette remarquable et savante exposition est ainsi invité à redescendre par la galerie du XIX^e siècle, où la composition géante de Courbet régit dans toute sa complexité avec son tableau rayonnant à l'intérieur du tableau.

ANDRÉ CHASTEL.

(1) Technique de la peinture : l'atelier Pavillon de Flon. L'exposition, dont l'inauguration a été reportée (« Le Monde » du 4 juin), devrait s'ouvrir d'ici à la fin du mois.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles - LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (liques groupées) et 727.42.34 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

ÉVISION

au pays maya

MERCREDI 16 JUIN

JEUDI 17

D'une chaîne à l'autre

Le Monde des Publications

Brandt

1990

صحة من الامم

DES SPECTACLES

Dix-huit mois après son ouverture

L'« assainissement » de la Maison des arts et de la culture de Créteil

C'ETAIT la dernière fois, la toute dernière. Et, malgré la mélancolie, la plus réussie. Le chant du cygne dans la Tour de Babel se répercutait, s'amplifiait en appel à la population, aux populations de Créteil. Et il y en avait du monde. Même les grands-parents étaient venus pour écouter, pour voir les enfants, très nombreux, participer au concert-spectacle, à cette animation-création, à cette fête de fin d'année, aboutissement d'un travail mené dans les ateliers. L'immense « volume » à trois niveaux, parfois si désert, si triste, était vraiment habité.

A chaque étage, on était accouru aux balustrades, dans les escaliers, on s'était assis, avec, plié dans ses mains, la feuille de papier distribuée à l'entrée. Un texte, une

explication en forme de requête. « Nous vous demandons de manifester votre solidarité en protestant par téléphone ou par lettre auprès du bureau du conseil d'administration de la Maison des arts et de la culture. »

Où, la situation est grave. Après les mesures de licenciements votées, à la quasi-unanimité, par le conseil d'administration, la Maison des arts et de la culture va être mise en sommeil. En attendant des jours meilleurs, en attendant des crédits de l'Etat, toute l'équipe d'animation se voit congédiée (le Monde du 12 juin). Le travail entrepris avec les associations, avec les établissements d'enseignement, avec le public, avec Créteil en un mot, est stoppé. Un travail commencé dès 1968, au moment de la prélu-

ration de la Maison des arts et de la culture. Ainsi, un établissement modèle, dont la construction n'a pas coûté moins de 30 millions, va désormais tourner au ralenti, dix-huit mois après son ouverture.

La nouvelle directrice, Mme Marie-Claire Valère, élue à l'unanimité par le conseil d'administration, en remplacement de M. Jean Néron, qui prendra ses fonctions au mois d'août, se voit chargée d'« assainir » la situation financière. Mais cet « assainissement » ne risque-t-il pas de réduire le rôle d'une Maison de la culture à celui d'un équipement susceptible seulement d'accueillir des spectacles invités, de transformer un lieu de création en un local désaffecté ?

MATHILDE LA BARDONNIE

Vers un contrôle plus strict ?

« L'ENAVIRE prenait l'eau, il est maintenant à quel, les trente personnes qui restent ont pour mission d'éviter qu'il ne rouille », explique Mme Garcia, adjointe au maire de Créteil, pour justifier la solution radicale adoptée par le conseil d'administration dont elle fait elle-même partie : « La situation financière était désastreuse. L'Etat n'a pas tenu ses engagements et a diminué ses subventions, cela malgré nos supplications. Mais, au secrétariat d'Etat à la culture, on se retranche derrière une lettre de M. Michel Guy qui, il y a deux ans, attribuait une subvention de 5 millions de francs pour les deux premières années. La municipalité ne peut pas, ne doit pas, consacrer des crédits plus importants que ceux du ministère, quand le financement des maisons de la culture est, en principe, assuré à parts égales. »

La raison première de la crise à la Maison des arts et de la culture André-Malraux est, en effet, le déficit enregistré cette année — déficit considérable (1,3 million de francs) — qui a justifié le désengagement de l'Etat et, par là, celui de la municipalité. « Un très gros effort financier était nécessaire durant les trois premières années », dit M. Pierre Billotte, maire de Créteil, U.D.R. En effet, durant la période d'inauguration d'une maison pas tout à fait terminée, les recettes ont été moindres. Certaines sommes destinées au fonctionnement des équipements ont, en fait, été consacrées à des dépenses d'investissement.

Mais, à la mairie, on critique aussi la gestion du précédent directeur. On admet mal que Jean Néron, avant de donner sa démission, ait engagé une équipe « trop nombreuse pour des débuts ». On ne remet pas en cause sa politique artistique ; mais

on lui reproche sa légèreté. « Il fallait une plus grande prudence. Nous l'avions prévenu au moment du vote du budget et en décembre 1975 il faut vivre avec ce que l'on a et non avec ce que l'on espère avoir. Le conseil d'administration exercera désormais un contrôle plus strict sur les activités de la MAC. »

Les licenciements ont donc des raisons économiques (il ne s'agit pas d'une mise à pied collective). Mais les quarante personnes renvoyées sont les animateurs (ils étaient une quinzaine en comptant les vacataires), les personnes chargées de l'accueil et des relations publiques avec la ville, quelques techniciens et quelques secrétaires. Restent, à mi-temps, payés pour moitié par la MAC et pour moitié par une caisse de chômage, les techniciens du plateau, les employés responsables de l'entretien, et deux gardiens, deux secrétaires, une standardiste, et un comptable : le minimum nécessaire au « fonctionnement » d'une salle de spectacles. Cette situation n'inquiète pas seulement les membres du personnel de la MAC pour les conséquences d'ordre individuel qu'elle entraîne pour eux. Ils se disent également découragés de devoir cesser brutalement un travail de longue haleine, accompli au mieux. Ils s'inquiètent enfin des projets d'avenir de Mme Marie-Claire Valère.

Précédemment directrice du Centre culturel de Papeete (Tahiti), Mme Marie-Claire Valère, « très organisée », selon M. Pierre Billotte, emmène « redresser » la politique de la maison. Dans une lettre envoyée au maire adjoint, et communiquée aux membres du comité d'entreprise, elle écrit au mois d'avril : « Il faut profiter des spectacles prodigieux, des spectacles qu'on viendra

voir de loin et qui assureront à la Maison des arts un renom national (...), des spectacles à grande audience populaire. » Pour la future directrice, l'animation n'est « en aucun cas, une fin en soi ». Elle ajoute : « Je ne vois pas la nécessité de petites cellules d'animation cloisonnées à l'intérieur de la maison et débouchant chacune sur des petites créations particulières, indépendantes. Cette forme d'animation coûterait trop cher. Si on y mettait fin, le personnel n'aurait pas besoin d'être aussi nombreux qu'aujourd'hui. C'est, cependant, une politique de promotion importante dans le domaine de la création artistique que Mme Marie-Claire Valère entend assainir. »

Devant ces orientations, le personnel de la MAC est consterné. Les adhérents, nombreux, et dans l'ensemble satisfaits des possibilités qu'ils étaient offertes, ne comprennent pas. La section cinéma — dirigée par Olivier Barrot — envoie, partout où ses activités ont été appréciées, un appel à la solidarité. En effet, on venait de loin à Créteil, on s'établissait une véritable recherche dans ce domaine.

Même chose pour la musique. Le travail mis en route dans les ateliers sera-t-il poursuivi ? Le temps d'arrêt prévu ne menace-t-il pas leur existence même ? Pour les arts plastiques, « cela commençait à peine ».

Dans tous les secteurs donc, c'est le découragement. C'est aussi le sentiment vague que ce coup porté à une maison de la culture encore toute jeune, laisse mal augurer de l'avenir des établissements similaires. Créteil, première touchée, deviendrait alors le symbole inquiétant d'une politique d'ensemble dans le domaine de la culture. — M. L. B.

Un an après la réforme du Conservatoire d'art dramatique

Entre la sélection et le chômage

PENDANT les Journées du Conservatoire, les élèves de troisième année disposent chacun d'une demi-heure pour montrer ce qu'ils ont appris, et surtout pour exposer leur conception du théâtre. Les autres présentent des exercices, et tous organisent leur temps et leur travail comme ils l'entendent. Ils ne sont plus groupés par classe, on ne pourra plus, en principe, parler de « concours de professeurs ».

Si, en effet, les antagonismes nés d'un enseignement pluraliste ne sont pas effacés par un académisme souriant. Mais les vaines querelles, les polémiques se sont tuées, elles ne cachent plus la réalité : les vaines contradictions, les vaines difficultés apparaissent. Elles sont propres au Conservatoire et indissociables des contradictions, des difficultés dans lesquelles s'embourbe le théâtre en France. La remise en question de l'enseignement conduit inévitablement à une remise en question d'une profession qui compte plus de chômeurs permanents que de travailleurs ponctuels.

Comment ne pas se contenter de produire des chômeurs, comment être efficace à long terme ? Pour trouver des réponses concrètes, il faut d'abord tenter de poser les problèmes en termes clairs. Pendant les Journées, Jacques Rosner organise un colloque sur la « Formation du comédien » — qui fait suite à celui de 1975 à Avignon — où seront réunis des représentants d'universités, d'écoles étrangères, de l'IDHEC, de l'Ecole de Strasbourg.

Entre Strasbourg et le Conservatoire, entre les élèves et les directions, les échanges sont nombreux, bien que les modes d'enseignement soient différents, ou pour ce qui est de la relation même. L'Ecole de Strasbourg, rattachée au Théâtre national, est dirigée par le collectif du T.N.S., selon une ligne rigoureuse en accord avec son propre travail. Le Conservatoire n'est plus implicitement rattaché à la Comédie-Française, mais au J.T.N. (Jeune Théâtre national), dont Rosner est directeur. Plutôt que de lui imposer sa « direction », il préférerait le voir devenir troupe expérimentale pour les élèves sortants. Mais, sur ce point comme sur celui du pluralisme de l'enseignement, il compte bien confronter les expériences des divers conservatoires représentés au colloque.

Les nouveaux élèves

Depuis 1968, le théâtre a beaucoup évolué, et les élèves aussi. Il en reste qui misent toujours sur la chance — et sur le talent — pour faire une carrière, et peu importe s'ils la font sur un terrain mou. Mais au Conservatoire on peut trouver une cinquantaine d'élèves qui s'interrogent sur les moyens de remédier à la moisissure, qui misent sur la connaissance qu'ils ont d'eux-mêmes, de leur métier, de son histoire, de son fonctionnement, de sa fonction. Ils apprennent à développer leurs facultés créatrices, ils suivent avec acharnement les cours techniques, que ce soit l'entraînement vocal ou corporel ou la prise de contact avec le cinéma. Il ne s'agit plus d'opérer le duel, ni le solfège pour chanter dans « le Bourgeois gentilhomme » ou dans « Mère Courage », mais de savoir s'utiliser corps et âme pour... quoi et pourquoi ?

« La notion d'emploi s'est brisée, ce qui a libéré le désir des élèves de mettre en œuvre leur univers propre, dit Antoine Vitez. Aujourd'hui, le théâtre n'a plus besoin d'acteur-objet. Sans revenir à l'époque du monstre sacré placé au centre du spectacle, un rapport dialectique nouveau s'établit entre le rôle du comédien et celui du metteur en scène. Au Conservatoire, les élèves ne se pré-

parent plus seulement à travailler avec tout le monde. Nous ne cherchons plus seulement à les adapter aux différents personnalités, nous cherchons à ce qu'ils puissent agir sur elles. »

Ce type de préoccupation rejoint celles de l'Ecole de Strasbourg où l'on veut former des groupes capables d'intervenir sur la vie théâtrale, de la faire évoluer. Il ne faut pas voir ailleurs — pas même dans les choix esthétiques — le causeur de la désaffection des élèves pour les « anciens », jugés trop passifs, et l'opportunisme n'est pas la seule cause de leur engouement pour les « modernes ». Plus ou moins intuitivement, ils sont attirés par ceux qui bougent, qui font bouger.

Ils ont appris l'exigence

La vie professionnelle les épouvante, surtout ceux de troisième année. Ils ont conscience d'avoir vécu des moments privilégiés : « On travaillait des rôles inespérés, avec de grands metteurs en scène, mais après ? » Après il leur restera peut-être à « courir le cacheton dans les couloirs de la télé, à se ranger à côté du téléphone muet, à frimer dans un porno, à faire un ménage dans une scolaire » (1). Autant de clichés qui correspondent trop à la réalité pour les faire rire. La dégradation de leur milieu les effraie autant que le chômage, ils voient le sous-emploi sous un angle qualitatif, ils ont appris l'exigence. Leur état d'esprit est le même que celui des étudiants universitaires en révolte parce qu'ils ne veulent pas appliquer leur savoir à des métiers qui n'en demandent pas tant.

Ils ont écrit un texte qui résume leurs inquiétudes : « Qu'advient-il à la fin des années d'étude, quand on se trouve confronté à un marché du travail en régression ? La relative sécurité de l'institution ne peut pas faire oublier la réalité angoissante. Les sortants des grandes écoles nationales n'y échappent pas. Les problèmes de la reconversion et de la requalification doivent aussi être posés. Les études d'art dramatique ne donnent absolument aucun équivalent pour d'autres branches. »

Les élèves de l'école de la rue Blanche (qui dépend du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports) envisagent la création d'un diplôme d'Etat, auquel sont opposés dans leur majorité ceux du Conservatoire : « On reviendrait, disent-ils, à un système de sélection que nous avons rejeté. »

Ce qu'ils veulent, c'est un statut précis. Ils sont syndiqués (et affiliés, pour la plupart, au Syndicat français des acteurs). Ils veulent agir à l'intérieur de leur « maison », et allier leur revendication à celles des élèves de Strasbourg et de la rue Blanche. Ils demandent que les bourses soient portées à 900 F par mois, (au lieu de 450 F actuellement). Ils demandent aussi une information plus large sur la vie professionnelle, et leur participation plus active à l'organisation des cours, des stages du J.T.N. Ils écrivent : « Il est nécessaire et urgent de mettre en place des structures qui permettent le recrutement des comédiens et des artistes en général parmi toutes les couches sociales... Il faut mener une politique de soutien à l'initiation artistique dans les lycées, les maisons des jeunes, les conservatoires municipaux, les entreprises d'animation, les jeunes compagnies, etc. En somme, il faut redéfinir un enseignement du théâtre et des professions artistiques en France. »

Ils disent : « Nous construisons une utopie, il nous faut trouver le lien entre cette utopie et la réalité. »

COLETTE GODARD.

(1) Père de la figuration dans un film pornographique, jour un tout petit rôle dans une matinée classique pour le public scolaire.

La Lampe dans l'histoire
20, rue des Francs-Bourgeois
JACQUES LACHENY
Créteil
ARTHUR KENNEDY
Graphismes
Du 9 au 30 juin

Particulier vend collection privée de
P. G. HUBERT
peinture contemporaine figurative
584-11-33 heures de bureau
et 588-38-37 le soir

FOIRE AUX ANTIQUAIRES
ET ARTISANS D'ART
Les 19, 20 et 21 juin
à VILLERS-COTTERETS (02)
100 exposants sous le marché
ouvert et sur la place du marché
Ouvert de 10 h. à 20 h.

GALERIE
ENTREMONDE
50, RUE MAZARINE, PARIS-6
TEL. : 033-90-94
LYDIE - CHANTRELL
PORTRAITS
DU 3 JUIN AU 24 JUIN 76
(Tous les Jours et dim., lundi)

PRÉSENCE 76
Peinture espagnole
17 juin-15 juillet 1976
FRAILE - IGLESIAS
MAMPASO - MILLARES
MIGNONI - SEMPERE
TAPIES
VILLAND-GALANIS
127, bd Haussmann - Paris

SAGOT - LE GARREC
24, rue du Four (6) - 326-43-38
K. X. ROUSSEL
lithographies - dessins - pastels
Jusqu'au 10 juillet
TURIN
GALERIE D'ART PIRRA
32 Corso Cavour
MARTINENGO FRANCO
peintures
du 19 juin au 19 juillet

Galerie Herouet
54, r. Vieille-du-Temple, Paris (3)
ART. 02-20
HIRI
FEMMES, FLEURS et CHEVAUX
PEINTURES, DESSINS
16 juin - 14 juillet

Carla
FRACCI et BORTOLUZZI
pour cinq soirs encore, les 16, 18, 19, 22 et 23 Juin 1976 à 21 h.
"la technique des plus illustres virtuoses mais habillée par l'esprit... dans chaque détail s'exprime toute la tendresse du monde". CLAUDE BAINIERES - Le Figaro.
"la danse la plus rare au sens de la perfection". JACQUELINE CARTIER - France-Sol.
"admirable Carla Fracchi pour qui Paris a le coup de foudre". RENE SIRVIN - l'Aurore.
"humour et sensualité... un émerveillement". ANNE SURGERS - le Quotidien de Paris
ESPACE PIERRE CARDIN
Location ouverte : théâtre (266.17.30) et agences.

théâtre national
du 15 juin
au
10 juillet
théâtre école
de Montreuil
à 20 h 30
LES 7 PECHE CAPITAUX
d'après Brecht
LE JOUR DU SOLEIL...
et à 22 h
LA CAMISOLE
17 rue Malherbe - 75020 PARIS
M. Gambetta - Tél. 636.79.09

STUDIO THÉÂTRE 14
20, av. Marc-Sangnier, Paris-14^e, Tél. : 336-03-10
Jusqu'au 19 juin à 20 h. 30
REPRÉSENTATIONS DE PANTOMIMES
AMIEL MEYER
« CHAOTISME ET ÉTERNITÉ »

Une sélection



ANDRÉ MASSON : « MARSUPEUS » (1952)

Cinéma

CRIA CUERVOS

de Carlos Saura

L'un des meilleurs films du Festival de Cannes (prix spécial du jury) et sans doute le plus accompli de l'année. Dans une grande maison d'aragonaise, une petite fille insoumise erre la nuit et surprend des secrets qu'elle ne devrait pas connaître. Saura ne croit pas au « paradis » de l'enfance. Il croit au contraire que l'enfance est une période de peur et de confusion, d'insécurité et de solitude. Loin des attentions maternelles, tout en jactances et en miroirs, en échanges subtils entre la petite fille que nous voyons agir et la jeune femme qu'elle deviendra plus tard, ce film pur et dur, mystérieux et angélique, aborde les perspectives du temps et se heurte continuellement à la mort.

ENTRE LE CIEL ET L'ENFER

d'Akira Kurosawa

On retrouve dans ce film réalisé en 1963 les préoccupations essentielles d'Akira Kurosawa, son goût du moralisme, sa conception stoïcienne du monde. Une histoire de kidnapping sert de prétexte à une réflexion sur le bien et le mal, sur l'ambiguïté de l'homme, sur la notion de responsabilité. La partie du film consacrée à l'enquête policière est d'une étonnante virtuosité technique. Sans égaler les chefs-d'œuvre de l'auteur, ce film frappe par son intensité dramatique et l'élévation de son message spirituel.

FESTIVAL QUEBÉCOIS

Le Québec à votre porte, avec six longs métrages, projetés en alternance aux cinémas Le Séine, l'Académie, l'Académie et un pays sans bon sens, de Michel Brault et Pierre Perrault (programmation Postif) ; Entre toi et moi et Où êtes-vous donc ?, de Gilles Groulx ; On est loin du Soleil et l'adresse ordinaire, de Jacques Ladou.

LE DIABLE AU CŒUR

de Bernard Queyenne

Huit clos dans une maison isolée : un fils parricide (Jacques Spiesser) et une gouvernante anglaise (Jane Birkin) se séquestrent à tour de rôle en jouant leurs fantasmes à l'état de veille. Par la réalisation d'un homme qui dort (pris Jean-Vigo), une manière moderne de faire du cinéma psychologique.

SON NOM DE VENISE

DANS CALCUTTA DÉSERT

de Marguerite Duras

Variations sur India Song. Mêmes thèmes, mêmes personnages, odeur de lèvre et de mousseline, mais les références à la réalité s'estompent encore davantage, il n'y a plus que des voix, des sons, un passé englouti. Une fascination totale, très loin du cinéma habituel.

CADAVRES EXQUIS

de Francesco Rosi

Des magistrats italiens sont assassinés en série. Vengeance d'un homme sans visage ou complot « gauchiste » ? Portrait d'un inspecteur (Lino Ventura) prêt à compromettre l'histoire et à imaginer en russe d'un pays partagé entre l'espérance et la peur, de l'heure des « provocations ». Le fantastique pénètre dans le cinéma politique de Francesco Rosi.

LE LOCATAIRE

de Roman Polanski

Les fantasmes d'un locataire, seul et déraciné, que ses voisins persécutent. Obsédé par le suicide de celle qui vivait là avant lui, il perd peu à peu son identité. Mais pendant la plongée aux abîmes, on peut rester sur le bord malgré la virtuosité de la mise en scène.

LA MARQUISE D'O

d'Eric Rohmer

Un film romantique pour un conte d'époque : une mise en scène rigoureuse et fidèle. Rohmer, Kleist, deux tempéraments méticuleux, deux regards d'intelligence et d'humour froid sur les comportements d'une famille. (Prix du jury à Cannes.)

— ET AUSSI : Taxi Driver, de Martin Scorsese (Grand prix du festival de Cannes, à comparer avec Mean Streets, film plus ancien du même réalisateur) ; Selo ou les 120 journées de Sodome, de Pier-Paolo Pasolini (un cri d'agonie) ; Hollywood... Hollywood ! de Gene Kelly (morceaux choisis) ; Mana Moto ou le Fils de l'autre, de Jean-Pierre Dikongue-Pipa (la famille africaine, structure d'un pouvoir) ; l'Education amoureuse de Valentin (la famille française et la tradition du lynchage de poète) ; Nous nous sommes tant aimés, d'Enrico Scola (les familles politiques de l'Italie).

Théâtre

LE RÊVE DU PAPILLON

à la Cité internationale

Un opéra chinois de Kuan Han-chün (auteur du Pavillon au bord de la rivière), où l'on voit trois jeunes gens tuer l'assassin de leur père et leur mère proposer au juge d'exécuter l'un des fils et le mettre ainsi dans l'impossibilité de juger... Images et palmodes construits par Michel Puig et Catherine Dasté.

HISTOIRE D'AMOUR

au Marais

Un nouveau théâtre, plus exactement une petite salle d'essai, s'ouvre au 37 de la rue Volta. Il y a deux cents ans, paraît-il, on y jouait du Beaumarchais. Aujourd'hui, Jacques Mauclair veut y faire connaître des auteurs nouveaux. Il commence avec Yves Navarre. Son Histoire d'amour, très amère, est conduite par Monique Maucourt, dont on redécouvre à tout instant la finesse et la force.

JE N'IMAGINE PAS

MA VIE DEMAIN

au Coupe-Chou

Une lie enchantée dans les marécages du théâtre. Une heure de plaisir accompli. Peu de bruit, rien qu'une actrice et un acteur qui parlent à mi-voix. René Barthelemy, un peu les sur les bords, François Nocher, alerte et songeur, dirigés par Andreas Voutsinas. Les acteurs et leurs sortilèges.

— ET AUSSI : Le Rictus de la haine et l'Orchestre, au Campagne-Première (le rire pincé de Philippe Bruneau et le rire grinçant de travestis brésiliens).

Musique

LA PHILHARMONIQUE DE NEW-YORK

aux Tuileries

La Philharmonique de New-York a traversé l'Atlantique pour un unique concert (à Paris du moins) donné à la Fête des Tuileries, en l'honneur du bicentenaire, Bernstein dirigera sous les chapiteaux uniquement des œuvres américaines : le Portrait de Lincoln de Copland, la Troisième Symphonie de R. Harris, ses propres danses de West Side Story et naturellement Un Américain à Paris de Gershwin. Un concert pittoresque par des interprètes exceptionnels. (Jardin des Tuileries, le 17 juin, 21 heures.)

MUSIQUE DANS LA RUE

à Aix

Aix-en-Provence a lancé il y a quelques années l'idée des « musiques dans la ville » gratuites et pour tous les publics qui a fait florès depuis, mais seule elle a pu maintenir la formule des « musiques dans la rue » qui touche directement et accroche la foule. Du 20 juin au 4 juillet, sur les places, dans les cours de la ville, de vieilles, des concerts, des scènes d'initiation et d'interprétation, des jeux, du jazz et du folklore, avec notamment J.-P. Drouot, G. Frémy, le Quatuor et l'Ensemble instrumental de Provence, le Cuarteto Cedron, les Percussions de Paris, la compagnie marocaine Damraoui, la création d'une œuvre de Lenoir, etc. (Rens. Relais culturel, 27 bis, rue du 11-Novembre, Aix, tél. 26-34-55.)

MARKEVITCH DIRIGE L'ORCHESTRE NATIONAL

Le retour d'un grand chef d'orchestre : Igor Markevitch dirige Prokofiev, Strauss, Ravel, au cours d'un concert exceptionnel de l'Orchestre national de France, où Claudio Arrau jouera le Deuxième Concerto de Brahms. (Champs-Élysées, le 18 juin.)

ANIMATION DE LA DÉFENSE

Pour la deuxième fois, l'esplanade de la Défense verra, du 21 au 27 juin, une animation originale de l'espace public. Chaque jour, de 12 heures à 14 heures, avec une journée spéciale pour les enfants (le 23), des soirées (le 25 et le 26) et deux après-midi entières (le 26 et le 27), se succéderont des manifestations variées avec Martial Solal, des percussionnistes

africains, les musiciens de l'Orchestre de Paris, des créations chorégraphiques, des concerts de musiciens turcs, etc. (Rens. 073-66-53 et 073-79-42.)

FESTIVAL MÉDITERRANÉEN

des jeunes interprètes

Un festival itinérant et original : du 20 juin au 20 août, douze villes du littoral méditerranéen, d'Espagne et d'Italie, recevront trente-quatre concerts, où huit grands artistes (Francescatti, Rampal, Barbirolli, Durré, etc.) partageront vingt jeunes interprètes, pour la plupart lauréats des concours internationaux. Le coup d'envoi sera donné à Pénas le 20 juin avec P. Cochereau, puis viendront Port-Camargue, Port-Leucate, Cap-d'Ail, etc. (Rens. F.M.J.J., B.P. 4, 13200 Salindat-Giraud ; téléphone : (91) 86-52-14.)

— ET AUSSI : Ch. Eschenbach (Pleyel, le 16) ; Quatuor Bartholdy (Blancs-Manteaux, le 16) ; musique sacrée de Stravinski, dir. G. Amy (Invalides, le 17) ; Murray Perahia, pianiste (Champs-Élysées, le 17) ; Montserrat Caballé (le 17) ; Chœurs et orchestre Monteverdi (Versailles, le 17) ; Ensemble G. de Machaut (Blancs-Manteaux, le 17) ; Orchestre de Paris, dir. Barenboim (auditorium de Lyon, le 18) ; Jeanne au bûcher, de Honneger, dir. P. Cochereau (Nice, le 18) ; Ram Narayan, saranghi (Chartres, le 18) ; L. Rogg, orgue (Festival de Strasbourg, le 18) ; P. Tortelier (Blancs-Manteaux, le 18) ; Quatuor Amadeus (Rites de Nohant, les 19 et 20) ; Hans Govers, clavecin (Carnavalet, le 19) ; M. Larrieu et R. Veyron-Lacroix (Sully-sur-Loire, le 19) ; X. Darasse, orgue (église de Prechac, le 19) ; Rencontre internationale des jeunes musiciens (casino d'Evian, du 20 au 20 juin) ; Orchestre de chambre slovaque (Molsheim, le 20, et Strasbourg, le 21) ; C. Katsaris, pianiste (Th. Montanier, Versailles, le 21) ; Byron Janis (Festival de Divonne, le 21) ; Lohengrin, au Théâtre de Fourvière (Festival de Lyon, les 21 et 24) ; A. Brendel (Champs-Élysées, le 22) ; musique de chambre : Haydn, Spohr, Brahms, Bartok (Blancs-Manteaux, le 22) ; quatuor Lesalle (Divonne, le 23) ; trio Penzner, Krivine, Lockon (Carnavalet, le 23) ; R. von Beuningen, violoncelle (suites de Bach, à Saint-Roch, les 23 et 25 juin).

Danse

BALLET DE L'OPÉRA DE HAMBOURG

au Théâtre de la Ville

Paris va enfin découvrir le chorégraphe John Neumeier, qui électrise le monde de la danse et s'inscrit dans la lignée de Béart, dont il reprend certains thèmes et grands sujets (le Sacre, les symphonies de Mahler...). — ET AUSSI : La reprise de Wind Water Sand, un rêve total de Carolyn Carlson, à l'Opéra (24-26 juin) et le Lac des cygnes à la Cour Carrée du Louvre, une ambiance de fêtes d'été.

Expositions

DESSINS D'ANDRÉ MASSON

au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

Deux cents dessins d'André Masson, presque tous inédits. Une rétrospective de l'œuvre graphique au moment où les musées américains, de leur côté, présentent une exposition de ses peintures choisies dans les collections des

Etats-Unis et de France, qui viendront au Grand Palais au printemps prochain. Encres, crayons, pastels, fusains, gouaches, aquarelles, de 1923 à 1976, sont regroupés par thèmes plutôt que suivant un ordre chronologique : « dessins automatiques », « masques », « portraits imaginaires », « lieux emblématiques », « dessins de sable », « germinations », « dessins érotiques », pour témoigner de l'extrême richesse d'inspiration et de la diversité de l'œuvre.

L'ATELIER...

Lire notre article page 17.

CONSTABLE...

Une soixantaine d'œuvres prêtées par la Victoria and Albert Museum pour célébrer, à Paris, le bicentenaire de la naissance du grand paysagiste anglais. Un choix serré d'aquarelles, de dessins, d'aquarelles et de peintures qui permet de suivre les phases de l'évolution de Constable et montre ses liens avec nombre de peintres français.

et LES ESTAMPES « AU BALLON »

au Louvre

Les débuts de la conquête du ciel à travers les estampes de la collection commencée au début du siècle par Edmond de Rothschild, et de quelques autres. La foule ancienne, curieuse ou railleuse dans l'attente du miracle — l'ascension de la machine aéronautique — du « char triomphant » ou du « vaisseau volant ». Une imagerie souvent cocasse que la gravure détaille à merveille.

HANTAI

au Musée national

d'art moderne

Tableaux flottants, à variantes géométriques ou tachistes, remplis d'écritures larges, de gestualité, de hasard, un hasard aidé, qui fait bien les choses : vastes toiles mollement suspendues, rythmées de formes positives et négatives, et qui respirent, fortes d'espaces blancs obtenus par le pliage du tissu. L'actualité de l'œuvre d'un solitaire qui s'est retiré du brohaha de la vie parisienne, il y a quinze ans, pour peindre et chercher.

ROBERT DELAUNAY

à l'Orangerie

Aucune grande exposition Robert Delaunay n'avait eu lieu à Paris depuis près de vingt ans. Soixante-deux tableaux à l'Orangerie : un événement, d'autant qu'à l'exposition figurent pour la première fois, presque au complet, les Tour Eiffel et les Vues de Saint-Séverin, séries entamées en 1910 et qui jalonnent la période magnifiquement inventée du peintre. Delaunay la lumière, Delaunay la couleur, les rythmes, la forme... un des très grands.

LE SYMBOLISME

au Grand Palais

Des artistes qui, à l'aube de ce siècle, avaient revendiqué le « droit au rêve » : une exposition de deux cent cinquante œuvres réunit les peintures du manifeste symboliste de 1886 et leurs précurseurs en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne. Mouvement caractéristique de l'esprit et de la culture bourgeoise marginale de la fin du dix-neuvième siècle, le symbolisme opposait au naturalisme triomphant des salons officiels une peinture d'idées et de visions. L'exposition, c'est le bain d'éther à ceux qui refusaient la codification technique à venir.

— ET AUSSI : Ramène le Grand, au Grand Palais : les Machines célestes et Ernest Chaplet, au Musée des arts décoratifs ; l'Hommage à Huid et Mastroianni, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris.

NUITS DE JUIN À PORT-ROYAL

123, bd de Port-Royal, PARIS (14e)
2 WEEK-ENDS CONCERTS à 21 h. 30
LES MENESTRIERS : Musique de Moyen Âge et de la Renaissance.
DEMAN : Jeudi
FRANCE CLUAT : Chanson - Jazz.
Tous renseignements : 231-01-53.



Margot Lefèvre et la grande comédienne allemande Tili Bredbach sont les interprètes principales de Jockate de René Ehni mise en scène par André-Louis Périmetti au Théâtre National de Chaillot (Génier) Réservations : 727.81.15

PREMIER FESTIVAL DE VILLEPARIS

SAMEDI 19 JUIN 20 H. 30

NOUGARO

Places 20 F - 14 F - 9 F

PARC MUNICIPAL - 60, RUE JEAN-JAURÈS

FESTIVAL de VERSAILLES

	Concerts-promenades	16 h. à 21 h. 30
16 juin (2)	La Grande Écurie et la Chambre du Roy	20 h. 45
22 juin (2)	Octuor de Cuivres de Paris	20 h. 45
23 juin (2)	Les Solistes de Paris	20 h. 45
17 juin (5)	Monteverdi Choir and Orchestra	20 h. 45
18-19 juin (5)	La Veuve russe, de Glinka	20 h. 45
24 juin (1)	Récital Jesse Norman	20 h. 45
18-19-20 juin	Animation de Versailles - Concerts, films, audiovisuel, expositions et concours, etc.	

(1) Opéra Royal du Château - (2) Galerie Basses, Rocailles, Salon d'Hercule, Cour de Marbre, Chapelle Royale - (3) Chapelle Royale - (4) Salon d'Hercule - (5) Théâtre Montanier.
Programme complet du festival, location : Théâtre Champs Élysées 1. 358.72.42 - Théâtre Montanier 1. 950.71.18 Centre Les Nouvelles 1. 950.92.25

GEORGE V - PUBLICIS MATIGNON (RD) - STUDIO JEAN COCTEAU (RD) - MOULIN ROUGE - PARAMOUNT MONTPARNAISE
PARAMOUNT OPÉRA - CAPRI GRAND BOULEVARD - PLAZA - PARAMOUNT MAILLOT - PARAMOUNT GATTE - PASSY
PÉRIPHÉRIE : PUBLICIS DÉFENSE - PARAMOUNT DLY - PARAMOUNT LA VARENNE - PARAMOUNT ELYSÉE LE COLLE DE CLOU - CYRANO VERSAILLES
BURY VAL D'YVRES - CARREFOUR PANTIN - ARTEL RECY - STUDIO MONT - ALPHA ARGENTEUIL - PANTHON

Chaque bolide est une arme.
Chaque pistolet est une cible.

DAVID CARRADINE

LA COURSE A LA MORT DE L'AN 2000

(DEATH RACE)

DAVID CARRADINE dans LA COURSE A LA MORT DE L'AN 2000 avec SIMONE GRIFFITH et SYLVESTER STALLONE
scénario de ROBERT THOM et CHARLES R. GRIFFITH. Musique originale de J. MELCHIOR. produit par ROGER CORMAN. réalisé par PAUL BARTE.

GRAND PRIX
AU FESTIVAL DU FILM FANTASTIQUE ET DE SCIENCE-FICTION - PARIS 1976

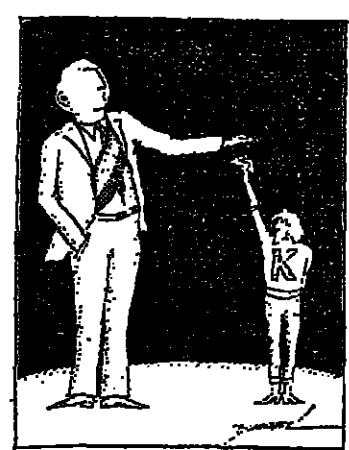
سكن في الجبل

حكايا من الامل

A LA MAISON DE LA CULTURE DE CHALON-SUR-SAONE

Les tours de manège d'un « équipement de rassemblement »

L'ACTION CULTURELLE



La Maison de la culture de Chalon-sur-Saône a été une des premières où l'on ait parlé ouvertement de crise. Mais celle-ci avait des implications locales nombreuses... Pour élargir la décentralisation — et peut-être étudier certains choix — le secrétariat d'Etat à la culture a créé l'Office national de diffusion artistique.

La Saône qui coule tranquillement, Chalon, ville moyenne, industrielle, ouvrière, patrie de la photographie, ville mouvementée, un peu brumeuse, Chalon, c'est aussi la rumeur. Elle s'élève partout. Des murmures étouffés, le passé éphémère qui resurgit par à-coups, des noms, des mots qui scandent de vieilles histoires vivaces, enracinées. La rumeur se propage toujours, toujours enivrée, jamais tue : préfiguration de la Maison de la culture, Studio 70, démission de Francis Jeanson, licenciement de la troupe de comédiens, démission de Jacques Decour, premier directeur de la Maison de la culture, voilà des traces et des blessures et rien ne s'oublie. Les esprits s'échauffent, « le torchon brûle », dit-on là-bas, quand on veut aller au-delà du brouillard conquis et opaque qui s'offre à première vue comme un rempart.

Il y a eu l'affaire Jeanson quand Francis Jeanson s'est installé à Chalon, en octobre 1967, où il est resté jusqu'en mars 1971. C'est lui qui a fait le travail de préfiguration. C'est lui qui a tenté la première expérience d'action culturelle dans la ville. Soutenu par la municipalité, harcelé par M. Jarrot, alors député, maire U.D.R. de Monceau-les-Mines, avant d'être le ministre de la culture de la vie, jusqu'en janvier 1976, Jeanson a fait ce qu'il semblait devoir faire selon sa propre politique d'action culturelle. « Fournir aux hommes le maximum de moyens d'inventer ensemble leurs propres fins » (1) était l'une de ses préoccupations. Il parlait aussi de « culture vivante » : de l'effort des hommes pour donner sens à ce qu'ils font, dans quelque circonstance que ce soit, et il le concevait « en termes de rapports humains et de vie quotidienne au sein des cités ». D'année en année, il a mobilisé les habitants de Chalon, et lors des conflits qui remettaient en cause ses méthodes, son action et sa personne, les Chalonnais l'ont défendu avec ardeur.

Ainsi l'action culturelle était devenue l'affaire de tous, et la Maison de la culture aussi quand les murs ont vu le jour, en 1971. Cette Maison était devenue au premier instant propriété collective et objet personnalisé. Née d'une lutte, elle en était le symbole. Et elle était là, sans que personne le sache encore, pour garder, à cœur ouvert, le souvenir de celui par qui elle avait pu exister. Francis Jeanson démissionnait alors. Jacques Decour lui succédait pendant deux ans. Période de troubles, de tension.

L'équipe de comédiens démissionnait et créait une troupe, le Théâtre de Saône-et-Loire. Période d'ombres, le Théâtre de Saône-et-Loire était le nouveau cheval de bataille, le nouvel enjeu des passions chalonaises. C'est dans cette atmosphère enflammée et déchirée que Jean-Jacques Fouché acceptait la direction de la Maison de la culture. Lourde tâche, il le savait. Il s'y employait maintenant depuis dix-huit mois. Mais, aujourd'hui encore, un climat angoissé se fait de pièce en pièce à l'intérieur du bâtiment, du hall à la cafétéria, dans les étages, dans les

(1) L'Action culturelle dans la cité, de Francis Jeanson, Ed. Le Seuil.

bureaux. Sorte de vertige où les murs se rapprochent, où les têtes se cognent, sorte de vertige où le manège tourne en rond, inlassablement.

Dans son bureau, Jean-Jacques Fouché, tri du courrier, répond au téléphone, réclame, s'interroge. De toute façon il veut sortir de cette situation oppressante. Il pourchasse le malaise qui imprègne successivement les membres de l'équipe. Il cherche de toutes ses forces à reprendre cette Maison en main, quels qu'en soient les moyens, à remettre en route un appareil de production, un outil de création à vocation régionale. Il sait très bien que la Maison de la culture est l'élément moteur essentiel de l'action culturelle engagée par la municipalité et plus particulièrement par M. Lagrange, maire (P.S.) de la ville.

De théorie, de politique culturelle, Jean-Jacques Fouché n'a pas proposé. C'est la sonde son équipe, qui travaille par l'essai, selon les activités. Mais peu lui importe. Il est là, lui, pour orchestrer un certain nombre d'actions avec les moyens dont il dispose pour qu'un jour — vite arrivé — on puisse constater publiquement et avec éclat que cette Maison, « la boutique », dit-il, est viable et qu'elle vit.

L'opération T.N.P., tentée au mois de mai est un exemple. Trois spectacles proposés — la Taruffe et Folies bourgeoises, mises en scène de Roger Planchon, et la Dispute, montée par Patrice Chéreau, — neuf représentations programmées, cela veut dire quelque neuf mille spectateurs avec une grande salle pleine chaque soir : une opération d'envergure, un « coup » qui doit s'étendre sur la région. « Une épreuve », dit Jean-Jacques Fouché. Ainsi on a marqué un point et la Maison de la culture a joué le rôle d'un équipement de rassemblement.

Remonter la Maison était donc son premier but, le deuxième consistait à mettre en place des méthodes de travail. Etape plus délicate et plus difficile parce qu'il faudrait créer une homogénéité dans une équipe et que d'équipe il n'y en a pas.

Il y a des personnes, il y a des groupes, il y a des contrats passés avec des organismes, avec des compagnies théâtrales. Il y a une action menée par chacun selon son passé ou son appartenance à la Maison ; il y a des initiatives et des intentions.

Des pédagogies juxtaposées

Il y a la musique, et la musique c'est Camille Roy. Elève de Messiaen, pianiste, compositeur, il a pris en charge un travail de longue haleine sur Chalon. Il a mis au point un projet où s'intègrent les forces locales, où il considère que l'animation, nécessaire mais pas suffisante, devait être étayée par un enseignement. Il dirige donc l'Ecole de musique créée en juin 1969 et l'équipe musicale de la Maison de la culture. Trois animateurs : Bernard Têtu, qui s'occupe de la formation au chant choral et de la direction des stages, Elie Tête, responsable de la discothèque, d'animations, de soirées consacrées à la musique populaire

et traditionnelle, et André Neu, qui organise concerts et animations... Elle Tête et André Neu appartiennent aussi au groupe de recherche musicale.

J'ai demandé à un certain nombre de solistes de prendre une responsabilité à Chalon, explique Camille Roy. C'est une façon de se produire soi-même, de ne pas être tributaire d'un programme de diffusion. J'ai donc donné une responsabilité à des compositeurs, à des musiciens, et cela se traduit par l'enseignement, l'animation, la création. Ainsi peut s'établir le lien entre la Maison de la culture et l'Ecole de musique. C'est parce qu'il y a une recherche à l'Ecole de musique qu'il peut y avoir animation. Disons qu'il existe une formation de formateurs. En ce qui concerne l'animation, la créativité est primordiale, l'exigence de la mise en forme l'est également. L'improvisation est une démarche : elle fait naître des idées, une demande. C'est une méthode qui repose sur une pratique et qui permet de s'adresser à des groupes sociaux beaucoup plus variés. Mais la question capitale reste le rapport à la création, la dialectique entre création et créativité. Il faudrait, par exemple, que l'enfant arrive à une représentation mentale et physique de la musique pour qu'il ne la subisse plus, pour que son imagination soit libérée, déconditionnée.

Animation dans les écoles (percussion), dans les centres sociaux, concerts dans les villages, expérience menée avec le Théâtre-Action de Grenoble, où la musique, perçue comme une résonance, entraîne en relation avec le propos de la pièce, idée de création permanente, formation du public, programmes élaborés de façon pédagogique. L'animation musicale est l'une des sections importantes de la Maison de la culture.

Jean-Jacques Fouché a confié toute l'activité « Arts plastiques » au CRACAP (Centre national de recherche d'animation et de création pour les arts plastiques). Trois axes : recherche, information, diffusion. Ce centre établit le calendrier des expositions qu'il choisit ; il entretient une relation étroite avec les artistes locaux (ils ont exposé à la MC en mai 1975) ; et il entreprend un certain nombre d'activités en dehors de la maison. Ainsi Yvonne Xirra a travaillé avec des groupes, dans un centre social. Un projet assez vaste : le paysage rural et urbain en Bourgogne. Une animatrice s'occupe des animations scolaires. Le CRACAP, c'est un peu une institution dans une institution, et chacun des parties trouve son compte, pour l'instant, dans cette association délicate.

L'Unité-enfants a été créée cette année par Claude Meiller. Après l'exposition sur la couleur et la formation de trois ateliers plastiques, un travail sur le masque et le mime, elle a construit un labyrinthe, jeu grandeur nature, dans le hall de la Maison de la culture, où les enfants défilent, tranchement joyeux. Et puis, il y a Monique Thorel. Elle anime un cycle scientifique (conférences, débats) et un groupe qui s'est constitué à cette occasion. Elle assure également la liaison avec les associations familiales et

elle organise des stages de formation. Isolée, elle va son chemin.

Voilà les activités. Il y a du va-et-vient à la cafétéria. La maison n'est plus isolée, non désertée. Le Théâtre de Saône-et-Loire est revenu, après avoir signé un contrat qui lui assurait trente représentations pour la Petite Fumée bizarre, trente autres pour la Rumeur ou un spectacle pour enfants, quelques week-ends de stage de pratique théâtrale, l'utilisation des locaux et la construction des décors. On n'a pas fini d'en parler, d'en reparler. C'est le revival de très vieilles querelles, divisé animateurs, habitants et responsables des centres sociaux. Mais cette troupe a monté un spectacle sur la rumeur, histoire de mettre en scène la rumeur d'un rumeur...

Le pied dans une porte

Le Théâtre de Saône-et-Loire, fortement implanté dans les entreprises, dans les lycées, auprès des organisations syndicales, joue dans les villages, à la Maison des arts et loisirs du Crusot, et, petit à petit, sur l'ensemble de la région. Actuellement, il revendique un lieu de travail auprès de la municipalité. Quelques subventions du secrétariat d'Etat à la culture, au titre de l'aide à la création, une subvention de 3 000 F accordée pour la première fois cette année par la ville, mais rien du conseil général. Les portes ne leur sont pas encore tout à fait ouvertes à Chalon. L'important, pour ses six comédiens, c'est de survivre malgré les pressions qui pourraient les faire disparaître.

Pour la première fois aussi cette année, une animation de quartier tentée au moment du carnaval (un carnaval qui n'a rien à voir avec celui de Montbéliard). Yvonne Xirra, le Théâtre, ont apporté leur concours. Des ateliers pour les enfants pendant la journée, un spectacle sous chapiteau chaque soir dans un quartier. C'est le résultat d'un long travail entrepris par Jean Lenoir en collaboration avec les différents comités de quartier, groupements, associations. Paradoxe, chers constructeurs, défilé dans la rue. Il s'agit d'une opération réussie mais ponctuelle.

Maintenant, quel sera le travail quotidien effectué réellement dans les quartiers ? Quelle animation ? Et pour qui ? Jean-Jacques Fouché doit faire face à ces questions. Il navigue entre les dévils, il évite les rescacs un peu brutaux et il tâche de mener une action efficace, diplomatique et régionale. Une association régionale de développement culturel (le Monde des 25-28 avril) dont Jean-Jacques Fouché est le président et Michel Humbert (directeur du Théâtre de Bourgogne) le secrétaire général vient de se constituer. (Elle envisage la création d'une unité cinématographique régionale.) Dijon n'est pas loin. Action culturelle ? Action politique ? Paul Vannier, responsable de l'information à la Maison de la culture, est plus philosophe. Il estime que son travail permet de glisser le pied dans une porte pour qu'elle ne se referme pas : la porte n'est donc pas encore fermée.

MARIE-FRANÇOISE LEVY.

L'OFFICE NATIONAL DE DIFFUSION ARTISTIQUE

Pour cinq cents représentations de plus

ANNONCEE par M. Michel Guy, peu de temps après son arrivée au secrétariat d'Etat à la culture, la création de l'ONDA (Office national de diffusion artistique), qui représente un aspect caractéristique des conceptions de la Rue de Valois en ce qui concerne la diffusion, principalement dans le secteur des « spectacles vivants » (théâtre, musique et danse), a été moins spectaculaire que d'autres initiatives de ce département. Ce sont, paradoxalement, les syndicalistes C.G.T. du spectacle et les responsables de la décentralisation (Fédérés au Syndicat) qui ont mis l'accent sur cette institution, à leurs yeux une menace : l'ONDA serait l'insupportable d'une politique autoritaire et centralisée ; un prétexte pour les collectivités locales de différer l'implantation d'équipes de création ou d'animation. Ces critiques, si elles ne sont pas obligatoirement fondées, trouvent cependant un terrain favorable dans un secteur, les maisons de la culture en particulier, mis en crise par une insuffisante dotation budgétaire, et qui voit se développer — à l'initiative de l'Etat — un réseau parallèle à celui, existant, de l'ATAC (Association technique pour l'action culturelle), où on trouve déjà centres d'animation culturelle, centres dramatiques, lyriques, chorégraphiques ; l'essentiel des entreprises subventionnées, l'héritage de la politique de Mme Jeanne Laurent, et d'André Malraux lorsqu'il était ministre d'Etat.

Des villes hors circuits

L'antagonisme, pourtant, ne semble pas fondamental, il est exacerbé par la crise du financement d'Etat dans le domaine culturel. C'est du moins l'opinion de M. Philippe Tiry, directeur de l'ONDA, qui a son siège Chaussée d'Antin, où il partage un étage avec l'administration du Festival d'Avignon : un voisinage peut-être significatif, comme la carte de France placée derrière le bureau directeur, celle des tournées de Molière (et d'ailleurs Molière entretenait avec les Grands des relations de dépendance, complexes). « A mon avis, dit Philippe Tiry, la création de l'ONDA représente une

étape dans l'histoire de la décentralisation... Au départ, il y a eu l'initiative de quelques hommes de théâtre, allant s'implanter dans des régions ; cette décentralisation n'existait presque plus. Et puis on a créé des structures importantes nécessaires : les maisons de la culture, j'y ai participé à Amiens, et les théâtres nationaux de province. Il se trouve qu'actuellement un certain travail de diffusion n'est plus assuré par les troupes de la décentralisation — je ne parle pas du T.N.P.-Villeneuve — à une mission particulière à accomplir. Avant, on allait jouer certains spectacles à Gap, à Digne, à Tignes... Ces villes sont maintenant hors du circuit de la décentralisation.

La demande des petits centres

« Or, dans des petites villes — et il n'y a pas des centres d'animation partout — il se manifeste quand même le désir d'accueillir des spectacles d'un autre type que ceux qu'on y présente régulièrement : à la fois commerciale, lyrique léger, variétés. Nous répondons à la prise de conscience qu'il existe un autre public. Nous répondons également à la demande de petits centres, d'associations de spectateurs, de foyers (socio-éducatifs, socio-culturels) désireux, eux aussi, d'accueillir autre chose. »

Ainsi, j'étais l'autre jour à Rennes. Nous y avons rencontré des gens d'Arranches, de Guinamp et de Lannion, très motivés, mais disposant de moyens insuffisants : quelque chose dans les 3 000 F en tout. Un accord est intervenu : ils ont commencé à s'appuyer sur un centre qui existe à Saint-Brieuc, et nous, nous les soutiendrons, nous les conseillerons — un spectacle ou pouvoir tourner dans la région... Je demande à ceux qui deviennent nos correspondants d'organiser des circuits cohérents : ça permet d'amortir mieux les voyages, la publicité se fait en commun, et ça aide aussi les troupes ; d'une part, elles peuvent grouper leurs déplacements ; d'autre part, elles trouvent des débouchés nouveaux, de la périphérie parisienne à l'extrémité de la Bretagne. » Mais qu'est-ce que l'ONDA ? D'abord, un fichier — les troupes, les salles,

et puis un budget : l'office partage le risque de déficit des spectacles. De nous avons commencé, dit Philippe Tiry, par un recensement de tous les organismes d'accueil, du circuit ATAC aux activités culturelles municipales, des universités ayant une structure pour des spectacles aux théâtres municipaux. Nous voyons les équipements et nous évaluons leur capacité d'accueil.

— Vous prenez en charge la programmation, d'une certaine manière. — Notre démarche repose sur des rapports permanents avec les organismes et avec les personnes. Dans les réunions, nous siégeons en tant qu'associés éternels.

— Selon quels critères intervenez-vous ?

— Selon les possibilités qu'offrent les structures, la taille du théâtre, le public, le budget prévisionnel. Quand il s'agit d'un centre particulièrement intéressé, actif et déterminé, nous pouvons l'aider à déclencher une opération importante qui amènerait la reconnaissance de cette activité par les autorités locales.

Ne pas être parachuté

— Vous ne pensez pas, au contraire, que les collectivités vont se décharger sur vous du financement d'opérations culturelles qu'elles ne désirent pas prendre à leur compte ?

— Notre but est de déclencher une prise de conscience des autorités, leur donner l'occasion de reconnaître une action, un public. La réussite d'une tentative que nous soutenons permet aux responsables, aux animateurs locaux, d'intervenir et de faire valoir l'intérêt de leur travail.

— C'est-à-dire, par exemple, avec trois troupes (celles de J.-P. Wenzel, J.-L. Hourdin et O. Périer), nous allons entreprendre, à Hérissou, au cœur de la France, une expérience de théâtre en milieu rural avec des animations. Ça devrait déboucher sur une action continue l'an prochain.

— A mon sens, notre activité de diffusion appelle en contrepartie des implantations — je ne vois pas pourquoi

je ne serais pas d'accord là-dessus avec l'ATAC, nous sommes complémentaires : la diffusion, ce n'est pas parachuté, c'est être accueilli, demandé.

— C'est un peu pour ça, d'ailleurs, que nous nous attachons à sortir des circuits officiels. En 1975, en province, nous avons mené 299 opérations dans le secteur subventionné, en donnant la priorité aux petits centres, et 203 dans le secteur non subventionné.

— Voici, par exemple, ce que nous avons fait à Sarreguemines : il y avait là une salle municipale qui n'avait présenté aucun spectacle depuis trois ans ; nous avons mis sur pied, avec la ville, une saison, avec à l'affiche Mehmet, l'orchestre de Metz, « Victor », Roland Petit, le Magic Circus, des concerts classiques, du théâtre alsacien ; la commission culturelle municipale ne voulait pas prendre un risque supérieur à 10 000 francs par spectacle, nous avons accepté de couvrir le reste. Résultat : ça a très bien marché et la garantie n'a jamais eu à jouer à plein. A Sarreguemines s'est créée depuis une commission culturelle extra-municipale. Nous avons fait la preuve qu'on pouvait « faire le plein » sans présenter de spectacles nécessairement « faciles ».

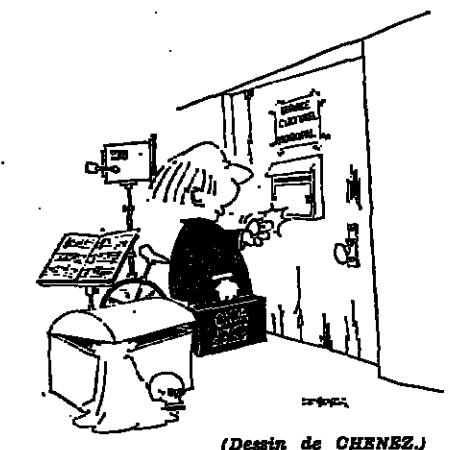
— Néanmoins, vous vous placez dans l'optique d'un succès billetterie. Faut-il, un travail préalable en profondeur est nécessaire.

Certains centres nous appellent pour la programmation, mais nous discutons aussi du prix des places, de l'action en direction des collectivités. Afin de dépasser la simple participation financière, nous contribuons à la formation des responsables en leur signalant des productions, des types d'action exemplaires.

Qui reliera le FIC

— Pouvez-vous donner des exemples chiffrés de vos interventions ?

— C'est très variable. Il est arrivé que, un spectacle marchant bien, notre garantie se réduise à quelques centaines de francs. A l'inverse, nous avons dû verser 22 000 F pour une opération, mais celle-ci couvrait une dizaine de man-



(Dessin de CHENEZ.)

festations, à l'occasion d'une tournée du Festival de Nancy.

— Le fait que les aides que vous versez soient liées aux entrées vous incite tout de même dans le marché du spectacle.

— Effectivement, en général, nous intervenons sur bordereaux. Mais nous pouvons assister des opérations gratuites. Nous avons contribué à une tournée d'animation de rue par le Chariot-Théâtre dans le Nord.

— Mais il est intéressant, d'autre part, de connaître les bordereaux. Ils permettent de voir comment un spectacle marche et comment il ne marche pas. Ensuite, on peut envisager d'autres types d'information, d'autres types de spectacle.

— Quel est votre budget ?

— Pour les deux premières années, nous avons disposé, outre la subvention des affaires culturelles, d'une dotation du Fonds d'intervention culturelle. En 1975, nous avons eu 2 445 000 F ; en 1976, nous travaillons sur un budget global de 4 millions. Nous avons contribué, en 1975, à cinq cents représentations, dont au moins quatre cents n'auraient pas eu lieu sans nous. Le problème est de savoir qui reliera le FIC l'an prochain ?

L'ambition de Philippe Tiry serait de voir l'ONDA reconnu par tous comme un organisme professionnel. La contradiction vient de ce que l'ONDA dispose pour le moment d'importants moyens d'Etat et est perçu comme un instrument entre les mains du secrétariat d'Etat. Qu'en sera-t-il demain ?

MARTIN EVEN.

Danse

LES DEUXIEMES MAISON...
de la ville...
de la culture...
de la danse...
de la musique...
de la sculpture...
de la peinture...
de la littérature...
de la philosophie...
de la religion...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la science...
de la technologie...
de la médecine...
de la droit...
de la politique...
de la économie...
de la sociologie...
de la psychologie...
de la linguistique...
de la géographie...
de la histoire...
de la art...
de la

TH. MOUFFETARD, loc. 336-02-87

VAMP

FARCE HÉROÏQUE
de Victor Haïm

«... le scénariste, l'émouvant
langage de Victor Haïm... servi
par une mise en scène énergique,
pleine d'invention...» Roger MARLA

28 h. 30, sauf dimanche et lundi

**ORCHESTRE
DE PARIS**

SOCIÉTÉ DES CONCERTS DU CONSERVATOIRE

**DANIEL
BARENBOIM**

**DIETRICH
FISCHER-DIESKAU**

MARTIN
Das Knaben Wunderhorn
BRUCKNER
Symphonie n° 6

PALAIS DES CONGRES
Lundi 28 juin, 20 h. 30
Mardi 29 juin, 20 h. 30
Location : Palais des Congrès

**PALAIS DES CONGRES
PORTE MAILLOT**

Le **OPERA**
et le **EP**

PRESENTENT
LE 25 JUIN 1976 A 19 H 30
Sur l'Ecran Géant
du grand auditorium
la retransmission en direct
de la première de
OTELLO

LOCATION
Tous les jours de 12 h 30 à 19 h
(sauf dimanche)
PALAIS DES CONGRES
Porte Maillot

**CENTRES CULTURELS
ETRANGERS**

CENTRE CULTUREL ALLEMAND
GRIFFIN-INSTAUT
17 avenue d'Iéna - 16^e

Jusqu'au 25 juin

**EXPOSITION
DES ENFANTS A PARIS**

Ecole allemande à Paris
Tous les jours de 10 h. à 18 h.
sauf samedi et dimanche

Mercredi 23 juin, 17 h. 15
**L'ALLEMAGNE
SELON WILLY BRANDT**

présentation
du livre d'Henri Mendel
Editions Stock, avec la participation
d'Alfred Grosser

FILM-DOCUMENTAIRE VO
sur les inégalités sociales en France
et leur signification

CENTRE CULTUREL CANADIEN
5 rue de Constantin - 7^e

NAI-M. KATTAN
signera son roman
ADIEU, BABYLONE

préface par Michel Tournier
le mercredi 16 juin à 18 h. 30
tél. 551-35-73

Parking et métro Invalides

INSTITUT NÉERLANDAIS
121 rue de Lille - 7^e

Jusqu'au 30 juin

**EXPOSITIONS
UN FUTUR
POUR NOTRE PASSÉ**

le patrimoine architectural des
Pays-Bas dans la vie contemporaine

**THIERRY RIJKHART
DE VOOGD**

Tableaux
Entrée libre

Cinéma

Les films marqués (*) sont
interdités aux moins de treize ans,
(*) aux moins de dix-huit ans.

La cinématèque

CHATELAIN (704-04-54) :
MERCREDI 16 JUIN. — 15 h.
Sous le signe de la Vierge, de
D. Vercor; 20 h. 30, Good Luck to
you, de M. Lemaire (en présence de
l'auteur); 22 h. 30, L'Enferme des
pâques, de J.-G. Houll (en présence
des auteurs).

**JEUDE 17 JUIN. — 15 h. Rétrospectif
de G. Cukor; 18 h. 30, Vamp, de
G. Cukor; 20 h. 30, Caravage
est le sept. de G. Cukor; 22 h. 30,
My last lady, de G. Cukor (en présence
de l'auteur).**

**VENDEUR 18. — 15 h. Memento
du film sans visage, de W. Rösler;
18 h. 30, Les aventures de R. Rösler;
20 h. 30, Une Anglaise romanesque,
de J. Looze; 22 h. 30, L'Enferme des
pâques, de J.-G. Houll; 24 h. 30, Le
Mars du diable, de M. Baba.**

**SABEDI 19. — 15 h. L'Alexandre
l'aveugle, de R.-M. Riva; 18 h. 30,
Le Ciel, de J. Looze; 20 h. 30, Les
aventures de R. Rösler; 22 h. 30,
L'Enferme des pâques, de J.-G. Houll;
24 h. 30, Le Mars du diable, de M. Baba.**

**DIMANCHE 20. — 15 h. L'Aurore,
de J. Looze; 18 h. 30, Le Ciel, de
J. Looze; 20 h. 30, L'Enferme des
pâques, de J.-G. Houll; 22 h. 30,
L'Enferme des pâques, de J.-G. Houll;
24 h. 30, Le Mars du diable, de M. Baba.**

**LUNDI 21. — 20 h. 30, Les Discours
du maître, de F. Compagnon (en présence
de l'auteur); 22 h. 30, L'Enferme des
pâques, de J.-G. Houll; 24 h. 30,
L'Enferme des pâques, de J.-G. Houll.**

**MARDI 22. — 15 h. Le Ciel, de
J. Looze; 18 h. 30, Les aventures de
R. Rösler; 20 h. 30, L'Enferme des
pâques, de J.-G. Houll; 22 h. 30,
L'Enferme des pâques, de J.-G. Houll;
24 h. 30, Le Mars du diable, de M. Baba.**

**VENDEUR 18 JUIN. — 20 h. 30,
L'Enferme des pâques, de J.-G. Houll;
22 h. 30, L'Enferme des pâques, de
J.-G. Houll; 24 h. 30, L'Enferme des
pâques, de J.-G. Houll.**

CENTRE CULTUREL DU MARAIS
(704-04-54) : Exposition Rétrospectif
de G. Cukor; 18 h. 30, Vamp, de
G. Cukor; 20 h. 30, Caravage est le
sept. de G. Cukor; 22 h. 30, My last
lady, de G. Cukor (en présence de
l'auteur).

**VENDEUR 18 JUIN. — 20 h. 30,
L'Enferme des pâques, de J.-G. Houll;
22 h. 30, L'Enferme des pâques, de
J.-G. Houll; 24 h. 30, L'Enferme des
pâques, de J.-G. Houll.**

L'ANNÉE SAINT-ETIENNE (Fr.) : France-Ély-
sées, 8 (723-71-11); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

**A NOUS LES PETITES ANGLAISES
(Fr.) :** Montparnasse-83, 8 (541-
14-14); Tivoli, 8 (541-14-14);
Marignan, 8 (541-14-14); Fran-
cine, 8 (704-04-54).

L'ARTISTE DE POËME (Fr.) : Studio
Champs, 8 (541-14-14); Saint-
Lazare-Pasquier, 8 (541-14-14);
Gaumont-Sud, 14 (541-14-14);
Aubert, 14 (541-14-14).

**LA GRANDE BAGARRE, film italien de
P. P. Campione (Fr.) :** Studio
Champs, 8 (541-14-14); Saint-
Lazare-Pasquier, 8 (541-14-14);
Gaumont-Sud, 14 (541-14-14);
Aubert, 14 (541-14-14).

**LA GRANDE BAGARRE, film italien de
P. P. Campione (Fr.) :** Studio
Champs, 8 (541-14-14); Saint-
Lazare-Pasquier, 8 (541-14-14);
Gaumont-Sud, 14 (541-14-14);
Aubert, 14 (541-14-14).

**LA GRANDE BAGARRE, film italien de
P. P. Campione (Fr.) :** Studio
Champs, 8 (541-14-14); Saint-
Lazare-Pasquier, 8 (541-14-14);
Gaumont-Sud, 14 (541-14-14);
Aubert, 14 (541-14-14).

**LA GRANDE BAGARRE, film italien de
P. P. Campione (Fr.) :** Studio
Champs, 8 (541-14-14); Saint-
Lazare-Pasquier, 8 (541-14-14);
Gaumont-Sud, 14 (541-14-14);
Aubert, 14 (541-14-14).

**LA GRANDE BAGARRE, film italien de
P. P. Campione (Fr.) :** Studio
Champs, 8 (541-14-14); Saint-
Lazare-Pasquier, 8 (541-14-14);
Gaumont-Sud, 14 (541-14-14);
Aubert, 14 (541-14-14).

**LA GRANDE BAGARRE, film italien de
P. P. Campione (Fr.) :** Studio
Champs, 8 (541-14-14); Saint-
Lazare-Pasquier, 8 (541-14-14);
Gaumont-Sud, 14 (541-14-14);
Aubert, 14 (541-14-14).

**LA GRANDE BAGARRE, film italien de
P. P. Campione (Fr.) :** Studio
Champs, 8 (541-14-14); Saint-
Lazare-Pasquier, 8 (541-14-14);
Gaumont-Sud, 14 (541-14-14);
Aubert, 14 (541-14-14).

**LA GRANDE BAGARRE, film italien de
P. P. Campione (Fr.) :** Studio
Champs, 8 (541-14-14); Saint-
Lazare-Pasquier, 8 (541-14-14);
Gaumont-Sud, 14 (541-14-14);
Aubert, 14 (541-14-14).

**LA GRANDE BAGARRE, film italien de
P. P. Campione (Fr.) :** Studio
Champs, 8 (541-14-14); Saint-
Lazare-Pasquier, 8 (541-14-14);
Gaumont-Sud, 14 (541-14-14);
Aubert, 14 (541-14-14).

**LA GRANDE BAGARRE, film italien de
P. P. Campione (Fr.) :** Studio
Champs, 8 (541-14-14); Saint-
Lazare-Pasquier, 8 (541-14-14);
Gaumont-Sud, 14 (541-14-14);
Aubert, 14 (541-14-14).

**LA GRANDE BAGARRE, film italien de
P. P. Campione (Fr.) :** Studio
Champs, 8 (541-14-14); Saint-
Lazare-Pasquier, 8 (541-14-14);
Gaumont-Sud, 14 (541-14-14);
Aubert, 14 (541-14-14).

**LA GRANDE BAGARRE, film italien de
P. P. Campione (Fr.) :** Studio
Champs, 8 (541-14-14); Saint-
Lazare-Pasquier, 8 (541-14-14);
Gaumont-Sud, 14 (541-14-14);
Aubert, 14 (541-14-14).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

LA MARQUISE D'O (All. v.o.) :
Marignan, 8 (541-14-14); Lumière, 18
(704-04-54); Cléchy-Patbé, 18
(723-71-11).

MÉDECINE

A Lyon

trois agents hospitaliers font la grève pour soutenir leurs revendications

De nos jours, la médecine est une profession très exigeante. Les agents hospitaliers, qui jouent un rôle essentiel dans le fonctionnement des services de soins, ont des revendications légitimes. Ils demandent de meilleures conditions de travail, une reconnaissance de leur statut et une amélioration de leur rémunération. Leur grève, bien que brève, a permis de faire entendre leur voix et de souligner l'importance de leur travail.

L'ACADÉMIE 1990...
UN PROJET D'ÉTAT...
INDISPENSABLE L'ÉCONOMIE...
DE NOUVEAUX COURS...
ALIMENTAIRE

SONA
Soldes
à partir de
1000 F

BOY
les plus succès

L'ANTI-CR
LES INDES
pour tous les jours

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

groupe pierre fabre

La Direction de l'Organisation recherche UN

ANALYSTE ORGANISATION ADMINISTRATIVE

pour lui confier des missions d'organisation, en liaison ou non avec l'informatique (cabinet des charges, mise en place de procédures, circuits de documents, formation du personnel, maintenance du fonctionnement).

- Formation souhaitée : Ingénieur - Sup. de Co. - CNAM
- Expérience (5 ans minimum) - organisation - informatique - contrôle de gestion - habitude des contacts à tous niveaux hiérarchiques.

Le poste est à pourvoir à Castres (Tarn). Adresser lettre manuscrite précisant les prétentions, et curriculum-vitae à :

F. CHEVALIER - Groupe Pierre Fabre
125 rue de la Faisanderie - 75016 PARIS

UGILOR

Groupe C.D.F. Chimie
recherche pour son usine de SAINT-AVOUD (57)

CHEF DES MOYENS CENTRAUX D'ENTRETIEN

regroupant l'entretien des services généraux, les ateliers mécaniques, Electricité, Régulation, Tuyauterie, Entreprises extérieures, la section ordonnancement central (effectif 150 env.) essentiellement gestion des stocks et du matériel, pièces de rechange.

Le poste s'adresse à un

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN

37 ans minimum
VIOLET, BSMR, IEG... ou équivalent.
Bouillères, Marine, AVANT DEJA, IMPERATIVEMENT OCCUPE UNE FONCTION SIMILAIRE en usine et commandé un effectif important.

POSTE A ORGANISER, dans le cadre d'une restructuration conduite avec l'aide d'un conseil extérieur. - Programmes informatiques existants à mettre en œuvre.

Envoyer C.V. photo et prêt. sous réf. 2225 à
65, avenue Kléber, 75116 PARIS.
Discrétion absolue.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS DU NORD

recherche pour son usine de production d'imprimés en continu près de LILLE

UN DIRECTEUR GÉNÉRAL

- Gérer les personnels et les puissants moyens de production. Travailler en étroit rapport avec la holding qui a la charge du Commercial.
- Gérer l'évolution existant des aptitudes performantes et une solide personnalité d'administrateur, d'animateur, de négociateur et de décideur.
- La connaissance de l'imprimerie est souhaitable mais non indispensable. Expérience industrielle et d'organisation nécessaire, avec des responsabilités de premier plan.
- Possibilités d'évolution future dans le Groupe selon compétences.

Adresser curriculum vitae détaillé avec mention des motivations, n° 34.925 PUBLICITE ROGER BLEY 101, rue Beaumartin, 75002 PARIS, qui transmettra.

IMPTÉ SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE

DIMENSION INTERNATIONALE
Région OUEST
recherche

UN INGÉNIEUR E.S.E.

DÉBUTANT OU 2 à 4 ANS D'EXPÉRIENCE pour études sur matériel et systèmes de télécommunications

Env. C.V. et photo à n° 62.071 CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra. DISCRETION ASSURÉE.

E. S. I. M.

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'INGÉNIEURS de MARSEILLE

Recherche jeune ingénieur pour projets liés à l'adaptation de technologies pour pays en voie de développement :

- Interviens par : États sud-méditerranéens ou africains.
- Form. ou expérience en économie ou gestion.
- Coût pour animation et contacts humains.
- Activité variée. Travail en équipe. Déplacements.

Adresser curriculum vitae, lettre et photo à : E.S.I.M., 110, bd de la Libération, 13004 Marseille.

AUCHAN

17 HYPERMARCHÉS Chiffre d'affaires en 1976 : 3,5 milliards. Progression annuelle 40% depuis 10 ans. Prépare l'ouverture de nouvelles unités en France. et recherche

10 RESPONSABLES COMMERCIAUX

LA FONCTION : Assumer la responsabilité d'une partie du magasin ou d'un service du magasin. Définir et appliquer une politique commerciale. Action directe sur une gamme de produits, sur le personnel et sur la clientèle.

L'HOMME : Une intelligence au service du concret. Une capacité à fournir des efforts physiques. Le goût des contacts humains et une aptitude à mener un groupe.

Une formation Grande École ou Universitaire est souhaitable mais peut être compensée par l'expérience professionnelle.

La formation au métier est garantie par la société chaque poste est évolutif. La promotion est liée à l'efficacité individuelle et à la réalisation des objectifs. Cette proposition vous intéresse ?

Écrivez-moi en joignant C.V. photo et ambitions
M.F. LECLERCQ Hypermarché AUCHAN
rue de la Mouchetière - 45140 ST-JEAN DE LA RUELLE

VOUS ÊTES UN HOMME (ou une femme) de VENTE sur le terrain

VOUS ÊTES ACCROCHEUR, VOLONTAIRE, mais aussi REFLECTIF et METHODOLOGUE.

INTÉGRÉ dans une ORGANISATION de VENTE NATIONALE bien structurée.

VOUS ÊTES DÉCIDÉ à vous BATTRE et à vous CRÉER une PLACE PERSONNELLE dans un marché dont nous vous garantissons l'expansion continue et la croissance spectaculaire.

NOUS SOMMES l'un des plus importants groupes AGRO-INDUSTRIELS français. LEADER incontesté sur le marché EUROPÉEN.

NOUS PRODUISONS, CONDITIONNONS et DISTRIBUONS des GAMMES très diversifiées par des CIRCUITS de DISTRIBUTION implantés sur tout le territoire national ou se répartissent les postes à pourvoir.

La TAILLE de notre GROUPE, sa diversification, vous permettent, si vous le voulez et si vous le prouvez, un développement de CARRIÈRE assuré.

BATTEZ-VOUS d'écrits, avec C.V. dét., photo et prêt. sous numéro 7.059, c/o Monde P., 5, rue des Italiens, 75227, Paris-9.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE COMMERCIALISATION/LYON

recherche URGENT

responsable relations humaines

- Âgé de 35 ans minimum et de formation supérieure, il doit avoir l'expérience d'un Responsable de Personnel.
- Il aura pour rôle essentiel d'assister le Directeur Général dans la définition de la politique de Personnel, sera responsable du suivi de celle-ci et de la coordination entre les différents établissements.
- Il sera le Représentant de la Société auprès des Organismes sociaux extérieurs.
- Il aura pour tâche de recruter, sélectionner et former le personnel.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions sous réf. 81878 à

guillon sélection
23, AV. DE LIVRY - 93340 LE RAINCY

Nous avons reçu la mission de rechercher des Cadres de valeur capables de compléter efficacement les équipes d'ingénieurs et de Cadres de haut niveau actuellement en place dans une Entreprise d'EQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES INDUSTRIELS implantée dans une ville importante de l'Est de la France.

CHEF DE RÉGION

Région EST
100.000 F

Cette opportunité doit intéresser une personnalité de très haut niveau, habituée à négocier des contrats technico-commerciaux, notamment dans le milieu de la sidérurgie, capable de coordonner plusieurs Centres de travaux. L'habitude du commandement, le sens commercial et le goût de la gestion sont exigés. Le candidat doit avoir une discipline stricte dans tous les domaines, de manière à promouvoir l'image de marque de la Société et à réaliser des objectifs précis. Formation : Grande École ou Antididacte de valeur. Envie à Clair.

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Région EST
80.000 F

Ce poste peut convenir à un jeune diplômé d'une grande école (ingénieur ou autre) âgé de plus de 28 ans, ayant acquis une expérience de plusieurs années dans le management d'équipes commerciales de haut niveau. Sa responsabilité consistera essentiellement à accompagner le Directeur Commercial de la Société dans le management des ingénieurs de vente. Il devra faire la preuve de sa capacité à conduire les hommes, de ses connaissances en marketing de biens d'équipement et de prestations de services. Il devra participer au développement de l'esprit d'équipe, particulièrement dynamique, qui anime déjà tous les responsables commerciaux. La connaissance de l'activité « installations d'équipements électriques » est souhaitable. La pratique d'une langue étrangère (anglais, allemand) sera appréciée. Envie à Clair.

Toutes les candidatures seront rigoureusement traitées de façon confidentielle.

Adresser lettre manuscrite + curriculum vitae détaillé + photo + souhaits de rémunération, en rappelant la référence du poste à

SOCIÉTÉ INNOVANTE
32640 - CLAIR, rue Leclerc
Téléphone : (76) 98.07.02.
75008 - PARIS, 45 rue Boissy d'Anglas
Téléphone : 265.59.79 et 99.

groupe infora - conseils de direction

IMPORTANT CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX recherche pour région NORD

CONSEILLER FISCAL

EXPERIMENTÉ

Situation cadre assurée. Ect. n° 75.130 M. Rése-Pr. 85 bis, rue Beaumartin, 75002 Paris

bridel

Chef Service Export

La marque est déjà présente sur de nombreux marchés de la Communauté, du Maghreb, d'Asie... Il s'agit donc d'entretenir une clientèle existante et de recruter de nouveaux débouchés. Ce qui implique la définition d'une politique de prospection de pays, le choix des modes de distribution, et l'établissement d'un tarif tenant compte de tous les éléments fixes ou variables du coût. Ce poste qui demande une formation type E.S.C., et la pratique courante de l'Allemand et de l'Anglais, nécessite aussi une première expérience (2 à 5 ans) de la vente export (si possible en produits alimentaires). Il est à pourvoir au siège, à RETZIERS (près de Rennes) et implique des déplacements la moitié du temps.

Les personnes qu'il intéresse sont invitées à adresser d'urgence leur dossier avec leurs présentations sous référence BR 676 / M à SEFOP qui les en remercie. Une disponibilité rapide sera un atout supplémentaire.

SEFOP 7, rue Lincoln 75008 PARIS

INSTITUT DE FORMATION PROFESSIONNELLE

CONTINUE EN EXPANSION recherche pour

MARSEILLE ET NICE

2 JEUNES DIPLOMÉS

enseignement supérieur, ayant bonne connaissance de

L'ENTREPRISE

relations extérieures et visite des ENTREPRISES.

Samedi et fêtes jours chômés.

Envoyer C.V., réf. et prêt. SIPEP, n° 538, 2, rue Choiseul, 75002 PARIS.

Société française de gérance sports et loisirs Val-de-Loire recherche RESPONSABLE export-import 50.000 F

- Animation et coordination du réseau de vente export ;
- Relations clientèle étrangère, voyages fréquents ;
- Recherche approvisionnement et produits à importer ;
- Importance expér. en export-import, Anglais, allemand ;
- Connaissance souhait. de secteur sports et loisirs.

Envoyer C.V. manuscrit, photo, prétentions : RACER, B. P. 97, 41100 VENDÔME.

PRESTA FRANCE

recherche pour région ROUENNAISE

PRÉPARATEUR

Méthode M.T.M. Connaissances électroniques. Tél. au 25-10-08 ou se prés. 45, rue Champollion-1^{er}.

Importante Sté domaine Emballage offre postes basés à LILLE, Nantes, Paris DUT section TC ou équivalent. Vulture personnelle nécessaire. Fx + primes + frais avant sociaux. Postes d'avant pour candidats de valeur. Classe de formation rémunérée. Vacances août. Tél. pour R.V. : 273-30-07

offres d'emploi

**FILIALE GROUPE INTERNATIONAL
MECANIQUE GÉNÉRAL. POIDS LOURDS
INDUSTRIE AUTOMOBILE**

recherche

INGÉNIEUR**CHEF DU DÉPARTEMENT MÉTHODES****SES RESPONSABILITÉS :**

- fournir planning production offrant meilleure méthode de fabrication connue, basée sur conditions et équipements existant ou à envisager ;
- fournir une unité de mesure de main-d'œuvre pour évaluation coûts des produits, de la main-d'œuvre à prévoir, le programme de fabrication, les prévisions, l'utilisation des machines et l'évaluation du matériel ;
- planifier et/ou prendre mesures pour fournir le procédé le plus économique d'opération, d'utilisation des machines, du contrôle de la main-d'œuvre, d'utilisation des conditions et du contrôle général des coûts des produits ;
- fournir estimations préliminaires pour besoins main-d'œuvre et coûts d'outillage en vue des ventes ;
- fournir les méthodes d'opération, d'outillage, etc., qui puissent réduire et contrôler main-d'œuvre, outillage et coûts du matériel.

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

ou **TECHNICIEN SUPÉRIEUR (A. et M., ENSI)**
Expérience de 5 à 10 ans en responsabilité effective d'un service de méthodes, anglais courant.

Adr. C.V. et prétentions sous numéro 69.111 B, à :
BLEU PUBLICITE,
17, rue Lebel - 93300 VINCENNES, qui transmet.

technico commerciaux

2 postes sont à pourvoir dans nos départements de vente :

- 1- Département électrostatique des machines à photocopier.
- 2- Département des produits chimiques pour l'électronique.

VOTRE FONCTION :

- 1- Couvrir le territoire français pour l'industrie des machines à photocopier, vous visiterez les fabricants et les distributeurs de machines à photocopier.
- 2- Poursuivre l'expansion du territoire français dans le secteur des fabricants de circuits imprimés, agents de gravure électronique et dans le secteur des fabricants de semi-conducteurs résistances photo-sensibles.

VOUS AVEZ :

- Le sens de créativité - l'ambition de faire une longue carrière dans notre société jeune et dynamique - de l'aptitude à la vente.
- 1- Solide expérience dans le secteur électrostatique des machines à photocopier.
- 2- Expérience dans la fabrication des circuits imprimés.

VOUS RECEVREZ :

- Un bon salaire de base, après période d'essai, pourcentage sur la réalisation des objectifs et frais de déplacements et de séjour confortables.
- Une société en pleine expansion sur le marché européen et américain.

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel au :

Sales manager
HUNT CHEMICALS S.A.R.L.
50 av. du président Wilson
93210 - La Plaine Saint-Denis

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel au :

Sales manager
HUNT CHEMICALS S.A.R.L.
50 av. du président Wilson
93210 - La Plaine Saint-Denis

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel au :

Sales manager
HUNT CHEMICALS S.A.R.L.
50 av. du président Wilson
93210 - La Plaine Saint-Denis

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel au :

Sales manager
HUNT CHEMICALS S.A.R.L.
50 av. du président Wilson
93210 - La Plaine Saint-Denis

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel au :

Sales manager
HUNT CHEMICALS S.A.R.L.
50 av. du président Wilson
93210 - La Plaine Saint-Denis

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel au :

Sales manager
HUNT CHEMICALS S.A.R.L.
50 av. du président Wilson
93210 - La Plaine Saint-Denis

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel au :

Sales manager
HUNT CHEMICALS S.A.R.L.
50 av. du président Wilson
93210 - La Plaine Saint-Denis

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel au :

Sales manager
HUNT CHEMICALS S.A.R.L.
50 av. du président Wilson
93210 - La Plaine Saint-Denis

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel au :

Sales manager
HUNT CHEMICALS S.A.R.L.
50 av. du président Wilson
93210 - La Plaine Saint-Denis

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel au :

Sales manager
HUNT CHEMICALS S.A.R.L.
50 av. du président Wilson
93210 - La Plaine Saint-Denis

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel au :

Sales manager
HUNT CHEMICALS S.A.R.L.
50 av. du président Wilson
93210 - La Plaine Saint-Denis

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel au :

Sales manager
HUNT CHEMICALS S.A.R.L.
50 av. du président Wilson
93210 - La Plaine Saint-Denis

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel au :

Sales manager
HUNT CHEMICALS S.A.R.L.
50 av. du président Wilson
93210 - La Plaine Saint-Denis

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel au :

Sales manager
HUNT CHEMICALS S.A.R.L.
50 av. du président Wilson
93210 - La Plaine Saint-Denis

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel au :

Sales manager
HUNT CHEMICALS S.A.R.L.
50 av. du président Wilson
93210 - La Plaine Saint-Denis

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel au :

Sales manager
HUNT CHEMICALS S.A.R.L.
50 av. du président Wilson
93210 - La Plaine Saint-Denis

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel au :

Sales manager
HUNT CHEMICALS S.A.R.L.
50 av. du président Wilson
93210 - La Plaine Saint-Denis

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel au :

Sales manager
HUNT CHEMICALS S.A.R.L.
50 av. du président Wilson
93210 - La Plaine Saint-Denis

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel au :

Sales manager
HUNT CHEMICALS S.A.R.L.
50 av. du président Wilson
93210 - La Plaine Saint-Denis

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel au :

Sales manager
HUNT CHEMICALS S.A.R.L.
50 av. du président Wilson
93210 - La Plaine Saint-Denis

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel au :

Sales manager
HUNT CHEMICALS S.A.R.L.
50 av. du président Wilson
93210 - La Plaine Saint-Denis

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel au :

Sales manager
HUNT CHEMICALS S.A.R.L.
50 av. du président Wilson
93210 - La Plaine Saint-Denis

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel au :

Sales manager
HUNT CHEMICALS S.A.R.L.
50 av. du président Wilson
93210 - La Plaine Saint-Denis

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel au :

Sales manager
HUNT CHEMICALS S.A.R.L.
50 av. du président Wilson
93210 - La Plaine Saint-Denis

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel au :

Sales manager
HUNT CHEMICALS S.A.R.L.
50 av. du président Wilson
93210 - La Plaine Saint-Denis

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel au :

Sales manager
HUNT CHEMICALS S.A.R.L.
50 av. du président Wilson
93210 - La Plaine Saint-Denis

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel au :

Sales manager
HUNT CHEMICALS S.A.R.L.
50 av. du président Wilson
93210 - La Plaine Saint-Denis

offres d'emploi

Très important groupe multinational ayant des activités industrielle et commerciales réparties sur plusieurs centres en France
recherche pour Paris

**Le Responsable du développement de son
infrastructure informatique**

Hardware - Software - Teleprocessing - Méthodes

Le candidat devra obligatoirement :

- être ingénieur d'une grande école scientifique ;
- avoir une expérience d'ingénieur système de 3 à 6 ans dans un important centre informatique ;
- avoir une connaissance pratique des matériels et Software IBM du Teleprocessing, des Systèmes de Data base et Data communication ;
- parler et écrire couramment l'anglais.

Nous promettons au candidat entreprenant et méthodique, de larges responsabilités pour l'élaboration et la réalisation d'un plan ambitieux.

Salaire proposé : 100 à 130 000 F par an selon expérience.

Adresser candidature sous référence BARD
(à mentionner sur l'enveloppe) à :

EMPLOIS & CARRIÈRES
30 rue Vernier 75008 PARIS

JEUNE INGÉNIEUR DÉBUTANT

- Aider le concepteur.
- Rechercher les données sans être esclave.
- Aider dans les rapports humains, pour devenir ADJOINT AU DIRECTEUR TECHNIQUE.

Il sera chargé d'assurer l'animation d'unités de production à taille humaine (3 en France, 2 à l'étranger), 350 personnes C.A. 40.000 K.F.
Il sera responsable du contrôle de gestion de ces unités en liaison avec le service informatique.
Connaissances des langues étrangères appréciées.
Lien de travail Ouest Paris. Déplacements province et étranger.

Envoyer C.V. + photo n° 34182 F.A. S.V.P.
St. rue Général-Joy, 75008 PARIS.

GAUMONT

recherche

ANALYSTE**PROGRAMMEUR**

confirmé, confirmé, parfaitement

COBOL ou PL. 1 sous DOS.

Capable de mener à bien

une analyse complexe sous

la responsabilité du

chef d'analyse.

Connaissances ASSEMBLEUR

et CICS appréciées.

Ecrire : M. J. GAUMONT,

GAUMONT Service du

Personnel, 30, rue de la

Gaulle - 92200 Neuilly

GROUPE DIMPRIMERIES

RENNES ET

SOCIÉTÉS DE SERVICES

poursuivant son développement,

proposent des postes :

ATTACHÉS**COMMERCIAUX**

Homme ou Femme

Résultats importants selon

qualité de l'analyse et de

perspectives très ouvertes

pour l'avenir.

ou diplômé Ecole de Commerce.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo,

n° 63.204, CONTEXTE Publicité,

20, av. de l'Opéra, Paris-9, c/c.

Etablissement privé

d'enseignement supérieur

de gestion recherche

1 CHARGE D. D. DE DROIT

1 CHARGE D. D. D'ÉCONOMIE

DES CHARGES, T. D. ALEXANDRE

Lettre manuscrite + photo sous

n° 69.531, M. REGIS PRESSE

25 bis, r. Réaumur Paris-2, c/c.

Etablissement privé

d'enseignement supérieur

de gestion recherche

1 CHARGE D. D. DE DROIT

1 CHARGE D. D. D'ÉCONOMIE

DES CHARGES, T. D. ALEXANDRE

Lettre manuscrite + photo sous

n° 69.531, M. REGIS PRESSE

25 bis, r. Réaumur Paris-2, c/c.

Etablissement privé

d'enseignement supérieur

de gestion recherche

1 CHARGE D. D. DE DROIT

1 CHARGE D. D. D'ÉCONOMIE

DES CHARGES, T. D. ALEXANDRE

Lettre manuscrite + photo sous

n° 69.531, M. REGIS PRESSE

25 bis, r. Réaumur Paris-2, c/c.

Etablissement privé

d'enseignement supérieur

de gestion recherche

1 CHARGE D. D. DE DROIT

1 CHARGE D. D. D'ÉCONOMIE

DES CHARGES, T. D. ALEXANDRE

Lettre manuscrite + photo sous

n° 69.531, M. REGIS PRESSE

25 bis, r. Réaumur Paris-2, c/c.

Etablissement privé

d'enseignement supérieur

de gestion recherche

1 CHARGE D. D. DE DROIT

1 CHARGE D. D. D'ÉCONOMIE

DES CHARGES, T. D. ALEXANDRE

Lettre manuscrite + photo sous

n° 69.531, M. REGIS PRESSE

25 bis, r. Réaumur Paris-2, c/c.

Etablissement privé

d'enseignement supérieur

de gestion recherche

1 CHARGE D. D. DE DROIT

1 CHARGE D. D. D'ÉCONOMIE

DES CHARGES, T. D. ALEXANDRE

Lettre manuscrite + photo sous

n° 69.531, M. REGIS PRESSE

25 bis, r. Réaumur Paris-2, c/c.

Etablissement privé

d'enseignement supérieur

de gestion recherche

1 CHARGE D. D. DE DROIT

1 CHARGE D. D. D'ÉCONOMIE

DES CHARGES, T. D. ALEXANDRE

Lettre manuscrite + photo sous

n° 69.531, M. REGIS PRESSE

25 bis, r. Réaumur Paris-2, c/c.

Etablissement privé

d'enseignement supérieur

de gestion recherche

1 CHARGE D. D. DE DROIT

1 CHARGE D. D. D'ÉCONOMIE

DES CHARGES, T. D. ALEXANDRE

Lettre manuscrite + photo sous

n° 69.531, M. REGIS PRESSE

25 bis, r. Réaumur Paris-2, c/c.

Etablissement privé

d'enseignement supérieur

de gestion recherche

1 CHARGE D. D. DE DROIT

1 CHARGE D. D. D'ÉCONOMIE

DES CHARGES, T. D. ALEXANDRE

Lettre manuscrite + photo sous

n° 69.531, M. REGIS PRESSE

25 bis, r. Réaumur Paris-2, c/c.

Etablissement privé

d'enseignement supérieur

de gestion recherche

1 CHARGE D. D. DE DROIT

1 CHARGE D. D. D'ÉCONOMIE

DES CHARGES, T. D. ALEXANDRE

Lettre manuscrite + photo sous

n° 69.531, M. REGIS PRESSE

25 bis, r. Réaumur Paris-2, c/c.

Etablissement privé

d'enseignement supérieur

de gestion recherche

1 CHARGE D. D. DE DROIT

1 CHARGE D. D. D'ÉCONOMIE

DES CHARGES, T. D. ALEXANDRE

Lettre manuscrite + photo sous

n° 69.531, M. REGIS PRESSE

25 bis, r. Réaumur Paris-2, c/c.

Etablissement privé

d'enseignement supérieur

de gestion recherche

1 CHARGE D. D. DE DROIT

1 CHARGE D. D. D'ÉCONOMIE

DES CHARGES, T. D. ALEXANDRE

Lettre manuscrite + photo sous

n° 69.531, M. REGIS PRESSE

25 bis, r. Réaumur Paris-2, c/c.

Etablissement privé

d'enseignement supérieur

de gestion recherche

1 CHARGE D. D. DE DROIT

1 CHARGE D. D. D'ÉCONOMIE

DES CHARGES, T. D. ALEXANDRE

Lettre manuscrite + photo sous

n° 69.531, M. REGIS PRESSE

25 bis, r. Réaumur Paris-2, c/c.

Etablissement privé

d'enseignement supérieur

de gestion recherche

1 CHARGE D. D. DE DROIT

1 CHARGE D. D. D'ÉCONOMIE

DES CHARGES, T. D. ALEXANDRE

Lettre manuscrite + photo sous

n° 69.531, M. REGIS PRESSE

25 bis, r. Réaumur Paris-2, c/c.

Etablissement privé

d'enseignement supérieur

de gestion recherche

1 CHARGE D. D. DE DROIT

L'immobilier

REPRODUCTION INTERDITE

appartements vente

Paris Rive droite

12^e IL ME RESTE A VENDRE
DANS VOIE PRIVÉE
Calme
Rue de la Chapelle et 1^{er} étage
Duplex 50 m² tout confort + 1^{er}
étage duplex 25 m² + 1^{er} étage
tout confort. Rend. 27,25-18,15

16^e FOGH

Très bel imm. pierre de taille
entièrement rénové
2 étages 62 m² réception + 4 ch.
bains, 2 wc, gde cuisine, par-
quet, asc., chauffage, clim. auto-
mat. 2 ch. serv. avec eau
chaude et eau froide. 1^{er} étage
très belle terrasse. 1^{er} étage
1.500.000 F. Tél. 724-14-44.

PLACE RODIN - 17^e

Immeuble de 10 étages, 100 m²
de surface, 100 m² de terrain.
100 m² de surface, 100 m² de terrain.
100 m² de surface, 100 m² de terrain.
100 m² de surface, 100 m² de terrain.

EUROPE. Ravis. 125 m²

Appartement exceptionnel, calme +
solaire. 125 m² de surface, 125 m² de terrain.
125 m² de surface, 125 m² de terrain.
125 m² de surface, 125 m² de terrain.

VOTRE ARGENT DORT EN BANQUE

INVESTISSEZ A PARIS

dans immeuble rénové à 100 %
Studio, 2 p., duplex, 3 pièces.
Entièrement équipé. Tout confort.
Location, gestion assurée.
Loyers garantis 25-30-35-40-45-50-55-60-65-70-75-80-85-90-95-100-105-110-115-120-125-130-135-140-145-150-155-160-165-170-175-180-185-190-195-200-205-210-215-220-225-230-235-240-245-250-255-260-265-270-275-280-285-290-295-300-305-310-315-320-325-330-335-340-345-350-355-360-365-370-375-380-385-390-395-400-405-410-415-420-425-430-435-440-445-450-455-460-465-470-475-480-485-490-495-500-505-510-515-520-525-530-535-540-545-550-555-560-565-570-575-580-585-590-595-600-605-610-615-620-625-630-635-640-645-650-655-660-665-670-675-680-685-690-695-700-705-710-715-720-725-730-735-740-745-750-755-760-765-770-775-780-785-790-795-800-805-810-815-820-825-830-835-840-845-850-855-860-865-870-875-880-885-890-895-900-905-910-915-920-925-930-935-940-945-950-955-960-965-970-975-980-985-990-995-1000-1005-1010-1015-1020-1025-1030-1035-1040-1045-1050-1055-1060-1065-1070-1075-1080-1085-1090-1095-1100-1105-1110-1115-1120-1125-1130-1135-1140-1145-1150-1155-1160-1165-1170-1175-1180-1185-1190-1195-1200-1205-1210-1215-1220-1225-1230-1235-1240-1245-1250-1255-1260-1265-1270-1275-1280-1285-1290-1295-1300-1305-1310-1315-1320-1325-1330-1335-1340-1345-1350-1355-1360-1365-1370-1375-1380-1385-1390-1395-1400-1405-1410-1415-1420-1425-1430-1435-1440-1445-1450-1455-1460-1465-1470-1475-1480-1485-1490-1495-1500-1505-1510-1515-1520-1525-1530-1535-1540-1545-1550-1555-1560-1565-1570-1575-1580-1585-1590-1595-1600-1605-1610-1615-1620-1625-1630-1635-1640-1645-1650-1655-1660-1665-1670-1675-1680-1685-1690-1695-1700-1705-1710-1715-1720-1725-1730-1735-1740-1745-1750-1755-1760-1765-1770-1775-1780-1785-1790-1795-1800-1805-1810-1815-1820-1825-1830-1835-1840-1845-1850-1855-1860-1865-1870-1875-1880-1885-1890-1895-1900-1905-1910-1915-1920-1925-1930-1935-1940-1945-1950-1955-1960-1965-1970-1975-1980-1985-1990-1995-2000-2005-2010-2015-2020-2025-2030-2035-2040-2045-2050-2055-2060-2065-2070-2075-2080-2085-2090-2095-2100-2105-2110-2115-2120-2125-2130-2135-2140-2145-2150-2155-2160-2165-2170-2175-2180-2185-2190-2195-2200-2205-2210-2215-2220-2225-2230-2235-2240-2245-2250-2255-2260-2265-2270-2275-2280-2285-2290-2295-2300-2305-2310-2315-2320-2325-2330-2335-2340-2345-2350-2355-2360-2365-2370-2375-2380-2385-2390-2395-2400-2405-2410-2415-2420-2425-2430-2435-2440-2445-2450-2455-2460-2465-2470-2475-2480-2485-2490-2495-2500-2505-2510-2515-2520-2525-2530-2535-2540-2545-2550-2555-2560-2565-2570-2575-2580-2585-2590-2595-2600-2605-2610-2615-2620-2625-2630-2635-2640-2645-2650-2655-2660-2665-2670-2675-2680-2685-2690-2695-2700-2705-2710-2715-2720-2725-2730-2735-2740-2745-2750-2755-2760-2765-2770-2775-2780-2785-2790-2795-2800-2805-2810-2815-2820-2825-2830-2835-2840-2845-2850-2855-2860-2865-2870-2875-2880-2885-2890-2895-2900-2905-2910-2915-2920-2925-2930-2935-2940-2945-2950-2955-2960-2965-2970-2975-2980-2985-2990-2995-3000-3005-3010-3015-3020-3025-3030-3035-3040-3045-3050-3055-3060-3065-3070-3075-3080-3085-3090-3095-3100-3105-3110-3115-3120-3125-3130-3135-3140-3145-3150-3155-3160-3165-3170-3175-3180-3185-3190-3195-3200-3205-3210-3215-3220-3225-3230-3235-3240-3245-3250-3255-3260-3265-3270-3275-3280-3285-3290-3295-3300-3305-3310-3315-3320-3325-3330-3335-3340-3345-3350-3355-3360-3365-3370-3375-3380-3385-3390-3395-3400-3405-3410-3415-3420-3425-3430-3435-3440-3445-3450-3455-3460-3465-3470-3475-3480-3485-3490-3495-3500-3505-3510-3515-3520-3525-3530-3535-3540-3545-3550-3555-3560-3565-3570-3575-3580-3585-3590-3595-3600-3605-3610-3615-3620-3625-3630-3635-3640-3645-3650-3655-3660-3665-3670-3675-3680-3685-3690-3695-3700-3705-3710-3715-3720-3725-3730-3735-3740-3745-3750-3755-3760-3765-3770-3775-3780-3785-3790-3795-3800-3805-3810-3815-3820-3825-3830-3835-3840-3845-3850-3855-3860-3865-3870-3875-3880-3885-3890-3895-3900-3905-3910-3915-3920-3925-3930-3935-3940-3945-3950-3955-3960-3965-3970-3975-3980-3985-3990-3995-4000-4005-4010-4015-4020-4025-4030-4035-4040-4045-4050-4055-4060-4065-4070-4075-4080-4085-4090-4095-4100-4105-4110-4115-4120-4125-4130-4135-4140-4145-4150-4155-4160-4165-4170-4175-4180-4185-4190-4195-4200-4205-4210-4215-4220-4225-4230-4235-4240-4245-4250-4255-4260-4265-4270-4275-4280-4285-4290-4295-4300-4305-4310-4315-4320-4325-4330-4335-4340-4345-4350-4355-4360-4365-4370-4375-4380-4385-4390-4395-4400-4405-4410-4415-4420-4425-4430-4435-4440-4445-4450-4455-4460-4465-4470-4475-4480-4485-4490-4495-4500-4505-4510-4515-4520-4525-4530-4535-4540-4545-4550-4555-4560-4565-4570-4575-4580-4585-4590-4595-4600-4605-4610-4615-4620-4625-4630-4635-4640-4645-4650-4655-4660-4665-4670-4675-4680-4685-4690-4695-4700-4705-4710-4715-4720-4725-4730-4735-4740-4745-4750-4755-4760-4765-4770-4775-4780-4785-4790-4795-4800-4805-4810-4815-4820-4825-4830-4835-4840-4845-4850-4855-4860-4865-4870-4875-4880-4885-4890-4895-4900-4905-4910-4915-4920-4925-4930-4935-4940-4945-4950-4955-4960-4965-4970-4975-4980-4985-4990-4995-5000-5005-5010-5015-5020-5025-5030-5035-5040-5045-5050-5055-5060-5065-5070-5075-5080-5085-5090-5095-5100-5105-5110-5115-5120-5125-5130-5135-5140-5145-5150-5155-5160-5165-5170-5175-5180-5185-5190-5195-5200-5205-5210-5215-5220-5225-5230-5235-5240-5245-5250-5255-5260-5265-5270-5275-5280-5285-5290-5295-5300-5305-5310-5315-5320-5325-5330-5335-5340-5345-5350-5355-5360-5365-5370-5375-5380-5385-5390-5395-5400-5405-5410-5415-5420-5425-5430-5435-5440-5445-5450-5455-5460-5465-5470-5475-5480-5485-5490-5495-5500-5505-5510-5515-5520-5525-5530-5535-5540-5545-5550-5555-5560-5565-5570-5575-5580-5585-5590-5595-5600-5605-5610-5615-5620-5625-5630-5635-5640-5645-5650-5655-5660-5665-5670-5675-5680-5685-5690-5695-5700-5705-5710-5715-5720-5725-5730-5735-5740-5745-5750-5755-5760-5765-5770-5775-5780-5785-5790-5795-5800-5805-5810-5815-5820-5825-5830-5835-5840-5845-5850-5855-5860-5865-5870-5875-5880-5885-5890-5895-5900-5905-5910-5915-5920-5925-5930-5935-5940-5945-5950-5955-5960-5965-5970-5975-5980-5985-5990-5995-6000-6005-6010-6015-6020-6025-6030-6035-6040-6045-6050-6055-6060-6065-6070-6075-6080-6085-6090-6095-6100-6105-6110-6115-6120-6125-6130-6135-6140-6145-6150-6155-6160-6165-6170-6175-6180-6185-6190-6195-6200-6205-6210-6215-6220-6225-6230-6235-6240-6245-6250-6255-6260-6265-6270-6275-6280-6285-6290-6295-6300-6305-6310-6315-6320-6325-6330-6335-6340-6345-6350-6355-6360-6365-6370-6375-6380-6385-6390-6395-6400-6405-6410-6415-6420-6425-6430-6435-6440-6445-6450-6455-6460-6465-6470-6475-6480-6485-6490-6495-6500-6505-6510-6515-6520-6525-6530-6535-6540-6545-6550-6555-6560-6565-6570-6575-6580-6585-6590-6595-6600-6605-6610-6615-6620-6625-6630-6635-6640-6645-6650-6655-6660-6665-6670-6675-6680-6685-6690-6695-6700-6705-6710-6715-6720-6725-6730-6735-6740-6745-6750-6755-6760-6765-6770-6775-6780-6785-6790-6795-6800-6805-6810-6815-6820-6825-6830-6835-6840-6845-6850-6855-6860-6865-6870-6875-6880-6885-6890-6895-6900-6905-6910-6915-6920-6925-6930-6935-6940-6945-6950-6955-6960-6965-6970-6975-6980-6985-6990-6995-7000-7005-7010-7015-7020-7025-7030-7035-7040-7045-7050-7055-7060-7065-7070-7075-7080-7085-7090-7095-7100-7105-7110-7115-7120-7125-7130-7135-7140-7145-7150-7155-7160-7165-7170-7175-7180-7185-7190-7195-7200-7205-7210-7215-7220-7225-7230-7235-7240-7245-7250-7255-7260-7265-7270-7275-7280-7285-7290-7295-7300-7305-7310-7315-7320-7325-7330-7335-7340-7345-7350-7355-7360-7365-7370-7375-7380-7385-7390-7395-7400-7405-7410-7415-7420-7425-7430-7435-7440-7445-7450-7455-7460-7465-7470-7475-7480-7485-7490-7495-7500-7505-7510-7515-7520-7525-7530-7535-7540-7545-7550-7555-7560-7565-7570-7575-7580-7585-7590-7595-7600-7605-7610-7615-7620-7625-7630-7635-7640-7645-7650-7655-7660-7665-7670-7675-7680-7685-7690-7695-7700-7705-7710-7715-7720-7725-7730-7735-7740-7745-7750-7755-7760-7765-7770-7775-7780-7785-7790-7795-7800-7805-7810-7815-7820-7825-7830-7835-7840-7845-7850-7855-7860-7865-7870-7875-7880-7885-7890-7895-7900-7905-7910-7915-7920-7925-7930-7935-7940-7945-7950-7955-7960-7965-7970-7975-7980-7985-7990-7995-8000-8005-8010-8015-8020-8025-8030-8035-8040-8045-8050-8055-8060-8065-8070-8075-8080-8085-8090-8095-8100-8105-8110-8115-8120-8125-8130-8135-8140-8145-8150-8155-8160-8165-8170-8175-8180-8185-8190-8195-8200-8205-8210-8215-8220-8225-8230-8235-8240-8245-8250-8255-8260-8265-8270-8275-8280-8285-8290-8295-8300-8305-8310-8315-8320-8325-8330-8335-8340-8345-8350-8355-8360-8365-8370-8375-8380-8385-8390-8395-8400-8405-8410-8415-8420-8425-8430-8435-8440-8445-8450-8455-8460-8465-8470-8475-8480-8485-8490-8495-8500-8505-8510-8515-8520-8525-8530-8535-8540-8545-8550-8555-8560-8565-8570-8575-8580-8585-8590-8595-8600-8605-8610-8615-8620-8625-8630-8635-8640-8645-8650-8655-8660-8665-8670-8675-8680-8685-8690-8695-8700-8705-8710-8715-8720-8725-8730-8735-8740-8745-8750-8755-8760-8765-8770-8775-8780-8785-8790-8795-8800-8805-8810-8815-8820-8825-8830-8835-8840-8845-8850-8855-8860-8865-8870-8875-8880-8885-8890-8895-8900-8905-8910-8915-8920-8925-8930-8935-8940-8945-8950-8955-8960-8965-8970-8975-8980-8985-8990-8995-9000-9005-9010-9015-9020-9025-9030-9035-9040-9045-9050-9055-9060-9065-9070-9075-9080-9085-9090-9095-9100-9105-9110-9115-9120-9125-9130-9135-9140-9145-9150-9155-9160-9165-9170-9175-9180-9185-9190-9195-9200-9205-9210-9215-9220-9225-9230-9235-9240-9245-9250-9255-9260-9265-9270-9275-9280-9285-9290-9295-9300-9305-9310-9315-9320-9325-9330-9335-9340-9345-9350-9355-9360-9365-9370-9375-9380-9385-9390-9395-9400-9405-9410-9415-9420-9425-9430-9435-9440-9445-9450-9455-9460-9465-9470-9475-9480-9485-9490-9495-9500-9505-9510-9515-9520-9525-9530-9535-9540-9545-9550-9555-9560-9565-9570-9575-9580-9585-9590-9595-9600-9605-9610-9615-9620-9625-9630-9635-9640-9645-9650-9655-9660-9665-9670-9675-9680-9685-9690-9695-9700-9705-9710-9715-9720-9725-9730-9735-9740-9745-9750-9755-9760-9765-9770-9775-9780-9785-9790-9795-9800-9805-9810-9815-9820-9825-9830-9835-9840-9845-9850-9855-9860-9865-9870-9875-9880-9885-9890-9895-9900-9905-9910-9915-9920-9925-9930-9935-9940-9945-9950-9955-9960-9965-9970-9975-9980-9985-9990-9995-10000-10005-10010-10015-10020-10025-10030-10035-10040-10045-10050-10055-10060-10065-10070-10075-10080-10085-10090-10095-10100-10105-10110-10115-10120-10125-10130-10135-10140-10145-10150-10155-10160-10165-10170-10175-10180-10185-10190-10195-10200-10205-10210-10215-10220-10225-10230-10235-10240-10245-10250-10255-10260-10265-10270-10275-10280-10285-10290-10295-10300-10305-10310-10315-10320-10325-10330-10335-10340-10345-10350-10355-10360-10365-10370-10375-10380-10385-10390-10395-10400-10405-10410-10415-10420-10425-10430-10435-10440-10445-10450-10455-10460-10465-10470-10475-10480-10485-10490-10495-10500-10505-10510-10515-10520-10525-10530-10535-10540-10545-10550-10555-10560-10565-10570-10575-10580-10585-10590-10595-10600-10605-10610-10615-10620-10625-10630-10635-10640-10645-10650-10655-10660-10665-10670-10675-10680-10685-10690-10695-10700-10705-10710-10715-10720-10725-10730-10735-10740-10745-10750-10755-10760-10765-10770-10775-10780-10785-10790-10795-10800-10805-10810-10815-10820-10825-10830-10835-10840-10845-10850-10855-10860-10865-10870-10875-10880-10885-10890-10895-10900-10905-10910-10915-10920-10925-10930-10935-10940-10945-10950-10955-10960-10965-10970-10975-10980-10985-10990-10995-11000-11005-11010-11015-11020-11025-11030-11035-11040-11045-11050-11055-11060-11065-11070-11075-11080-11085-11090-11095-11100-11105-11110-11115-11120-11125-11130-11135-11140-11145-11150-11155-111

propriétés propriétés

Ed

REPORT



AFIEF (M. Michau), 11, rue Boudreau (9*), 473-09-65.
 AYOUD (M. Savy), 7, boulevard Malesherbes (9*), 265-09-99.
 ANNECORDE, 20, rue du Cirque (8*), 265-03-40.
 AXELI (M. Heckly), 125, boulevard Haussmann (9*), 522-01-65.
 BARON S.A. (M. Baron), 118, rue de Vaugrassat (9*), 524-36-00.
 BATIR (M. Verbeke), "Le Haut du Brail", 77010 Combs-la-Ville, 46-77-33.
 BEIL (M. Mahab), 3, place du Louvre (1*), 236-76-34.
 CABINET EDGAR-QUINET (M. Morvan), 20, 22, rue Edgar-Quinet, 52-Courbevoie-Meudon, 333-15-94.
 CEGI (M. Dourouss), 11, rue Marbeuf (8*), 235-10-26.
 C.E.P.I.M. (M. Adolle), 33, rue Champ-Elysees (8*), 574-24-27.
 C.E.R.T.I.N. (M. Sigala), 31-33, Champs-Elysees (8*), 225-94-92.
 CERVI (M. Bortier), 20, rue Chauchat (8*), 227-12-22.
 CICA (M. Simeoli), 45, rue de Courcelles (8*), 247-24-30.
 CIME (M. Berria), Tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine (15*), 535-14-41.
 CIMEST (M. Diboun), 10, rue Danielle-Casanova (2*), 261-54-22.
 CIP (M. Saloun), 21, avenue Pierre-Ier-de-Serbie (10*), 720-49-70.
 COEDIM, 12, rue Rouqueline (8*), 761-03-35.
 COCEFAIT (M. Chataing), 8, rue du Havre (8*), 522-08-78.
 COGREAL (M. Boyer), 74, rue St-Lazare (9*), 285-40-05.
 CONSOBTIM-PAIS FOMCER (M. Gausmit), 30, rue du Professeur (8*), 261-81-86.
 COOPERATION EUROPE (M. Metzger), 107, rue de la République, 92800 Puteaux, 775-81-77.
 CONSTRUCTION FRANCAISE (M. Tarnave), 221, boulevard St-Jacques (9*), 231-18-50.
 DAN PROMOTION (M. Danan), 5, rue du Cirque (8*), 225-59-35.
 DOBOVIN, 103, boulevard Malesherbes (9*), 522-37-41.
 ECGRAGE (M. Jovient), 25, rue Paul-Barnuel (15*), 828-54-54.
 E.P.I. (M. Polissios), 33, rue Pierre-Charon (8*), 225-38-90.
 ESSIL (M. Sangle et Villanotte), 16, rue St-Marcel, 92500 Villeneuve, 161-738-28-05.
 ETURPO (M. Maubert), 4, rue de Mirmosme, 333-15-94.
 FEAU S.A. ET FEAU PROMOTION (M. D. Feau-M. A. Bretham), 132, boulevard Haussmann (9*), 522-49-34.
 FONCIERE DES CHAMPS-ELYSEES (M. Saloun et P. Paricard), 141, avenue des Champs-Elysees (8*), 235-92-41.
 FONCIMP (M. Lhuier), 124, rue de Réaumur (8*), 237-44-05.
 G.C.P. (M. Bylejak), 47, rue Chabrol (10*), 227-22-32.
 G.E.E.R.L. (M. Quéfand), 12, impasse du Mont-Tonnerre (15*), 783-94-70.
 GEFYIC (M. Peretti), 52, av. des Champs-Elysees (8*), 265-03-40.
 GEPIC (M. Ballester), rue Jacques-Duculot, 92200 Neuilly, 747-40-03.
 GRETIMA (M. Jovitta), 20, avenue Fr.-Roosevelt (8*), 225-51-11.
 GRIMM (M. Guillemin), 59, rue La Fayette (9*), 523-54-20.
 GUY LAMARRE S.A. (M. Lamarre), 45, rue de Valenciennes (15*), 579-55-54.
 HENNEBERT (P. Ol), rue E.-Caveil, 92-Courbevoie, 333-01-09.
 IMMOBILIERE FRANCE S.A., 78, avenue R.-Poincaré (16*), 727-50-32.
 IMMOBILIERE CHARDON (M. Charbil), 5, rue du Cirque (9*), 225-59-35.
 J.M. S. (M. Jovient), 125, boulevard Haussmann (9*), 524-36-00.
 J.M. PROMOTION (M. Feneu), 193, rue Saint-Martry, 77300 Fontainebleau, 161-732-33-88.
 J.M. S. (M. Lacocq), 26, rue Maritimo (8*), 267-01-00.
 INFORMATION IMMOBILIERE (M. Marinal), 23, boulevard des Capucines (2*), 161-768-56-50.
 INTERCONSTRUCTION (M. de Robert de la Fregosse), 51, rue de Sévres, 92100 Boulogne, 604-81-87.
 JOHN ARTHUR ET TIFPEN (M. Tiffen), 194, rue Franklin (9*), 524-33-35.
 LAFONT et Cie (M. Lafont), 27, rue de la Faisanderie (16*), 553-97-59.
 LARDANT (L.), 10, boulevard d'Ormesson, 95350 Engien-les-Bains, 385-06-00.
 LEVITON FRANCE, 42, avenue Montaigne (8*), 225-59-35.
 LOUVRE-PROMOTION (M. Goutrot), 5, rue Beethoven (15*), 288-60-40.
 LUCIA (M. Vignes), 86, avenue de Suffren (15*), 783-95-56.
 MAISON DES FAMILLES (M. Jannet), 84, avenue de la République, 94300 Vincennes, 373-38-41.
 MANERA S.A. (M. Fouillat), 96, avenue d'Ormesson (16*), 727-50-32.
 MEUNIER PROMOTIONS (M. Musselli), 2, rue du Laidier (9*), 248-52-53.
 MICHEL HAUSER (M. M. Laurent), 21-23, rue de la Vierge, 92120 Montreuil, 161-657-11-83.
 NOBERT BLANC S.A. (M. Valdes), Euro-Boulogne, 3, senté des Dardes (19*), 607-89-76.
 NOVIM (M. Pellerin), 2, avenue Montaigne (8*), 225-59-30.
 OCEFI (M. Nasser), 168, rue de Grenelle (16*), 705-10-10.
 ORISA FRANCE S.A. (M. Larosse), 14, rue de Bassano (8*), 720-37-88.
 OUEST IMMOBILIER PROMOTION (M. Leul), 3, place de la Liberté, 92310 Sèvres, 227-23-93.
 PAUL MOREAU S.A. (M. Moreau), 12, rue Saint-Florentin (1*), 260-39-11.
 PIERRE LE BAUD S.A. (M. Lebaud), 87, rue de Valenciennes, 94270 Le Kremlin-Bicêtre, 589-77-77.
 POLYCOM (M. Billard), 75, boulevard Peire (17*), 227-59-50.
 PROMOGIM (M. Rolloy), 9, avenue de Valenciennes (9*), 524-33-35.
 PROMOTION BERNARD-LEVY (M. J. Bernard), 24, avenue de Friedland (9*), 524-09-84.
 PROMOTION (M. J. Conte), 1, rue de Chazelles (17*), 267-40-80.
 PROYMO (M. Palsen), 60, rue de Courcelles (8*), 227-10-19.
 PUJOS S.A. (M. Pujos), 6, rond-point des Champs-Elysees (8*), 358-92-92.
 RESIDENCE FRANCAISE (M. Haye), 10, rue D.-Casanova (8*), 722-44-78.
 RIVALUD (M. de Lestrade), 11, rue Notre-Dame-de-Victoire, 280-59-51.
 SACI (M. Lachaux), 60, avenue Damesnil (17*), 348-13-32.
 SAGRI (Suzanne-Poupou), 1, rue Lord-Vernon (8*), 225-59-36.
 SECADIM (M. Huq), 8, rue des Eclots (9*), 522-08-78.
 SECL (M. Laure), 5, avenue Bartle-Albrecht (8*), 768-51-51.
 SEERI (M. Pellerin), 22, rue Violet (15*), 567-54-02.
 SEFIMA (M. Vitz Salama), 146, boulevard Haussmann (8*), 822-35-05.
 SEPRI (M. J.-C. Anquet), Tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine (15*), 538-14-41.
 SEGIO (M. Samson), 86, boulevard Auguste-Stanqui (13*), 337-48-92.
 SEGILAN (M. Segil), 75, boulevard des Cimes (17*), 227-23-93.
 SEICAP (M. Chadoeurat), 113, boulevard Haussmann (8*), 073-73-43.
 SEMIC (M. Massyway), 59, rue de Courcelles (8*), 307-53-53.
 SEPRIMO (M. Dumont), 33, rue Saint-Honore (1*), 260-37-05.
 SERIM (M. Bastiaer), 58, rue de l'Arcade (8*), 307-53-53.
 SERROR, 8-10, rue de la Saint-Jacques (8*), 522-63-70.
 SERVIM PROMOTION (M. Faugon), 21, avenue de la République (9*), 524-33-35.
 SETADIM (M. Rumiati), 47, avenue Hoche (8*), 522-58-02.
 SEVITA (M. J. Vellierot), 12, avenue Germaine (9*), 358-32-93.
 SEVITA (M. J. Vellierot), 14, avenue F.-Roosevelt (8*), 255-55-11.
 S.E.M.I. (M. Loyer), 30, avenue de l'Opera (1*), 742-17-37.
 S.I.D.E.R. (M. Serradell), 2, place Rio-de-Janeiro (9*), 522-22-11.
 SIEPRO (M. Castegnat), 47, rue de Lige (8*), 387-48-35.
 SIFRAM (M. Durcenois), 18, rue des Pyramides (16*), 747-40-80.
 SIVEGI (M. Lachaux), 15, avenue de l'Opera (1*), 260-39-00.
 S.M.C.I. (M. Paisig), 19, rue Ambier (9*), 073-78-70.
 SOFAP (M. J. Fredire), 2, place Rio-de-Janeiro (9*), 522-22-11.
 SOFIMIN (M. Strupel), 17, rue Saint-Florentin (8*), 260-39-92.
 SOFRACIM (M. Rea), 50, avenue Damesnil (12*), 346-13-00.
 SOGEPROM (M. Starck), 50, boulevard Haussmann (8*), 822-35-05.
 SOGIFRANCE (M. Cl. Astal), 43, rue de Liabonne (8*), 924-73-35.
 SOGIMMO (M. Rompreux), 62, avenue de la République (17*), 755-03-03.
 SOMIFRA (M. Paulin Fredot), 22, rue de l'Amiral d'Estain (13*), 720-92-56.
 SPOIEN-NERET-MINET S.A. (M.M. Nérat-Minet), 10, avenue Franklin-Roosevelt (8*), 225-52-05.
 SOPRICA (Mme D. Felp), 194, boulevard Perrier (17*), 754-08-51

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

Les nouveaux plans de circulation

LA FIN DU LAISSEZ-ROULER

A la fin des années 60, les élus et les techniciens commencent à considérer les difficultés de la circulation comme une loi de la ville. Le laissez-faire, laissez-rouler avait fait ses preuves... à l'envers, et les responsables décident d'organiser le trafic. Ainsi naquirent les premiers plans de circulation. Vingt plans sont aujourd'hui mis en place, soixante en préparation, deux cents seront créés à terme.

C'est une délibération du conseil municipal qui en décide la création, c'est l'Etat qui en assure, du moins en partie, le financement.

Dix ans après la création des premiers plans, les élus, réunis dans le cadre du salon Inter-circulation (qui a lieu du 1 au 17 juin, porte de Versailles) ont fait un premier bilan.

La première génération des plans a été marquée par le souci de faire circuler les véhicules individuels dans les centres-villes. Les plans, mis en place aujourd'hui, s'inspirent d'un souci complètement différent et comportent les mêmes ingrédients : centre ville réhabilité et réservé aux piétons, circulation de transit détournée par des rocades, priorité aux transports en commun (couloirs réservés), régulation électronique du trafic...

Si les élus n'ont rencontré qu'indifférence de la part du public, lors de la préparation des premiers plans, leur mise en place, aujourd'hui, soulève dans

un premier temps de véritables tollés. En première ligne, les commerçants : un plan de circulation à pour conséquence directe la création de sens uniques. « Nous y perdons, disaient-ils, la mobilité de notre clientèle. » Les rues piétonnes n'étaient pas non plus en odeur de sainteté lors de leur création, mais l'expérience a prouvé qu'elles étaient finalement bénéfiques.

Les automobilistes, pour leur part, sont obligés de modifier leurs habitudes. Durant quelques mois les habitants de Caen, par exemple, n'eurent qu'un seul objectif : découvrir les « trucs » qui leur permettraient de passer outre les interdictions qui leur étaient faites.

Une large campagne d'information s'impose donc aux yeux des responsables. Cette campagne ne doit pas toucher seulement les usagers et les commerçants : une loi ne vaut que si elle est appliquée, c'est-à-dire si elle est comprise.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

TRANSPORTS

MM. Giscard d'Estaing et Coleman parlent de l'avenir de Concorde

M. William Coleman, secrétaire d'Etat américain aux transports, a été reçu le mardi 15 juin après-midi pendant quarante minutes par M. Valéry Giscard d'Estaing. Il a parlé avec le chef de l'Etat de la situation actuelle de Concorde aux Etats-Unis et de son avenir.

« Comme je l'ai déjà dit publiquement aux Etats-Unis, a déclaré M. Coleman, je pense que l'aéroport Kennedy, à New-York, a manqué de jugement en refusant l'atterrissage de Concorde. Je pense toujours que la période d'essai devrait avoir lieu à New-York, ce qui permettrait au super-sonique franco-britannique de démontrer qu'il peut se poser et décoller sans faire trop de bruit. »

« Nous avons aussi parlé, a ajouté M. Coleman, de la construction d'une nouvelle génération d'avions subsoniques. Nous sommes tombés d'accord sur la nécessité d'échanger nos technologies. Il existe actuellement une technologie qui permettrait de construire des appareils subsoniques avec des moteurs 25 % plus économiques et 25 % moins bruyants. »

Pas avant 1990

Le secrétaire américain a toutefois ajouté qu'une éventuelle coopération franco-américaine pour la construction d'un super-sonique (S.S.T.) n'avait pas été évoquée au cours de son entrevue avec le président de la République.

Il est possible que l'on apporte des améliorations à Concorde,

mais on ne construira vraisemblablement pas de nouveau super-sonique avant 1990, a d'autre part déclaré M. Pierre Marion, président de la société Eurospace, filiale de la Société aéronautique, constructeur français de Concorde.

Dans un discours au Club de l'aviation internationale, à Washington, M. Marion a en outre indiqué qu'à son avis la mise au point d'un nouvel avion super-sonique devrait être entreprise en commun par les Etats-Unis et l'Europe occidentale.

URBANISME

AUX ETATS GÉNÉRAUX DE L'ARCHITECTURE

Comment se fabrique et se détériore le cadre de vie ?

Architectes, habitants, même combat. Cela pourrait être le slogan de l'Association pour la démocratisation de l'urbanisme et de l'architecture (ADUA), qui organise, depuis le 15 et jusqu'au 20 juin, à Paris, les seconds états généraux de l'urbanisme et de l'architecture.

On reproche souvent aux architectes de s'en tenir aux questions purement professionnelles, si ce n'est corporatives. Les quelques centaines

d'architectes qui ont fondé l'ADUA, en 1963, ne méritent pas cette critique. Dès l'abord, ils ont voulu élargir le débat et s'interroger sur la crise urbaine en associant à leurs réflexions « le peuple qui subit le domaine bâti », selon leur expression. Alors qu'un nouveau projet de loi sur l'architecture est en préparation, les animateurs de l'ADUA déclarent aujourd'hui « tourner délibérément le dos au pouvoir après huit années de tentatives assidues pour arriver à une concertation ».

Après avoir manifesté dans la rue avec l'ordre et les syndicats en septembre 1975, l'ADUA estime aujourd'hui que « la politique du chef de l'Etat en matière d'urbanisme se poursuit dans le même optique que celle de ses prédécesseurs ». M. Raymond Nicolas, secrétaire général, déclare souhaiter « la victoire rapide de la gauche ».

Plusieurs orateurs expliqueront au cours des états généraux les projets de la gauche pour le cadre de vie (« réformer seulement la profession d'architecte est une illusion ») et présenteront le projet d'ateliers publics d'architecture. Créés dans les grandes villes ou pour des groupes de communes, ces ateliers permettraient aux architectes « libérés » du statut libéral (qui fait, selon M. Max Querrien, ancien directeur de l'architecture et membre du parti socialiste, « obstacle à la créativité », de travailler ensemble en associant la population et les élus à leurs recherches. Le manifeste diffusé par l'ADUA, demandant la suppression de l'ordre et la création d'un service public de l'architecture, a déjà recueilli plus de trois cents signatures dans la profession.

Mais l'accent sera surtout mis sur une analyse « globale » des mécanismes qui « produisent » le cadre de vie, sur les injustices du système et sur les besoins réels des habitants. Des questions fondamentales seront étudiées : la spéculation immobilière, la propriété foncière, l'aménagement du territoire, la crise économique, la place de l'architecte dans la société.

Des expériences françaises et étrangères seront présentées, souvent par des films ou des montages audio-visuels : les « zupiens » d'Herouville-Saint-Clair, l'expulsion des habitants du Marais, les luttes urbaines au Mexique, en Italie, la rénovation à Mazamet, le plan d'occupation des sols de Mont-Tendage rural au Verdon, l'occupation des logements à Issy-les-Moulineaux, une tentative de concertation à Marseille, etc.

Enfin, outre l'exposition de dessins de Jean-François Batteiller et d'affiches de Folon, un programme de spectacle (théâtre, danse et mime) accompagnera ces états généraux.

MICHELLE CHAMPENOIS.

SPORTS

FOOTBALL

Laval a choisi le risque du professionnalisme

De notre correspondant

Laval — Au terme d'un vote des trente-quatre membres de son comité directeur, le Stade lavallois, par 25 voix contre 5 et 1 bulletin nul, a dit « oui », lundi 14 juin, à la première division et au professionnalisme (1).

Le fait qu'un important industriel local ait offert un soutien financier de l'ordre de 300 000 F a provoqué ce vote favorable, qui a surpris par son ampleur. On dit en effet les responsables du Stade lavallois très partagés sur l'opportunité de franchir ce grand pas vers le professionnalisme.

Sur le plan financier, la municipalité a voté, au titre de l'année 1976, une subvention de 300 000 F. Elle sera augmentée de 100 000 F en 1977, car il est prévu d'attribuer une prime exceptionnelle en fonction de la place dans la hiérarchie. « Mais nous n'avons pas plus loin que cette somme. Nous ne dégrèverons pas à nos principes », affirme le maire, qui pense en outre que le problème du Stade lavallois dépasse le cadre même de sa propre ville en ce sens qu'il intéresse un département tout entier. Aussi s'est-il lancé, dès mardi, au lendemain du vote des membres du comité directeur, un appel au préfet pour qu'il intervienne auprès du conseil général, du conseil régional et du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, afin d'obtenir une subvention représentant 80 % des 25 millions nécessaires pour acheter et agrandir le stade de Laval.

Car, en définitive, ce problème de l'accession en première division avec ses incidences sur les finances publiques, est aussi une affaire « politique », même si le président, M. Bisson, affirme qu'il n'a pas besoin des deniers publics pour continuer une œuvre à laquelle il est profondément attaché.

(Intérim.)

BOXE — L'Américain George Foreman a battu son compatriote Joe Frazier par arrêt de l'arbitre au cinquième round. Après cette défaite Joe Frazier a annoncé son intention d'abandonner la boxe.

VOLLEY-BALL — Le Brésil a dominé la France par trois sets à un, le 15 juin, au stade Pierre-de-Coubertin, à Paris. Créteil pour les Brésiliens, qualifiés pour les Jeux olympiques de Montréal, le premier match d'une tournée de préparation en Europe.

treprise de personnes dont l'activité principale sera le football ne choquera-t-elle pas ?

Cette question, beaucoup se la posent aujourd'hui, tout en reconnaissant les mérites sportifs d'un club qui, en trente ans, sous la présidence d'un homme obstiné et autoritaire, a gravi tous les échelons de la hiérarchie pour accéder à la première division en battant deux fois, le 3 et le 10 juin, le Red Star. Quant à M. Pinçon, le maire socialiste, il n'a jamais caché son hostilité au professionnalisme : « Un maître et une municipalité ont autre chose à faire, dit-il, que d'entretenir des joueurs de football. Aussi j'affirme que ce serait beaucoup plus raisonnable de rester en deuxième division. »

Sur le plan financier, la municipalité a voté, au titre de l'année 1976, une subvention de 300 000 F. Elle sera augmentée de 100 000 F en 1977, car il est prévu d'attribuer une prime exceptionnelle en fonction de la place dans la hiérarchie. « Mais nous n'avons pas plus loin que cette somme. Nous ne dégrèverons pas à nos principes », affirme le maire, qui pense en outre que le problème du Stade lavallois dépasse le cadre même de sa propre ville en ce sens qu'il intéresse un département tout entier. Aussi s'est-il lancé, dès mardi, au lendemain du vote des membres du comité directeur, un appel au préfet pour qu'il intervienne auprès du conseil général, du conseil régional et du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, afin d'obtenir une subvention représentant 80 % des 25 millions nécessaires pour acheter et agrandir le stade de Laval.

Car, en définitive, ce problème de l'accession en première division avec ses incidences sur les finances publiques, est aussi une affaire « politique », même si le président, M. Bisson, affirme qu'il n'a pas besoin des deniers publics pour continuer une œuvre à laquelle il est profondément attaché.

BOXE — L'Américain George Foreman a battu son compatriote Joe Frazier par arrêt de l'arbitre au cinquième round. Après cette défaite Joe Frazier a annoncé son intention d'abandonner la boxe.

VOLLEY-BALL — Le Brésil a dominé la France par trois sets à un, le 15 juin, au stade Pierre-de-Coubertin, à Paris. Créteil pour les Brésiliens, qualifiés pour les Jeux olympiques de Montréal, le premier match d'une tournée de préparation en Europe.

Faits et projets

Aménagement du territoire

LES DIFFICULTÉS DU LANGUEDOC. — Une délégation d'états du Languedoc-Roussillon a été reçue, le mardi 15 juin, à l'hôtel Matignon, par le chef de cabinet du premier ministre, à qui elle a exposé les difficultés de la région. « Nos sommes venus renouveler les exigences que la population a manifestées les 29 février et 5 avril derniers. Nous voulons des mesures exceptionnelles », ont-ils déclaré. « Il y a les problèmes de la viticulture, mais aussi ceux de l'emploi : le bassin minier des Cévennes doit fermer en 1979 et une crise sévit dans le textile... Le taux de chômage dans la région est le plus important de France, et la moyenne des salaires est à l'avant-dernier rang. »

Région parisienne

L'ESSONNE CONTRE LES AUTOMOBILES URBAINES. — Le conseil général de l'Essonne vient d'adopter une motion dans laquelle « il demande que soit révisé le problème des transports dans le département et que les projets actuels d'autoroutes en zone urbaine soient ou en forêt soient abandonnés : prolongement de la A 87, à l'est de l'autoroute du Sud, prolongement de la A 10 de Palaiseau à Châtigny-Malabry et la F 5 doublant la RN 5 à Montgeron ».

CHAMPLAN VEUT UN ECRAN ANTIRADIATION. — Le comité de défense de Champlan (Essonne) vient de manifester sur la voie publique. Les riverains de la route nationale 188 attendent, depuis juillet 1974, la

réalisation de la promesse du ministre de l'équipement de construire un mur antibruit en bordure de cette voie.

Transports

LES ARMATEURS GRECS QUITTERAIENT LONDRES. — Londres est menacé d'un exode des nombreux armateurs grecs qui y ont établi leur domicile depuis la dernière guerre mondiale, croit savoir Lloyd's List, organe de la Lloyd's. La cause serait, selon le journal, une récente révision de certaines dispositions du régime fiscal britannique, qui risque d'entraîner une lourde imposition supplémentaire des bénéfices réalisés à l'étranger par ces entreprises. Cinq armateurs auraient déjà réduit considérablement leurs activités londoniennes. (A.F.P.)



stop au vol

et au vandalisme

Portenseigne vous apporte la sécurité.

Particuliers : les nouveaux systèmes d'alarme PORTENSEIGNE assurent, à des prix très accessibles, la protection sérieuse de vos villas, appartements, bureaux. Commerçants, Industriels, Portenseigne vous défend également, "sur mesures"... et au moindre coût.

Technique nouvelle
Autonomie des équipements
Fiabilité maximale
Autoprotection
Rapport décisif "prix/efficacité".
14 agences régionales en France pour vous informer et vous bien servir.



portenseigne

(Département sécurité)
51 à 63, rue Gaston-Lauriau 93100 MONTREUIL - Tél. 858.91.31

BON pour recevoir la documentation n°20 (référence à rappeler) et l'adresse du spécialiste "alarme" le plus proche.

Nom Profession
Adresse



CENTRAL PARK

SUISSE



LUGANO

Au bord du lac, en position centrale, nous vous proposons un centre résidentiel et commercial, encadré de verdure, moderne, grand standing.

Vente autorisée aux étrangers.

CENTRAL PARK
VIA PERI 5 - CH 6900 LUGANO - TEL. (091) 3 32 65

- Appartements résidentiels.
- Bureaux.
- Magasins au Centre Commercial.
- Parcages couverts.

Vente en co-propriété.

LA

PREMIER BILAN

la quantité, pas la qualité.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale, le premier bilan de la Région A.D. après deux ans de fonctionnement. Ce bilan est très positif. On peut dire que la Région A.D. a été créée dans de bonnes conditions. Elle a pu mettre en œuvre ses programmes de développement régional. Elle a pu créer de nombreux emplois. Elle a pu améliorer les infrastructures de la région. Elle a pu améliorer la situation sociale de la région. Elle a pu améliorer la situation économique de la région. Elle a pu améliorer la situation culturelle de la région. Elle a pu améliorer la situation sportive de la région. Elle a pu améliorer la situation sanitaire de la région. Elle a pu améliorer la situation éducative de la région.

Les élus de la Région A.D. ont voté le 15 juin 1976, à l'Assemblée régionale,

صحة من العمل

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

LA SÉCHERESSE EN FRANCE

UN PREMIER BILAN

● PARIS : la quantité, pas la qualité.

La sécheresse menace-t-elle l'alimentation en eau de la capitale ? Pour répondre à cette question, les services techniques de la Ville de Paris se sont réunis le mardi 15 juin pour dresser un premier bilan quantitatif et qualitatif de l'eau qui coule dans les robinets des parisiens.

« Paris ne manquera pas d'eau potable », affirme M. Roland Villegas, chef du service du contrôle des eaux de la Ville. Les réserves actuelles des barrages de Seine-et-Marne sont évaluées à 327 millions de mètres cubes d'eau disponible. « En cette période de forte chaleur, la consommation quotidienne des Parisiens atteint 1 million de mètres cubes. Elle est en temps normal de 850 000 mètres cubes répartia ainsi : 540 000 mètres cubes en eau de source et 310 000 mètres cubes en eau de rivière. Cette eau est filtrée dans trois usines qui se trouvent à Orly (250 000 m³), Ivry (250 000 m³) et Saint-Maur (250 000 m³). D'autre part, une cinquantaine de sources captées dans un rayon de 100 à 150 kilomètres autour de Paris arrivent dans la capitale par cinq aqueducs d'une longueur totale de 600 kilomètres : la Dhuis, qui aboutit au réservoir de Ménilmontant ; la Vanne, le Loing, la Voulzie, à Montsouris, et l'Avre, à Saint-Cloud. A ces réservoirs s'ajoutent ceux des Lilas et de L'Île-de-France, soit une capacité totale de 1 180 000 mètres cubes d'eau potable.

Si la quantité nécessaire d'eau potable pour la capitale ne soulève aucune inquiétude, il n'en est pas de même quant à sa qualité. La réunion du mardi 15 juin a été consacrée aux moyens de financer la lutte contre la pollution.

● NORD-PAS-DE-CALAIS : deux départements « sinistrés ».

Lille. — La sécheresse dans le Nord-Pas-de-Calais inquiète beaucoup plus le monde rural que les citadins, vite tranquillisés par quelques informations apaisantes. Le déficit en eau de pluie est déjà très important pour l'année 1976 (moins de 70 millimètres, alors que les précipitations annuelles calculées depuis 1945 sont de 620 millimètres), on est assuré, dans les villes, de ne pas manquer d'eau, tout au moins dans un avenir proche.

Les agriculteurs, en revanche, constatent déjà ce qui, pour les récoltes prochaines, prend peu à peu l'allure d'un désastre. On est déjà à utiliser le foin amassé pour la nourriture du bétail pendant l'hiver prochain. Dans les champs, les blés ne lèvent pas ; il en est de même pour les bette-

raies. Dans les milieux agricoles, on affirme que tout ce qui a été semé depuis le 15 avril donnera un rendement de 50 %, seulement de ce qui était espéré. La récolte de pommes de terre elle-même est aussi compromise.

Pour les services de l'agriculture, le Nord-Pas-de-Calais est bien, avec la Picardie et la Bretagne, au nombre des régions les plus touchées par cette sécheresse. On estime cependant que l'aide apportée par les pouvoirs publics, les deux départements seront-ils reconnus « sinistrés » ? On va plaider ce dossier, mais on s'interroge surtout sur les formes de l'aide apportée. « Un agriculteur qui a perdu la moitié de sa récolte sera-t-il vraiment considéré comme sinistré à 50 % ? »

● AUVERGNE : les réserves de neige étaient insuffisantes.

Clermont-Ferrand. — Si elle ne doit pas être considérée, du moins dans l'immédiat, comme alarmante, la situation créée par la sécheresse dans la région d'Auvergne est cependant préoccupante. Le massif montagneux n'apparaît pas à même de remplir son rôle habituel de chapeau d'eau, tout au moins dans son rôle de réservoir d'eau pour l'été. Les responsables de certaines villes comme de petites communes qui connaissent des difficultés

● POITOU-CHARENTES : priorité aux agriculteurs.

Poitiers. — « Préférez la douche au bain, remplacez le lavage des voitures à l'arrosage des pelouses, ainsi l'eau sera disponible pour les usages prioritaires, et en premier lieu pour l'agriculture. La consommation doit être réduite à ce qui est strictement indispensable. La solidarité pourra permettre d'éviter des mesures plus contraignantes. » Le préfet de la région Poitou-Charentes, M. Lucien Voche, vient de lancer cet appel à la modération en annonçant toutefois que si la sécheresse continuait dans les semaines qui viennent, un plan de consommation de l'eau devrait être mis en place.

L'agriculture a été la première activité touchée par le manque d'eau. En Poitou-Charentes, les

● ALSACE : rien de très gênant.

Strasbourg. — « Ce n'est pas grave, rien de très gênant », telles sont les déclarations tant des autorités administratives qu'agricoles interrogées mardi sur les conséquences de la canicule qui sévit depuis le début du mois de juin en Alsace. Certes, la pluviométrie des deux derniers mois ne représente que le tiers de celle d'une année moyenne, mais les deux départements du Rhin ne souffrent pas encore de la sécheresse.

Cependant, les responsables agricoles prévoient de sérieux déficits quantitatifs d'une baisse de qualité, car la végétation vit pour l'instant au ralenti. C'est notamment le cas pour les céréales (les récoltes de blé

La sécheresse prend en France, dans de nombreuses régions, un tour préoccupant. Si l'approvisionnement des villes paraît pouvoir être assuré dans des conditions normales, il n'en va déjà plus de même dans plusieurs

● MIDI-PYRÉNÉES : les récoltes de céréales sont touchées.

Toulouse. — La sécheresse est moins préoccupante dans la région Midi-Pyrénées qu'au nord de la Loire, mais le manque d'eau commence cependant à poser des problèmes dans certains départements. Seuls l'Ariège et les Hautes-Pyrénées ont reçu des pluies régulières.

L'Aveyron connaît un déficit pluviométrique depuis cet hiver, ce qui gêne la pousse du maïs, des pommes de terre et des céréales.

● AQUITAINE : la peur du feu.

Bordeaux. — « S'il ne pleut pas dix jours, il y aura une catastrophe bien pire que celle de 1949 », disent les pompiers-forces en faisant allusion à l'année record des incendies en forêt. Le début de 1976 rappelle fâcheusement celui de 1949, alors que les causes d'incendies sont, à l'échelle régionale, infiniment plus nombreuses.

Autre conséquence de la sécheresse : les semis de pins sont sérieusement compromis. Inquiète donc dans toute la partie forestière des départements des Landes, de la Gironde, du Lot-et-Garonne.

Alailleurs, la situation est considérée comme sérieuse mais pas encore dramatique, sauf dans le nord du département de la Gironde où la sécheresse a déjà pris des proportions dont les conséquences sont encore impossibles à mesurer.

Cet hiver, les précipitations en montagne ont été normales, mais il sera malheureusement difficile d'utiliser au mieux les réserves des cours d'eau pyrénéens dans une région dont les équipements hydrauliques sont très insuffisants. Un dernier risque enfin : celui de voir certaines villes côtières, certaines villes ou stations balnéaires manquer d'eau. Le problème se pose chaque année au moment des vacances. Cette fois, il risque d'être grave.

● PAYS DE LA LOIRE : pour la troisième année consécutive.

Nantes. — Pour les Pays de la Loire, la sécheresse consécutive. Déjà en 1974 et en 1975, plusieurs départements, dont la Loire-Atlantique, avaient été déclarés « zones sinistrées » en raison de la sécheresse, et si la situation ne s'améliore pas très rapidement par des pluies qui feraient reverdir les prairies — venues de véritables paillassons — les agriculteurs et particulièrement les éleveurs, vont être à nouveau très durement touchés.

C'est en effet dans le monde agricole que la situation est la plus grave. Sous l'égide de la chambre d'agriculture vient d'ailleurs d'être créé en Loire-Atlantique un « comité sécheresse », regroupant notamment le syndicat agricole et la coopération, avec pour mission de coordonner toutes les actions à entreprendre pour faire face aux problèmes.

● LANGUEDOC-ROUSSILLON : on saura dans un mois si la vigne est atteinte.

Montpellier. — La sécheresse n'a pas frappé dans le Languedoc-Roussillon. On a constaté la baisse du débit de plusieurs rivières et le tarissement de certaines sources, sans qu'on puisse en tirer des conclusions définitives. Les travaux peuvent perturber certaines cultures, provoquant une situation indépendante de la sécheresse proprement dite. Ainsi l'élevage est sérieusement menacé par le manque d'eau. Mais il faut savoir que de nombreuses agglomérations y puisent directement les eaux de surface pour leur alimentation.

La sécheresse n'affecte pas de manière semblable toutes les parties de la région. Globalement, la partie orientale se trouve la plus touchée, et la zone favorable pour la vigne ; la partie ouest, en revanche, est à la limite de ses réserves en eau.

Les caractéristiques climatiques du Languedoc-Roussillon (un mois de mai plus chaud que la normale, 32 mm pour une moyenne de 52 mm sur les trente dernières années. Il faut remonter en 1948 pour retrouver une telle grande sécheresse en pluie : 5 mm seulement. Les plus fortes précipitations ont été enregistrées en 1963 avec 205 mm.

En outre, le pluie est très relative. Elle était de 48 heures pour une moyenne de 28 heures.

Cette image globale doit être nuancée.

Le temps chaud en plaine et doux en montagne a donné des pluies normales vers la Méditerranée, mais défavorables souvent en zone de montagne, où de proche en proche, comme le Languedoc, les Corbières et le Lauragais.

● MORBIHAN : les barrages éloignent le danger.

Vannes. — Pas de grave problème dans le Morbihan. Grâce à une politique de construction de barrages, notamment du barrage d'Arzal sur la Vilaine, qui dessert également la région de La Baule-Saint-Nazaire, en Loire-Atlantique, les réserves d'eau potable sont suffisantes pour tenir jusqu'en octobre, même s'il ne pleut pas dix jours.

zones rurales, de l'Ouest et du Sud-Ouest notamment, qui réclament des mesures de sauvegarde ; certains responsables départementaux envisagent même de demander aux

● FINISTÈRE : les estivants mettront les réserves en danger.

Le Finistère se classe au troisième rang des départements touristiques français, après le Var et les Alpes-Maritimes. En 1975, il a accueilli environ huit cent mille personnes.

Un tel afflux sur le littoral pendant la belle saison a évidemment une influence sur la consommation d'eau des localités côtières qui vont subitement passer leur population de deux mille à dix mille habitants. Les difficultés de ravitaillement rencontrées durant les années précédentes risquent-elles de se renouveler pendant la saison 1976 ? Il est encore difficile d'apprécier la situation. La sécheresse que le département connaît depuis les printemps n'est pas encore une source d'inquiétude, même si elle cause déjà un lourd préjudice à l'agriculture. Au cours du mois de mai il est tombé 31 millimètres d'eau sur le Finistère, alors que

● CALVADOS : laissez les pelouses jaunir.

Caen. — Dans le Calvados, les pâturages n'ont plus de vert que la réputation. Sur la quasi-totalité du département, on affiche un déficit de précipitation pluviométrique enregistré entre octobre 1975 et avril 1976, de 33 à 40 % par rapport à la moyenne correspondante sur vingt ans, entre 1951 et 1970. Ce déficit chiffré par la direction générale de la météo n'a fait que confirmer ce qui est mesuré que pendant les semaines.

Les agriculteurs vendent le cheptel plus vite que prévu, recourent à l'ensilage des céréales encore vertes ou précoquant des cultures « d'échappées ». Vis-à-vis de la population, on n'a pas encore de mesures d'austérité imposées, mais on a conseillé le civisme et demandé de laisser les

● CALVADOS : laissez les pelouses jaunir.

pelouses jaunir et les voitures se salir.

Pour un certain nombre de communes du département, la situation est compliquée par la grève qu'observent, depuis dix jours, les ouvriers des sociétés chargées de l'entretien des réseaux d'eau et d'assainissement. En certains endroits, il n'y a plus que deux ou trois heures de pression sur le réseau par jour.

À noter enfin quelques réactions violentes. Un exploitant de la région a été victime d'un attentat contre les installations d'arrosage de ses champs : on l'accuse de voler sur d'autres besoins les 80 mètres cubes d'eau, nécessaires chaque jour à l'exploitation de ses 14 hectares.

Chômage partiel aux aciéries du Creusot

A l'issue d'une réunion extraordinaire de son comité d'établissement, la société Creusot-Loire a annoncé, mardi 15 juin, que les aciéries du Creusot seraient fermées, entre 9 et 17 heures, à compter du 17 juin, afin d'établir un nouveau horaire de travail. Cette décision a été prise à la suite d'une demande de l'E.D.F. demandant à la direction des usines de ramener sa consommation quotidienne d'électricité de 72 à 27 mégawatts maximum. Dans un premier temps, trois cents travailleurs pourraient être mis en chômage technique.

Les Jeunes Agriculteurs proposent un plan de sauvegarde

Les prises de positions sur les moyens de pallier les conséquences du manque d'eau se multiplient.

Une délégation du groupe communiste de l'Assemblée nationale a présenté, mardi 15 juin, au directeur de cabinet de M. Christian Bonnet, M. Gabriel Vugli, ses propositions d'aides aux agriculteurs victimes de la sécheresse.

Cette délégation a demandé le report d'un an et sans majoration de toutes les sommes dues par les agriculteurs (impôts, cotisations sociales), la livraison d'aliments du bétail à prix réduit pour compenser la réduction du fourrage et le maintien des cours de la viande par des achats de l'Office national interprofessionnel de la viande (ONIBEV).

Après avoir étudié très longuement la situation catastrophique de l'agriculture provoquée par une sécheresse sans précédent, le bureau du Centre des jeunes agriculteurs (C.N.J.A.) demande, pour sa part, qu'un plan de sauvegarde de l'agriculture soit mis en place le 17 juin,

● CALVADOS : laissez les pelouses jaunir.

Caen. — Dans le Calvados, les pâturages n'ont plus de vert que la réputation. Sur la quasi-totalité du département, on affiche un déficit de précipitation pluviométrique enregistré entre octobre 1975 et avril 1976, de 33 à 40 % par rapport à la moyenne correspondante sur vingt ans, entre 1951 et 1970. Ce déficit chiffré par la direction générale de la météo n'a fait que confirmer ce qui est mesuré que pendant les semaines.

Les agriculteurs vendent le cheptel plus vite que prévu, recourent à l'ensilage des céréales encore vertes ou précoquant des cultures « d'échappées ». Vis-à-vis de la population, on n'a pas encore de mesures d'austérité imposées, mais on a conseillé le civisme et demandé de laisser les

Chômage partiel aux aciéries du Creusot

A l'issue d'une réunion extraordinaire de son comité d'établissement, la société Creusot-Loire a annoncé, mardi 15 juin, que les aciéries du Creusot seraient fermées, entre 9 et 17 heures, à compter du 17 juin, afin d'établir un nouveau horaire de travail. Cette décision a été prise à la suite d'une demande de l'E.D.F. demandant à la direction des usines de ramener sa consommation quotidienne d'électricité de 72 à 27 mégawatts maximum. Dans un premier temps, trois cents travailleurs pourraient être mis en chômage technique.

Les Jeunes Agriculteurs proposent un plan de sauvegarde

Les prises de positions sur les moyens de pallier les conséquences du manque d'eau se multiplient.

Une délégation du groupe communiste de l'Assemblée nationale a présenté, mardi 15 juin, au directeur de cabinet de M. Christian Bonnet, M. Gabriel Vugli, ses propositions d'aides aux agriculteurs victimes de la sécheresse.

Cette délégation a demandé le report d'un an et sans majoration de toutes les sommes dues par les agriculteurs (impôts, cotisations sociales), la livraison d'aliments du bétail à prix réduit pour compenser la réduction du fourrage et le maintien des cours de la viande par des achats de l'Office national interprofessionnel de la viande (ONIBEV).

Après avoir étudié très longuement la situation catastrophique de l'agriculture provoquée par une sécheresse sans précédent, le bureau du Centre des jeunes agriculteurs (C.N.J.A.) demande, pour sa part, qu'un plan de sauvegarde de l'agriculture soit mis en place le 17 juin,

● MORBIHAN : les barrages éloignent le danger.

Vannes. — Pas de grave problème dans le Morbihan. Grâce à une politique de construction de barrages, notamment du barrage d'Arzal sur la Vilaine, qui dessert également la région de La Baule-Saint-Nazaire, en Loire-Atlantique, les réserves d'eau potable sont suffisantes pour tenir jusqu'en octobre, même s'il ne pleut pas dix jours.

● AUVERGNE : les réserves de neige étaient insuffisantes.

Clermont-Ferrand. — Si elle ne doit pas être considérée, du moins dans l'immédiat, comme alarmante, la situation créée par la sécheresse dans la région d'Auvergne est cependant préoccupante. Le massif montagneux n'apparaît pas à même de remplir son rôle habituel de chapeau d'eau, tout au moins dans son rôle de réservoir d'eau pour l'été. Les responsables de certaines villes comme de petites communes qui connaissent des difficultés

● POITOU-CHARENTES : priorité aux agriculteurs.

Poitiers. — « Préférez la douche au bain, remplacez le lavage des voitures à l'arrosage des pelouses, ainsi l'eau sera disponible pour les usages prioritaires, et en premier lieu pour l'agriculture. La consommation doit être réduite à ce qui est strictement indispensable. La solidarité pourra permettre d'éviter des mesures plus contraignantes. » Le préfet de la région Poitou-Charentes, M. Lucien Voche, vient de lancer cet appel à la modération en annonçant toutefois que si la sécheresse continuait dans les semaines qui viennent, un plan de consommation de l'eau devrait être mis en place.

L'agriculture a été la première activité touchée par le manque d'eau. En Poitou-Charentes, les

● ALSACE : rien de très gênant.

Strasbourg. — « Ce n'est pas grave, rien de très gênant », telles sont les déclarations tant des autorités administratives qu'agricoles interrogées mardi sur les conséquences de la canicule qui sévit depuis le début du mois de juin en Alsace. Certes, la pluviométrie des deux derniers mois ne représente que le tiers de celle d'une année moyenne, mais les deux départements du Rhin ne souffrent pas encore de la sécheresse.

Cependant, les responsables agricoles prévoient de sérieux déficits quantitatifs d'une baisse de qualité, car la végétation vit pour l'instant au ralenti. C'est notamment le cas pour les céréales (les récoltes de blé

ANCIENS COMBATTANTS

La célébration du 8 mai et le cas Pétain

L'Association pour défendre la mémoire du maréchal Pétain (A.D.M.P.) prend acte « avec satisfaction » dans un communiqué publié mardi 15 juin de l'hommage rendu au vainqueur de Verdun par le président de la République et « du vœu que son souvenir s'identifie un jour à celui qu'en gardent ses anciens combattants d'armes ». Dans le même communiqué, l'Association, que préside M. Jean Borotra, déplore qu'une demande d'audience, adressée le 24 octobre dernier au président de la République, soit restée sans suite.

Dans cette lettre, que l'A.D.M.P. rend publique, l'amiral Auphan souhaitait notamment préparer, « ne serait-ce que par une explication plus équitable du passé, une véritable réhabilitation du maréchal Pétain ». L'amiral Auphan signalait qu'il aurait été accompagné dans sa démarche par M. Maurice Genevoix, Jean Borotra, le colonel Rémy et Michel de Saint-Pierre.

Le « cas Pétain » a été évoqué à plusieurs reprises, lors de récents congrès d'anciens combattants et résistants.

Solennelle, huit délégués de l'Association nationale des anciens combattants (ANACB) réunies à Grenoble sur le thème « L'avenir de la France est dans la fidélité à la Résistance », ont entendu le docteur Fugère, président de la section de l'Isère, insister « la soumission et d'effrayante campagne de dénigrement de la Résistance et de réhabilitation de la collaboration ».

Les combattants volontaires de la Résistance réunis, de leur

côté, en congrès national annuel dans leur motion finale « demandant instamment que la date du 8 mai, anniversaire de la capitulation nazie de 1945, et qui marque la fin de la dictature hitlérienne soit à nouveau célébrée officiellement ».

En outre, ils « requièrent la plus extrême vigilance de tous contre un nazisme renaissant à l'extérieur comme à l'intérieur de nos frontières, afin, entre autres, de rejeter avec force toute réhabilitation concertée tant de Pétain que de la collaboration avec les régimes nazi et fasciste ».

L'Association républicaine des anciens combattants et victimes de guerre (ARACV) s'élève « contre la recrudescence que connaît cette période la campagne menée en faveur de la réhabilitation de Pétain ».

Dans un communiqué publié à l'issue de la réunion, à Paris, de son bureau national, l'ARACV réaffirme « son opposition au transfert des cendres de Pétain à Douaumont ».

Le Comité national pour la célébration du 8 mai, que préside M. Jacques Debu-Bridel, déclare que : « Il a décidé de poursuivre son action jusqu'au rétablissement du 8 mai comme fête nationale afin que la fidélité populaire aux idéaux de la Résistance : indépendance nationale, démocratie et justice sociale, s'affirment le dimanche 8 mai 1977 avec encore plus de force ».

La Fédération nationale des anciens de la Résistance (FNAR), réunis en congrès à Nice, dans une motion adoptée à l'unanimité, « constate avec tristesse de voir que, dans toutes les villes de France, il est encore des femmes et des hommes qui se souviennent et qui, au-delà des barrières politiques qui peuvent diviser les Français, ont célébré avec ferveur le 8 mai 1945 ».

LA COMMÉMORATION DU 18 JUIN 1940

Le trente-sixième anniversaire de l'appel historique lancé par le général de Gaulle, le 18 juin 1940, sera marqué, le 18 juin 1976, par deux cérémonies :

— A l'Arc de triomphe, à 17 heures, en présence du secrétaire d'Etat aux anciens combattants, la flamme sera rallumée par l'Association des Français libres.

— Au Mont-Valérien, à 18 h. 15, la manifestation commémorative organisée par la chancellerie de l'Ordre de la Libération aura lieu en présence du président de la République.

Le Monde
PUBLIE
CHAQUE LUNDI
(numéro daté mardi)
UN SUPPLÉMENT
ÉCONOMIQUE

PRESSE

Le New York Times vient d'annoncer qu'il reprendrait la présentation sur six colonnes par page utilisée il y a cent vingt-cinq ans au moment de la création du journal, au lieu de huit colonnes, adoptée le 1^{er} avril 1913. La nouvelle mise en page, qui entrera en vigueur le 7 septembre, permettra au quotidien d'imprimer sur quatre-vingt-quatre pages au lieu de quatre-vingt-huit et de réaliser ainsi des économies de papier de 5 % environ.

À l'agence italienne ANSA, M. Gianni Gransotto a été élu président, en remplacement de M. Francesco Malgeri, âgé de soixante-dix-huit ans.

Le revue « Ailleurs » vient d'être créée par une équipe de journalistes et de photographes, animée par Claude Sauvageot. Ni magazine de tourisme, ni précis d'ethnologie, Ailleurs veut être « une revue de réflexion, vivante, belle, qui traite en profondeur des coutumes, des mœurs et de l'évolution des sociétés du vingtième siècle ». Ailleurs est un mensuel de 84 pages, illustré de très belles photos en quadrichromie. Il a tiré son premier numéro à cent mille exemplaires (le numéro : 8,50 F).

Le nouveau conseil d'administration de la Société des cadres du Monde, réuni le 9 juin, a décidé de confier l'honorable M. Edmond Touzeau, président sortant, qui ne demandait pas le renouvellement de son mandat en raison de son prochain départ à la retraite.

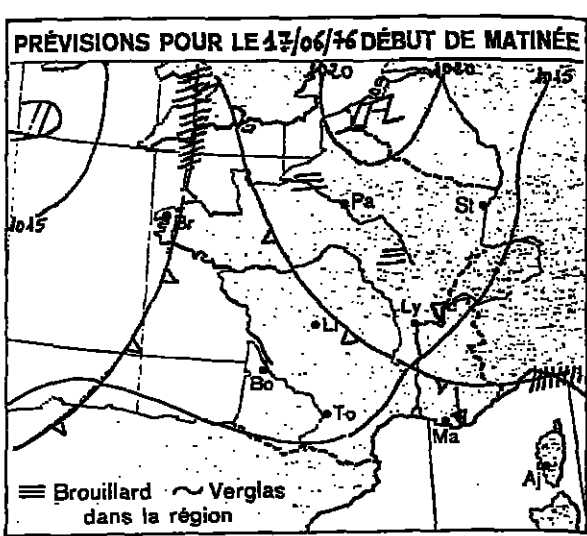
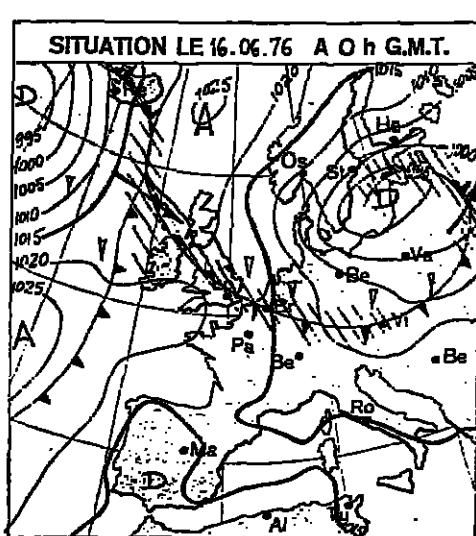
M. Edmond Touzeau, directeur commercial de la diffusion, a contribué à la création de la société ; il en a été l'un des animateurs et le président depuis sa fondation en 1967. Rappelons que M. Georges Sassi a succédé à M. Touzeau à la présidence de la Société des cadres.

L'Assemblée générale ordinaire de la société des rédacteurs du Monde, réuni le 9 juin, a décidé de procéder à l'élection d'un conseil d'administration. Six postes étaient à pourvoir. Ont été élus : Jean-Pierre Cléro et Jean-Claude Rouy ont été élus ; Josée Doyère, Patrick Francis, Bruno Frappat et Xavier Weeger.

Le nouveau conseil d'administration a réuni à la présidence Jean-Marie Dupont, à la vice-présidence Claude Durieux, et désigné Jean-Pierre Cléro au poste de secrétaire général.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
Zone de pluie ou neige ▽ averse ☼ orages → Sens de la marche des fronts
— Front chaud ▲▲▲ Front froid ▲▲▲▲ Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 16 juin à 6 heures et le jeudi 17 juin à 24 heures :
Après le passage d'un front froid, subissant mercredi matin les perturbations des côtes occidentales de la France tout en s'attardant sur place, jeudi matin, le temps sera plus frais dans la moitié nord-est du pays. Les nuages s'alternent avec les dépressions. Le ciel sera plus nuageux sur les Alpes et l'est du Massif

Central. Ces nuages gagneront dans la journée la Provence et la Corse. Il se produira quelques ondées ou averse isolées du Nord-Est à la Corse, où elles pourront prendre un caractère orageux. Le long des côtes de la Manche et de la mer du Nord, les brouillards matinaux seront assez persistants. Dans le sud-ouest et l'ouest du pays, le temps restera chaud, mais le ciel sera plus nuageux que les jours précédents. La tendance orageuse continuera sur les Pyrénées.

Le vent, de nord-est, sera modéré dans la plupart des régions. Les températures maximales seront en baisse, sauf au nord de la Seine où elles recommenceront à s'élever. Mercredi 16 juin, à 8 heures, la pression atmosphérique s'élevait au niveau de la mer à Paris-Le Bourget, de 1016,7 millibars, soit 763,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 juin ; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16) : Ajaccio, 26 et 14 degrés ; Biarritz, 23 et 16 ; Bordeaux, 31 et 14 ; Brive, 23 et 12 ; Caen, 22 et 11 ; Cherbourg, 17 et 12 ; Clermont-Ferrand, 21 et 12 ; Dijon, 31 et 17 ; Grenoble, 31 et 16 ; Lille, 26 et 15 ; Lyon, 32 et 16 ; Marseille, 28 et 18 ; Nancy, 30 et 18 ; Nantes, 28 et 13 ; Nice, 25 et 19 ; Paris-Le Bourget, 29 et 13 ; Pau, 29 et 15 ; Perpignan, 22 et 18 ; Rennes, 23 et 12 ; Strasbourg, 30 et 19 ; Tours, 29 et 16 ; Toulouse, 31 et 18 ; Valenciennes, 22 et 14 ; Rome, 28 et 17 ; Stockholm, 13 et 10.

Santé

● Médecins de P.M.I. — Un concours sur titres en vue du recrutement d'un médecin de protection maternelle et infantile est ouvert à la préfecture de la Côte-d'Or. Les candidatures sont à adresser à la préfecture de la Côte-d'Or, direction départementale de l'action sanitaire et sociale, administration générale, 1, rue Nicolas-Berthot, à Dijon.

Un autre concours est ouvert à la préfecture du Gers. Il s'agit d'un concours de recrutement à la direction départementale de l'action sanitaire et sociale, cité administrative, place du Follat, à Auch.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 18 juin 1976 :
UNE LOI
relative à certaines formes de transmission de créances ;
UN DÉCRET
modifiant le décret n° 62-739 du 30 juin 1962 fixant l'organisation militaire territoriale.

P. T. T.

● Dix-sept mille lignes pour le centre téléphonique Daumesnil. — La capacité du central Daumesnil, installé à Vincennes (Val-de-Marne), vient d'augmenter de 17 680 lignes téléphoniques ordinaires et de 260 lignes à fort trafic. Cette mise en service permettra de transférer sur les nouveaux équipements 14 000 abonnés desservis par du matériel vétuste : 1 500 nouveaux abonnés seront rattachés dans l'immédiat et 900 autres dans un délai de trois mois.

Visites, conférences

JEUDI 17 JUIN

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques, 15 h. 15, métro Châtelet, 15 h. 30, métro Châtelet, 15 h. 45, métro Châtelet, 15 h. 55, métro Châtelet, 16 h. 10, métro Châtelet, 16 h. 25, métro Châtelet, 16 h. 40, métro Châtelet, 16 h. 55, métro Châtelet, 17 h. 10, métro Châtelet, 17 h. 25, métro Châtelet, 17 h. 40, métro Châtelet, 17 h. 55, métro Châtelet, 18 h. 10, métro Châtelet, 18 h. 25, métro Châtelet, 18 h. 40, métro Châtelet, 18 h. 55, métro Châtelet, 19 h. 10, métro Châtelet, 19 h. 25, métro Châtelet, 19 h. 40, métro Châtelet, 19 h. 55, métro Châtelet, 20 h. 10, métro Châtelet, 20 h. 25, métro Châtelet, 20 h. 40, métro Châtelet, 20 h. 55, métro Châtelet, 21 h. 10, métro Châtelet, 21 h. 25, métro Châtelet, 21 h. 40, métro Châtelet, 21 h. 55, métro Châtelet, 22 h. 10, métro Châtelet, 22 h. 25, métro Châtelet, 22 h. 40, métro Châtelet, 22 h. 55, métro Châtelet, 23 h. 10, métro Châtelet, 23 h. 25, métro Châtelet, 23 h. 40, métro Châtelet, 23 h. 55, métro Châtelet, 24 h. 10, métro Châtelet, 24 h. 25, métro Châtelet, 24 h. 40, métro Châtelet, 24 h. 55, métro Châtelet, 25 h. 10, métro Châtelet, 25 h. 25, métro Châtelet, 25 h. 40, métro Châtelet, 25 h. 55, métro Châtelet, 26 h. 10, métro Châtelet, 26 h. 25, métro Châtelet, 26 h. 40, métro Châtelet, 26 h. 55, métro Châtelet, 27 h. 10, métro Châtelet, 27 h. 25, métro Châtelet, 27 h. 40, métro Châtelet, 27 h. 55, métro Châtelet, 28 h. 10, métro Châtelet, 28 h. 25, métro Châtelet, 28 h. 40, métro Châtelet, 28 h. 55, métro Châtelet, 29 h. 10, métro Châtelet, 29 h. 25, métro Châtelet, 29 h. 40, métro Châtelet, 29 h. 55, métro Châtelet, 30 h. 10, métro Châtelet, 30 h. 25, métro Châtelet, 30 h. 40, métro Châtelet, 30 h. 55, métro Châtelet, 31 h. 10, métro Châtelet, 31 h. 25, métro Châtelet, 31 h. 40, métro Châtelet, 31 h. 55, métro Châtelet, 32 h. 10, métro Châtelet, 32 h. 25, métro Châtelet, 32 h. 40, métro Châtelet, 32 h. 55, métro Châtelet, 33 h. 10, métro Châtelet, 33 h. 25, métro Châtelet, 33 h. 40, métro Châtelet, 33 h. 55, métro Châtelet, 34 h. 10, métro Châtelet, 34 h. 25, métro Châtelet, 34 h. 40, métro Châtelet, 34 h. 55, métro Châtelet, 35 h. 10, métro Châtelet, 35 h. 25, métro Châtelet, 35 h. 40, métro Châtelet, 35 h. 55, métro Châtelet, 36 h. 10, métro Châtelet, 36 h. 25, métro Châtelet, 36 h. 40, métro Châtelet, 36 h. 55, métro Châtelet, 37 h. 10, métro Châtelet, 37 h. 25, métro Châtelet, 37 h. 40, métro Châtelet, 37 h. 55, métro Châtelet, 38 h. 10, métro Châtelet, 38 h. 25, métro Châtelet, 38 h. 40, métro Châtelet, 38 h. 55, métro Châtelet, 39 h. 10, métro Châtelet, 39 h. 25, métro Châtelet, 39 h. 40, métro Châtelet, 39 h. 55, métro Châtelet, 40 h. 10, métro Châtelet, 40 h. 25, métro Châtelet, 40 h. 40, métro Châtelet, 40 h. 55, métro Châtelet, 41 h. 10, métro Châtelet, 41 h. 25, métro Châtelet, 41 h. 40, métro Châtelet, 41 h. 55, métro Châtelet, 42 h. 10, métro Châtelet, 42 h. 25, métro Châtelet, 42 h. 40, métro Châtelet, 42 h. 55, métro Châtelet, 43 h. 10, métro Châtelet, 43 h. 25, métro Châtelet, 43 h. 40, métro Châtelet, 43 h. 55, métro Châtelet, 44 h. 10, métro Châtelet, 44 h. 25, métro Châtelet, 44 h. 40, métro Châtelet, 44 h. 55, métro Châtelet, 45 h. 10, métro Châtelet, 45 h. 25, métro Châtelet, 45 h. 40, métro Châtelet, 45 h. 55, métro Châtelet, 46 h. 10, métro Châtelet, 46 h. 25, métro Châtelet, 46 h. 40, métro Châtelet, 46 h. 55, métro Châtelet, 47 h. 10, métro Châtelet, 47 h. 25, métro Châtelet, 47 h. 40, métro Châtelet, 47 h. 55, métro Châtelet, 48 h. 10, métro Châtelet, 48 h. 25, métro Châtelet, 48 h. 40, métro Châtelet, 48 h. 55, métro Châtelet, 49 h. 10, métro Châtelet, 49 h. 25, métro Châtelet, 49 h. 40, métro Châtelet, 49 h. 55, métro Châtelet, 50 h. 10, métro Châtelet, 50 h. 25, métro Châtelet, 50 h. 40, métro Châtelet, 50 h. 55, métro Châtelet, 51 h. 10, métro Châtelet, 51 h. 25, métro Châtelet, 51 h. 40, métro Châtelet, 51 h. 55, métro Châtelet, 52 h. 10, métro Châtelet, 52 h. 25, métro Châtelet, 52 h. 40, métro Châtelet, 52 h. 55, métro Châtelet, 53 h. 10, métro Châtelet, 53 h. 25, métro Châtelet, 53 h. 40, métro Châtelet, 53 h. 55, métro Châtelet, 54 h. 10, métro Châtelet, 54 h. 25, métro Châtelet, 54 h. 40, métro Châtelet, 54 h. 55, métro Châtelet, 55 h. 10, métro Châtelet, 55 h. 25, métro Châtelet, 55 h. 40, métro Châtelet, 55 h. 55, métro Châtelet, 56 h. 10, métro Châtelet, 56 h. 25, métro Châtelet, 56 h. 40, métro Châtelet, 56 h. 55, métro Châtelet, 57 h. 10, métro Châtelet, 57 h. 25, métro Châtelet, 57 h. 40, métro Châtelet, 57 h. 55, métro Châtelet, 58 h. 10, métro Châtelet, 58 h. 25, métro Châtelet, 58 h. 40, métro Châtelet, 58 h. 55, métro Châtelet, 59 h. 10, métro Châtelet, 59 h. 25, métro Châtelet, 59 h. 40, métro Châtelet, 59 h. 55, métro Châtelet, 60 h. 10, métro Châtelet, 60 h. 25, métro Châtelet, 60 h. 40, métro Châtelet, 60 h. 55, métro Châtelet, 61 h. 10, métro Châtelet, 61 h. 25, métro Châtelet, 61 h. 40, métro Châtelet, 61 h. 55, métro Châtelet, 62 h. 10, métro Châtelet, 62 h. 25, métro Châtelet, 62 h. 40, métro Châtelet, 62 h. 55, métro Châtelet, 63 h. 10, métro Châtelet, 63 h. 25, métro Châtelet, 63 h. 40, métro Châtelet, 63 h. 55, métro Châtelet, 64 h. 10, métro Châtelet, 64 h. 25, métro Châtelet, 64 h. 40, métro Châtelet, 64 h. 55, métro Châtelet, 65 h. 10, métro Châtelet, 65 h. 25, métro Châtelet, 65 h. 40, métro Châtelet, 65 h. 55, métro Châtelet, 66 h. 10, métro Châtelet, 66 h. 25, métro Châtelet, 66 h. 40, métro Châtelet, 66 h. 55, métro Châtelet, 67 h. 10, métro Châtelet, 67 h. 25, métro Châtelet, 67 h. 40, métro Châtelet, 67 h. 55, métro Châtelet, 68 h. 10, métro Châtelet, 68 h. 25, métro Châtelet, 68 h. 40, métro Châtelet, 68 h. 55, métro Châtelet, 69 h. 10, métro Châtelet, 69 h. 25, métro Châtelet, 69 h. 40, métro Châtelet, 69 h. 55, métro Châtelet, 70 h. 10, métro Châtelet, 70 h. 25, métro Châtelet, 70 h. 40, métro Châtelet, 70 h. 55, métro Châtelet, 71 h. 10, métro Châtelet, 71 h. 25, métro Châtelet, 71 h. 40, métro Châtelet, 71 h. 55, métro Châtelet, 72 h. 10, métro Châtelet, 72 h. 25, métro Châtelet, 72 h. 40, métro Châtelet, 72 h. 55, métro Châtelet, 73 h. 10, métro Châtelet, 73 h. 25, métro Châtelet, 73 h. 40, métro Châtelet, 73 h. 55, métro Châtelet, 74 h. 10, métro Châtelet, 74 h. 25, métro Châtelet, 74 h. 40, métro Châtelet, 74 h. 55, métro Châtelet, 75 h. 10, métro Châtelet, 75 h. 25, métro Châtelet, 75 h. 40, métro Châtelet, 75 h. 55, métro Châtelet, 76 h. 10, métro Châtelet, 76 h. 25, métro Châtelet, 76 h. 40, métro Châtelet, 76 h. 55, métro Châtelet, 77 h. 10, métro Châtelet, 77 h. 25, métro Châtelet, 77 h. 40, métro Châtelet, 77 h. 55, métro Châtelet, 78 h. 10, métro Châtelet, 78 h. 25, métro Châtelet, 78 h. 40, métro Châtelet, 78 h. 55, métro Châtelet, 79 h. 10, métro Châtelet, 79 h. 25, métro Châtelet, 79 h. 40, métro Châtelet, 79 h. 55, métro Châtelet, 80 h. 10, métro Châtelet, 80 h. 25, métro Châtelet, 80 h. 40, métro Châtelet, 80 h. 55, métro Châtelet, 81 h. 10, métro Châtelet, 81 h. 25, métro Châtelet, 81 h. 40, métro Châtelet, 81 h. 55, métro Châtelet, 82 h. 10, métro Châtelet, 82 h. 25, métro Châtelet, 82 h. 40, métro Châtelet, 82 h. 55, métro Châtelet, 83 h. 10, métro Châtelet, 83 h. 25, métro Châtelet, 83 h. 40, métro Châtelet, 83 h. 55, métro Châtelet, 84 h. 10, métro Châtelet, 84 h. 25, métro Châtelet, 84 h. 40, métro Châtelet, 84 h. 55, métro Châtelet, 85 h. 10, métro Châtelet, 85 h. 25, métro Châtelet, 85 h. 40, métro Châtelet, 85 h. 55, métro Châtelet, 86 h. 10, métro Châtelet, 86 h. 25, métro Châtelet, 86 h. 40, métro Châtelet, 86 h. 55, métro Châtelet, 87 h. 10, métro Châtelet, 87 h. 25, métro Châtelet, 87 h. 40, métro Châtelet, 87 h. 55, métro Châtelet, 88 h. 10, métro Châtelet, 88 h. 25, métro Châtelet, 88 h. 40, métro Châtelet, 88 h. 55, métro Châtelet, 89 h. 10, métro Châtelet, 89 h. 25, métro Châtelet, 89 h. 40, métro Châtelet, 89 h. 55, métro Châtelet, 90 h. 10, métro Châtelet, 90 h. 25, métro Châtelet, 90 h. 40, métro Châtelet, 90 h. 55, métro Châtelet, 91 h. 10, métro Châtelet, 91 h. 25, métro Châtelet, 91 h. 40, métro Châtelet, 91 h. 55, métro Châtelet, 92 h. 10, métro Châtelet, 92 h. 25, métro Châtelet, 92 h. 40, métro Châtelet, 92 h. 55, métro Châtelet, 93 h. 10, métro Châtelet, 93 h. 25, métro Châtelet, 93 h. 40, métro Châtelet, 93 h. 55, métro Châtelet, 94 h. 10, métro Châtelet, 94 h. 25, métro Châtelet, 94 h. 40, métro Châtelet, 94 h. 55, métro Châtelet, 95 h. 10, métro Châtelet, 95 h. 25, métro Châtelet, 95 h. 40, métro Châtelet, 95 h. 55, métro Châtelet, 96 h. 10, métro Châtelet, 96 h. 25, métro Châtelet, 96 h. 40, métro Châtelet, 96 h. 55, métro Châtelet, 97 h. 10, métro Châtelet, 97 h. 25, métro Châtelet, 97 h. 40, métro Châtelet, 97 h. 55, métro Châtelet, 98 h. 10, métro Châtelet, 98 h. 25, métro Châtelet, 98 h. 40, métro Châtelet, 98 h. 55, métro Châtelet, 99 h. 10, métro Châtelet, 99 h. 25, métro Châtelet, 99 h. 40, métro Châtelet, 99 h. 55, métro Châtelet, 100 h. 10, métro Châtelet, 100 h. 25, métro Châtelet, 100 h. 40, métro Châtelet, 100 h. 55, métro Châtelet, 101 h. 10, métro Châtelet, 101 h. 25, métro Châtelet, 101 h. 40, métro Châtelet, 101 h. 55, métro Châtelet, 102 h. 10, métro Châtelet, 102 h. 25, métro Châtelet, 102 h. 40, métro Châtelet, 102 h. 55, métro Châtelet, 103 h. 10, métro Châtelet, 103 h. 25, métro Châtelet, 103 h. 40, métro Châtelet, 103 h. 55, métro Châtelet, 104 h. 10, métro Châtelet, 104 h. 25, métro Châtelet, 104 h. 40, métro Châtelet, 104 h. 55, métro Châtelet, 105 h. 10, métro Châtelet, 105 h. 25, métro Châtelet, 105 h. 40, métro Châtelet, 105 h. 55, métro Châtelet, 106 h. 10, métro Châtelet, 106 h. 25, métro Châtelet, 106 h. 40, métro Châtelet, 106 h. 55, métro Châtelet, 107 h. 10, métro Châtelet, 107 h. 25, métro Châtelet, 107 h. 40, métro Châtelet, 107 h. 55, métro Châtelet, 108 h. 10, métro Châtelet, 108 h. 25, métro Châtelet, 108 h. 40, métro Châtelet, 108 h. 55, métro Châtelet, 109 h. 10, métro Châtelet, 109 h. 25, métro Châtelet, 109 h. 40, métro Châtelet, 109 h. 55, métro Châtelet, 110 h. 10, métro Châtelet, 110 h. 25, métro Châtelet, 110 h. 40, métro Châtelet, 110 h. 55, métro Châtelet, 111 h. 10, métro Châtelet, 111 h. 25, métro Châtelet, 111 h. 40, métro Châtelet, 111 h. 55, métro Châtelet, 112 h. 10, métro Châtelet, 112 h. 25, métro Châtelet, 112 h. 40, métro Châtelet, 112 h. 55, métro Châtelet, 113 h. 10, métro Châtelet, 113 h. 25, métro Châtelet, 113 h. 40, métro Châtelet, 113 h. 55, métro Châtelet, 114 h. 10, métro Châtelet, 114 h. 25, métro Châtelet, 114 h. 40, métro Châtelet, 114 h. 55, métro Châtelet, 115 h. 10, métro Châtelet, 115 h. 25, métro Châtelet, 115 h. 40, métro Châtelet, 115 h. 55, métro Châtelet, 116 h. 10, métro Châtelet, 116 h. 25, métro Châtelet, 116 h. 40, métro Châtelet, 116 h. 55, métro Châtelet, 117 h. 10, métro Châtelet, 117 h. 25, métro Châtelet, 117 h. 40, métro Châtelet, 117 h. 55, métro Châtelet, 118 h. 10, métro Châtelet, 118 h. 25, métro Châtelet, 118 h. 40, métro Châtelet, 118 h. 55, métro Châtelet, 119 h. 10, métro Châtelet, 119 h. 25, métro Châtelet, 119 h. 40, métro Châtelet, 119 h. 55, métro Châtelet, 120 h. 10, métro Châtelet, 120 h. 25, métro Châtelet, 120 h. 40, métro Châtelet, 120 h. 55, métro Châtelet, 121 h. 10, métro Châtelet, 121 h. 25, métro Châtelet, 121 h. 40, métro Châtelet, 121 h. 55, métro Châtelet, 122 h. 10, métro Châtelet, 122 h. 25, métro Châtelet, 122 h. 40, métro Châtelet, 122 h. 55, métro Châtelet, 123 h. 10, métro Châtelet, 123 h. 25, métro Châtelet, 123 h. 40, métro Châtelet, 123 h. 55, métro Châtelet, 124 h. 10, métro Châtelet, 124 h. 25, métro Châtelet, 124 h. 40, métro Châtelet, 124 h. 55, métro Châtelet, 125 h. 10, métro Châtelet, 125 h. 25, métro Châtelet, 125 h. 40, métro Châtelet, 125 h. 55, métro Châtelet, 126 h. 10, métro Châtelet, 126 h. 25, métro Châtelet, 126 h. 40, métro Châtelet, 126 h. 55, métro Châtelet, 127 h. 10, métro Châtelet, 127 h. 25, métro Châtelet, 127 h. 40, métro Châtelet, 127 h. 55, métro Châtelet, 128 h. 10, métro Châtelet, 128 h. 25, métro Châtelet, 128 h. 40, métro Châtelet, 128 h. 55, métro Châtelet, 129 h. 10, métro Châtelet, 129 h. 25, métro Châtelet, 129 h. 40, métro Châtelet, 129 h. 55, métro Châtelet, 130 h. 10, métro Châtelet, 130 h. 25, métro Châtelet, 130 h. 40, métro Châtelet, 130 h. 55, métro Châtelet, 131 h. 10, métro Châtelet, 131 h. 25, métro Châtelet, 131 h. 40, métro Châtelet, 131 h. 55, métro Châtelet, 132 h. 10, métro Châtelet, 132 h. 25, métro Châtelet, 132 h. 40, métro Châtelet, 132 h. 55, métro Châtelet, 133 h. 10, métro Châtelet, 133 h. 25, métro Châtelet, 133 h. 40, métro Châtelet, 133 h. 55, métro Châtelet, 134 h. 10, métro Châtelet, 134 h. 25, métro Châtelet, 134 h. 40, métro Châtelet, 134 h. 55, métro Châtelet, 135 h. 10, métro Châtelet, 135 h. 25, métro Châtelet, 135 h. 40, métro Châtelet, 135 h. 55, métro Châtelet, 136 h. 10, métro Châtelet, 136 h. 25, métro Châtelet, 136 h. 40, métro Châtelet, 136 h. 55, métro Châtelet, 137 h. 10, métro Châtelet, 137 h. 25, métro Châtelet, 137 h. 40, métro Châtelet, 137 h. 55, métro Châtelet, 138 h. 10, métro Châtelet, 138 h. 25, métro Châtelet, 138 h. 40, métro Châtelet, 138 h. 55, métro Châtelet, 139 h. 10, métro Châtelet, 139 h. 25, métro Châtelet, 139 h. 40, métro Châtelet, 139 h. 55, métro Châtelet, 140 h. 10, métro Châtelet, 140 h. 25, métro Châtelet, 140 h. 40, métro Châtelet, 140 h. 55, métro Châtelet, 141 h. 10, métro Châtelet, 141 h. 25, métro Châtelet, 141 h. 40, métro Châtelet, 141 h. 55, métro Châtelet, 142 h. 10, métro Châtelet, 142 h. 25, métro Châtelet, 142 h. 40, métro Châtelet, 142 h. 55, métro Châtelet, 143 h. 10, métro Châtelet, 143 h. 25, métro Châtelet, 143 h. 40, métro Châtelet, 143 h. 55, métro Châtelet, 144 h. 10, métro Châtelet, 144 h. 25, métro Châtelet, 144 h. 40, métro Châtelet, 144 h. 55, métro Châtelet, 145 h. 10, métro Châtelet, 145 h. 25, métro Châtelet, 145 h. 4

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

Première société européenne de travail temporaire
BIS RACHÈTE À I.T.T.
66 % DU CAPITAL DE PIGIER

BIS, première société française et européenne de travail temporaire — chiffre d'affaires 1975 : 484 millions de francs — vient d'acquiescer 66 % du capital de la société Pigier, spécialisée dans l'enseignement par correspondance et les cours du soir dans les domaines du secrétariat, de la comptabilité, de la gestion et de l'informatique. La quasi-totalité de ce capital était jusqu'à présent détenue par la société américaine I.T.T. qui en conserve 34 %, les 4 % restant étant répartis entre une centaine d'actionnaires.

M. Laurent Negro, président de BIS, a précisé, au cours d'une conférence de presse tenue mardi 15 juin à Paris, que ce rachat a été effectué comptant, pour la somme de 2 670 000 dollars (environ 12,5 millions de francs). « Depuis son introduction en Bourse en 1973, a-t-il ajouté, M. Negro, le groupe BIS a constamment marqué sa volonté de diversifier ses activités. Avec le rachat de 66 % du capital de Pigier, il consécra et élargit sa vocation d'être une grande centrale de services. »

La société Pigier, qui forme quarante mille élèves par an dans seize pays, a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 29 millions de francs et un bénéfice de 1 064 000 F.

● M. GERARD NICOUDET ne paiera plus ses impôts à partir de juin. C'est ce que le secrétaire général du CIOUNATI a déclaré au Fuy, le 15 juin. Il s'en est pris également aux syndicats C.G.T. et C.F.D.T. demandant à MM. Séguin et Maître comment ils pouvaient à la fois combattre les trusts et le capitalisme et inviter leurs adhérents à grossir la clientèle des grandes surfaces.

● LES SIMCA-1301 ET 1501 ne sont plus fabriqués. En treize ans, 1372 080 véhicules de cette gamme ont été produits par Simca-Chrysler : 598 000 exemplaires ont été livrés en France et 744 000 à l'étranger.

LA FRANCE A PROPOSÉ À L'ESPAGNE un système d'équipement bistandard pour la télévision en couleurs

De notre correspondant

Madrid. — M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, a quitté Madrid le 15 juin, en début de soirée, après une visite de deux jours sur l'invitation de son collègue espagnol, M. Carlos Perez de Bricio. Au cours d'une conférence de presse tenue mardi après-midi par les deux ministres, M. d'Ornano a déclaré que ses conversations avec M. Perez de Bricio ont servi à faire le point sur les principaux secteurs où une collaboration industrielle est possible entre la France et l'Espagne. Le ton de M. d'Ornano au cours de cette conférence de presse a été nettement plus optimiste que celui de son collègue espagnol, plus réservé et peut-être plus réaliste, compte tenu de la conjoncture.

Le ministre français de l'Industrie a indiqué que son gouvernement avait proposé à l'Espagne, en ce qui concerne la télévision en couleurs, un système d'équipement bistandard qui va être étudié par les techniciens des deux pays à partir de la semaine prochaine. Le gouvernement espagnol avait manifesté son « grand intérêt » pour ce système, bien que la télévision espagnole utilise depuis deux ans, à titre « expérimental », le système allemand PAL pour ses émissions en couleurs.

En ce qui concerne l'énergie nucléaire, M. d'Ornano a signalé que l'entreprise française Framatome a proposé à l'industrie espagnole un cadre de coopération depuis le combustible jusqu'à l'ingénierie, coopération qui permettrait non seulement de construire des centrales nucléaires en Espagne, mais aussi une exportation conjointe vers des pays tiers, précisant à ce sujet : « Nous sommes plus intéressés par cette coopération que par des ventes à court terme. » Pour sa part, le ministre espagnol, en reconnaissant l'avance de la technologie française dans ce secteur, rappelle que l'Espagne ne dispose pas d'une entreprise analogue à Framatome, ni d'un marché intérieur comparable au marché français. Quant à la coopération concernant les réac-

teurs rapides, dont les prototypes sont actuellement à l'essai en France, M. Perez de Bricio déclara que l'on pouvait penser à une coopération sur ce plan d'ici quinze à vingt ans.

Quant à l'industrie aéronautique, des techniciens français se réuniront la semaine prochaine avec des dirigeants de la compagnie aérienne espagnole Iberia, pour étudier les possibilités d'achat par cette dernière d'avions Airbus, dans la construction desquels l'Espagne a une participation, en principe, de 4 %.

TIERS-MONDE

LES NATIONS UNIES RÉDUISENT LEUR PROGRAMME POUR LE DÉVELOPPEMENT

Genève (A.F.P.). — S'adressant mardi 15 juin au conseil d'administration du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), qui tient sa vingt-deuxième session à Genève, l'administrateur du programme, M. Bradford Morse, a déclaré qu'il avait dû procéder à de « pénibles réductions » dans son aide au tiers-monde, les ressources dont il dispose ayant été « terriblement érodées » par l'inflation.

Selon un rapport officiel, le PNUD, dont les opérations couvrent cent quarante-sept pays et territoires en voie de développement, a dû réduire ses activités de 10 % en 1976 par rapport à ses prévisions.

A l'occasion de l'assemblée générale des actionnaires du groupe Rhône-Poulenc du 17 juin, l'UNION CONFÉDÉRALE DES CADRES C.F.D.T. pose quelques questions sur certains choix de gestion qui entraînent la suppression de milliers d'emplois.

● Quelle est la rentabilité des investissements engagés aux U.S.A. dans le P.V.C. sur-chloré ?

● A combien s'est élevé l'investissement correspondant à l'achat des métiers H4 société à l'usine du Péage ? Combien de métiers sont-ils restés en caisse ? Coût de l'opération ?

● Quel profit le groupe a-t-il retiré de l'achat à grands frais de la licence polypropylène à la société Montecatini ?

● Quel est le montant de l'investissement engagé à l'usine de Valence pour l'installation d'une post-condensation polyester ? Combien de temps a-t-elle tourné ?

● A combien s'est élevé le total des investissements engagés en pure perte, correspondant à l'étude et à la mise au point de l'élastomère ?

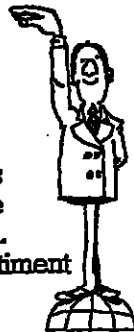
● Quelles sont les dépenses engagées pour financer l'intervention du cabinet Mac Kinsey et quels en sont les résultats ? Quelle est l'efficacité de la structure mise en place il y a un an, par ce cabinet, en particulier pour la division phytosanitaire ?

● Etc., etc.

nous ne sommes ni les plus gros



ni les plus grands



Nous sommes plus gros que nous ne le sommes. C'est vrai. Nous avons poussé gentiment au fil des années. En 1972 nous nous trouvions au numéro 99 sur la liste de "Fortune", celle des plus grandes sociétés mondiales, États-Unis exceptés. En 1973 nous sommes parvenus en 84^e position. L'année dernière nous avons grimpé encore, jusqu'au numéro 71. Maintenant nous sommes principalement dans la chimie. Autrefois nous étions très engagés dans le charbon, d'où notre nom "Dutch State Mines". Aujourd'hui les mines de charbon.

sont fermées et nous avons raccourci notre nom en DSM. Notre principale activité consiste à transformer des matériaux de base tels que le pétrole ou le gaz naturel, en produits nécessaires aux besoins essentiels de l'homme, c'est-à-dire se nourrir, se vêtir, se loger. Ainsi nous sommes à fond dans les engrais, dans les matières premières pour le nylon et dans les plastiques. Tout dernièrement nous avons porté notre effort sur le bâtiment. Comme nous le disons, nous ne sommes ni les plus gros ni les plus grands. Néanmoins, beaucoup de choses se font chez nous.

DSM
P.O. Box 65 Heerlen, Holland

Les chefs d'entreprise doivent participer pleinement à la vie politique, affirment les P.M.E.

De notre correspondant

Nice. — « Le syndicalisme P.M.E. se définit comme un syndicalisme de masse mais non d'affrontement », a affirmé M. Léon Paul Barrière, président

du Conseil national de la sous-traitance et vice-président de l'Union patronale et industrielle des Alpes-Maritimes, le 15 juin, lors de la séance de clôture des Journées régionales de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises qui se sont tenues à Nice du 13 au 15 juin.

Après une après-midi de discussion, les participants à ces débats ont adopté une motion relative à la fonction patronale et au syndicalisme qui précise notamment que « les chefs d'entreprise doivent participer pleinement et à titre personnel à la vie politique ».

« Mûlter, a ajouté M. Barrière, c'est d'abord agir dans son entreprise. C'est affirmer par l'exemple ses qualités professionnelles, mais au-delà c'est défendre des convictions liées à une société de liberté où le profit demeure le moteur nécessaire. Le syndicalisme patronal dans son ensemble n'atteint son objectif que s'il représente une masse critique crédible. »

Afin de renforcer le sens de la communauté des chefs d'entreprise, condition nécessaire à toute action de masse, les P.M.E. ont envisagé la création de « cellules d'action et de découverte » qui leur permettraient de mieux cerner leurs problèmes et d'adopter une attitude commune offensive.

Les P.M.E. vont d'autre part étudier les moyens de développer le dialogue avec les syndicats de salariés qui ne rejettent pas les fondements mêmes de la société. « Il s'agit de dire et de prouver que nous ne sommes pas des conservateurs rétrogrades et que nous pouvons à la fois être des hommes de progrès tout en restant attachés aux valeurs fondamentales de notre civilisation », a conclu M. Barrière. — M. V.

ÉCONOMIES ÉTRANGÈRES

LA C.E.E. PROTESTE À GENÈVE CONTRE LE CONTINGENTEMENT AMÉRICAIN DES IMPORTATIONS D'ACIERS SPÉCIAUX

Genève (A.G.F.). — La Communauté économique européenne a déposé devant le Conseil du GATT (Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers) une vive protestation à la suite des limitations apportées par les États-Unis aux importations d'aciers spéciaux. Selon le représentant de la C.E.E., M. Paul Luthien, contrairement aux affirmations américaines, les difficultés rencontrées par les producteurs américains d'aciers spéciaux sont dues, non aux importations excessives, mais à la crise mondiale. La décision des États-Unis, a-t-il ajouté, n'est pas conforme à l'article 19 du GATT et la C.E.E. réserve tous ses droits. Toutefois, M. Luthien n'a pas demandé de mesures particulières contre la décision américaine.

La protestation de la C.E.E. a été appuyée par plusieurs délégations, notamment celles de la Suède, du Canada et de l'Autriche.

ENTREPOTS NEUFS À LOUER

PORT DE GENNEVILLIERS
4.000 à 11.000 m²

- Bâtiments à quai embranchés S.N.C.F.
- Chauffage
- Protection incendie
- Hauteur sous ferme 7,50 m

enfa

établissement seville franco

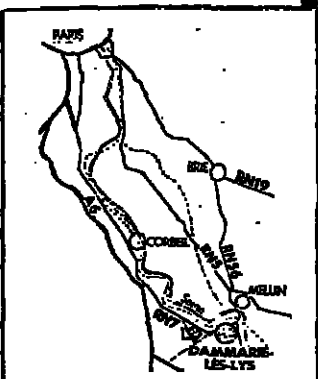
22, chemin des Petits-Marais, Port de Gennevilliers
92230 Gennevilliers
Téléphone 733-16-80

INDUSTRIELS ! A 40 MINUTES DE PARIS

une zone d'activités privilégiée
vous est offerte (accès faciles)

DESSERVIE PAR

- de grands axes routiers
- l'autoroute A6
- la voie ferrée
- la voie fluviale



Lots industriels de 1200 m² (63 F le m²), à

DAMMARIE-LÈS-LYS

TÉLÉPHONEZ AU 437.24.59

LA VIE SOCIALE

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

Nouvelles critiques de M. Ceyrac contre le « monopole syndical »

« La présence des syndicats dans l'entreprise n'est pas une garantie suffisante de possibilité véritable de dialogue », a déclaré M. Ceyrac, lors du forum de l'Expansion, mardi 15 juin. Le président du C.N.P.F. s'est à nouveau prononcé pour la remise en cause du « monopole syndical » aux élections professionnelles, affirmant que « les non-syndiqués dans l'entreprise ne sont pas actuellement des Français à part entière ». Auparavant, M. Ceyrac avait admis que, après la reconnaissance de la section syndicale en 1968, leur mise en place « avait, dans la majorité des cas, réussi ou s'était passée dans les moins mauvaises conditions ».

Le président du C.N.P.F. a indiqué aussi que le patronat était

décidé à « s'acharner à la transformation des conditions de travail », et il a cité l'enrichissement des tâches, les horaires flexibles, les recherches sur les ateliers autonomes et la revalorisation du travail. Il a également décerné un brevet de qualité aux suggestions du mouvement patronal Entreprise et Progrès en faveur des « réunions d'échanges » dans de petits groupes de salariés, au niveau des services et des ateliers, formule recommandée récemment par le gouvernement.

La veille de ce discours de M. Ceyrac, Entreprise et Progrès a en effet publié un document intitulé : « Pour développer l'expression des salariés : la réunion d'échanges ». « Dans la plupart des entreprises d'aujourd'hui, il n'y a aucun moyen spécifique d'expression individuelle. Il est impératif de combler le vide dans ce domaine. » D'où la proposition d'organiser à échéances régulières — mensuelles ou bimestrielles — des réunions pendant le temps de travail.

Entreprise et Progrès, qui avait déjà avancé cette idée en janvier 1975, lui donne cette fois une caution totale dans la mesure où, depuis, des entreprises ont expérimenté cette formule avec succès.

Le document présente en effet quinze monographies anonymes : réunion mensuelle par groupe de quinze à vingt personnes dans une entreprise chimique de trois mille travailleurs, réunion trimestrielle de quinze à vingt salariés dans une société de distribution de trois mille six cents personnes, etc.

Globalement, Entreprise et Progrès constate, dans ces firmes, « un intérêt accru des salariés pour leur travail, un développement de l'esprit créatif, une plus grande efficacité dans la solution des problèmes, une réduction des tensions », en dépit, au départ, « d'une certaine incertitude des salariés » et de l'attitude des syndicats qui peut « varier de l'hostilité à la neutralité ».

PROGRÈS DE LA C.F.D.T. AU COMITÉ D'ENTREPRISE DES USINES RENAULT DU MANS

Les résultats des élections au comité d'entreprise des usines Renault du Mans marquent un recul sensible de la C.G.T. dans le premier collège (celui des ouvriers), au profit essentiellement de la C.F.D.T. et aussi de la C.F.T.C., qui, à la différence de 1974, présentait des candidats aux postes de titulaires. La C.F.D.T., qui gagne plus de trois points chez les titulaires, en gagne plus de sept chez les suppléants, où elle bénéficie de l'absence de candidats C.F.T.C.

Le recul de la C.G.T. est manifeste dans toutes les usines Renault, où il y a eu des élections professionnelles depuis le début de l'année : Billancourt, Flins, Cléon, Choisy (le Mans du 25 mai 1976). Il peut s'expliquer par les retombées de la grève qui avait démarré au Mans l'an dernier, où le parti communiste avait eu une influence prépondérante, mais dont les résultats avaient été finalement modestes.

La C.F.D.T. de son côté a étoffé et en partie renouvelé l'équipe de ses responsables et manifesté plus de réalisme que par le passé. Elle refait, et parfois bien au-delà, le terrain qu'elle avait perdu à partir de 1970-1971, en raison notamment des positions « gauchistes » de nombre de ses militants Renault de l'époque.

Le résultat des élections au comité d'entreprise des usines Renault du Mans marquent un recul sensible de la C.G.T. dans le premier collège (celui des ouvriers), au profit essentiellement de la C.F.D.T. et aussi de la C.F.T.C., qui, à la différence de 1974, présentait des candidats aux postes de titulaires. La C.F.D.T., qui gagne plus de trois points chez les titulaires, en gagne plus de sept chez les suppléants, où elle bénéficie de l'absence de candidats C.F.T.C.

Le recul de la C.G.T. est manifeste dans toutes les usines Renault, où il y a eu des élections professionnelles depuis le début de l'année : Billancourt, Flins, Cléon, Choisy (le Mans du 25 mai 1976). Il peut s'expliquer par les retombées de la grève qui avait démarré au Mans l'an dernier, où le parti communiste avait eu une influence prépondérante, mais dont les résultats avaient été finalement modestes.

La C.F.D.T. de son côté a étoffé et en partie renouvelé l'équipe de ses responsables et manifesté plus de réalisme que par le passé. Elle refait, et parfois bien au-delà, le terrain qu'elle avait perdu à partir de 1970-1971, en raison notamment des positions « gauchistes » de nombre de ses militants Renault de l'époque.

Le résultat des élections au comité d'entreprise des usines Renault du Mans marquent un recul sensible de la C.G.T. dans le premier collège (celui des ouvriers), au profit essentiellement de la C.F.D.T. et aussi de la C.F.T.C., qui, à la différence de 1974, présentait des candidats aux postes de titulaires. La C.F.D.T., qui gagne plus de trois points chez les titulaires, en gagne plus de sept chez les suppléants, où elle bénéficie de l'absence de candidats C.F.T.C.

Le recul de la C.G.T. est manifeste dans toutes les usines Renault, où il y a eu des élections professionnelles depuis le début de l'année : Billancourt, Flins, Cléon, Choisy (le Mans du 25 mai 1976). Il peut s'expliquer par les retombées de la grève qui avait démarré au Mans l'an dernier, où le parti communiste avait eu une influence prépondérante, mais dont les résultats avaient été finalement modestes.

La C.F.D.T. de son côté a étoffé et en partie renouvelé l'équipe de ses responsables et manifesté plus de réalisme que par le passé. Elle refait, et parfois bien au-delà, le terrain qu'elle avait perdu à partir de 1970-1971, en raison notamment des positions « gauchistes » de nombre de ses militants Renault de l'époque.

Le résultat des élections au comité d'entreprise des usines Renault du Mans marquent un recul sensible de la C.G.T. dans le premier collège (celui des ouvriers), au profit essentiellement de la C.F.D.T. et aussi de la C.F.T.C., qui, à la différence de 1974, présentait des candidats aux postes de titulaires. La C.F.D.T., qui gagne plus de trois points chez les titulaires, en gagne plus de sept chez les suppléants, où elle bénéficie de l'absence de candidats C.F.T.C.

Le recul de la C.G.T. est manifeste dans toutes les usines Renault, où il y a eu des élections professionnelles depuis le début de l'année : Billancourt, Flins, Cléon, Choisy (le Mans du 25 mai 1976). Il peut s'expliquer par les retombées de la grève qui avait démarré au Mans l'an dernier, où le parti communiste avait eu une influence prépondérante, mais dont les résultats avaient été finalement modestes.

La C.F.D.T. de son côté a étoffé et en partie renouvelé l'équipe de ses responsables et manifesté plus de réalisme que par le passé. Elle refait, et parfois bien au-delà, le terrain qu'elle avait perdu à partir de 1970-1971, en raison notamment des positions « gauchistes » de nombre de ses militants Renault de l'époque.

Le résultat des élections au comité d'entreprise des usines Renault du Mans marquent un recul sensible de la C.G.T. dans le premier collège (celui des ouvriers), au profit essentiellement de la C.F.D.T. et aussi de la C.F.T.C., qui, à la différence de 1974, présentait des candidats aux postes de titulaires. La C.F.D.T., qui gagne plus de trois points chez les titulaires, en gagne plus de sept chez les suppléants, où elle bénéficie de l'absence de candidats C.F.T.C.

Le recul de la C.G.T. est manifeste dans toutes les usines Renault, où il y a eu des élections professionnelles depuis le début de l'année : Billancourt, Flins, Cléon, Choisy (le Mans du 25 mai 1976). Il peut s'expliquer par les retombées de la grève qui avait démarré au Mans l'an dernier, où le parti communiste avait eu une influence prépondérante, mais dont les résultats avaient été finalement modestes.

La C.F.D.T. de son côté a étoffé et en partie renouvelé l'équipe de ses responsables et manifesté plus de réalisme que par le passé. Elle refait, et parfois bien au-delà, le terrain qu'elle avait perdu à partir de 1970-1971, en raison notamment des positions « gauchistes » de nombre de ses militants Renault de l'époque.

Le résultat des élections au comité d'entreprise des usines Renault du Mans marquent un recul sensible de la C.G.T. dans le premier collège (celui des ouvriers), au profit essentiellement de la C.F.D.T. et aussi de la C.F.T.C., qui, à la différence de 1974, présentait des candidats aux postes de titulaires. La C.F.D.T., qui gagne plus de trois points chez les titulaires, en gagne plus de sept chez les suppléants, où elle bénéficie de l'absence de candidats C.F.T.C.

Le recul de la C.G.T. est manifeste dans toutes les usines Renault, où il y a eu des élections professionnelles depuis le début de l'année : Billancourt, Flins, Cléon, Choisy (le Mans du 25 mai 1976). Il peut s'expliquer par les retombées de la grève qui avait démarré au Mans l'an dernier, où le parti communiste avait eu une influence prépondérante, mais dont les résultats avaient été finalement modestes.

La C.F.D.T. de son côté a étoffé et en partie renouvelé l'équipe de ses responsables et manifesté plus de réalisme que par le passé. Elle refait, et parfois bien au-delà, le terrain qu'elle avait perdu à partir de 1970-1971, en raison notamment des positions « gauchistes » de nombre de ses militants Renault de l'époque.

Le résultat des élections au comité d'entreprise des usines Renault du Mans marquent un recul sensible de la C.G.T. dans le premier collège (celui des ouvriers), au profit essentiellement de la C.F.D.T. et aussi de la C.F.T.C., qui, à la différence de 1974, présentait des candidats aux postes de titulaires. La C.F.D.T., qui gagne plus de trois points chez les titulaires, en gagne plus de sept chez les suppléants, où elle bénéficie de l'absence de candidats C.F.T.C.

Le recul de la C.G.T. est manifeste dans toutes les usines Renault, où il y a eu des élections professionnelles depuis le début de l'année : Billancourt, Flins, Cléon, Choisy (le Mans du 25 mai 1976). Il peut s'expliquer par les retombées de la grève qui avait démarré au Mans l'an dernier, où le parti communiste avait eu une influence prépondérante, mais dont les résultats avaient été finalement modestes.

La C.F.D.T. de son côté a étoffé et en partie renouvelé l'équipe de ses responsables et manifesté plus de réalisme que par le passé. Elle refait, et parfois bien au-delà, le terrain qu'elle avait perdu à partir de 1970-1971, en raison notamment des positions « gauchistes » de nombre de ses militants Renault de l'époque.

Le résultat des élections au comité d'entreprise des usines Renault du Mans marquent un recul sensible de la C.G.T. dans le premier collège (celui des ouvriers), au profit essentiellement de la C.F.D.T. et aussi de la C.F.T.C., qui, à la différence de 1974, présentait des candidats aux postes de titulaires. La C.F.D.T., qui gagne plus de trois points chez les titulaires, en gagne plus de sept chez les suppléants, où elle bénéficie de l'absence de candidats C.F.T.C.

Le recul de la C.G.T. est manifeste dans toutes les usines Renault, où il y a eu des élections professionnelles depuis le début de l'année : Billancourt, Flins, Cléon, Choisy (le Mans du 25 mai 1976). Il peut s'expliquer par les retombées de la grève qui avait démarré au Mans l'an dernier, où le parti communiste avait eu une influence prépondérante, mais dont les résultats avaient été finalement modestes.

La C.F.D.T. de son côté a étoffé et en partie renouvelé l'équipe de ses responsables et manifesté plus de réalisme que par le passé. Elle refait, et parfois bien au-delà, le terrain qu'elle avait perdu à partir de 1970-1971, en raison notamment des positions « gauchistes » de nombre de ses militants Renault de l'époque.

Le résultat des élections au comité d'entreprise des usines Renault du Mans marquent un recul sensible de la C.G.T. dans le premier collège (celui des ouvriers), au profit essentiellement de la C.F.D.T. et aussi de la C.F.T.C., qui, à la différence de 1974, présentait des candidats aux postes de titulaires. La C.F.D.T., qui gagne plus de trois points chez les titulaires, en gagne plus de sept chez les suppléants, où elle bénéficie de l'absence de candidats C.F.T.C.

Le recul de la C.G.T. est manifeste dans toutes les usines Renault, où il y a eu des élections professionnelles depuis le début de l'année : Billancourt, Flins, Cléon, Choisy (le Mans du 25 mai 1976). Il peut s'expliquer par les retombées de la grève qui avait démarré au Mans l'an dernier, où le parti communiste avait eu une influence prépondérante, mais dont les résultats avaient été finalement modestes.

La C.F.D.T. de son côté a étoffé et en partie renouvelé l'équipe de ses responsables et manifesté plus de réalisme que par le passé. Elle refait, et parfois bien au-delà, le terrain qu'elle avait perdu à partir de 1970-1971, en raison notamment des positions « gauchistes » de nombre de ses militants Renault de l'époque.

Le résultat des élections au comité d'entreprise des usines Renault du Mans marquent un recul sensible de la C.G.T. dans le premier collège (celui des ouvriers), au profit essentiellement de la C.F.D.T. et aussi de la C.F.T.C., qui, à la différence de 1974, présentait des candidats aux postes de titulaires. La C.F.D.T., qui gagne plus de trois points chez les titulaires, en gagne plus de sept chez les suppléants, où elle bénéficie de l'absence de candidats C.F.T.C.

Le recul de la C.G.T. est manifeste dans toutes les usines Renault, où il y a eu des élections professionnelles depuis le début de l'année : Billancourt, Flins, Cléon, Choisy (le Mans du 25 mai 1976). Il peut s'expliquer par les retombées de la grève qui avait démarré au Mans l'an dernier, où le parti communiste avait eu une influence prépondérante, mais dont les résultats avaient été finalement modestes.

La C.F.D.T. de son côté a étoffé et en partie renouvelé l'équipe de ses responsables et manifesté plus de réalisme que par le passé. Elle refait, et parfois bien au-delà, le terrain qu'elle avait perdu à partir de 1970-1971, en raison notamment des positions « gauchistes » de nombre de ses militants Renault de l'époque.

Le résultat des élections au comité d'entreprise des usines Renault du Mans marquent un recul sensible de la C.G.T. dans le premier collège (celui des ouvriers), au profit essentiellement de la C.F.D.T. et aussi de la C.F.T.C., qui, à la différence de 1974, présentait des candidats aux postes de titulaires. La C.F.D.T., qui gagne plus de trois points chez les titulaires, en gagne plus de sept chez les suppléants, où elle bénéficie de l'absence de candidats C.F.T.C.

Le recul de la C.G.T. est manifeste dans toutes les usines Renault, où il y a eu des élections professionnelles depuis le début de l'année : Billancourt, Flins, Cléon, Choisy (le Mans du 25 mai 1976). Il peut s'expliquer par les retombées de la grève qui avait démarré au Mans l'an dernier, où le parti communiste avait eu une influence prépondérante, mais dont les résultats avaient été finalement modestes.

La C.F.D.T. de son côté a étoffé et en partie renouvelé l'équipe de ses responsables et manifesté plus de réalisme que par le passé. Elle refait, et parfois bien au-delà, le terrain qu'elle avait perdu à partir de 1970-1971, en raison notamment des positions « gauchistes » de nombre de ses militants Renault de l'époque.

Le résultat des élections au comité d'entreprise des usines Renault du Mans marquent un recul sensible de la C.G.T. dans le premier collège (celui des ouvriers), au profit essentiellement de la C.F.D.T. et aussi de la C.F.T.C., qui, à la différence de 1974, présentait des candidats aux postes de titulaires. La C.F.D.T., qui gagne plus de trois points chez les titulaires, en gagne plus de sept chez les suppléants, où elle bénéficie de l'absence de candidats C.F.T.C.



Octobre 76. Service direct
au départ du Havre

Non à l'aventure dans les Iles Caraïbes

En Automne 1976, la Compagnie Générale Maritime ouvre un service entièrement conteneurisé entre la France et les Caraïbes : le service « Carol ».

« Carol », ce sont des hommes chercheurs de solutions, prêts à vous assister pour résoudre vos problèmes d'expédition et à maîtriser vos coûts « rendu domicile ».

Rompus aux techniques modernes du transport maritime, ils ont su les adapter aux secteurs d'activité économique français et aux caractéristiques des Caraïbes et du Centre Amérique.

Les hommes du service « Carol » vous aident ainsi à tirer le meilleur parti de la flotte « Carol » : des porte-conteneurs ultra-modernes naviguant à grande vitesse, avec des pontiques-conteneurs sur rails, une centrale de réfrigération intégrée.

Et une documentation simplifiée...

Avec notre organisation et nos navires, ouvrez un nouveau front dans votre bataille de l'exportation. Avec une meilleure chance de gagner. Départ chaque semaine.



Une équipe efficace, un transporteur sûr.



M. Le Maitre, Directeur Amérique Latine; M. Auriant, Manager Carol; M. Tardy-Planchard, Chef du Marketing.

Cie Gle Maritime - Tour Winterthur - 92085 Paris-La Défense - Tél. 776.70.00 - Télex 630 387

FORMATION CONTINUE

Votre entreprise a besoin de former ses collaborateurs de gestion du personnel

FORMATION PROFESSIONNELLE SUPÉRIEURE

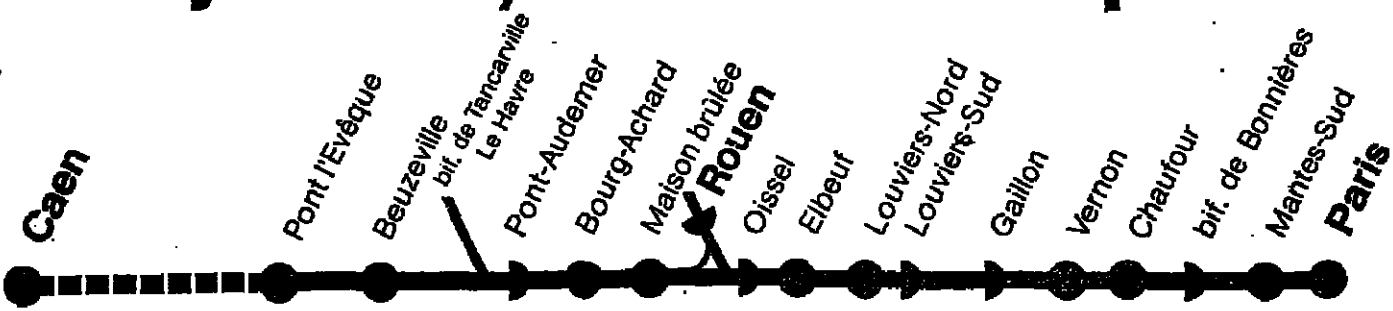
Diplôme universitaire de technologie
GESTION DU PERSONNEL

UNIVERSITÉ PARIS-NORD
L.U.T. de Villetaneuse
avenue J.-B. Clément, Villetaneuse
932-04-42, poste 07.



L'autoroute de Normandie à 12 km de la mer

18 juin 1976, Paris-Pont-l'Évêque



صكنا من الامم

SOCIALE
DES PROFESSIONNELLES

M. Ceyrac
syndical

PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
AU LYCÉE DE NANTERRE
DES QUINCES JUILLETS

Le syndicat des professeurs de mathématiques de la région de Nanterre a élu M. Ceyrac président pour l'année 1976-1977. M. Ceyrac a été élu à la présidence du conseil d'administration du lycée de Nanterre. Il a été élu également à la présidence du conseil d'administration du lycée de Nanterre. Il a été élu également à la présidence du conseil d'administration du lycée de Nanterre.

LA VIE ÉCONOMIQUE

AGRICULTURE

Quatre millions d'hectolitres de vins de table vont être retirés du marché

Quatre millions d'hectolitres de vins de table vont être retirés du marché français, comme le souhaitent les viticulteurs, pour alléger des stocks qui sont encore très importants à quatre mois de la prochaine récolte. En effet, on évalue à 14 millions d'hectolitres les réserves maximales en fin de campagne pour un bon équilibre du marché. Or les stocks au 31 août sont évalués à 11,8 millions d'hectolitres contre 9,8 millions en 1975.

Les représentants des producteurs et des négociants se sont réunis sur le principe d'une intervention, mardi 15 juin, au cours de la réunion du conseil de direction de l'Office national interprofessionnel des vins de table. Deux opérations seront réalisées :

- 500 000 hectolitres seront distillés, au prix de 8 F le degré hecto ;
- 3 300 000 hectolitres seront achetés et stockés par le négociant pendant trois mois ; le cours d'achat sera celui de l'accord interprofessionnel sur le prix-plancher de 10,50 F le degré hecto.

M. Hervé Beland, le président de la Confédération des négociants (C.N.V.S.), a précisé qu'il demanderait au gouvernement de supporter les frais de ce stockage. M. Emmanuel Maffre-Bangé, le président des producteurs de vins de table, et M. Antoine Verdère, le président des coopératives, ont déclaré qu'ils ne participeraient pas à la prochaine réunion de l'Office du vin le 29 juin si cet engagement du négociant n'avait pas commencé à se concrétiser et si le gouvernement ne décidait pas de bloquer les importations italiennes jusqu'à la fin de la campagne (le 31 août).

Les producteurs ont, en effet, constaté que l'accord interprofessionnel sur le prix-plancher est jusqu'à présent peu appliqué. En outre, les importations de vins de table à un rythme rapide en dépit des promesses des négociants. Sur les neuf mois de l'actuelle campagne, les importations de vins de France sont supérieures de 715 000 hectolitres aux chiffres de l'an passé (6,3 millions contre 5,5 millions d'hectolitres). Cette progression est supérieure à : 300 000 hectolitres pour les entrées d'Italie (5,9 millions contre 4,5 millions).

CONJONCTURE

SELON LA BANQUE DE FRANCE, L'ACTIVITÉ DEVIENDRAIT SE MAINTENIR AU-DELA DES GRANDES VACANCES.

La production industrielle a devancé le maintien de son niveau actuel au-delà des congés estivaux, indique la Banque de France, dans son enquête mensuelle de conjoncture réalisée début juin. Toutefois, l'appréciation des pressions inflationnistes, l'intensité de la concurrence, l'ajournement des décisions — salariales et d'investissement — et surtout l'incertitude de la demande extérieure préoccupent les industriels.

La situation de l'emploi a quant à elle, peu évolué en mai, souligne la Banque de France. « Les chefs d'entreprise ont continué à rechercher l'amélioration de leur production. Les recrutements ont continué d'être peu nombreux. Les licenciements d'effectifs ont été en général reportés après les congés annuels ». Un plus large appel à été fait à la main-d'œuvre temporaire. Toutefois, « la pénurie de travailleurs qualifiés est toujours vive, tant dans l'industrie que dans le bâtiment ». Enfin, « l'absentéisme est demeuré important ».

FAITS ET CHIFFRES

A l'étranger

● LE PRIX MOYEN DU TIGER D'ALCOOL augmentera de 28 % à partir du 20 juin à Londres, ont annoncé mardi 15 juin les services de transport de la capitale britannique. Les tarifs du mètre augmentent de plus de 33 % le 18 juillet prochain. En un peu plus de quinze mois, les hausses subies par les londoniens auront atteint 64 % pour les autobus et 68,5 % pour le métro. Entre 1972 et 1975, ces prix étaient restés stables. — (A.F.P.)

Énergie

● LA COMMISSION JUDICIAIRE DU SÉNAT AMÉRICAIN a adopté une proposition de loi visant à démanteler les grandes compagnies pétrolières américaines. La loi a été approuvée par 8 voix contre 7. Plusieurs sénateurs ont déclaré qu'ils avaient voté en faveur du projet uniquement pour qu'il ne soit pas discuté par l'ensemble du Sénat. La proposition n'a en effet aucune chance de devenir loi. Même si elle était adoptée par le Congrès, celui-ci serait ensuite incapable de réunir la majorité des deux tiers nécessaire pour annuler un veto que le président Ford ne manquerait pas d'y opposer.

Europe

● M. MICHEL DEBRÉ, député U.D.R. de la Réunion, demande, dans une question écrite, au ministre des affaires étrangères, « s'il n'estime pas indispensable de rappeler la Commission de la Communauté économique européenne au respect de la charte qu'elle a chargée d'appliquer ». L'ancien premier ministre évoque notamment la réconstitution du « très important cartel de l'acier, sous l'impulsion de la stéréotypie allemande », et des exportations italiennes « abusives » de textiles, de chaussures, de produits agricoles, etc.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

IMMÉTAL

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 15 JUIN 1976

L'assemblée générale des actionnaires a approuvé les comptes de l'exercice 1975 qui se soldent, après prise en compte de charges exceptionnelles, par un bénéfice net de 38 223 000 francs. Le dividende net par action a été fixé à 3,50 francs, ce qui, compte tenu de l'impôt, versé par ailleurs au Titulaire, porte le revenu global à 4,95 francs par action (contre respectivement 3 francs et 4,50 francs pour l'exercice précédent). Après paiement de ce dividende, qui sera effectué à partir du 8 juillet 1976, le report à nouveau s'établira à 11 007 715 francs.

L'assemblée générale a par ailleurs ratifié la nomination de M. Maurice Duboulet, nommé administrateur MM. Ian Butler et Philip Smith et nommé par action (contre respectivement 3 francs et 4,50 francs pour l'exercice précédent). Après paiement de ce dividende, qui sera effectué à partir du 8 juillet 1976, le report à nouveau s'établira à 11 007 715 francs.

Dans son allocution, le président Guy de Rothschild, après avoir rappelé que la crise économique de 1975 avait durement affecté les résultats des principales filiales d'IMMÉTAL, a souligné l'amélioration enregistrée à ce jour, tant dans le domaine du nickel (régime fiscal plus rationnel, hausse du prix et du dollar), que dans ceux du plomb et du zinc. Commentant l'acquisition de la maison d'habitation de Coppenhague, le président devait indiquer que la construction de la nouvelle usine d'IMMÉTAL de 1977, dépasserait 250 francs par action, avoir fiscal inclus.

Envoies les changements intervenus dans la structure des bases économiques de la société, le président a précisé que les O.E.A. interviennent désormais pour 15 % dans les immobilisations brutes d'IMMÉTAL, alors qu'elles étaient insignifiantes en 1974 et que plus de 50 % des chiffres d'affaires des filiales industrielles sont liés au dollar et à son évolution.

En conclusion, M. Guy de Rothschild considère que les caractéristiques de ses principales sources de profit désignent IMMÉTAL comme valeur de croissance.

IMMUNDO

L'assemblée générale ordinaire du 15 juin 1976, réunie sous la présidence de M. Gérard Dampeller, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1975.

Le patrimoine net de l'exercice est resté en 1975, identique à celui de l'exercice précédent. Il se compose de 815 appartements, 9 542 mètres carrés de bureaux et locaux commerciaux, 1 333 garages et parking.

Après avoir étudié plusieurs projets, la société a décidé d'utiliser une partie des fonds disponibles provenant de la dernière augmentation de capital à la réalisation d'un programme d'habitation à Paris, dans le 14^e arrondissement.

L'exploitation du patrimoine en 1975 s'est déroulée dans des conditions satisfaisantes : le taux d'occupation des immeubles s'est maintenu à un niveau très élevé (99 % en décembre 1975).

Les recettes locatives se sont élevées à 14 330 millions de francs contre 11 444 millions de francs en 1974, soit une progression de près de 25 %.

Après dotation de 1,05 million de francs aux amortissements, le bénéfice net de l'exercice s'est élevé à 13,28 millions de francs contre 9,53 millions de francs pour l'exercice précédent.

L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende global de 8,50 F par action (dont 7,50 F en espèces et 1 F sur le revenu) contre 8 F au titre de l'exercice 1974. Le dividende sera versé par paiement à partir du 15 juillet 1976 et s'appliquera aux 1 250 000 actions de capital actives.

L'assemblée générale extraordinaire, tenue à l'issue de cette réunion, a décidé la modification de l'article 2 des statuts de la société afin de faire profiter de la plus-value des réserves d'ajustement financier prises par les pouvoirs publics en faveur des sociétés immobilières d'investissement.

SOCIÉTÉ AUXILIAIRE D'ENTREPRISES

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 15 juin 1976, sous la présidence de M. Maurice Mathieu, président du conseil de surveillance.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1975.

Malgré le contexte économique défavorable, la croissance du groupe est restée contenue en 1975 et le chiffre d'affaires consolidé hors taxes s'est accru de 20 % sur celui de 1974, atteignant 2 435 millions de francs contre 2 029 millions de francs.

La part des engagements dans le chiffre d'affaires consolidé est passée de 45 % en 1974 à 45 % en 1975 ; celle des constructions sociales a progressé de 15 % à 20 %. Les divers secteurs de l'équipement ont représenté de leur côté un pourcentage de l'ordre de 35 % du chiffre d'affaires.

Au niveau du groupe, le bénéfice net consolidé s'est élevé à 34 millions 800 000 francs contre 30 millions 800 000 francs en 1974.

Le bénéfice propre de la S.A.E. s'est élevé à 30 millions 800 000 francs. Il permettra de distribuer un dividende net par action de 14 francs, auquel s'ajoutent les avoirs sociaux de 7 francs, soit un revenu global de 21 francs contre 18,75 francs au titre de l'exercice précédent.

L'année 1975 a vu la conclusion d'importants marchés en Iran, au Maroc et en Algérie. Les perspectives à l'étranger sont bonnes pour l'exercice 1976, qui s'annonce plutôt comme une année de stabilité en métropole.

COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Pour des raisons techniques tenant aux règles de fonctionnement de la Bourse de Paris, le dividende, dont la mise en paiement était prévue pour le 28 juin 1976, ne sera effectivement mise en paiement que le 30 juin 1976. La société du titre en Bourse sera donc faite coupon attaché jusqu'au 28 juin inclus.

SOCIÉTÉ DE FORAGES PÉTROLIERS

LANGUEDOCIENNE - FORENCO

Les actionnaires, réunis en assemblée générale ordinaire le 31 mai 1976, ont approuvé les comptes de l'exercice 1975 (résultats résumés) un bénéfice net de 3 195 500,69 F contre 1 875 563,75 F l'année précédente.

Le dividende fixé à 5 F net par action, plus avoir fiscal de 2,50 F, est mis en paiement à partir du 8 juin 1976.

A l'issue de cette réunion, une assemblée générale extraordinaire a décidé de fixer au 30 septembre la date de clôture de l'exercice social. L'exercice commencera le 1^{er} janvier 1976 couvrant ainsi exceptionnellement une durée de neuf mois.

Compte tenu des dispositions prises par les sociétés dans lesquelles la LANGUEDOCIENNE - FORENCO détient une participation, les revenus du 30 septembre 1976 devraient être du même ordre de grandeur que ceux de l'exercice 1975.

SOCIÉTÉ FRANCO-BELGE DE MATÉRIEL DE CHEMINS DE FER

L'assemblée générale ordinaire réunie le 2 juin 1976 a approuvé les comptes de l'exercice 1975. Bénéfice net : 3 378 315 F après 550 863 F d'amortissements et 7 700 000 F de provision pour crédits à l'étranger. Dividende : 2,75 F plus 2,50 F net plus avoir fiscal 1,25 F, payable à partir du 26 juillet 1976 (coupon n° 31).

Pour l'exercice 1976, la société prévoit la maintien du montant des ventes et une amélioration de la rentabilité.

La construction de véhicules en aluminium (cadre d'Atlantic, matériel MF 77 de la S.A.T.F.) fournira des débouchés intéressants tant en France qu'à l'étranger.

Nous recherchons en France

de nouvelles possibilités de vente pour nos accessoires de mode féminine, sous nom de marque mondialement connu et à peu près sans concurrence.

Nous entrerions éventuellement en rapport avec un GROSSISTE très bien introduit chez les commerçants spécialisés en articles de cuir, parfumeries, détaillants de textiles, articles pour cadeaux, etc., travaillant selon des méthodes modernes de marketing, disposant d'une organisation de vente adéquate, et qui serait intéressé par une longue collaboration avec nous — pour laquelle un haut rendement est assuré.

Nous sommes une entreprise de tout premier ordre dans sa branche en Europe et dans le monde entier par ses exportations massives et, ayant reconnu des possibilités d'expansion très importantes, nous désirons les mettre en pratique.

Veuillez prendre contact avec nous à : N° 920, REGIE-PRESSE GmbH - Rathenauplatz 1 a D-600 FRANKFURT a/M, qui transmettra.

CARIPLO DI RISPARMIO DELLE PROVINCE LOMBARDE

(Caisse d'Epargne des Provinces Lombardes) - Fondée en 1823 - MILAN (ITALIE)

et sections annexes

SITUATION PATRIMONIALE CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 1975

ACTIF	Lires	US. \$	PASSIF	Lires	US. \$
Caisses, avoirs liquides et portefeuilles			Dépôts d'épargne et en compte courant, obligations foncières et des autres sections	8.168.050.178.813	11.945.655.617
- titres	3.144.449.777.358	4.599.838.761	Autres comptes passifs et fonds divers	1.324.865.890.985	1.837.778.951
Prêts à la clientèle	3.777.944.685.382	5.452.230.377	Fonds, réserves patrimoniales et bénéfices	433.408.435.845	634.010.292
Autres comptes actifs	1.001.730.843.913	1.455.375.722	Engagements conditionnels, opérations en cours et comptes d'ordre	7.383.273.310.654	10.815.203.790
Engagements conditionnels, opérations en cours et comptes d'ordre	7.383.273.310.654	10.815.203.790		<u>17.317.398.617.317</u>	<u>25.332.648.650</u>
	<u>17.317.398.617.317</u>	<u>25.332.648.650</u>			

COMPTÉ CONSOLIDÉ DE PROFITS ET PERTES POUR L'EXERCICE 1975

CHARGES ET PERTES	Lires	US. \$	PRODUITS ET PROFITS	Lires	US. \$
Intérêts débiteurs	471.692.686.621	660.012.705	Intérêts créditeurs, primes et produits sur les avoirs liquides et sur les titres	241.944.224.075	333.926.600
Frais généraux et pour le personnel	172.123.377.389	251.789.810	Intérêts et accessoires sur les prêts à la clientèle	508.119.994.870	743.298.705
Provisions, amortissements, pertes et frais divers	203.631.228.441	297.880.871	Virement du compte provision, produits et profits divers	107.238.816.551	156.873.635
	847.447.292.351	1.209.682.986		<u>857.302.035.496</u>	<u>1.254.098.940</u>
Bénéfice d'exploitation	9.854.748.145	14.115.354			
	<u>857.302.035.496</u>	<u>1.254.098.940</u>			

Président: GIORDANO DELL'AMORE

Directeur Général: ALESSANDRO NEZZO

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE
SOCIÉTÉ NATIONALE DES INDUSTRIES
DES LIÈGES ET DU BOIS
DIRECTION ENGINEERING ET DÉVELOPPEMENT
202, rue Hassiba Ben-Boudi, ALGER - ALGÉRIE

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un appel d'offres international est lancé en vue de la réalisation de deux Unités de Menuiserie Générale.

Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges auprès de la S.N.L.B. (D.E.D.), 202, rue Hassiba Ben-Boudi, contre paiement d'une somme de trois cents dinars (300,000 DA), représentant les frais de reproduction.

Les soumissionnaires doivent déposer ou adresser leurs offres, sous double enveloppe et plus cachetées, auprès de la D.E.D., au plus tard le 1^{er} septembre 1976, le cachet de la poste faisant foi.

L'enveloppe extérieure devra porter la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL MENUISERIE GÉNÉRALE — A NE PAS OUVRIR ».

Les soumissionnaires resteront liés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix jours (90).

à 12 km de la
Pont-l'Évêque

de Giscard

LES SOLUTIONS SOCIALES

Medea

BUREAU A LOUER

522.12.00

سكنا من الاموال

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

Légère reprise

Les valeurs françaises ont enregistré ce mardi à la Bourse de Paris un mouvement de reprise.

Toutefois, seuls quelques titres, tels Paris-France, Peugeot, Ra... ont pu bénéficier de la hausse.

LONDRES

Soutenu

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Rows include War Loan 3 1/2 %, British Petroleum, Shell, etc.

NEW-YORK

Léger repli technique

Après trois séances consécutives de hausse, le cours se sont légèrement repliés mardi à Wall Street.

INDICES QUOTIDIENS

Table with 2 columns: Valeurs, Cours. Rows include C.A. des Agences de Change, etc.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

HOECHST. — L'année 1976 sera meilleure que 1975, mais le résultat de 1976 ne sera sans doute pas atteint.

BOURSE DE PARIS - 15 JUIN - COMPTANT

Large table with multiple columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Rows include various French stocks like Air France, Renault, etc.

LE MONDE - 17 juin 1976 - Page 39

VALEURS

Large table with multiple columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Rows include various international stocks and currencies.

MARCHÉ A TERME

Table with multiple columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Rows include various financial instruments and currencies.

COTE DES CHANGES

Table with 2 columns: Valeurs, Cours. Rows include various currencies and exchange rates.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with 2 columns: Valeurs, Cours. Rows include various gold and silver prices.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
 - « La voix qu'il faudrait entendre », libre opinion par Claude Bourdet.
 - 3 à 6. EUROPE
 - Le déroulement de la campagne électorale en Italie : « Le pays devant la peur » (III), par Michel Boyer.
 - « Une occasion exaltante », tribune internationale, par Rossana Rossanda.
 7. DIPLOMATIE
 8. ASIE
 - JAPON : Tokyo et Canberrra ont signé un important accord de coopération.
 - 8 à 11. POLITIQUE
 - Les gaullistes et l'éventuel remaniement du gouvernement.
 - Déclaration de politique étrangère au Sénat.
 11. RELIGION
 - L'islam aux Dossiers de l'écran.
 - 12-13. EDUCATION
 - Conflit à Paris-X : M. Verdirac accuse Mme Saunier-Saïté de « sabotage ».
 - POINT DE VUE : « La destruction de Nanterre ? », par Gérard de Geauffre de La Pradelle.
 - 14 et 15. JUSTICE
 - Une peine de cinq ans de réduction criminelle est requise contre le docteur Simeoni.
 - Le malaise des avocats de Bruxelles.
 16. MEDICINE
- LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES**
PAGES 17 A 25
- EXPOSITIONS : Théodore Chassériau ; les visites d'atelier au Louvre.
 - ACTION CULTURELLE : Odeon ; Chalon-sur-Saône ; l'Office national de diffusion artistique.
 - FESTIVALS D'ÉTÉ : A l'étranger.
32. SPORTS
 - FOOTBALL : les nouveaux professionnels de Laval.
 - 32-33. EQUIPEMENT ET REGIONS
 - CIRCULATION : les nouveaux plans pour mieux et moins rouler.
 - Un premier bilan de la sécheresse en France.
 - 34 à 38. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
 - AFFAIRES : les chefs d'entreprise doivent participer pleinement à la vie politique, affirment les P.M.E.
 - AGRICULTURE : quatre millions d'hectolîtres de vins de table vont être retirés du marché.
 - INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE : « Les placebos de Giscard », un point de vue de Gabriel Galice.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (16)
Annonces classées (27 à 31) ;
Anjoum (32) ; (33) ; (34) ;
Journal officiel (34) ; Météo-
journal (34) ; Météo (34) ;
Bourse (38).

Le numéro du Monde daté 16 juin 1976 a été tiré à 548 636 exemplaires.

**COUVERTS
ARGENTÉ ET INOX
ORFÈVRE
FABRICANT - VENTE DIRECTE
FRANOR 70, RUE AMÉLÉOT
FRANOR TEL. 700.87.94
M^e St-Sébastien. Fermé le samedi.**

**ORTHOGRAPE
Recyclage - Méthode
audio-actives
École
pallas
ÉCOLE PRIVÉE DE
FORMATION PROFESSIONNELLE
105, rue St-Lazare
75 - Paris 9^e - 874.79.84
de 8 h 30 à 20 h**
Autres disciplines enseignées
**STENOGRAPHIE
DACTYLOGRAPHIE**

A B C D E F G

En Espagne

La droite franquiste veut limiter les « libertés » de la presse

De notre envoyé spécial

Madrid. — Vive tension dans les milieux politiques où l'on parle de crise imminente et grave. La droite franquiste prépare en effet une offensive contre le gouvernement Arias Navarro en mettant en cause les « libertés de la presse », qu'elle juge « excessives » et par conséquent « scandaleuses ». Cette droite, soutenue avec détermination par le « bunker » ultra, est également appuyée par de hautes personnalités de l'appareil d'État, anciens ministres, ambassadeurs, membres des Cortes, du Conseil du royaume et du Conseil national du Mouvement, certaines d'entre elles étant liées à l'Opus Dei.

Tous les adversaires d'une évolution raisonnable vers un régime réellement démocratique, souhailés par le roi Juan Carlos et les ministres libéraux, se sont regroupés et sont résolus à se battre. A deux reprises, la semaine dernière, ils ont mis le gouvernement en échec. Aux Cortes d'abord, où le projet de loi présenté par M. Antonio Garrigues, ministre de la justice, sur la réforme du code pénal, a été repoussé et renvoyé à la commission « ad hoc » du Parlement franquiste. Les réformes du code pénal tend à légaliser certaines formations politiques frappées d'interdiction depuis la fin de la guerre civile. Si elle n'est pas adoptée, la loi sur les associations politiques, approuvée, elle, sans trop de difficultés par les Cortes, n'a plus de sens. A quoi sert-il de légaliser des formations politiques à l'exception de celles qui sont considérées « comme terroristes, subversives ou totalitaires (1) », si leurs activités doivent être poursuivies en vertu d'un code pénal non modifié ?

Deuxième défaite encore plus significative du gouvernement : l'avis défavorable émis par le Conseil national du Mouvement, l'encontre du projet de réforme parlementaire qui prévoit un Sénat et un Congrès des députés. L'exécutif n'a pas, théoriquement, à tenir compte des avis du Conseil national, instance suprême du Mouvement, « parti » unique du régime où tous les courants du franquisme ont été plus ou moins harmonieusement fondus. Mais ce type de conflit est nouveau. Le Conseil a toujours été un instrument docile du pouvoir. Bien qu'il soit, en majorité, composé de hiérarques et de notables, il semblait que l'obstruction au plan de réformes démocratiques y serait moins forte qu'aux Cortes. Sa soudaine « révolte » de la semaine dernière est donc révélatrice d'un

● Une manifestation a été organisée mardi 15 juin à l'entrée de la station de métro Oberkampf à la place Gambetta, par le collectif national pour la Palestine et l'Association médicale francophone, pour protester contre l'invasion syrienne au Liban. Le défilé a réuni, selon les organisateurs, plus de trois mille participants.

Un communiqué commun des deux organisations annonce que « au moment où le président Assad est attendu à Paris, ils appellent à poursuivre et développer le mouvement anti-impérialiste pour dénoncer la coalition de la droite libanaise, du régime de Damas et des impérialistes, et pour apporter le plus ferme soutien à la résistance libanaise et aux progressistes libanais ».

* B.P. 146, 15623 Cedex 06.

● Quinze missiles anti-chars ont sans doute été volés le 11 juin dans le dépôt d'armes de l'armée américaine à Wildflecken, en Bavière. (A.F.P.)

● La conférence européenne des ministres des transports (C.E.M.T.) siège les mercredi 16 et jeudi 17 juin à Toulouse sous la présidence de M. Marcel Caballé, secrétaire d'État aux transports. Dix-neuf pays européens font partie de la C.E.M.T. et quatre pays y sont associés : l'Australie, le Canada, le Japon, et les États-Unis.

Fort de cet avantage psychologique, la droite du régime entend aujourd'hui imposer au gouvernement un « geste » de nature à calmer les indisciplinés pour les réformes de la troisième majorité des journaux et des revues politiques du pays. Pour de multiples raisons, c'est la revue *Cambio 16* qui a été choisie pour cible. C'est, de très loin, la meilleure, la mieux informée, la plus impartiale de toutes celles qui ont surgi à la faveur du climat de tolérance instauré par l'actuel ministre de l'Information, M. Martín Garmelo, un proche de M. Fraga Iribarne, ministre de l'Intérieur et « locomotive » de l'équipe dirigée par M. Arias Navarro.

Le tirage moyen de *Cambio 16* est actuellement de quatre cent mille exemplaires chaque semaine. Dirigée par M. Luis González Seara, un professeur d'université ami de M. Fraga, animée par d'excellents professionnels, comme MM. Juan Tomas de Salas et Ricardo Urdilla, disposant d'une équipe nombreuse, *Cambio 16* revêt une « richesse » et une « qualité » que les autres revues, jalouses, n'ont pu égaler. Elle prend, semaine après semaine, parti pour une « vraie démocratie », pour un « roi progressiste », contre le « bunker », et contre les tortures policières, qui sont malheureusement de nouveau à l'ordre du jour.

D'autres journaux comme la *Vanguardia* et *Telepress*, de Barcelone, les quotidiens *Madrid*, *Informaciones* et *El País* (dernier-né de la presse, disposant d'un matériel ultramodern), des revues comme *Destino*, en Catalogne (dirigée par M. Jordi Pujol, *Cuadernos*, *para el diálogo*, *Trintra*, *State de grafico*, *Guadiana*, à Madrid, ont atteint, dans l'information et le commentaire, un tel niveau de qualité que la presse espagnole, en juin 1976, peut donner l'impression que l'Espagne est, déjà, une nation démocratique.

C'est seulement une impression, fautive, mais qui n'est pas infondée. Parce qu'elle ne reflète pas la réalité politique et aussi, et surtout, parce que l'article 2 de la loi de presse Fraga de 1966 n'a pas encore été abrogé. En conséquence, les « libertés » conquises depuis six mois par les journalistes, tout comme ils les avaient arrachées, mais avec une moindre ampleur, de février à octobre 1974, peuvent être annulées à tout moment. Il suffit d'appliquer la loi.

C'est ce que compte réclamer, semble-t-il, la droite franquiste, irritée par les ironies, les insinuations et les proclamations de foi démocratique de *Cambio 16*, qui donne le ton à l'opposition. C'est indiquer les autres revues à l'avantage de discrétion. Certains ministres conservateurs, se faisant l'écho des plaintes de la droite, exigent une suspension de *Cambio 16* pendant quatre

mois. Le thème serait débattu lors du prochain conseil des ministres du vendredi 18 juin.

En octobre 1974, une offensive analogue de la droite franquiste contre la presse avait contraint le ministre de l'Information, M. Pio Cabanillas, à se retirer. C'est toute l'opération de libéralisation de M. Arias Navarro qui avait alors été remise en question. Il a fallu attendre novembre 1975 et la mort de Franco pour que l'édit reprenne. Cette fois, M. Martín Garmelo, actuel ministre de l'Information, serait prêt à démissionner si *Cambio 16* devait effectivement être sanctionné. D'autres ministres libéraux pourraient imiter son exemple. Le chef du gouvernement lui-même, qui a perdu de cette popularité conquise pendant la longue agonie de Franco, qui est critiqué par la gauche démocratique pour son alignement sur les ultras et par le « bunker » pour son indécision et son manque de fermeté, ne serait pas, dans cette hypothèse, exagérément défendu par la droite qui a déjà un « plan de réchange ».

M. Lopez Bravo, ancien ministre des affaires étrangères, ancien favori du Pardo, lié à l'Opus Dei, est actuellement le président de la commission des lois fondamentales des Cortes, un poste-clé. C'est un homme encore jeune, dynamique, ambitieux, qui n'a pas renoncé à revenir au tout premier plan. Il est aussi, ce qui n'est pas négligeable, bien en cour à Washington. A Madrid, l'ambassade des États-Unis s'agit de beaucoup de déclarations faites en privé par plusieurs ministres libéraux, et non des moindres, qui laissent entendre que le parti communiste pourrait être légalisé dans un avenir pas trop éloigné. M. Lopez Bravo pense qu'il convient de maintenir fermement le parti communiste hors du jeu. Il a, en ces derniers jours, joué un rôle très important dans les escarmouches des Cortes et du Conseil national. Enfin, on a noté que l'entourage du roi, à la Zoraida, s'était enrichi de plusieurs conseillers liés, eux aussi, à l'Opus Dei, qui n'a pas renoncé à reprendre une « ligne » interrompue par l'air de la monarchie, mais il préfère les politiciens jeunes et efficaces. C'est aussi un élément de la situation.

LES OFFRES D'EMPLOI
ONT AUGMENTÉ SENSIBLEMENT
mais le chômage est resté important

Le nombre des demandes d'emploi non satisfaites en données observées, a atteint, selon les services officiels, 843 300 en mai au lieu de 735 900 en avril (+ 14,4 %) et de 735 900 (+ 14,4 %) il y a un an. Le nombre des offres non satisfaites s'est élevé à 141 600 au lieu de 129 000 en avril (+ 9,8 %) et de 111 300 (+ 7,2 %) il y a un an.

En données corrigées des variations saisonnières, le nombre des demandes non satisfaites passe de 843 000 en avril à 861 100 en mai (+ 2,1 %) contre 831 000 il y a un an (+ 15,2 %). Le nombre des offres non satisfaites « toujours après correction » saisonnière — passe de 129 400 en avril à 134 400 en mai (+ 3,9 %) contre 103 000 (+ 28,2 %) il y a un an.

Le nombre des demandes nouvelles enregistrées en cours de mois, en mai, a atteint 145 300 contre 164 600 en avril et 141 100 il y a un an. Celui des offres nouvelles s'est élevé à 98 300 en mai contre 96 600 en avril et 77 600 il y a un an.

● Le Syndicat des transports parisiens, réuni le mardi 15 juin a approuvé la demande de la R.A.T.P. de fixer le prix du carnet de métro à 10 francs le 1^{er} juillet, soit une augmentation de 10 %.

Cette demande fera l'objet d'une discussion entre le ministère de l'Économie et des finances et le secrétariat d'État aux transports qui disposent d'un mois pour notifier leur décision.

● Une quinzaine d'inconnus circulant à bord de plusieurs voitures, ce mercredi 16 juin vers 2 heures du matin, ont intercepté et saisi un camion transportant cinq mille exemplaires du *Parisien libéré*. Les inconnus ont bloqué le véhicule près du commissariat de police, brisant les vitres et créant les pannes. Le conducteur de la camionnette ayant réussi à se réfugier au commissariat, une douzaine de policiers ont vainement tenté de pénétrer dans les locaux. Pour dégrader le commissariat, les agents ont dû utiliser des grenades lacrymogènes, mettant en fuite les assaillants, à l'exception de l'un d'eux, qui légèrement blessé, a dû être hospitalisé.

Letraset
c'est la lettre

c'est aussi Letrasign
caractères auto-adhésifs
pré-découpés
pour exécuter rapidement
toutes inscriptions

Demandez le catalogue
Letrasign
gratuit à :

LETRASSET - FRANCE
B.P. 169 - 13, rue Marceau
93104 Montreuil
Letraset

Letraset
c'est la lettre

c'est aussi Letrasign
caractères auto-adhésifs
pré-découpés
pour exécuter rapidement
toutes inscriptions

Demandez le catalogue
Letrasign
gratuit à :

LETRASSET - FRANCE
B.P. 169 - 13, rue Marceau
93104 Montreuil
Letraset

Letraset
c'est la lettre

c'est aussi Letrasign
caractères auto-adhésifs
pré-découpés
pour exécuter rapidement
toutes inscriptions

Demandez le catalogue
Letrasign
gratuit à :

LETRASSET - FRANCE
B.P. 169 - 13, rue Marceau
93104 Montreuil
Letraset

Letraset
c'est la lettre

c'est aussi Letrasign
caractères auto-adhésifs
pré-découpés
pour exécuter rapidement
toutes inscriptions

Demandez le catalogue
Letrasign
gratuit à :

LETRASSET - FRANCE
B.P. 169 - 13, rue Marceau
93104 Montreuil
Letraset

LA SÉCHERESSE EN FRANCE

La baisse de la tension électrique affecte essentiellement les particuliers

La baisse de tension de 5 % appliquée par E.D.F. pour tenir compte de la faible hydropotence des barrages de l'été, a entraîné une baisse de la puissance électrique consommée en cette saison aux heures de pointe. Cette baisse de tension est assez aléatoire, elle varie en effet car elle correspond aux fluctuations possibles de tension sur le réseau et n'est pas directement liée à la baisse de tension moyenne. Elle est réalisée au niveau des alternateurs qui convertissent le courant haute tension (égale ou supérieure à 220 kilovolts) en courant en moyenne tension. C'est alors la tension moyenne et basse qui est diminuée, et non celle du courant à haute tension qui est maintenue à son niveau nominal (220 kilovolts).

La baisse de tension de 5 % affecte essentiellement les particuliers. Les lampes électriques brûleront un peu moins, les écrans de télévision seront un peu moins lumineux. E.D.F. tentera de ne pas abaisser la tension dans les régions situées aux extrémités du réseau de distribution, où la tension est déjà faible. En règle générale, la diminution de puissance sera environ de 10 % pour une baisse de tension de 5 %.

Les industriels alimentés en haute tension sont touchés par le biais des contrats interruptibles. La diminution de puissance fournie à des industries de grande taille pour les particuliers, environ 1 %. Ces mesures couplées à la baisse des exportations de courant, sont les trois séries qui peuvent être prises avant les coupures de courant.

En mai
LES OFFRES D'EMPLOI
ONT AUGMENTÉ SENSIBLEMENT
mais le chômage est resté important

Dans le Gard
DES AGRICULTEURS
INTERCEPTENT DES CAMIONS
DE LÉGUMES ET DE VIN

Nîmes. — Des agriculteurs se sont livrés mardi 15 juin, vers 23 heures, dans le Gard, à plusieurs actions contre des camions transportant des légumes et du vin importés.

Le contenu de deux camions a ainsi été endommagé sur l'autoroute A 9 et la R.N. 113. L'arrivée de légumes a empêché d'un troisième ne soit intercepté sur la R.N. 88. Le correspondant de l'A.F.P. note, à l'occasion de ces « contrôles », rumeurs, que les agriculteurs mécontents, ont, depuis quelques jours, changé de tactique : au lieu de former des barrages pour intercepter les camions, ils se déplacent en voiture à la recherche de leurs « victimes ». L'intervention des forces de l'ordre est rendue, de ce fait, plus difficile.

Une quinzaine d'inconnus circulant à bord de plusieurs voitures, ce mercredi 16 juin vers 2 heures du matin, ont intercepté et saisi un camion transportant cinq mille exemplaires du *Parisien libéré*. Les inconnus ont bloqué le véhicule près du commissariat de police, brisant les vitres et créant les pannes. Le conducteur de la camionnette ayant réussi à se réfugier au commissariat, une douzaine de policiers ont vainement tenté de pénétrer dans les locaux. Pour dégrader le commissariat, les agents ont dû utiliser des grenades lacrymogènes, mettant en fuite les assaillants, à l'exception de l'un d'eux, qui légèrement blessé, a dû être hospitalisé.

Le Syndicat des transports parisiens, réuni le mardi 15 juin a approuvé la demande de la R.A.T.P. de fixer le prix du carnet de métro à 10 francs le 1^{er} juillet, soit une augmentation de 10 %.

Cette demande fera l'objet d'une discussion entre le ministère de l'Économie et des finances et le secrétariat d'État aux transports qui disposent d'un mois pour notifier leur décision.

Une quinzaine d'inconnus circulant à bord de plusieurs voitures, ce mercredi 16 juin vers 2 heures du matin, ont intercepté et saisi un camion transportant cinq mille exemplaires du *Parisien libéré*. Les inconnus ont bloqué le véhicule près du commissariat de police, brisant les vitres et créant les pannes. Le conducteur de la camionnette ayant réussi à se réfugier au commissariat, une douzaine de policiers ont vainement tenté de pénétrer dans les locaux. Pour dégrader le commissariat, les agents ont dû utiliser des grenades lacrymogènes, mettant en fuite les assaillants, à l'exception de l'un d'eux, qui légèrement blessé, a dû être hospitalisé.

TED LAPIDUS
Montparnasse
SOLDES
collection Dames & Hommes
Centre commercial Maine-Montparnasse - Paris 15^{ème}
11 rue de l'Arrivée - parking gratuit

COURS RICHELIEU
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ
75, avenue des Ternes - 75017 Paris
Renseignements : Tél. 380.53.00 et 754.26.85
JEUNES GENS - JEUNES FILLES
Externat - Demi-Pension

piano center
PIANOS :
FOURNISSEUR DU CONSERVATOIRE DE PARIS
Les principales marques de PIANOS sélectionnées pour vous :
MAI, JUIN, JUILLET : PRIX et CRÉDIT TRÈS SPÉCIAUX - LOCATION-VENTE.
32-LA GARENNE, 71, rue de l'Alouette, tél. 242.26.30.
93-MONTREUIL, 122, rue de Paris, tél. 857.63.38.

piano center
PIANOS :
FOURNISSEUR DU CONSERVATOIRE DE PARIS
Les principales marques de PIANOS sélectionnées pour vous :
MAI, JUIN, JUILLET : PRIX et CRÉDIT TRÈS SPÉCIAUX - LOCATION-VENTE.
32-LA GARENNE, 71, rue de l'Alouette, tél. 242.26.30.
93-MONTREUIL, 122, rue de Paris, tél. 857.63.38.

AFRIQUE DU SUD

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Occident et

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts

Centres de Soweto
vingt-trois morts